

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 127

[C — 2000/21630]

Arrêt n° 139/2000 du 21 décembre 2000

Numéro du rôle : 1797

*En cause* : le recours en annulation totale ou partielle des articles 4 et 6 de la loi du 11 avril 1999 modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, introduit par l'a.s.b.l. GERFA.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

### I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 novembre 1999 et parvenue au greffe le 9 novembre 1999, un recours en annulation totale ou partielle des articles 4 et 6 de la loi du 11 avril 1999 modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités (publiée au *Moniteur belge* du 12 mai 1999) a été introduit par l'a.s.b.l. Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative (GERFA), dont les bureaux sont établis à 1190 Bruxelles, avenue du Pont de Luttre 137.

### II. *La procédure*

Par ordonnance du 9 novembre 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 17 décembre 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 21 décembre 1999.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 28 janvier 2000.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 29 février 2000.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 31 mars 2000.

Par ordonnances du 27 avril 2000 et du 26 octobre 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 8 novembre 2000 et 8 mai 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 13 juillet 2000, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 11 octobre 2000, après avoir constaté que le juge H. Coremans, légitimement empêché de siéger, était remplacé par le juge M. Bossuyt comme membre du siège.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 14 juillet 2000.

Par ordonnance du 5 octobre 2000, la Cour a remis l'affaire au 6 décembre 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 6 octobre 2000.

A l'audience publique du 6 décembre 2000 :

- ont comparu :

. l'a.s.b.l. GERFA, représentée par son président, M. Legrand;

. Me M. Detry, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs P. Martens et H. Boel ont fait rapport;

- les parties précitées ont été entendues;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

*III. En droit*

- A -

*Position de la requérante*

A.1. L'a.s.b.l. Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative, en abrégé GERFA, est une organisation syndicale agréée. Elle estime avoir un intérêt direct à contester la disposition attaquée qui octroie, avec effet rétroactif, un avantage financier important aux seules organisations syndicales représentatives.

A.2. Dans un moyen unique, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, elle fait valoir qu'elle dispose, conformément à la loi, de délégués syndicaux et doit rembourser le traitement brut de son délégué permanent.

A.3. L'article 18, alinéa 3, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, ajouté par l'article 4 de la loi attaquée du 11 avril 1999, dispense de ce remboursement les organisations syndicales représentatives, afin, selon la requérante, d'éviter à la Centrale générale des services publics (C.G.S.P.) des remboursements qu'elle n'avait plus effectués depuis 1997, ce qui expliquerait la rétroactivité donnée à la disposition attaquée.

A.4. La requérante estime injustifiée cette différence de traitement entre deux catégories d'organisations syndicales alors que les délégués permanents des uns et des autres sont des fonctionnaires détachés dans ces organisations et qui assument les mêmes fonctions dans la défense de leurs membres et dans l'exécution des projets de l'organisation.

*Position du Conseil des ministres*

A.5. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt de la requérante à l'annulation d'une disposition qui ne lui procurerait aucun avantage puisqu'elle resterait, comme c'est le cas actuellement, privée du bénéfice de cette disposition.

A.6. Sur le fond, le Conseil des ministres répond que la distinction entre organisations syndicales représentatives et agréées participe de la philosophie de la loi du 19 décembre 1974 et de son arrêté d'exécution du 28 septembre 1994. Les secondes ne doivent, pour être agréées, remplir que des conditions minimales et de pure forme, à savoir l'envoi d'un pli recommandé d'une copie des statuts et de la liste des dirigeants responsables. Les premières doivent démontrer qu'elles représentent une partie importante du personnel dont elles défendent les intérêts, selon les critères fixés par la loi. Leurs prérogatives sont également plus importantes puisqu'elles seules participent aux comités de négociation et de concertation. Ce critère objectif de distinction, reconnu et appliqué depuis deux décennies, est mentionné dans les travaux préparatoires de la loi du 19 décembre 1974. Il a été admis par la Cour dans son arrêt n° 71/92. Il s'agit donc, selon le Conseil des ministres, d'un choix politique qui appartient au législateur et qui ne peut être tenu pour déraisonnable.

A.7. Enfin, le Conseil des ministres ajoute que, dès lors que la distinction litigieuse est admise, la requérante perd tout intérêt à critiquer la rétroactivité prévue par l'article 6 de la loi.

*Mémoire en réponse de la requérante*

A.8. En ce qui concerne l'intérêt, la requérante répond que les dispositions attaquées lui causent un dommage direct et rompent fondamentalement et définitivement les règles d'égalité entre organisations syndicales, qu'elles soient représentatives ou agréées.

A.9. Sur le fond, la requérante répète que les dispositions attaquées ont essentiellement pour effet de répondre à une demande de la C.G.S.P., qui souhaitait échapper aux remboursements qu'elle devait depuis 1997, la mesure étant étendue à toutes les organisations représentatives, ce qui démontre qu'elle ne repose pas sur un critère objectif mais vise à avantager une organisation déterminée. La requérante demande à la Cour, en application de la loi spéciale du 6 janvier 1989, de procéder à une mesure d'instruction auprès du ministère des Finances et du Service de la trésorerie pour vérifier si la C.G.S.P. était en défaut de paiement pour ses délégués permanents, depuis 1997.

A.10. La requérante admet que seules les organisations représentatives sont associées aux travaux effectués dans les comités de négociation syndicale A, B et C, mais elle ajoute qu'il s'agit là d'une chasse gardée, verrouillée par les critères de représentativité établis par la loi. Parmi ces critères figure l'affiliation à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail. Or, c'est la partie adverse elle-même qui désigne ces organisations syndicales. La requérante ajoute que cette condition est étrangère au but poursuivi puisque le système de relations sociales du secteur public n'est en rien lié aux prérogatives du Conseil national du travail.

A.11. La requérante ajoute que la composition des comités de négociation échappe à tout contrôle démocratique puisque la partie adverse a renoncé à organiser des élections sociales. Elle conteste que ce contrôle démocratique puisse être remplacé par des opérations de comptage qui ne respectent pas la vie privée et la liberté d'association.

A.12. La requérante estime que les dispositions qu'elle attaque sont, en outre, en contradiction avec l'article 5 de la Convention concernant la protection du droit d'organisation et les procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique, ratifiée par la loi du 4 avril 1991, qui insiste sur la nécessité de garantir l'indépendance des organisations d'agents publics et d'éviter toute ingérence des autorités publiques dans leur formation, leur fonctionnement et leur administration. La requérante souligne l'importance des avantages octroyés, qui avoisinent, pour les 19 délégués, un montant brut de plusieurs dizaines de millions, ces délégués pouvant en outre faire une carrière intéressante par des promotions successives en surnombre.

- B -

B.1. L'article 4 de la loi du 11 avril 1999 modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités a ajouté à l'article 18 de cette loi un deuxième et un troisième alinéas. Cet article 18 se lit désormais comme suit :

« Le Roi établit les règles qui sont applicables aux délégués des organisations syndicales en raison de leur activité au sein des services publics. Il fixe la position administrative des agents ayant ladite qualité, en déterminant notamment les cas dans lesquels les périodes de mission syndicale sont assimilées à des périodes de service.

Le Roi fixe les règles concernant le remboursement à l'autorité par les organisations syndicales des sommes payées à certains délégués de celles-ci en leur qualité de membres du personnel.

Toutefois, le Roi peut, selon les conditions et critères qu'il fixe, dispenser les organisations syndicales représentatives en tout ou en partie du remboursement. »

L'article 6 de la loi attaquée dispose qu'elle entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, « à l'exception de l'article 4, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 1997 ».

La requérante attaque l'alinéa 3 de l'article 18 précité, ainsi que, à l'article 4 de la loi attaquée, les mots cités ci-avant entre guillemets.

B.2. La requérante justifie d'un intérêt à l'annulation de dispositions qui accordent à certaines organisations syndicales un avantage qui lui est refusé. En cas d'annulation, elle aurait une chance de voir le législateur adopter une nouvelle disposition qui pourrait lui reconnaître cet avantage. Une telle possibilité suffit à justifier l'intérêt de la requérante.

B.3. La première disposition attaquée établit une différence de traitement entre deux catégories d'organisations syndicales du secteur public : les organisations agréées, qui doivent rembourser à l'autorité publique le traitement de leurs délégués permanents; les organisations représentatives, qui peuvent être dispensées de ce remboursement par le Roi.

B.4. La différence de traitement entre les deux catégories d'organisations syndicales a été voulue par le législateur dès l'adoption de la loi du 19 décembre 1974, dont l'article 7 réserve aux organisations représentatives le droit de siéger « dans le comité commun à l'ensemble des services publics, dans le comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux, ainsi que dans le comité des services publics provinciaux et locaux ». Selon le même article, est considérée comme représentative l'organisation qui :

- « 1° exerce son activité sur le plan national;
- 2° défend les intérêts de toutes les catégories du personnel des services publics;
- 3° est affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail ».

B.5. Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 19 décembre 1974 que ce choix correspond à la volonté du Gouvernement « d'avoir devant lui des interlocuteurs valables et responsables avec lesquels il puisse négocier efficacement » et, pour atteindre ce but, de ne « négocier qu'avec des syndicats capables de porter des responsabilités effectives sur le plan national » et d'éviter l'émiettement syndical qui « signifierait la mort de ces négociations ». (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1974, n° 367-2, p. 10).

B.6. Un tel choix repose sur un critère objectif, il est en rapport avec le but poursuivi et il n'est pas manifestement disproportionné à celui-ci. Il n'est pas déraisonnable de n'admettre dans les structures de concertation et de négociation permanentes que les organisations qui justifient d'un certain nombre d'affiliés cotisants, qui sont actives au niveau national ou qui font partie d'une organisation constituée à ce niveau et qui défendent les intérêts de toutes les catégories de personnel. Une telle exigence est de nature à garantir que les revendications relatives à une catégorie du personnel soient formulées en tenant compte de la situation des autres.

B.7. Il reste cependant à examiner si ce traitement différencié est pertinent en ce qui concerne la mesure critiquée qui accorde aux organisations représentatives un avantage pécuniaire qu'elle refuse aux organisations agréées, d'autant qu'il est affirmé par la requérante que la mesure est inspirée par la volonté de privilégier une organisation déterminée.

B.8. En ce qu'elles sont associées aux procédures de concertation et de négociation permanentes, les organisations représentatives sont nécessairement amenées à exiger de leurs délégués permanents des prestations plus lourdes que les organisations agréées. Dans un protocole 264 du 4 juillet 1997, versé aux débats par le Conseil des ministres, et qui contient les conclusions de négociations menées au sein des comités des services publics fédéraux, communautaires et régionaux, il est dit :

« Compte tenu de la fréquence et de la complexité des dossiers soumis dans les instances de concertation ou de négociation, le gouvernement fédéral libérera des délégués de leurs activités professionnelles en vue de permettre aux organisations syndicales représentatives de remplir au mieux les missions prévues sur le terrain par le statut syndical. »

B.9. En décidant, en outre, de permettre au Roi de dispenser les organisations représentatives du remboursement des traitements versés aux délégués qui siègent dans les comités de négociation, le législateur a pris une mesure qui est en rapport avec le but poursuivi. Il ne peut être considéré comme discriminatoire de refuser le même avantage aux organisations dont les délégués ne sont pas astreints aux mêmes prestations.

B.10. La partie requérante invoque encore la violation de l'article 5 de la Convention n° 151 concernant la protection du droit d'organisation et les procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique, adoptée à Genève le 27 juin 1978, et approuvée par une loi du 4 avril 1991. Sans qu'il soit nécessaire de vérifier si ledit article 5 contient un droit dont la requérante pourrait être titulaire, la Cour constate que celle-ci n'en tire aucun argument distinct de ceux qu'elle a invoqués sur la base des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.11. Dès lors que la mesure critiquée traite également toutes les organisations représentatives et qu'elle n'est pas discriminatoire, il n'y a pas lieu de procéder à la mesure d'instruction suggérée par la requérante quant aux circonstances qui ont précédé son adoption.

B.12. L'article 18, alinéa 3, ne créant pas une différence de traitement injustifiée au détriment de la catégorie d'organisations syndicales à laquelle appartient la requérante, celle-ci est sans intérêt à critiquer la portée rétroactive que donne l'article 4 de la loi attaquée à cette disposition.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 décembre 2000.

Le greffier,

L. Potoms

Le président,

M. Melchior

## ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 127

[C — 2000/21630]

## Arrest nr. 139/2000 van 21 december 2000

Rolnummer 1797

*In zake* : het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 4 en 6 van de wet van 11 april 1999 tot wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, ingesteld door de v.z.w. GERFA.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 november 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 9 november 1999, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de artikelen 4 en 6 van de wet van 11 april 1999 tot wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 mei 1999), door de v.z.w. Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative (GERFA), met kantoren te 1190 Brussel, Luttrebruglaan 137.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 9 november 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 17 december 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 december 1999.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 28 januari 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 29 februari 2000 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 31 maart 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 27 april 2000 en 26 oktober 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 8 november 2000 en 8 mei 2001.

Bij beschikking van 13 juli 2000 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 11 oktober 2000, na te hebben vastgesteld dat rechter H. Coremans, wettig verhinderd zitting te nemen, als lid van de zetel werd vervangen door rechter M. Bossuyt.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 14 juli 2000 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 5 oktober 2000 heeft het Hof de zaak verdaagd tot 6 december 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 6 oktober 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 6 december 2000 :

- zijn verschenen :

. de v.z.w. GERFA, vertegenwoordigd door haar voorzitter M. Legrand;

- Mr. M. Detry, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en H. Boel verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde partijen gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

*Standpunt van de verzoekster*

A.1. De v.z.w. Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative, afgekort GERFA, is een erkende vakbondsorganisatie. Zij is van mening dat ze een rechtstreeks belang heeft bij het betwisten van de aangevochten bepaling die, met terugwerkende kracht, een aanzienlijk financieel voordeel toekent aan de enkele representatieve vakorganisaties.

A.2. In een enig middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doet zij gelden dat zij, overeenkomstig de wet, over vakbondsafgevaardigden beschikt en de brutobezoldiging van haar vaste afgevaardigde moet terugbetalen.

A.3. Artikel 18, derde lid, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, toegevoegd bij artikel 4, tweede lid, van de aangevochten wet van 11 april 1999, stelt de representatieve vakorganisaties vrij van die terugbetaling, teneinde, volgens de verzoekster, de Algemene Centrale der Openbare Diensten (A.C.O.D.) terugbetalingen te besparen die ze niet meer had gedaan sinds 1997, wat de aan de aangevochten bepaling verleende terugwerkende kracht zou verklaren.

A.4. De verzoekster is van mening dat dat verschil in behandeling tussen twee categorieën van vakorganisaties onverantwoord is, terwijl in beide gevallen de vaste afgevaardigden gedetacheerde ambtenaren in die organisaties zijn die bij de verdediging van hun leden en de uitvoering van organisatorische projecten dezelfde functies waarnemen.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.5. De Ministerraad betwist dat verzoekster een belang heeft bij de vernietiging van een bepaling die haar geen enkel voordeel zou opleveren, vermits zij, zoals dit thans het geval is, van het voordeel van die bepaling verstoken zou blijven.

A.6. Ten gronde antwoordt de Ministerraad dat het onderscheid tussen representatieve en erkende vakorganisaties te maken heeft met de filosofie van de wet van 19 december 1974 en het uitvoeringsbesluit ervan van 28 september 1994. Laatstgenoemde moeten, om erkend te worden, enkel aan minimale en louter vormelijke voorwaarden voldoen, namelijk het verzenden van een aangetekende brief met een kopie van de statuten en de lijst van de verantwoordelijke leiders. Eerstgenoemde moeten aantonen dat zij een belangrijk deel van het personeel vertegenwoordigen van wie zij de belangen verdedigen, volgens de in de wet vastgestelde criteria. Hun prerogatieven zijn eveneens aanzienlijker vermits alleen zij deelnemen aan de onderhandelings- en overlegcomités. Dat objectieve criterium van onderscheid, dat sinds twee decennia wordt erkend en toegepast, is vermeld in de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 december 1974. Het is door het Hof aangenomen in zijn arrest nr. 71/92. Volgens de Ministerraad gaat het dus om een politieke keuze die de wetgever toekomt en die niet voor onredelijk kan worden gehouden.

A.7. Ten slotte voegt de Ministerraad daaraan toe dat, aangezien het bekritiseerde onderscheid wordt aanvaard, de verzoekster elk belang verliest om de in de artikel 6 van de wet bedoelde terugwerkende kracht aan te klagen.

*Memorie van antwoord van de verzoekster*

A.8. Wat betreft het belang antwoordt de verzoekster dat de aangevochten bepalingen haar rechtstreeks schade berokkenen en op fundamentele en definitieve wijze breken met de regels van gelijkheid onder de vakorganisaties ongeacht of zij representatieve of erkende organisaties zijn.

A.9. Ten gronde herhaalt de verzoekster dat de aangevochten bepalingen hoofdzakelijk tot gevolg hebben dat zij inspelen op een vraag van de A.C.O.D., die aan de door haar sinds 1997 verschuldigde terugbetalingen wenste te ontsnappen, aangezien de maatregel werd uitgebreid tot alle representatieve organisaties, wat aantoonde dat hij niet op een objectief criterium berust maar ertoe strekt een welbepaalde organisatie te bevoordelen. De verzoekster vraagt het Hof, met toepassing van de bijzondere wet van 6 januari 1989, over te gaan tot een onderzoeksmaatregel bij het Ministerie van Financiën en de dienst van de Thesaurie, om na te gaan of de A.C.O.D. sinds 1997 verzuimd heeft te betalen voor haar vaste afgevaardigden.

A.10. De verzoekster neemt aan dat enkel de representatieve organisaties betrokken worden bij de werkzaamheden in de comités voor vakbondsonderhandeling A, B en C, maar zij voegt daaraan toe dat het daar om een eigen terrein gaat, dat is afgesloten door de in de wet vastgestelde criteria van representativiteit. Onder die criteria wordt het lidmaatschap vermeld van een in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde vakorganisatie. Het is echter de tegenpartij zelf welke die vakbondsorganisaties aanwijst. De verzoekster voegt daaraan toe dat die voorwaarde niets te maken heeft met de nagestreefde doelstelling, vermits het systeem van sociale betrekkingen van de openbare sector geenszins verbonden is met de prerogatieven van de Nationale Arbeidsraad.

A.11. De verzoekster voegt daaraan toe dat de samenstelling van de onderhandelingscomités aan elke democratische controle ontsnapt, vermist de tegenpartij eraan heeft verzaakt sociale verkiezingen te organiseren. Zij betwist dat die democratische controle kan worden vervangen door tellingen waarbij de persoonlijke levenssfeer en de vrijheid van vereniging niet worden gerespecteerd.

A.12. De verzoekster is van mening dat de door haar aangevochten bepalingen bovendien strijdig zijn met artikel 5 van het Verdrag betreffende de bescherming van het vakverenigingsrecht en procedures voor het vaststellen van arbeidsvoorwaarden in de openbare dienst, bekrachtigd bij de wet van 4 april 1991, dat de nadruk legt op de noodzaak om de onafhankelijkheid van de organisaties van overheidspersoneel te garanderen en elke inmenging van de overheid bij hun oprichting, de uitoefening van hun werkzaamheden of bij het beheer van hun organisaties te vermijden. De verzoekster onderstreept het belang van de toegekende voordelen die, voor de 19 afgevaardigden, om en bij een brutobedrag van verscheidene tientallen miljoenen vertegenwoordigen, waarbij die afgevaardigden bovendien een interessante carrière kunnen maken door opeenvolgende overtallige promoties.

- B -

B.1. Artikel 4 van de wet van 11 april 1999 tot wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel heeft aan artikel 18 van die wet een tweede en een derde lid toegevoegd. Dat artikel 18 luidt voortaan :

« De Koning stelt de regelen die voor de vakbondsafgevaardigden gelden ter zake van hun activiteit in de overheidsdiensten. Hij bepaalt de administratieve stand van de personeelsleden die deze hoedanigheid bezitten, en onder meer de gevallen waarin de tijd dat zij een vakbondsopdracht vervullen, met dienstdtijd wordt gelijkgesteld.

De Koning bepaalt de regels inzake de terugbetaling aan de overheid door de vakorganisaties van de sommen betaald aan sommige van hun afgevaardigden in hun hoedanigheid van personeelslid.



De Koning kan evenwel, volgens de voorwaarden en criteria die Hij vaststelt, de representatieve vakorganisaties geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de terugbetaling. »

Artikel 6 van de aangevochten wet bepaalt dat zij in werking treedt de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, « met uitzondering van artikel 4, dat uitwerking heeft op 1 juli 1997 ».

De verzoekster vecht het derde lid van het voormelde artikel 18 aan, alsmede, in artikel 4 van de aangevochten wet, de hiervoor tussen aanhalingstekens geciteerde woorden.

B.2. De verzoekster doet blijken van een belang bij de vernietiging van bepalingen die aan sommige vakorganisaties een voordeel toekennen dat haar wordt geweigerd. In geval van vernietiging zou zij een kans hebben dat de wetgever een nieuwe bepaling aanneemt die haar dat voordeel zou kunnen toekennen. Een dergelijke mogelijkheid volstaat om het belang van de verzoekster te verantwoorden.

B.3. De eerste aangevochten bepaling roept een verschil in behandeling in het leven tussen twee categorieën van vakorganisaties van de openbare sector : de erkende organisaties, die aan de overheid de bezoldiging van hun vaste afgevaardigden moeten terugbetalen, en de representatieve organisaties, die door de Koning van die terugbetaling kunnen worden vrijgesteld.

B.4. Het verschil in behandeling tussen de twee categorieën van vakorganisaties is door de wetgever gewild sinds de aanneming van de wet van 19 december 1974, waarvan artikel 7 aan de representatieve organisaties het recht voorbehoudt om zitting te hebben « in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, in het comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten en in het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ». Volgens hetzelfde artikel wordt als representatief beschouwd iedere vakorganisatie die :

« 1° op nationaal vlak werkzaam is;

2° de belangen van al de categorieën van het personeel in overheidsdienst verdedigt;

3° aangesloten is bij een vakorganisatie die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is ».

B.5. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 december 1974 blijkt dat die keuze overeenstemt met de wil van de Regering om « geldige en verantwoordelijke gesprekpartners voor zich te vinden waarmee zijn efficiënt kan onderhandelen » en, teneinde dat doel te bereiken, slechts te « onderhandelen met vakbonden die in staat zijn om werkelijke verantwoordelijkheden te dragen op nationaal vlak » en de versnippering van de vakbonden te vermijden waardoor « de onderhandelingen [...] ten dode opgeschreven [zouden] zijn » (*Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1974, nr. 367-2, p. 10).

B.6. Een dergelijke keuze berust op een objectief criterium, staat in verband met het nagestreefde doel en is niet kennelijk onevenredig daarmee. Het is niet onredelijk in de permanente overleg- en onderhandelingsstructuren enkel die vakorganisaties toe te laten die een bepaald aantal bijdrageplichtige leden hebben, die op nationaal vlak werkzaam zijn of die deel uitmaken van een op dat niveau samengestelde organisatie en die de belangen van al de categorieën van het personeel verdedigen. Een dergelijke vereiste is van dien aard dat zij waarborgt dat bij het formuleren van de eisen van een categorie van het personeel rekening wordt gehouden met de situatie van de anderen.

B.7. Er dient echter nog te worden onderzocht of die gedifferentieerde behandeling relevant is wat betreft de bekritiseerde maatregel die aan de representatieve organisaties een geldelijk voordeel toekent dat aan de erkende organisaties wordt geweigerd, temeer daar de verzoekster bevestigt dat de maatregel is ingegeven door de wil om een bepaalde organisatie te bevoordelen.

B.8. In zoverre de representatieve organisaties worden betrokken bij de permanente overleg- en onderhandelingsprocedures, worden zij noodzakelijkerwijze ertoe gebracht van een permanente afgevaardigde zwaardere prestaties te eisen dan de erkende organisaties. In het protocol 264 van 4 juli 1997, dat door de Ministerraad tijdens debatten is neergelegd en dat de conclusies bevat van de onderhandelingen die zijn gevoerd in de comités van de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten staat te lezen :

« Gezien de frekwentie en de complexiteit van de dossiers die worden voorgelegd aan de overleg- en onderhandelingsorganen, zal de federale overheid afgevaardigden vrijstellen van hun beroepsactiviteiten teneinde toe te staan dat de representatieve vakbondsorganisaties naar behoren hun opdrachten op het terrein kunnen vervullen die voorzien zijn in het syndicaal statuut. »

B.9. Doordat de wetgever bovendien beslist heeft de Koning toe te staan de representatieve organisaties vrij te stellen van de terugbetaling van de bezoldigingen die worden gestort aan de afgevaardigden die zitting hebben in de onderhandelingscomités, heeft hij een maatregel genomen die in verband staat met het nagestreefde doel. Het kan niet als discriminerend worden beschouwd dat hetzelfde voordeel wordt geweigerd aan de organisaties waarvan de afgevaardigden niet tot dezelfde prestaties verplicht zijn.

B.10. De verzoekende partij voert verder de schending aan van artikel 5 van het Verdrag nr. 151 betreffende de bescherming van het vakverenigingsrecht en procedures voor het vaststellen van arbeidsvoorwaarden in de openbare dienst, aangenomen te Genève op 27 juni 1978 en goedgekeurd bij een wet van 4 april 1991. Zonder dat het nodig is te onderzoeken of het genoemde artikel 5 een recht bevat dat de verzoekster zou kunnen bezitten, stelt het Hof vast dat zij daaruit geen enkel argument afleidt dat verschillend is van die welke zij heeft aangevoerd op basis van de artikelen 10 en 11 een van de Grondwet.

B.11. Aangezien de bekritiseerde maatregel alle representatieve organisaties gelijk behandelt en hij niet discriminerend is, dient niet te worden overgegaan tot de door de verzoekster gesuggereerde onderzoeksmaatregel ten aanzien van de omstandigheden die aan de aanneming ervan zijn voorafgegaan.

B.12. Aangezien artikel 18, derde lid, geen onverantwoord verschil van behandeling in het leven roept ten nadele van de categorie van vakorganisaties waartoe de verzoekster behoort, heeft zij geen belang om de terugwerkende draagwijdte te bekritisieren die in artikel 4 van de aangevochten wet aan die bepaling wordt gegeven.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 december 2000.

De griffier,

L. Potoms

De voorzitter,

M. Melchior

## SCHIEDSHOF

D. 2001 — 127

[C — 2000/21630]

## Urteil Nr. 139/2000 vom 21. Dezember 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1797

*In Sachen:* Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 4 und 6 des Gesetzes vom 11. April 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, erhoben von der VoG GERFA.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 8. November 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 9. November 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative (GERFA), mit Sitz in 1190 Brüssel, avenue du Pont de Luttre 137, Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 4 und 6 des Gesetzes vom 11. April 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Mai 1999).

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 9. November 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 17. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. Dezember 1999.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 28. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 29. Februar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Der klagenden Partei hat mit am 31. März 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidernschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 27. April 2000 und vom 26. Oktober 2000 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 8. November 2000 bzw. 8. Mai 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 13. Juli 2000 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsfähig erklärt und den Sitzungstermin auf den 11. Oktober 2000 anberaumt, nachdem er festgestellt hat, daß der gesetzlich verhinderte Richter H. Coremans als Mitglied der Besetzung durch den Richter M. Bossuyt ersetzt wurde.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 14. Juli 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 5. Oktober 2000 hat der Hof die Verhandlung auf den 6. Dezember 2000 vertagt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 6. Oktober 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 6. Dezember 2000

- erschienen

. die VoG GERFA, vertreten durch ihren Vorsitzenden M. Legrand,

. RÄin M. Detry, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter P. Martens und H. Boel Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Parteien angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

*Standpunkt der Klägerin*

A.1. Die VoG Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative, abgekürzt GERFA, sei eine anerkannte Gewerkschaftsorganisation. Sie ist der Auffassung, ein unmittelbares Interesse an der Anfechtung der betreffenden Bestimmung zu haben, die nur den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen rückwirkend einen bedeutenden finanziellen Vorteil gewährt.

A.2. Im einzigen Klagegrund, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet ist, macht sie geltend, sie verfüge gemäß dem Gesetz über Gewerkschaftsdelegierte und müsse das Bruttogehalt ihres ständigen Delegierten erstatten.

A.3. Artikel 18 Absatz 3 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, eingefügt durch Artikel 4 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes vom 11. April 1999, befreie die repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen von dieser Erstattung, um der « Centrale générale des services publics » (C.G.S.P.) Erstattungen zu ersparen, die sie seit 1997 nicht mehr geleistet habe, was die Ausstattung der angefochtenen Bestimmung mit rückwirkender Kraft erkläre.

A.4. Die Klägerin betrachte diesen Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von Gewerkschaftsorganisationen als ungerechtfertigt, da die ständigen Delegierten der beiden Kategorien Beamte seien, die in diese Organisation entsandt seien und die gleichen Aufgaben zur Verteidigung ihrer Mitglieder und zur Ausführung der Projekte der Organisation erfüllten.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.5. Der Ministerrat ficht das Interesse der Klägerin an der Nichtigkeitsklärung einer Bestimmung an, die ihr keinerlei Vorteil bieten würde, da sie, wie es derzeit der Fall sei, nicht in den Vorteil dieser Bestimmung gelangen würde.

A.6. Zur Hauptsache erwidert der Ministerrat, daß die Unterscheidung zwischen repräsentativen und anerkannten Gewerkschaftsorganisationen mit der Philosophie des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 und seines Ausführungserlasses vom 28. September 1994 zusammenhänge. Letztere müßten, um anerkannt zu werden, nur Mindestbedingungen erfüllen, die eine reine Formsache seien, nämlich per Einschreiben eine Abschrift der Satzung und der Liste der verantwortlichen Führungskräfte einschicken. Erstere müßten nachweisen, daß sie einen bedeutenden Teil des Personals vertreten würden, dessen Interessen sie nach den im Gesetz festgelegten Kriterien verteidigen würden. Ihre Vorrechte seien ebenfalls bedeutender, da sie alleine an den Sitzungen der Verhandlungs- und Konzertierungsausschüsse teilnahmen. Dieses objektive Unterscheidungskriterium, das seit zwei Jahrzehnten anerkannt sei und angewandt werde, sei in den Vorarbeiten zum Gesetz vom 19. Dezember 1974 erwähnt worden. Es sei vom Hof in seinem Urteil Nr. 71/92 anerkannt worden. Es handele sich nach Auffassung des Ministerrates also um eine politische Entscheidung, die dem Gesetzgeber obliege und die nicht als unvernünftig betrachtet werden könne.

A.7. Schließlich fügt der Ministerrat hinzu, daß die Klägerin, da die angefochtene Unterscheidung anerkannt sei, jegliches Interesse an der Anfechtung der in Artikel 6 des Gesetzes vorgesehenen Rückwirkung verliere.

*Erwiderungsschriftsatz der Klägerin*

A.8. In bezug auf das Interesse erwidert die Klägerin, daß die angefochtenen Bestimmungen ihr einen direkten Schaden zufügten und die Regeln der Gleichheit zwischen Gewerkschaftsorganisationen, ungeachtet dessen, ob sie repräsentativ oder anerkannt seien, grundlegend und endgültig brechen würden.

A.9. Zur Hauptsache wiederholt die Klägerin, daß die angefochtenen Bestimmungen im wesentlichen dazu führten, einem Anliegen der C.G.S.P. stattzugeben, die den Erstattungen, die sie seit 1997 geschuldet habe, zu entgehen wünschte, wobei die Maßnahme auf alle repräsentativen Organisationen ausgedehnt werde, was beweise, daß sie nicht auf einem objektiven Kriterium beruhe, sondern eine bestimmte Organisation bevorzugen solle. Die Klägerin bittet den Hof, in Anwendung des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 eine Untersuchungsmaßnahme beim Finanzministerium und beim Schatzamt durchzuführen, um zu prüfen, ob die C.G.S.P. seit 1997 die Zahlungen für ihre ständigen Delegierten versäumt habe.

A.10. Die Klägerin räumt ein, daß nur die repräsentativen Organisationen in die Arbeiten der gewerkschaftlichen Verhandlungsausschüsse A, B und C einbezogen würden, fügt aber hinzu, es handele sich hierbei um ein vorbehaltetes Gebiet, das durch gesetzlich festgelegte Repräsentativitätskriterien festgeschrieben sei. Zu diesen Kriterien gehöre die Zugehörigkeit zu einer im Nationalen Arbeitsrat vertretenen Gewerkschaftsorganisation. Die Gegenpartei bestimme jedoch selbst diese Gewerkschaftsorganisationen. Die Klägerin fügt hinzu, daß diese Bedingung nichts mit der Zielsetzung zu tun habe, da das System der sozialen Beziehungen des öffentlichen Sektors keineswegs mit den Vorrechten des Nationalen Arbeitsrates zusammenhänge.

A.11. Die Klägerin fügt hinzu, daß die Zusammensetzung der Verhandlungsausschüsse sich jeglicher demokratischer Kontrolle entziehe, da die Gegenpartei darauf verzichtet habe, Sozialwahlen abzuhalten. Sie ficht an, daß diese demokratische Kontrolle durch Zählungen ersetzt werden könne, die nicht das Privatleben und die Vereinigungsfreiheit berücksichtigten.

A.12. Die Klägerin ist der Auffassung, daß die von ihr angefochtenen Bestimmungen außerdem im Widerspruch zu Artikel 5 des Übereinkommens über den Schutz der Vereinigungsfreiheit und die Verfahren zur Festlegung von Beschäftigungsbedingungen im öffentlichen Dienst stünden, das durch das Gesetz vom 4. April 1991 ratifiziert worden sei; dieses unterstreiche die Notwendigkeit, die Unabhängigkeit der Organisationen der öffentlichen Bediensteten zu gewährleisten und jegliche Einmischung der öffentlichen Behörden in ihre Gründung, ihre Tätigkeit und ihre Verwaltung zu vermeiden. Die Klägerin hebt die Bedeutung der gewährten Vorteile hervor, die für die 19 Delegierten einen Bruttobetrag von mehreren zig Millionen erreichten, wobei diese Delegierten außerdem eine interessante Laufbahn durch übermäßige aufeinanderfolgende Beförderungen erreichen könnten.

- B -

B.1. Artikel 4 des Gesetzes vom 11. April 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, hat einen zweiten und einen dritten Absatz in Artikel 18 dieses Gesetzes eingefügt. Dieser Artikel 18 lautet nunmehr wie folgt:

« Der König legt die Regeln fest, die auf die Delegierten der Gewerkschaftsorganisationen wegen ihrer Tätigkeit innerhalb des öffentlichen Dienstes Anwendung finden. Er bestimmt die Verwaltungsposition der Bediensteten, die diese Eigenschaft besitzen, und legt dabei insbesondere die Fälle fest, in denen die Zeitspannen des Gewerkschaftsauftrags der Dienstzeit gleichgestellt sind.

Der König legt die Regeln fest, nach denen die Gewerkschaftsorganisationen die Summen, die gewissen Delegierten dieser Organisationen in deren Eigenschaft als Personalmitglieder gezahlt worden sind, der öffentlichen Hand erstatten.

Der König kann jedoch unter den Bedingungen und nach den Kriterien, die er festlegt, die repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen ganz oder teilweise von der Erstattung befreien. »



Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes besagt, daß es am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt, « mit Ausnahme von Artikel 4, der am 1. Juli 1997 wirksam wird ».

Die Klägerin ficht Absatz 3 des obengenannten Artikels 18 sowie in Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes die vorstehend zwischen Anführungszeichen zitierten Wörter an.

B.2. Die Klägerin weist ein Interesse an der Nichtigerklärung von Bestimmungen nach, die gewissen Gewerkschaftsorganisationen einen ihr verweigerten Vorteil gewähren. Im Falle der Nichtigerklärung hätte sie eine Möglichkeit, daß der Gesetzgeber eine neue Bestimmung annehmen würde, die ihr diesen Vorteil gewähren würde. Eine solche Möglichkeit reicht aus, um das Interesse der Klägerin zu rechtfertigen.

B.3. Die erste angefochtene Bestimmung führt einen Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von Gewerkschaftsorganisationen des öffentlichen Sektors ein: die anerkannten Organisationen, die der öffentlichen Hand das Gehalt ihrer ständigen Delegierten erstatten müssen; die repräsentativen Organisationen, die durch den König von dieser Erstattung befreit werden können.

B.4. Der Behandlungsunterschied zwischen diesen beiden Kategorien von Gewerkschaftsorganisationen war vom Gesetzgeber gewollt, als er das Gesetz vom 19. Dezember 1974 annahm, dessen Artikel 7 den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen das Recht vorbehält, « im gemeinsamen Ausschuß für den gesamten öffentlichen Dienst, im Ausschuß der föderalen, gemeinschaftlichen und regionalen öffentlichen Dienste sowie im Ausschuß der provinziellen und lokalen Dienste » zu tagen. Gemäß diesem Artikel wird eine Organisation als repräsentativ anerkannt, wenn sie:

- « 1. auf landesweiter Ebene tätig ist;
2. die Interessen aller Personalkategorien des öffentlichen Dienstes vertritt;
3. einer im Nationalen Arbeitsrat vertretenen Gewerkschaftsorganisation angeschlossen ist ».

B.5. Aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 19. Dezember 1974 geht hervor, daß diese Entscheidung dem Willen der Regierung entspricht, « gegenüber gültigen und verantwortlichen Gesprächspartnern zu sitzen, mit denen sie effizient verhandeln kann », und zur Verwirklichung dieses Ziels « nur mit Gewerkschaften zu verhandeln, die imstande sind, tatsächlich auf nationaler Ebene Verantwortung zu tragen » sowie eine Zersplitterung von Gewerkschaften zu vermeiden, die « den Tod dieser Verhandlungen bedeuten würde ». (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1974, Nr. 367-2, S. 10).

B.6. Eine solche Entscheidung beruht auf einem objektiven Kriterium, steht im Zusammenhang zum angestrebten Ziel und ist nicht offensichtlich unverhältnismäßig dazu. Es ist nicht unvernünftig, in den ständigen Konzertierungs- und Verhandlungsstrukturen nur die Gewerkschaftsorganisationen zuzulassen, die eine bestimmte Anzahl Beitrag zahlender Mitglieder nachweisen können, die auf landesweiter Ebene tätig sind oder einer auf dieser Ebene gebildeten Organisation angehören und die die Interessen aller Personalkategorien verteidigen. Ein solches Erfordernis kann gewährleisten, daß bei der Formulierung der Forderungen in bezug auf eine Personalkategorie die Situation der anderen berücksichtigt wird.

B.7. Es bleibt jedoch zu prüfen, ob diese unterschiedliche Behandlung sachdienlich ist in bezug auf die angefochtene Maßnahme, die den repräsentativen Organisationen einen finanziellen Vorteil zuerkennt, den sie den anerkannten Organisationen verweigert, zumal die Klägerin anführt, diese Maßnahme entstehe aus dem Willen, eine bestimmte Organisation zu bevorzugen.

B.8. Insofern die repräsentativen Organisationen in die ständigen Konzertierungs- und Verhandlungsverfahren einbezogen sind, sehen sie sich notwendigerweise veranlaßt, von ihren ständigen Delegierten größere Arbeitsleistungen zu verlangen als die anerkannten Organisationen. In einem Protokoll 264 vom 4. Juli 1997, das durch den Ministerrat in die Erörterungen eingebracht wurde und die Schlußfolgerungen der innerhalb der Ausschüsse der föderalen, gemeinschaftlichen und regionalen öffentlichen Dienste geführten Verhandlungen enthält, heißt es:

« Angesichts der Häufigkeit und der Vielschichtigkeit der Akten, die den Konzertierungs- oder Verhandlungsinstanzen unterbreitet werden, befreit die Föderalregierung Delegierte von ihren beruflichen Tätigkeiten, damit die repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen die vorgesehenen Aufgaben auf Gewerkschaftsebene optimal erfüllen können. »

B.9. Indem der Gesetzgeber unter anderem beschlossen hat, es dem König zu erlauben, die repräsentativen Organisationen von der Erstattung der Gehälter für die in Verhandlungsausschüssen tagenden Delegierten zu befreien, hat er eine Maßnahme ergriffen, die im Verhältnis zur Zielsetzung steht. Es kann nicht als diskriminierend angesehen werden, wenn der gleiche Vorteil den Organisationen verweigert wird, deren Delegierte nicht zu denselben Leistungen verpflichtet sind.

B.10. Die klagende Partei führt ferner einen Verstoß gegen Artikel 5 des Übereinkommens Nr. 151 über den Schutz der Vereinigungsfreiheit und die Verfahren zur Festlegung von Beschäftigungsbedingungen im öffentlichen Dienst, das am 27. Juni 1978 in Genf angenommen und durch ein Gesetz vom 4. April 1991 genehmigt wurde, an. Ohne daß es notwendig wäre zu prüfen, ob der besagte Artikel 5 ein Recht enthält, in dessen Genuß die Klägerin gelangen könnte, stellt der Hof fest, daß diese kein anderes Argument daraus ableitet als diejenigen, die sie auf der Grundlage der Artikel 10 und 11 der Verfassung angeführt hat.

B.11. Da die angefochtene Maßnahme alle repräsentativen Organisationen gleich behandelt und nicht diskriminierend ist, besteht kein Anlaß, die von der Klägerin angeregte Untersuchungsmaßnahme bezüglich der vor ihrer Annahme herrschenden Umstände durchzuführen.

B.12. Da Artikel 18 Absatz 3 keinen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zum Nachteil der Kategorie der Gewerkschaftsorganisationen, der die Klägerin angehört, einführt, hat diese kein Interesse an der Anfechtung der Rückwirkung, die Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes dieser Bestimmung verleiht.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Dezember 2000.

Der Kanzler,

L. Potoms

Der Vorsitzende,

M. Melchior

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

F. 2001 — 128 [C — 2000/15175]

**24 JUNI 2000.** — Loi portant assentiment au Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières, et aux Annexes I, II, III et IV, signés à Genève le 18 novembre 1991 (1) (2)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** Le Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance de 1979, relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières, et les Annexes I, II, III et IV, signés à Genève le 18 novembre 1991, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
L. MICHEL

La Ministre de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. AELVOET

Vu et Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Notes

(1) *Session 1999-2000.*  
Sénat.

*Documents.* — Projet de loi déposé le 22 décembre 1999, n° 2-255/1. — Rapport, n° 2-255/2. — Texte adopté en séance et transmis à la Chambre, n° 2-255/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion et vote. Séance du 24 février 2000.

Chambre des représentants.

*Documents.* — Projet transmis par le Sénat, n° 50-473/1. — Rapport, n° 50-473/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion et vote. Séance du 6 avril 2000..

(2) Voir aussi le Décret de la Communauté flamande/la Région flamande du 15 juillet 1997 (*Moniteur belge* du 29 août 1997), le Décret de la Région wallonne du 6 mai 1999 (*Moniteur belge* du 23 juin 1999), l'Ordonnance de la Région Bruxelles-Capitale du 27 avril 2000 (*Moniteur belge* du 27 septembre 2000).

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

N. 2001 — 128 [C — 2000/15175]

**24 JUNI 2000.** — Wet houdende instemming met het Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake de beheersing van emissies van vluchtige organische stoffen of hun grensoverschrijdende stromen, en met de Bijlagen I, II, III en IV, ondertekend te Genève op 18 november 1991 (1) (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake de beheersing van emissies van vluchtige organische stoffen of hun grensoverschrijdende stromen, en met de Bijlagen I, II, III en IV, ondertekend te Genève op 18 november 1991, zullen volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 juni 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
L. MICHEL

De Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Nota's

(1) *Zitting 1999-2000.*  
Senaat.

*Documenten.* — Ontwerp van wet ingediend op 22 december 1999, nr. 2-255/1. — Verslag, nr. 2-255/2. — Tekst aangenomen in vergadering en overgezonden aan de Kamer, nr. 2-255/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en stemming. Vergadering van 24 februari 2000.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Documenten.* — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 50-473/1. — Verslag, nr. 50-473/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en stemming. Vergadering van 6 april 2000.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/het Vlaams Gewest van 15 juli 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 1997), Decreet van het Waalse Gewest van 6 mei 1999 (*Belgisch Staatsblad* van 23 juni 1999), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 27 april 2000 (*Belgisch Staatsblad* van 27 september 2000).

**Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières**

LES PARTIES,

RESOLUES à appliquer la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance,

PREOCCUPEES par le fait que les émissions actuelles de composés organiques volatils (COV) et les produits oxydants photochimiques secondaires qui en résultent endommagent, dans les régions exposées d'Europe et d'Amérique du Nord, des ressources naturelles d'une importance vitale du point de vue écologique et économique, et, dans certaines conditions d'exposition, ont des effets nocifs sur la santé humaine,

NOTANT qu'en vertu du Protocole relatif à la lutte contre les émissions d'oxyde d'azote ou leurs flux transfrontières, adopté à Sofia le 31 octobre 1988, on s'est déjà mis d'accord pour réduire les émissions d'oxyde d'azote,

RECONNAISSANT la contribution des COV et des oxydes d'azote dans la formation de l'ozone troposphérique,

RECONNAISSANT AUSSI que les COV, les oxydes d'azote et l'ozone qui en résulte sont transportés à travers les frontières internationales, influant sur la qualité de l'air dans les Etats voisins,

CONSCIENTES que le mécanisme de la création d'oxydants photochimiques est tel qu'il est indispensable de réduire les émissions de COV pour diminuer l'incidence des oxydants photochimiques,

CONSCIENTES EN OUTRE que le méthane et le monoxyde de carbone émis du fait des activités humaines sont présents à des concentrations de fond dans l'air au-dessus de la région de la CEE et contribuent à créer, par épisodes, des concentrations de pointe d'ozone; qu'en outre leur oxydation à l'échelle mondiale en présence d'oxydes d'azote contribue à former des concentrations de fond d'ozone troposphérique auxquels se surajoutent des épisodes photochimiques; et que le méthane devrait faire l'objet de mesures de lutte dans d'autres enceintes,

RAPPELANT que l'Organe exécutif de la Convention a reconnu à sa sixième session, qu'il était nécessaire de lutter contre les émissions de COV ou leurs flux transfrontières et de maîtriser l'incidence des oxydants photochimiques, et que les Parties qui avaient déjà réduit ces émissions devaient maintenir et réviser leurs normes d'émission pour les COV,

TENANT COMPTE des mesures déjà prises par plusieurs Parties qui ont eu pour effet de réduire leurs émissions annuelles nationales d'oxydes, d'azote et de COV,

NOTANT que certaines parties ont fixé des normes de qualité de l'air et/ou des objectifs pour l'ozone troposphérique et que des normes relatives aux concentrations en ozone troposphérique ont été fixées par l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organes compétents,

RESOLUES à prendre des mesures efficaces pour lutter contre les émissions annuelles nationales de COV ou les flux transfrontières de COV et les produits oxydants photochimiques secondaires qui en résultent et pour les réduire, en particulier en appliquant des normes nationales ou internationales appropriées d'émissions aux nouvelles sources mobiles et aux nouvelles sources fixes, en adaptant les principales sources fixes existantes, et aussi en limitant la proportion de composants susceptibles d'émettre des COV dans les produits destinés à des utilisations industrielles et domestiques,

CONSCIENTES que les composés organiques volatils diffèrent beaucoup les uns des autres par leur réactivité et leur capacité à créer de l'ozone troposphérique et d'autres oxydants photochimiques, et que, pour tout composant individuel, ces possibilités peuvent varier d'un moment à l'autre et d'un lieu à l'autre en fonction de facteurs météorologiques et autres,

RECONNAISSANT qu'il faut tenir compte des différences et des variations en question si l'on veut que les mesures prises pour lutter contre les émissions et les flux transfrontières de COV et pour les réduire soient aussi efficaces que possible et aboutissent à réduire au minimum la formation d'ozone troposphérique et d'autres oxydants photochimiques,

PRENANT EN CONSIDERATION les données scientifiques et techniques existantes relatives aux émissions, aux déplacements atmosphériques et aux effets sur l'environnement des COV et des oxydants photochimiques, ainsi qu'aux techniques de lutte,

RECONNAISSANT que les connaissances scientifiques et techniques sur ces questions se développent et qu'il faudra tenir compte de cette évolution lorsque l'on examinera l'application du présent Protocole et que l'on décidera des mesures ultérieures à prendre,

NOTANT que l'élaboration d'une approche fondée sur les niveaux critiques vise à établir une base scientifique axée sur les effets, dont il faudra tenir compte lors de l'examen de l'application du présent Protocole et avant de décider de nouvelles mesures agréées à l'échelon international qui seront destinées à limiter et réduire les émissions de COV ou les flux transfrontières de COV et d'oxydants photochimiques,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>

Définitions

Aux fins du présent Protocole,

1. On entend par « Convention », la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, adoptée à Genève le 13 novembre 1979;

2. On entend par « EMEP » le Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe;

3. On entend par « Organe exécutif », l'Organe exécutif de la Convention, constitué en vertu du paragraphe 1 de l'article 10 de la Convention;

4. On entend par « zone géographique des activités de l'EMEP », la zone définie au paragraphe 4 de l'article 1<sup>er</sup> du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP), adopté à Genève le 28 septembre 1984;

5. On entend par « zone de gestion de l'ozone troposphérique » (ZGOT), une zone spécifiée dans l'annexe I conformément aux conditions exposées à l'alinéa *b*) du paragraphe 2 de l'article 2;
6. On entend par « Parties », sauf incompatibilité avec le contexte, les Parties au présent Protocole;
7. On entend par « Commission », la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe;
8. On entend par « niveaux critiques », des concentrations de polluants dans l'atmosphère, pour une durée d'exposition spécifiée, au-dessous desquelles, en l'état actuel des connaissances, il ne se produit pas d'effets néfastes directs sur des récepteurs tels que l'homme, les végétaux, les écosystèmes ou les matériaux;
9. On entend par « composés organiques volatils » ou « COV », sauf indication contraire, tous les composés organiques artificiels, autres que le méthane, qui peuvent produire des oxydants photochimiques par réaction avec les oxydes d'azote en présence de lumière solaire;
10. On entend par « grande catégorie de sources », toute catégorie de sources qui émettent des polluants atmosphériques sous la forme de COV, notamment les catégories décrites dans les annexes techniques II et III, et qui contribuent pour au moins 1 % au total annuel des émissions nationales de COV, mesuré ou calculé sur la première année civile qui suit la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, et tous les quatre ans par la suite;
11. On entend par « source fixe nouvelle », toute source fixe que l'on commence à construire ou que l'on entreprend de modifier sensiblement à l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
12. On entend par « source mobile nouvelle », tout véhicule routier automobile construit après l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
13. On entend par « potentiel de création d'ozone photochimique » (PCOP), le potentiel d'un COV donné, par rapport à celui d'autres COV, de former de l'ozone en réagissant avec des oxydes d'azote en présence de lumière solaire, tel qu'il est décrit dans l'annexe IV.

## Article 2

### Obligations fondamentales

1. Les Parties maîtrisent et restreignent leurs émissions de COV afin de réduire les flux transfrontières de ces composés et les flux des produits oxydants photochimiques secondaires qui en résultent et protéger ainsi la santé et l'environnement d'effets nocifs.
2. Afin de satisfaire aux prescriptions du paragraphe 1 ci-dessus, chaque Partie maîtrise et réduit ses émissions annuelles de COV, ou leurs flux transfrontières selon l'une des modalités suivantes à préciser lors de la signature :
  - a) elle prend, dans un premier temps et dès que possible, des mesures efficaces pour réduire ses émissions annuelles nationales de COV d'au moins 30 % d'ici 1999, en retenant comme base les niveaux de 1988 ou tout autre niveau annuel de la période 1984-1990 qu'elle peut spécifier lorsqu'elle signe le présent Protocole ou y adhère; ou
  - b) si ses émissions annuelles contribuent aux concentrations d'ozone troposphérique dans des zones placées sous la juridiction d'une ou plusieurs autres Parties et proviennent uniquement des zones relevant de sa juridiction spécifiées en tant que ZGOT à l'annexe I, elle prend, dans un premier temps et dès que possible, des mesures efficaces pour
    - i) réduire ses émissions annuelles de COV en provenance des zones ainsi spécifiées d'au moins 30 % d'ici 1999 en retenant comme base les niveaux de 1988 ou tout autre niveau annuel de la période 1984-1990 qu'elle peut spécifier lorsqu'elle signe le présent Protocole ou y adhère;
    - ii) faire en sorte que ses émissions annuelles nationales totales de COV d'ici 1999 ne dépassent pas les niveaux de 1988;
    - c) si ses émissions annuelles nationales de COV ont été en 1988 inférieures à 500 000 tonnes et 20 kg par habitant et 5 tonnes par km<sup>2</sup>, elle prend, dans un premier temps et dès que possible, des mesures efficaces pour faire au moins en sorte que, au plus tard en 1999, ses émissions annuelles nationales de COV ne dépassent pas les niveaux de 1988.
3. a) En outre, deux ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, les Parties :
  - i) appliquent aux sources fixes nouvelles des normes nationales ou internationales d'émissions appropriées fondées sur les meilleures techniques disponibles qui sont économiquement viables, compte tenu de l'annexe II;
  - ii) appliquent des mesures nationales ou internationales pour les produits contenant des solvants et encouragent l'emploi de produits à teneur en COV faible ou nulle, compte tenu de l'annexe II, y compris l'adoption d'un étiquetage précisant la teneur des produits en COV;
  - iii) appliquent aux sources mobiles nouvelles des normes nationales ou internationales d'émission appropriées fondées sur les meilleures techniques disponibles qui sont économiquement viables, compte tenu de l'annexe III;
  - iv) incitent la population à participer aux programmes de lutte contre les émissions grâce à des annonces publiques, en encourageant la meilleure utilisation de tous les modes de transport et en lançant des programmes de gestion de la circulation.
- b) En outre, cinq ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, dans les zones où les normes nationales ou internationales concernant l'ozone troposphérique sont dépassées ou dans lesquelles des flux transfrontières ont ou pourraient avoir leur origine, les Parties :
  - i) appliquent aux sources fixes existantes dans les grandes catégories de sources les meilleures techniques disponibles et économiquement viables, compte tenu de l'annexe III;
  - ii) appliquent des techniques propres à réduire les émissions de COV provenant de la distribution des produits pétroliers et des opérations de ravitaillement en carburant des véhicules automobiles et à réduire la volatilité des produits pétroliers, compte tenu des annexes II et III.
4. En s'acquittant des obligations qui leur incombent en application du présent article, les Parties sont invitées à accorder la plus haute priorité à la réduction ou à la maîtrise des émissions de substances présentant le plus fort PCOP, compte tenu des données présentées à l'annexe IV.



5. Pour appliquer le présent Protocole, et en particulier toute mesure de substitution de produits, les Parties prennent les dispositions voulues afin de faire en sorte que des COV toxiques et cancérigènes ou encore qui attaquent la couche d'ozone stratosphérique ne viennent pas remplacer d'autres COV.

6. Dans un deuxième temps, les Parties engagent des négociations, six mois au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, sur les mesures ultérieures à prendre pour réduire les émissions annuelles nationales de composés organiques volatils ou les flux transfrontières de ces émissions et des produits oxydants photochimiques secondaires qui en résultent, en tenant compte des meilleures innovations scientifiques et techniques disponibles, des niveaux critiques déterminés scientifiquement et des niveaux cibles acceptés sur le plan international, du rôle des oxydes d'azote dans la formation d'oxydants photochimiques et d'autres éléments résultant du programme de travail entrepris au titre de l'article 5.

7. A cette fin, les Parties coopèrent en vue de définir :

- a) des données plus détaillées sur les divers COV et leurs potentiels de création d'ozone photochimique;
- b) des niveaux critiques pour les oxydants photochimiques;
- c) des réductions des émissions annuelles nationales ou des flux transfrontières de COV et des produits oxydants photochimiques secondaires en résultant, en particulier dans la mesure où cela est nécessaire pour atteindre les objectifs convenus sur la base de niveaux critiques;
- d) des stratégies de lutte, par exemple des instruments économiques, permettant d'assurer la rentabilité globale nécessaire pour atteindre les objectifs convenus;
- e) des mesures et un calendrier commençant au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2000 pour parvenir à réaliser lesdites réductions.

8. Au cours de ces négociations, les Parties examinent l'opportunité qu'il y aurait, aux fins de l'application du paragraphe 1, de compléter les mesures ultérieures par des mesures destinées à réduire les émissions de méthane.

### Article 3

#### Autres mesures

1. Les mesures prescrites par le présent Protocole ne dispensent pas les Parties de leurs autres obligations de prendre des mesures pour réduire les émissions gazeuses totales pouvant contribuer sensiblement au changement de climat, à la formation d'ozone de fond dans la troposphère, à l'appauvrissement de l'ozone dans la stratosphère ou qui sont toxiques ou cancérigènes.

2. Les Parties peuvent prendre des mesures plus rigoureuses que celles qui sont prescrites par le présent Protocole.

3. Les Parties établissent un mécanisme pour surveiller l'application du présent Protocole. Dans un premier temps, en se fondant sur des renseignements fournis en application de l'article 8 ou d'autres renseignements, toute Partie qui est fondée à croire qu'une autre Partie agit ou a agi de manière incompatible avec ses obligations contractées en vertu du présent Protocole peut en informer l'Organe exécutif et, en même temps, les Parties intéressées. A la demande de toute Partie, la question peut être présentée pour examen à la session suivante de l'Organe exécutif.

### Article 4

#### Echange de technologie

1. Les Parties facilitent, conformément à leurs lois, réglementations et pratiques nationales, l'échange de technologie en vue de réduire les émissions de COV, en particulier en encourageant :

- a) l'échange commercial des techniques disponibles;
- b) des contacts et une coopération directs dans le secteur industriel, y compris les coentreprises;
- c) L'échange d'informations et de données d'expérience;
- d) La fourniture d'une assistance technique.

2. Pour encourager les activités indiquées au paragraphe 1 du présent article, les Parties créent des conditions favorables en facilitant les contacts et la coopération entre les organismes et les particuliers compétents des secteurs privé et public qui sont en mesure de fournir la technologie, les services de conception et d'ingénierie, le matériel ou le financement nécessaires.

3. Six mois au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, les Parties entreprennent d'examiner ce qu'il y a lieu de faire pour créer des conditions plus favorables à l'échange de techniques permettant de réduire les émissions de COV.

### Article 5

#### Activités de recherche et de surveillance à entreprendre

Les Parties accordent un rang de priorité élevé aux activités de recherche et de surveillance concernant l'élaboration et l'application de méthodes permettant de mettre au point des normes nationales ou internationales relatives à l'ozone troposphérique et d'atteindre d'autres objectifs pour protéger la santé et l'environnement. Les Parties s'attachent en particulier, par des programmes de recherche nationaux ou internationaux, dans le plan de travail de l'Organe exécutif et par d'autres programmes de coopération entrepris dans le cadre de la Convention, à :

- a) Recenser et quantifier les effets des émissions de COV d'origine anthropique et biotique et des oxydants photochimiques sur la santé, l'environnement et les matériaux;
- b) Déterminer la répartition géographique des zones sensibles;
- c) Mettre au point des systèmes de surveillance et de modélisation des émissions et de la qualité de l'air, y compris des méthodes de calcul des émissions, en tenant compte, autant que possible, des différentes espèces de COV d'origine anthropique et biotique, et de leur réactivité, afin de quantifier le transport à longue distance des COV d'origine anthropique et biotique et des polluants connexes qui interviennent dans la formation d'oxydants photochimiques;
- d) Affiner les évaluations de l'efficacité et du coût des techniques de lutte contre les émissions de COV et tenir un relevé des progrès réalisés dans la mise au point de techniques améliorées ou nouvelles;
- e) Mettre au point dans le contexte de l'approche fondée sur les niveaux critiques, des méthodes permettant d'intégrer les données scientifiques, techniques et économiques, afin de déterminer des stratégies rationnelles appropriées pour limiter les émissions de COV et assurer la rentabilité d'ensemble nécessaire pour atteindre les objectifs convenus;

f) Améliorer l'exactitude des inventaires des émissions de COV d'origine anthropique et biotique, et harmoniser les méthodes utilisées pour les calculer ou les évaluer;

g) Mieux comprendre les processus chimiques entrant en jeu dans la formation d'oxydants photochimiques;

h) Définir des mesures appropriées pour réduire les émissions de méthane.

## Article 6

## Processus d'examen

1. Les Parties examinent périodiquement le présent Protocole en tenant compte des arguments scientifiques les plus probants et des meilleures innovations techniques disponibles.
2. Le premier examen aura lieu un an au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

## Article 7

## Programmes politiques et stratégies nationales

Les Parties élaborent sans délai excessif des programmes, politiques et stratégies nationales d'exécution des obligations découlant du présent Protocole, qui permettront de combattre et de réduire les émissions de COV ou leurs flux transfrontières.

## Article 8

## Echange de renseignements et rapports annuels

1. Les Parties échangent des renseignements en faisant connaître à l'Organe exécutif les politiques, stratégies et programmes nationaux qu'elles élaborent conformément à l'article 7 et en lui faisant rapport sur les progrès réalisés dans l'application desdits programmes, politiques et stratégies et, le cas échéant, sur les modifications qui y sont apportées. Au cours de la première année suivant l'entrée en vigueur du présent Protocole, chaque Partie, présente un rapport sur le niveau des émissions de COV sur son territoire et sur toute ZGOT qui en ferait partie, globalement et, dans toute la mesure du possible, par secteur d'origine et par COV, conformément à des directives à préciser par l'Organe exécutif pour 1988 ou toute autre année retenue comme année de référence aux fins de l'article 2.2 et sur la base de laquelle ces niveaux ont été calculés.

2. En outre, chaque Partie fera rapport annuellement sur :

- a) les questions énumérées au paragraphe 1 pour l'année civile précédente, et sur les révisions qu'il y aurait lieu d'apporter aux rapports déjà présentés pour les années précédentes;
- b) les progrès réalisés dans l'application des normes nationales d'émission et les techniques antipollution prescrites au paragraphe 3 de l'article 2;
- c) les mesures prises pour faciliter l'échange de technologie.

3. En outre, les Parties dans la zone géographique des activités de l'EMEP présentent, à des intervalles que doit préciser l'Organe exécutif, des renseignements sur les émissions de COV par secteur d'origine, avec une résolution spatiale, à spécifier par l'Organe exécutif, répondant aux fins de modélisation de la formation et du transport des produits oxydants photochimiques secondaires.

4. Ces renseignements sont communiqués, autant que possible, conformément à un cadre de présentation uniforme des rapports.

## Article 9

## Calculs

A l'aide de modèles et de mesures appropriés, l'EMEP communique des renseignements pertinents sur le transport à longue distance de l'ozone en Europe aux réunions annuelles de l'Organe exécutif. Dans les régions situées en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP, des modèles adaptés aux circonstances particulières des Parties à la Convention qui se trouvent dans ces régions sont utilisés.

## Article 10

## Annexes techniques

Les annexes du présent Protocole font partie intégrante du Protocole. L'annexe I est de nature obligatoire, tandis que les annexes II, III et IV ont un caractère de recommandation.

## Article 11

## Amendements au Protocole

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Protocole.
2. Les propositions d'amendements sont soumises par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission, qui les communique à toutes les Parties. L'Organe exécutif examine les propositions d'amendements à sa réunion annuelle suivante, à condition que le Secrétaire exécutif les ait distribuées aux Parties au moins 90 jours à l'avance.
3. Les amendements au Protocole, autres que les amendements à ses annexes, sont adoptés par consensus des Parties présentes à une réunion de l'Organe exécutif, et entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont acceptés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties ont déposé leurs instruments d'acceptation de ces amendements. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute Partie qui les a acceptés après que deux tiers des Parties ont déposé leurs instruments d'acceptation de ces amendements, le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle ladite Partie a déposé son instrument d'acceptation des amendements.
4. Les amendements aux annexes sont adoptés par consensus des Parties présentes à une réunion de l'Organe exécutif et prennent effet le trentième jour qui suit la date à laquelle ils ont été communiqués conformément au paragraphe 5 du présent article.
5. Les amendements visés aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus sont communiqués à toutes les Parties par le Secrétaire exécutif le plus tôt possible après leur adoption.

## Article 12

## Règlement des différends

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Parties quant à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, ces Parties recherchent une solution par voie de négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

## Article 13

## Signature

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres de la Commission ainsi que des Etats dotés du statut consultatif auprès de la Commission en vertu du paragraphe 8 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social du 28 mars 1947, et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains membres de la Commission, ayant compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux dans les matières visées par le présent Protocole, sous réserve que les Etats et organisations concernés soient Parties à la Convention, à Genève du 18 novembre 1991 au 22 novembre 1991 inclus, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, jusqu'au 22 mai 1992.

2. Dans les matières qui relèvent de leur compétence, ces organisations d'intégration économique régionale exercent en propre les droits et s'acquittent en propre des responsabilités que le présent Protocole attribue à leurs Etats membres. En pareil cas, les Etats membres de ces organisations ne peuvent exercer ces droits individuellement.

## Article 14

## Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Signataires.

2. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des Etats et organisations visés au paragraphe 1 de l'article 13 à compter du 22 mai 1992.

## Article 15

## Dépositaire

Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui exerce les fonctions de dépositaire.

## Article 16

## Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de chaque Etat ou organisation visé au paragraphe 1 de l'article 13 qui ratifie, accepte ou approuve le présent Protocole ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

## Article 17

## Dénonciation

A tout moment après l'expiration d'un délai de cinq ans commençant à courir à la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer le Protocole par notification écrite adressée au Dépositaire. La dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de sa réception par le Dépositaire, ou à toute autre date ultérieure qui peut être spécifiée dans la notification de dénonciation.

## Article 18

## Textes faisant foi

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le dix-huitième jour du mois de novembre mil neuf cent quatre-vingt-onze.

## ANNEXE I

## ZONES DE GESTION DE L'OZONE TROPOSPHERIQUE (ZGOT) DESIGNÉES

Les ZGOT ci-après sont spécifiées aux fins du présent Protocole :

Canada

ZGOT n°1 : Vallée inférieure du Fraser dans la province de la Colombie britannique

Il s'agit d'une portion de 16 800 km<sup>2</sup> de la vallée du Fraser dans la partie sud-ouest de la province de la Colombie britannique, large en moyenne de 80 km et s'étendant sur 2000 km de l'embouchure du fleuve Fraser, dans le détroit de Georgia, à Boothroyd, Colombie britannique. Elle est limitée au sud par la frontière internationale entre le Canada et les Etats-Unis et englobe le district régional de l'agglomération de Vancouver.

ZGOT n° 2 : Corridor Windsor-Québec dans les provinces de l'Ontario et du Québec

Zone de 157 000 km<sup>2</sup> consistant en une bande de 1 100 km de long et de 140 km de large en moyenne, s'étendant de la ville de Windsor (en face de la ville de Détroit aux Etats-Unis) dans la province de l'Ontario jusqu'à la ville de Québec, dans la province du Québec. La ZGOT du corridor Windsor-Québec s'étend le long de la rive nord des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, dans l'Ontario, et de part et d'autre du Saint-Laurent, de la frontière Ontario-Québec à la ville de Québec, dans la province du Québec. Elle englobe les centres urbains de Windsor, London, Hamilton, Toronto, Ottawa, Montréal, Trois-Rivières et Québec.

Norvège

L'ensemble du territoire norvégien ainsi que la zone économique exclusive au sud de 62° de latitude nord, dans la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE), recouvrant une superficie de 466 000 km<sup>2</sup>.

## ANNEXE II

MESURE DE REDUCTION DES EMISSIONS DE COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)  
PROVENANT DE SOURCES FIXES

## INTRODUCTION

1. La présente annexe a pour but d'aider les Parties à la Convention à recenser les meilleures technologies disponibles afin de leur permettre de satisfaire aux obligations découlant du Protocole.

2. Les informations relatives à la production et au coût des émissions sont basées sur la documentation officielle de l'Organe exécutif et de ses organes subsidiaires, notamment sur des documents reçus et examinés par l'Equipe spéciale des émissions de COV provenant de sources fixes. Sauf indication contraire, les techniques énumérées sont jugées bien établies compte tenu de l'expérience acquise dans leur application.

3. Le recours aux nouveaux produits et aux nouvelles usines comportant des techniques à faible émission, ainsi qu'à l'adaptation des installations existantes, ne cesse de se développer; il sera donc nécessaire de compléter et de modifier périodiquement l'annexe. Les meilleures technologies disponibles identifiées pour les nouvelles installations peuvent être appliquées aux installations existantes après une période de transition adéquate.

4. L'annexe énumère un certain nombre de mesures couvrant un éventail de coûts et de rendements. Le choix des mesures à appliquer dans tel ou tel cas dépendra de plusieurs facteurs, dont les circonstances économiques, l'infrastructure technique et toute opération en cours pour maîtriser les émissions de COV.

5. La présente annexe ne prend généralement pas en compte les espèces spécifiques de COV émises par les différentes sources, mais traite des meilleures technologies disponibles de réduction des COV. Quant on projette des mesures pour certaines sources, il vaut la peine d'envisager de donner la priorité aux activités qui émettent des COV réactifs plutôt que des COV non réactifs (par exemple dans le secteur qui utilise des solvants). Mais lorsque l'on conçoit ces mesures spécifiques à certains composés, il convient aussi de prendre en considération d'autres effets sur l'environnement (par exemple le changement du climat mondial) et sur la santé humaine.

## I. PRINCIPALES ORIGINES DES EMISSIONS DE COV PROVENANT DE SOURCES FIXES

6. Les émissions artificielles de COV autres que le méthane provenant de sources fixes ont principalement pour origine :

- a) L'utilisation des solvants;
- b) L'industrie du pétrole, y compris la manutention des produits pétroliers;
- c) L'industrie de la chimie organique;
- d) Les petits foyers de combustion (par exemple, le chauffage domestique et les petites chaudières industrielles);
- e) L'industrie alimentaire;
- f) La sidérurgie;
- g) La manutention et le traitement des déchets;
- h) L'agriculture.

7. L'ordre dans lequel ces sources sont énumérées reflète leur importance générale sous réserve des incertitudes liées aux inventaires d'émissions.

La répartition des émissions de COV selon leur source dépend dans une large mesure des domaines d'activité sur le territoire de chaque Etat partie.

## II. OPTIONS GENERALES POUR LA REDUCTION DES EMISSIONS DE COV

8. Il existe plusieurs possibilités de maîtriser ou d'empêcher les émissions de COV. Les mesures visant à réduire les émissions de COV sont axées sur les produits et/ou la modification des procédés (y compris l'entretien et le contrôle de l'exploitation), ainsi que sur l'adaptation des installations existantes. La liste suivante donne un aperçu général de ces mesures, qui peuvent être appliquées isolément ou associées :

- a) Le remplacement des COV par d'autres substances, par exemple l'emploi de bains de dégraissage en phase aqueuse ou de peintures, encres, colles ou adhésifs contenant peu de COV ou sans COV;
- b) La réduction des émissions par des pratiques de gestion optimale (bonne gestion, programmes d'entretien préventif) ou la modification des procédés, par exemple le recours à des systèmes en circuit fermé pour l'emploi, le stockage et la distribution de liquides organiques à bas point d'ébullition;
- c) Le recyclage ou la récupération des COV recueillis de façon efficace par des techniques telles que l'absorption, l'adsorption, la condensation et la séparation transmembranaire; la solution idéale est de réutiliser les composés organiques sur place;
- d) La destruction des COV recueillis de façon efficace au moyen de techniques telles que l'incinération thermique ou catalytique ou le traitement biologique.

9. Il est nécessaire de surveiller les procédés de réduction des émissions de COV afin de s'assurer que les mesures et pratiques appropriées sont bien appliquées pour obtenir une réduction efficace. La surveillance des procédés de réduction comporte les aspects suivants :

- a) L'élaboration d'un inventaire des mesures de réduction des émissions de COV énumérées plus haut qui ont déjà été mises en œuvre;
- b) La détermination de la nature et du volume des émissions de COV provenant des sources pertinentes au moyen d'instruments ou d'autres techniques;
- c) Le contrôle périodique des mesures de réduction mises en œuvre afin d'assurer qu'elles continuent d'être appliquées d'une manière efficace;

d) La présentation aux autorités chargées de la réglementation de rapports périodiques sur les aspects a), b) et c) selon des procédures harmonisées;

- e) La comparaison des réductions d'émissions de COV réalisées dans la pratique avec les objectifs du Protocole.



10. Les chiffres relatifs à l'investissement et aux coûts proviennent de diverses sources. Ils sont hautement spécifiques de chaque cas en raison des multiples facteurs qui interviennent. Si l'on utilise dans l'optique d'une stratégie de rentabilité l'unité « coût par tonne de réduction des émissions de COV », il ne faut pas oublier que des chiffres aussi spécifiques dépendent dans une large mesure de facteurs tels que la capacité des installations, le rendement des procédés d'élimination et la concentration de COV dans les gaz bruts, le type de technique et le choix de nouvelles installations au lieu d'une modification des installations existantes. Les coûts illustratifs devraient aussi être basés sur des paramètres spécifiques du procédé, par exemple mg/m<sup>2</sup> traité (peintures), kg/m<sup>3</sup> de produit ou kg/unité.

11. Toute stratégie de rentabilité doit se fonder sur les coûts annuels totaux (comprenant l'investissement et les frais d'exploitation). D'autre part, le coût de la réduction des émissions de COV doit être considéré en fonction des caractéristiques économiques globales d'un procédé, par exemple l'impact des mesures antiémissions et de leurs coûts sur les coûts de production.

### III. TECHNIQUES ANTIEMISSIONS

12. Le tableau 1 récapitule les principales catégories de techniques existant pour la réduction des émissions de COV. Les techniques qu'il a été décidé d'inclure dans le tableau ont été appliquées commercialement avec succès et sont désormais largement adoptées. La plupart d'entre elles ont été appliquées à la fois dans plusieurs secteurs.

13. Les sections IV et V indiquent les techniques spécifiques de tel ou tel secteur, y compris la limitation de la teneur des produits en solvant.

14. Il faudrait aussi s'assurer que l'application de ces techniques ne crée pas d'autres problèmes d'ordre écologique. S'il faut recourir à l'incinération, celle-ci doit aller de pair avec une récupération d'énergie, lorsque c'est possible.

15. Ces techniques permettent habituellement d'obtenir dans les flux d'air rejeté des concentrations inférieures à 150 mg/m<sup>3</sup> (carbone total, conditions normalisées). Dans la plupart des cas, les valeurs d'émissions se situent entre 10 et 50 mg/m<sup>3</sup>.

16. Une autre méthode courante de destruction des COV non halogénés consiste à utiliser les flux de gaz chargés de COV comme air ou combustible secondaire dans les installations existantes de conversion de l'énergie. Toutefois, cela nécessite habituellement des modifications propres à chaque installation, si bien que cette méthode n'est pas non plus incluse dans le tableau qui suit.

17. Les données relatives au rendement sont basées sur des expériences concrètes et l'on estime qu'elles reflètent le potentiel des installations existantes.

18. Les données relatives aux coûts comportent plus d'incertitudes liées à l'interprétation des coûts, aux méthodes de comptabilité et aux conditions propres à chaque emplacement. Les données fournies sont donc spécifiques de chaque cas. Elles englobent l'éventail des coûts pour les différentes techniques. Cependant, elles reflètent de façon exacte les relations entre les coûts des différentes techniques. Les différences de coûts entre des installations nouvelles ou adaptées peuvent être assez marquées dans certains cas, mais pas assez pour modifier l'ordre indiqué dans le tableau 1.

19. Le choix d'une technique antiémissions dépendra de paramètres tels que la concentration de COV dans le gaz brut, le débit de gaz, le type de COV, etc. Il peut donc se produire quelques chevauchements entre les champs d'application, auquel cas il faut choisir la technique qui convient le mieux eu égard à la situation. (tableau 1.)

### IV. SECTEURS

20. Dans la présente section, chaque secteur produisant des émissions de COV est caractérisé par un tableau indiquant les principales sources d'émissions, les mesures de réduction dont les meilleures technologies disponibles, leur rendement spécifique et le coût de la réduction.

21. Le tableau donne aussi pour chaque secteur une estimation du potentiel global de réduction des émissions de COV. Le potentiel de réduction maximal s'applique aux situations où il n'existe qu'un faible niveau de réduction.

22. Il ne faut pas confondre le rendement des mesures de réduction spécifiques de chaque procédé avec les chiffres indiquant le potentiel de réduction dans chaque secteur. Dans le premier cas, il s'agit de possibilité techniques, tandis que dans le second, il est tenu compte de la pénétration probable et d'autres facteurs qui interviennent dans chaque secteur. Le rendement spécifique de chaque procédé n'est indiqué que d'une manière qualitative, comme suit :

I = > 95 %; II = 80–95 %; III = < 80 %.

23. Les coûts dépendent de la capacité, de facteurs particuliers au site, des méthodes de comptabilité et d'autres éléments. En conséquence, les coûts peuvent être très variables; c'est pourquoi seules des informations qualitatives (moyen, bas, élevé) sont fournies quant aux coûts comparés des différentes technologies mentionnées pour des applications précises. (tableau 1.)

#### A. Utilisation de solvants dans l'industrie

24. Dans de nombreux pays, c'est l'utilisation des solvants dans l'industrie qui contribue le plus aux émissions de COV provenant de sources fixes. Le tableau 2 énumère les principaux secteurs et les mesures de réduction possibles, notamment les meilleures technologies disponibles, et le rendement des dispositifs de réduction, et la meilleure technologie disponible est indiquée pour chaque secteur. Des différences peuvent apparaître entre installations petites et grandes ou neuves et anciennes. C'est pourquoi le potentiel global estimatif de réduction cité est inférieur aux valeurs présentées au tableau 2. Le potentiel global estimatif de réduction pour ce secteur peut atteindre jusqu'à 60 %. Un autre moyen de réduire le potentiel de formation épisodique d'ozone peut consister à reformuler les solvants restants. (tableau 2.)

25. En ce qui concerne l'utilisation des solvants dans l'industrie, trois approches peuvent en principe être appliquées : une approche orientée vers le produit, qui conduit par exemple à reformuler le produit (peinture, produits dégraissants, etc.); des modifications du procédé; et des technologies antiémissions supplémentaires.

Pour certaines utilisations de solvants dans l'industrie, seule l'approche orientée vers le produit peut être utilisée (peinture de constructions, peinture de bâtiments, utilisation industrielle de produits de nettoyage, etc.). Dans tous les autres cas, l'approche orientée vers le produit mérite la priorité, notamment du fait des retombées positives sur l'émission de solvants de l'industrie manufacturière. En outre, on peut réduire l'impact des émissions sur l'environnement en combinant la meilleure technologie disponible avec la reformulation du produit pour remplacer les solvants par des substances moins nocives. Dans une approche combinée de ce type, le potentiel maximal de réduction des émissions, jusqu'à 60 %, peut conduire à une amélioration sensiblement plus grande de la protection de l'environnement.

26. Les travaux de recherche se poursuivent rapidement pour mettre au point des peintures contenant peu de solvant ou sans solvant, cette solution étant parmi les plus rentables. Pour de nombreuses installations, on a choisi l'association de techniques exigeant peu de solvant et de techniques d'absorption/incinération. Les mesures de réduction des émissions de COV pourraient être mises en œuvre assez rapidement pour les travaux de peinture industrielle à grande échelle (par exemple, peinture de véhicules automobiles ou d'appareils ménagers). Les émissions ont été réduites à seulement 60 g/m<sup>2</sup> dans plusieurs pays. Il a été reconnu dans plusieurs pays qu'il était techniquement possible de ramener les émissions des nouvelles installations au-dessous de 20 g/m<sup>2</sup>.

27. Pour le dégraissage des surfaces métalliques, on peut citer comme solutions de remplacement le traitement en phase aqueuse ou l'emploi de machines en circuit fermé avec récupération au moyen de charbon actif, qui donnent de faibles émissions.

28. Pour les différentes techniques d'impression, on emploie plusieurs méthodes afin de réduire les émissions de COV. Elles consistent principalement à changer les encres, à modifier le procédé d'impression en utilisant d'autres méthodes d'impression, et à épurer les gaz. On utilise de l'encre à l'eau au lieu d'encres à base de solvant pour l'impression flexographique sur papier, et cette technique est en cours de développement pour l'impression sur plastique. Il existe des encres à l'eau pour certains travaux de sérigraphie et de rotogravure. Le séchage de l'encre par un faisceau d'électrons en offset élimine les COV et est utilisé dans l'imprimerie d'emballage. Pour certaines méthodes d'impression, il existe des encres séchées aux ultraviolets. La meilleure technologie disponible pour la rotogravure est l'épuration des gaz au moyen d'absorbants au charbon actif. Dans la rotogravure d'emballage, on pratique la récupération du solvant par absorption (zéolites, charbon actif), mais on utilise aussi l'incinération et l'absorption. Pour le thermofixage et l'offset à bobines, on utilise l'incinération thermique ou catalytique des gaz dégagés. Les matériels d'incinération comportent souvent une unité de récupération de la chaleur.

29. Pour le nettoyage à sec, la meilleure technologie disponible consiste en machines fonctionnant en circuit fermé avec traitement de l'air de ventilation expulsé au moyen de filtres au charbon actif.

#### B. Industrie du pétrole (tableau 3)

30. L'industrie du pétrole figure au nombre des secteurs qui contribuent le plus aux émissions de COV, en provenance de sources fixes. Les émissions proviennent aussi bien des raffineries que du réseau de distribution (y compris les moyens de transport et les stations de distribution d'essence). Les observations qui suivent s'appliquent au tableau 3 et les mesures indiquées comprennent aussi la meilleure technologie disponible.

31. Dans les raffineries, les émissions proviennent de la combustion des combustibles, du brûlage à la torche d'hydrocarbures, des décharges des installations de vide et de fuites d'unités de procesus telles que brides et raccords, lignes ouvertes et systèmes de prélèvement d'échantillons. D'autres émissions importantes de COV dans les raffineries et les activités connexes proviennent du stockage, des processus de traitement des eaux usées, des installations de chargement/déchargement telles que ports, installations routières et ferroviaires, terminaux de pipeline, et d'opérations périodiques telles que arrêts, entretiens et démarrages (révisions complètes d'unités de procesus).

32. On peut maîtriser les émissions qui se produisent pendant la révision générale des unités de traitements en canalisant les vapeurs vers des dispositifs de récupération ou en assurant leur combustion contrôlée à la torche.

33. On peut maîtriser les émissions provenant de la distillation sous vide par un dispositif de condensation des vapeurs ou en canalisant celles-ci vers des chaudières ou installations de chauffe.

34. On peut réduire ou prévenir les émissions dues à des fuites d'équipements de fabrication en service gaz/vapeur ou liquide léger (par exemple vannes à commande automatique, vannes manuelles, détendeurs, systèmes de prélèvement, pompes, compresseurs, brides et connecteurs) en exécutant régulièrement des programmes de détection et de réparation des fuites et en pratiquant une maintenance préventive. Les équipements (par exemple vannes, garnitures, joints, pompes, etc.) présentant des fuites importantes peuvent être remplacés par des équipements plus étanches. Par exemple, des vannes à commande manuelle ou automatique peuvent être remplacées par des vannes analogues équipées de garnitures à soufflet. Les pompes à gaz/vapeur et à liquide léger peuvent être équipées de joints mécaniques doubles avec évènements de dégazage contrôlé. Les compresseurs peuvent être munis de joints à fluide barrière qui empêchent le fluide de procesus de fuir dans l'atmosphère et de dispositifs qui envoient à la torchère les émissions dues aux fuites de joints de compresseur.

35. Les soupapes limiteuses de pression pour les milieux susceptibles de contenir des COV peuvent être raccordées à un système de collecte des gaz, et les gaz recueillis brûlés dans des fours de procesus ou à la torche.

36. On peut réduire les émissions de COV dues au stockage du pétrole brut et des produits pétroliers en installant un toit flottant à l'intérieur des réservoirs à toit fixe ou en dotant les réservoirs à toit flottant d'une étanchéité secondaire.

37. Les émissions de COV provenant du stockage d'essence et d'autres composants liquides légers peuvent être réduites par plusieurs moyens. Les réservoirs à toit fixe peuvent être équipés d'un toit flottant interne avec joints primaires et secondaires ou raccordés à un système de ventilation fermé avec un dispositif efficace de commande, par exemple pour la récupération de vapeur, le brûlage à la torche ou la combustion dans des chaudières. Les réservoirs à toit flottant externe comportant un joint primaire peuvent être munis d'un joint secondaire et/ou complétés par un toit fixe hermétique et une vanne limiteuse de pression raccordée à la torchère.

38. Les émissions de COV liées à la manutention et au traitement des eaux usées peuvent être réduites de plusieurs manières. On peut installer des commandes à joints hydrauliques, ainsi que des boîtes de jonction équipées de couvercles hermétiques, dans les systèmes de vidange. On peut aussi prévoir un réseau d'évacuation complètement hermétique. Les séparateurs huile-eau, notamment les réservoirs de séparation, écrémeurs, déversoirs, chambres à gravillons, trémies à boues et systèmes de récupération des huiles à redistiller, peuvent être équipés de toits fixes et de systèmes de ventilation fermés qui envoient les vapeurs vers un dispositif conçu pour récupérer ou pour détruire les vapeurs de COV. On peut encore équiper les séparateurs huile-eau de toits flottants avec joints primaires et secondaires. Une réduction efficace des émissions de COV des installations de traitement des eaux usées peut être assurée en envoyant l'huile des équipements de fabrication aux systèmes de récupération des huiles à redistiller, de façon à réduire le débit d'huile dans l'installation d'épuration des eaux usées. La température de l'eau d'arrivée peut aussi être contrôlée de manière à diminuer les émissions dans l'atmosphère.

39. Le secteur du stockage et de la distribution de l'essence offre un potentiel de réduction élevé. Les mesures antiémissions appliquées depuis le chargement de l'essence à la raffinerie (en passant par les terminaux intermédiaires) jusqu'à sa livraison aux stations de distribution correspondent à la phase I; la réduction des émissions provenant du ravitaillement des véhicules en essence aux postes de distribution correspond à la phase II (voir par. 33 de l'annexe III sur les mesures de réduction des émissions de composés organiques volatils (COV) provenant des véhicules routiers à moteur).

40. Les mesures de réduction de la phase I consistent à équilibrer les circuits de vapeurs et à collecter les vapeurs lors du chargement de l'essence, puis à les récupérer dans des dispositifs appropriés. D'autre part, les vapeurs d'essence recueillies dans les stations de distribution lors du déchargement des camions-citernes peuvent être renvoyées et récupérées dans des dispositifs appropriés.

41. La phase II consiste à équilibrer les circuits de vapeurs entre le réservoir de carburant du véhicule et la citerne enterrée de la station de distribution.

42. La combinaison du stade II et du stade I constitue la meilleure technologie disponible pour réduire les émissions par évaporation dans la distribution d'essence. Un moyen complémentaire de réduire les émissions de COV provenant des installations de stockage et de manutention des carburants consiste à abaisser la volatilité de ces derniers.

43. Le potentiel global de réduction dans le secteur de l'industrie du pétrole peut atteindre 80 %. Ce maximum ne peut être atteint que dans les cas où le niveau actuel de réduction des émissions est faible.

#### C. Industrie de la chimie organique

44. L'industrie chimique contribue aussi beaucoup aux émissions de COV provenant de sources fixes. Ces émissions, de différente nature, sont constituées de polluants très variés en raison de la diversité des produits et de procédés de fabrication. Les émissions résultant des processus se répartissent entre les sous-catégories principales suivantes : émissions dues au procédé de réaction, émissions dues à l'oxydation à l'air et à la distillation, émissions provenant d'autres procédés de séparation. Les autres sources d'émission notables sont les fuites, et les opérations de stockage et de transfert de produits (chargement/déchargement).

45. Dans les installations neuves, la modification des procédés et/ou l'emploi de nouveaux peuvent souvent abaisser considérablement les émissions. Les techniques dites « additionnelles » ou « en fin de circuit » telles que l'adsorption, l'absorption et l'incinération thermique ou catalytique représentent dans bien des cas des technologies alternatives ou complémentaires. Pour réduire les pertes par évaporation à partir des réservoirs de stockage et les émissions des installations de chargement et de déchargement, on peut appliquer les mesures recommandées pour l'industrie pétrolière (tableau 3). Le tableau 4 énumère les mesures antiémissions, y compris les meilleures technologies disponibles, ainsi que les rendements des dispositifs de réduction liés aux processus.

46. Dans l'industrie de la chimie organique, le potentiel global de réduction réalisable peut atteindre 70 % suivant le secteur industriel et la mesure dans laquelle les techniques et pratiques de réduction sont appliquées.

#### D. Sources de combustion fixes

47. Pour réduire de façon optimale les émissions de COV provenant de sources de combustion fixes, il faut que le combustible soit utilisé rationnellement au niveau national (tableau 5). Il importe aussi d'assurer une combustion efficace du combustible par l'emploi de méthodes d'exploitation judicieuses, d'appareils de combustion à rendement élevé et de systèmes perfectionnés de régulation de la combustion.

48. Pour les petits foyers en particulier, il est encore possible de réduire considérablement les émissions, surtout lors de la combustion de combustibles solides. En général, on peut réduire les émissions de COV en procédant au remplacement des fours anciens et des chaudières anciennes et/ou en remplaçant le combustible utilisé par le gaz. Le remplacement de poêles chauffant une seule pièce par des systèmes de chauffage central et/ou le remplacement de systèmes de chauffage individuel réduisent en général la pollution; il faut cependant prendre en compte le rendement énergétique global. La conversion au gaz est une mesure très efficace pour réduire les émissions, à condition que le système de distribution soit étanche.

49. Dans la plupart des pays, le potentiel de réduction des émissions de COV dans les centrales électriques est négligeable. Faute de savoir avec certitude comment les matériels et les combustibles seront remplacés, il n'est pas possible de donner des chiffres concernant le potentiel global de réduction des émissions et les coûts correspondants.

#### E. Industrie alimentaire

50. L'industrie alimentaire utilise une large gamme de procédés émettant des COV dans des installations petites et grandes (tableau 6). Les principales sources d'émissions de COV sont les suivantes :

- a) Production de boissons alcoolisées.
- b) Boulangerie.
- c) Extraction d'huiles végétales au moyen d'huiles minérales.
- d) Extraction de graisses animales.

L'alcool est le principal COV émis par a) et b). Les hydrocarbures aliphatiques sont les principaux COV émis par c).

51. Il existe d'autres sources potentielles :

- a) Industrie sucrière et utilisation du sucre.
- b) Torréfaction du café et des fruits à coque.
- c) Friture (pommes de terre frites, chips, etc.).
- d) Préparation de farine de poisson.
- e) Préparation de plats cuisinés, etc.

52. Les émissions de COV sont habituellement odorantes, de faible concentration avec un débit volumique et une teneur en eau élevés. C'est pourquoi les biofiltres ont été utilisés comme technique de réduction des émissions. Mais on a aussi eu recours à des techniques classiques telles que l'absorption, l'adsorption, l'incinération thermique et l'incinération catalytique. Le principal avantage des biofiltres est leur faible coût d'exploitation par rapport à d'autres techniques. Néanmoins, un entretien périodique est nécessaire.

53. Dans les grandes installations de fermentation et les boulangeries industrielles, on peut récupérer l'alcool par condensation.

54. Les émissions d'hydrocarbures aliphatiques résultant de l'extraction d'huiles sont réduites au minimum par l'emploi de cycles fermés et une bonne gestion des installations afin d'éviter les fuites de vannes et de joints, etc. L'extraction de l'huile des graines oléagineuses nécessite des quantités très variables d'huile minérale. L'huile d'olive peut être extraite mécaniquement, ce qui n'exige pas d'huile minérale.

55. On estime que le potentiel global de réduction technologiquement réalisable dans l'industrie alimentaire peut atteindre 35 %. (tableau 6.)

#### F. Sidérurgie (y compris les ferro-alliages, le moulage, etc.)

56. Dans la sidérurgie, les émissions de COV proviennent de diverses sources :

a) Traitement des matières premières (cokéfaction; production d'agglomérés : frittage, bouletage et briquetage; utilisation de ferraille);

b) Réacteurs métallurgiques (fours à arc submergé; fours à arc électrique; convertisseurs, surtout si l'on utilise de la ferraille; cubilots (ouverts); hauts fourneaux);

c) Manutention de produits (moulage; fours à réchauffer; laminoirs).

57. En diminuant la teneur en carbone des matières premières (par exemple sur les bandes d'agglomération), on réduit le potentiel d'émission de COV.

58. Dans le cas de réacteurs métallurgiques ouverts, des émissions de COV peuvent se produire, surtout si l'on utilise de la ferraille contaminée et dans des conditions de pyrolyse. Il faut accorder une attention particulière à la collecte des gaz provenant des opérations de chargement et de coulée afin de réduire au minimum les émissions de COV dues à des fuites.

59. Il faut particulièrement faire attention à la ferraille contaminée par des huiles, des graisses, des peintures, etc., et à la séparation des poussières (parties non métalliques) et de la partie métallique.

60. Le traitement des produits provoque ordinairement des émissions dues à des fuites. Dans le cas du moulage, des émissions de gaz de pyrolyse se produisent, surtout à partir des sables agglomérés par un liant organique. On peut diminuer ces émissions en choisissant des résines de liaison à faible pouvoir émissif ou/ou en réduisant le plus possible la quantité de liants. Des biofiltres ont été essayés sur ces gaz de pyrolyse. La filtration permet de ramener à de faibles niveaux les brouillards d'huile dans l'air des laminoirs maninoirs.

61. Les cokeries sont une source importante d'émissions de COV. Les émissions proviennent des causes suivantes : fuite de gaz des fours à coke, pertes de COV qui seraient normalement dirigés sur une installation de distillation associée, ainsi que de la combustion des gaz de four à coke et d'autres combustibles. Les principales mesures de réduction des émissions de COV sont les suivantes : meilleure étanchéité entre les portes et les cadres des fours et entre les bouches et les tampons d'enfournement; maintien de l'aspiration des fours même pendant le chargement; extinction à sec, soit par refroidissement direct avec des gaz inertes soit par refroidissement indirect à l'eau; défournement direct dans la tour d'extinction à sec et utilisation de hottes efficaces pendant les opérations de défournement.

#### G. Manutention et traitement des déchets

62. En ce qui concerne la maîtrise des ordures ménagères, les principaux objectifs consistent à réduire la quantité de déchets produits et le volume à traiter.

En outre, le traitement des déchets doit être optimisé du point de vue écologique.

63. Si l'on a recours à des décharges, les mesures de lutte contre les émissions de COV lors du traitement des ordures ménagères doivent être associées à une collecte efficace des gaz (surtout du méthane).

64. Ces émissions peuvent être détruites (incinération). Une autre solution consiste à épurer les gaz (oxydation biologique, absorption, charbon actif, adsorption), ceux-ci pouvant être ensuite utilisés pour produire de l'énergie.

65. Les décharges de déchets industriels contenant des COV produisent des émissions de COV. Il faut en tenir compte en élaborant les politiques de gestion des déchets.

66. Le potentiel global de réduction est estimé à 30 %, mais de chiffre comprend le méthane.

#### H. Agriculture

67. Les principales sources d'émissions de COV du secteur agricole sont :

a) Le brûlage des déchets agricoles, surtout de la paille et du chaume;

b) L'emploi de solvants organiques dans les préparations de pesticides;

c) La déléation anaérobie des aliments du bétail et des déchets animaux.

68. Les moyens de réduction des émissions de COV sont :

a) L'élimination contrôlée de la paille, remplaçant la pratique courante du brûlage à l'air libre;

b) Une utilisation aussi faible que possible de pesticides à haute teneur en solvants organiques, et/ou l'utilisation d'émulsions et de préparations en phase aqueuse;

c) Le compostage des déchets, le mélange paille-fumier, etc.;

d) La réduction des gaz provenant de locaux réservés aux animaux, des installations de séchage du fumier, etc., au moyen de biofiltres, par adsorption, etc.

69. En outre, les modifications apportées à la composition des aliments permettent de réduire les émissions de gaz par les animaux, et il est possible de récupérer ces gaz pour les utiliser comme combustible.

70. On ne peut pas actuellement évaluer les possibilités de réduction des émissions de COV provenant de l'agriculture.



## V. Produits

71. Lorsque la réduction des émissions de COV par de techniques spécifiques n'est pas possible, le seul moyen de réduire ces émissions et de modifier la composition des produits utilisés. Les principaux secteurs et produits concernés sont les suivants : adhésifs utilisés dans les ménages, l'industrie légère, les ateliers et les bureaux; peintures à usage domestique; produits pour le ménage et pour la toilette; produits de bureau tels que correcteurs liquides, et produits d'entretien pour automobiles. Dans tous les autres cas où l'on utilise des produits comme ceux qui viennent d'être mentionnés (par exemple, peinture, industrie légère), il est de loin préférable de modifier la composition des produits.

72. Les mesures visant à réduire les émissions de COV de ce genre de produits sont les suivantes :

- a) Remplacement du produit.
- b) Reformulation du produit.
- c) Modification du conditionnement des produits, surtout pour les produits reformulés.

73. Les instruments destinés à influencer le choix du marché sont notamment les suivants :

- a) Etiquetage, pour faire en sorte que les consommateurs soient bien informés de la teneur en COV.
- b) Encouragement actif à l'utilisation de produits à faible teneur en COV (par exemple, le système « Ange Bleu »).
- c) Incitations fiscales liées à la teneur en COV.

74. L'efficacité de ces mesures dépend de la teneur en COV des produits considérés ainsi que de l'existence et de l'acceptabilité de solutions de remplacement.

Avant de reformuler des produits, il faut vérifier que les nouveaux produits ne créent pas de problèmes ailleurs (par exemple, émissions accrues de chlorofluorocarbones (CFC).

75. Les produits contenant des COV sont utilisés à des fins industrielles aussi bien que domestiques. Dans chaque cas, l'emploi de produits de remplacement à faible teneur en solvant peut imposer de modifier le matériel d'application et les méthodes de travail.

76. Les peintures couramment utilisées à des fins industrielles et domestiques ont une teneur moyenne en solvant d'environ 25 à 60 %. Pour la plupart des usages, des produits de remplacement à teneur faible ou nulle en solvant existent ou sont en cours de développement :

	<u>Teneur du produit en COV</u>
a) Peinture destinée à être utilisée dans l'industrie légère :	
Peinture en poudre .....	0 %
Peinture à l'eau .....	10 %
Peinture à faible teneur en solvant .....	15 %
b) Peinture de ménage :	
Peinture à l'eau .....	10 %
Peinture à faible teneur en solvant .....	15 %

L'adoption d'autres types de peinture devrait entraîner une réduction globale des émissions de COV d'environ 45 à 60 %.

77. La plupart des produits adhésifs sont utilisés dans l'industrie, tandis que les usages domestiques représentent moins de 10 %. Environ 25 % des adhésifs utilisés contiennent des solvants renfermant des COV. La teneur en solvant de ces adhésifs est très variable et peut atteindre la moitié du poids du produit. Dans plusieurs domaines d'application, il existe des produits de remplacement contenant peu ou pas du tout de solvant. Cette catégorie de source offre donc un potentiel de réduction élevé.

78. L'encre est principalement utilisée dans les procédés d'impression industrielle, avec des teneurs en solvant très variables, pouvant aller jusqu'à 95 %. Pour la plupart des procédés d'impression, des encres à faible teneur en solvant existent ou sont en cours de mise au point, en particulier pour l'impression sur papier (voir par. 28).

79. Environ 40 à 60 % des émissions de COV provenant de produits de consommation (y compris les produits de bureau et les produits utilisés pour l'entretien des véhicules automobiles) proviennent d'aérosols. Il y a trois moyens essentiels de réduire les émissions de COV provenant de produits de consommation :

- a) Remplacement des gaz propulseurs et utilisation de pompes mécaniques.
- b) Reformulation.
- c) Modification du conditionnement.

80. Le potentiel de réduction des émissions de COV provenant des produits de consommation est évalué à 50 %.

TABLEAU 1. — BREVE PRESENTATION DES TECHNIQUES EXISTANTES DE REDUCTION DES EMISSIONS DE COV, DE LEUR RENDEMENT ET DE LEUR COUT

Technique	Concentration plus faible dans le débit d'air		Concentration plus forte dans le débit d'air		Application
	Rendement	Coût	Rendement	Coût	
Incinération thermique **	Elevé	Elevé	Elevé	Moyen	Générale pour les débits à concentration
Incinération catalytique **	Elevé	Moyen	Moyen	Moyen	Plus spécialisée pour les débits à faible concentration
Adsorption * (filtres à charbon actif)	Elevé	Elevé	Moyen	Moyen	Générale pour les débits à faible concentration
Absorption (lavage des gaz résiduaux)	—	—	Elevé	Moyen	Générale pour les débits à forte concentration
Condensation *	—	—	Moyen	Bas	Uniquement dans des cas spéciaux de flux à forte concentration
Filtration biologique	Moyen à élevé	Bas	Bas ***	Bas	Principalement pour les flux à faible concentration, notamment pour combattre les odeurs
Concentration :	Plus faible < 3 q/m <sup>3</sup> (dans de nombreux cas < 1 q/m <sup>3</sup> ); plus forte > 5 q/m <sup>3</sup>				
Rendement :	Elevé > 95 %				
	Moyen 80-95 %				
	Bas < 80 %				
Coût total :	Elevé > 500 ECU/t d'émissions de COV réduites				
	Moyen 150-500 ECU/T d'émissions de COV réduites				
	Bas < 150 ECU/t d'émissions de COV réduites				

\*/ Ces procédés peuvent être associés à des systèmes de récupération des solvants, d'où une réduction des coûts.

\*\*/ Les économies réalisées grâce à la récupération de l'énergie ne sont pas incluses; elles peuvent entraîner une réduction considérable des coûts.

\*\*\*/ Avec des filtres tampons pour modérer les pics d'émission, un rendement moyen à élevé peut être obtenu pour un coût moyen à faible.

TABLEAU 2. — MESURES DE LUTTE CONTRE LES EMISSIONS DE COV, RENDEMENT DES DISPOSITIFS DE REDUCTION ET COUT POUR LE SECTEUR DE L'UTILISATION DES SOLVANTS

Source d'émission	Mesures antiémissions	Rendement des dispositifs de réduction	Coût de la réduction des émissions et économies
Revêtements de surface dans l'industrie	Conversion à l'emploi de :		
	— peintures en poudre	I	Economies
	— peintures contenant peu de COV ou sans COV	I-III	Coût faible
	— peintures à teneur élevée en solides	I-III	Economies
	Incinération : — thermique	I-II	Coût moyen à élevé
	— catalytique	I-II	Coût moyen
	Adsorption sur charbon actif	I-II	Coût moyen
Application d'enduits de surface sur papier	Incinération	I-II	Coût moyen
	Séchage aux rayonnements/encre en solution aqueuse	I-III	Coût faible
Construction automobile	Conversion à l'emploi de :		
	— peintures en poudre	I	
	— peintures à l'eau	I-II	Coût faible
	— enduits de surface à teneur élevée en solides	II	
	Adsorption sur charbon actif	I-II	Coût faible
	Incinération avec récupération de chaleur :		
— thermique	I-II		
	— catalytique	I-II	
Peintures industrielles	Peintures sans COV	I	Coût moyen
	Peintures contenant peu de COV	II-III	Coût moyen
Imprimerie	Encres contenant peu de solvant ou en solution aqueuse	II-III	Coût moyen
	Impression typographique : séchage par rayonnement	I	Coût faible
	Adsorption sur charbon actif	I-II	Coût élevé
	Absorption		
	Incinération	I-II	
	— thermique		
	— catalytique		
	Filtres biologiques, y compris filtre tampon	I	Coût moyen
Dégraissage des métaux	Adoption de systèmes contenant peu de COV ou sans COV	I	
	Machines fonctionnant en circuit fermé		
	Adsorption sur charbon actif	II	Coût faible à élevé
	Amélioration des couvercles et réfrigération des gaines de ventilation	III	Coût faible
Nettoyage à sec	Séchoirs à récupération et gestion rationnelle (circuit fermé)	II-III	Coût faible à moyen
	Condensation	II	Coût faible
	Adsorption sur charbon actif	II	Coût faible
Assemblage de panneaux de bois plats	Revêtements sans COV	I	Coût faible
	Revêtements contenant peu de COV		

TABLEAU 3. — MESURES DE LUTTE CONTRE LES EMISSIONS DE COV, RENDEMENT DES DISPOSITIFS DE REDUCTION ET COUT DANS L'INDUSTRIE DU PETROLE

Source d'émission	Mesures antiémissions	Rendement des dispositifs de réduction	Coût de la réduction des émissions et économies
Raffineries de pétrole			
— Emissions dues à des fuites	Inspection et entretien réguliers	III	Coût moyen
— Révision générale des unités de traitement	Brûlage à la torche/incinération, récupération des vapeurs	I	Non disponible
— Séparation des eaux usées	Couverture flottante	II	Coût moyen/économies
— Distillation sous vide (pompes)	Condenseurs surfaciques	I	
	Les COV non condensables sont canalisés vers des chaudières ou des fours		
— Incinération des boues	Incinération thermique	I	
Stockage du pétrole brut et des produits pétroliers			
— Essence	Réservoirs à toit flottant intérieur avec étanchéités secondaires	I-II	Economies
	Réservoirs à toit flottant avec étanchéités secondaires	II	Economies
— Pétrole brut	Réservoirs à toit flottant avec étanchéités secondaires	II	Economies
— Terminaux de commercialisation de l'essence (chargement et déchargement des camions, péniches et wagons)	Dispositif de récupération des vapeurs	I-II	Economies
— Stations de distribution d'essence	Aspiration des vapeurs au pompage des camions-citernes (phase I)	I-II	Coût faible/économies
	Aspiration des vapeurs lors du remplissage du réservoir des véhicules (pistolets de distribution modifiés) (phase II)	I (- II**/)	Coût moyen */

\*/ Selon la capacité (importance de la station de distribution), adaptation ou construction de nouvelles stations de distribution.

\*\*/ Le rendement augmentera à mesure que seront normalisés les dispositifs de remplissage des véhicules.



TABLEAU 4. — MESURES DE LUTTE CONTRE LES EMISSIONS DE COV, RENDEMENT DES DISPOSITIFS DE REDUCTION ET COUT DANS L'INDUSTRIE DE LA CHIMIE ORGANIQUE

Source d'émission	Mesures antiémissions	Rendement des dispositifs de réduction	Coût de la réduction des émissions et économies
Emissions dues à des fuites	Programme de détection et de réparation des fuites (inspection régulière)	III	Coût faible
Stockage et manutention	— Voir tableau 3		
Emissions liées au processus	Mesures générales :		
	— adsorption sur charbon	I-II	n.d.
	— incinération : — thermique	I-II	Coût moyen à élevé
	— catalytique	I-II	n.d.
	— absorption		n.d.
	— filtration biologique	n.d.	n.d.
	— brûlage à la torche		
— Production de formaldéhyde	— incinération : — thermique	I	Coût élevé
	— catalytique	I	
— Production de polyéthylène	— brûlage à la torche	I	Coût moyen
	— incinération catalytique	I-II	
— Production de polystyrène	— incinération thermique	I	Coût moyen
	— brûlage à la torche		
— Production de chlorure de vinyle	Modification des procédés (exemples) :		
	— remplacement de l'air par l'oxygène pour l'oxychloration	II	n.d.
	— brûlage à la torche	I	Coût moyen
— Production de chlorure de polyvinyle	— rétention en suspension du monomère	II	n.d.
	— absorption par nitro-2-méthyl-1-propanol-1	I	Economies
— Production de polypropylène	— catalyseur à haut rendement	I	n.d.
— Production d'oxyde d'éthylène	— remplacement de l'air par de l'oxygène	I	n.d.

n.d. : non disponible.

TABLEAU 5. — MESURES DE REDUCTION DES EMISSIONS DE COV  
POUR LES SOURCES DE COMBUSTION FIXES

Source d'émission	Mesures antiémissions
Installations de combustion peu importantes	Economies d'énergie (par isolation, par exemple) Inspections périodiques Remplacement des chaudières anciennes Remplacement des combustibles solides par le gaz naturel et le fioul Système de chauffage central Réseau de chauffage urbain
Sources industrielles et commerciales	Economies d'énergie Amélioration de l'entretien Modification du type de combustible Modification des foyers et des charges Modification des conditions de combustion
Sources fixes à combustion interne	Convertisseurs catalytiques Réacteurs thermiques

TABLEAU 6. — MESURES DE REDUCTION DES EMISSIONS DE COV,  
RENDEMENT DE LA REDUCTION ET COÛTS POUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Source d'émission	Mesures antiémissions	Rendement des dispositifs de réduction	Coût de la réduction des émission
En général	Cycle fermés	II	Bas */
	Bio-oxydation	I	Elevé
	Condensation et traitement		
	Adsorption/absorption Incinération thermique/ catalytique		
Extraction des huiles végétales	Mesures intégrées au processus	III	Bas
	Adsorption		
	Technique membranaire		
	Incinération dans un four de processus		
Fonte des graisses animales	Biofiltration	II	Bas */

\*/ Ces procédés étant habituellement appliqués à des gaz à faible concentration de COV, les coûts par mètre cube de gaz traité sont bas, bien que le coût de la réduction par tonne de COV soit élevé.

## ANNEXE III

MESURES DE REDUCTION DES EMISSIONS DE COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)  
PROVENANT DE VEHICULES ROUTIERS A MOTEUR

## INTRODUCTION

1. La présente annexe se fonde sur des informations concernant les résultats et les coûts des mesures de réduction des émissions qui figurent dans la documentation officielle de l'Organe exécutif et de ses organes subsidiaires; le rapport intitulé « Les composés organiques volatils provenant de véhicules routiers : sources et options en matière de réduction » établi pour le Groupe de travail des composés organiques volatils; la documentation du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et de ses organes subsidiaires (en particulier les documents TRANS/SC1/WP.29/R.242, 486 et 506); et également sur des renseignements complémentaires communiqués par des experts désignés par les gouvernements.

2. Il sera nécessaire de compléter et de modifier périodiquement la présente annexe en fonction de l'expérience progressivement acquise avec les véhicules nouveaux équipés de dispositifs à faible taux d'émission et la mise au point de carburants de substitution, ainsi qu'avec l'adaptation des véhicules existants et l'application d'autres stratégies à ces véhicules. Cette annexe ne saurait être un exposé exhaustif de toutes les options techniques; elle a pour but d'aider les Parties à recenser les techniques économiquement réalisables en vue de s'acquitter de leurs obligations découlant du Protocole. Jusqu'à ce que d'autres données soient disponibles, elle porte uniquement sur les véhicules routiers.

## I. PRINCIPALES SOURCES D'EMISSIONS DE COV PROVENANT DES VEHICULES ROUTIERS A MOTEUR

3. Les sources d'émissions de COV provenant de véhicules à moteur sont les suivantes : a) émissions provenant du tuyau d'échappement; b) émissions par évaporation et lors du ravitaillement en carburant; c) émissions provenant du carter

4. Les transports routiers (à l'exclusion de la distribution de l'essence) sont l'une des principales sources d'émissions anthropiques de COV dans la plupart des pays de la CEE, leur apport représentant de 30 à 45 % du total des émissions de COV dues à l'activité humaine dans l'ensemble de la région de la CEE. Le véhicule fonctionnant à l'essence est de loin la source la plus importante des émissions de COV dues à la circulation (dont 30 à 50 % sont des émissions par évaporation). Les émissions par évaporation et les émissions lors du ravitaillement en carburant résultent surtout de l'emploi de l'essence et sont tenues pour négligeables dans le cas des carburants diesel.

## II. ASPECTS GENERAUX DES TECHNIQUES DE REDUCTION DES EMISSIONS DE COV PROVENANT DES VEHICULES ROUTIERS A MOTEUR

5. Les véhicules à moteur dont il est question dans la présente annexe sont les voitures particulières, les camionnettes, les véhicules routiers lourds, les motocycles et les cyclomoteurs.

6. Bien que la présente annexe traite aussi bien de véhicules neufs que de véhicules en cours d'utilisation, elle est surtout axée sur la réduction des émissions de COV provenant des types de véhicules neufs.

7. La présente annexe fournit aussi des orientations sur la façon dont les modifications des caractéristiques de l'essence influent sur les émissions de COV par évaporation. Le remplacement du carburant (par exemple par du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou du méthanol) permet aussi de réduire les émissions de COV, mais cette possibilité n'est pas examinée dans la présente annexe.

8. Les chiffres relatifs au coût des diverses techniques indiquées sont des évaluations du coût de fabrication plutôt que des prix de détail.

9. Il importe de veiller à ce que la conception des véhicules puisse répondre aux normes en vigueur pour les émissions. Cela peut se faire en assurant la conformité de la production, la durabilité pendant toute la période d'utilisation, la garantie des équipements servant à réduire les émissions et le rappel des véhicules défectueux. Pour les véhicules en cours d'utilisation, le maintien des résultats en matière de réduction des émissions peut aussi être assuré par un programme efficace d'inspection et d'entretien et par des mesures visant à empêcher les manipulations frauduleuses et l'emploi de carburants défectueux.

10. Il est possible de réduire les émissions provenant des véhicules en cours d'utilisation grâce à des programmes prévoyant par exemple de réduire l'évaporation des carburants, des incitations économiques en vue d'encourager l'introduction accélérée des techniques souhaitables, l'emploi de carburants faiblement oxygénés (pour les moteurs à mélange riche) et des mesures d'adaptation. La réduction de l'évaporation des carburants est à elle seule la plus efficace des mesures qui puissent être prises pour réduire les émissions de COV provenant des véhicules en cours d'utilisation.

11. Les techniques faisant intervenir des pots catalytiques nécessitent l'emploi de carburant sans plomb. Il faut donc veiller à ce que l'essence sans plomb soit disponible partout.

12. Bien qu'elles ne soient pas examinées en détail dans la présente annexe, les mesures visant à réduire les émissions de COV et autres par l'aménagement de la circulation urbaine ou à longue distance constituent un moyen supplémentaire efficace à cet effet. Les principales mesures d'aménagement de la circulation ont pour but d'améliorer la répartition modale par des dispositions tactiques, structurelles, financières et restrictives.

13. Les émissions de COV provenant de véhicules à moteur n'ayant fait l'objet d'aucune mesure de réduction ont une teneur non négligeable en composés toxiques, dont certains sont notoirement cancérigènes. L'application de technique de réduction des émissions de COV (émissions à l'échappement, par évaporation, lors du ravitaillement en carburant ou provenant du carter) diminue ces émissions toxiques en général dans la même proportion que pour les COV. On peut également réduire les émissions toxiques en modifiant certains paramètres du carburant, par exemple en réduisant la teneur en benzène de l'essence.

## III. TECHNIQUES DE REDUCTION POUR LES EMISSIONS A L'ECHAPPEMENT

### a) Voitures particulières et camionnettes à moteur à essence

14. Le tableau 1 énumère les principales techniques de réduction des émissions de COV.

15. La base de comparaison dans le tableau 1 est l'option technique B qui représente une technologie non catalytique conçue pour répondre aux prescriptions adoptées aux Etats-Unis en 1973/1974 ou au règlement 15-04 de la CEE conformément à l'Accord de 1958 concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur. Le tableau présente aussi les taux d'émission réalisables avec des pots catalytiques en boucle ouverte ou fermée ainsi que leurs incidences du point de vue du coût.

16. Le taux « sans réduction des émissions » (A) dans le tableau 1 s'applique à la situation en 1970 dans la région de la CEE, mais il se peut qu'il soit encore valable dans certaines zones.

17. Le taux d'émission du tableau 1 reflète les émissions mesurées selon des méthodes d'épreuve normalisées. Les émissions provenant des véhicules sur la route peuvent être nettement différentes sous l'effet notamment de la température ambiante, des conditions d'exploitation, des caractéristiques du carburant et de l'entretien. Néanmoins, le potentiel de réduction indiqué au tableau 1 est considéré comme représentatif des réductions réalisables.

18. La meilleure technologie actuellement disponible est l'option D, qui permet de réduire considérablement les émissions de COV, de CO et de NO<sub>x</sub>.

19. Pour se conformer aux programmes de réglementation prévoyant de nouvelles réductions des émissions de COV (par exemple au Canada et aux Etats-Unis), des pots catalytiques perfectionnés à trois voies et en boucle fermée sont en cours de mise au point (option E). Ces améliorations mettront l'accent sur des systèmes plus performants de gestion du moteur, de meilleurs catalyseurs, des systèmes de diagnostic embarqués et d'autres perfectionnements. Ces systèmes deviendront les meilleures techniques disponibles d'ici le milieu des années 90.

20. Les véhicules équipés d'un moteur à deux temps, qui sont actuellement utilisées dans certaines parties de l'Europe, constituent une catégorie à part; ces véhicules ont actuellement des émissions de COV très élevées. Les émissions d'hydrocarbures des moteurs à deux temps sont généralement comprises entre 45,0 et 73,7 grammes par essai, selon le cycle de conduite européen. On s'efforce actuellement de modifier le moteur et de le doter d'un dispositif à pot catalytique. Il est nécessaire d'obtenir des données sur les potentiels de réduction et la durabilité de ces solutions. De plus, divers types de moteurs à deux temps susceptibles d'avoir de faibles émissions sont actuellement mis au point.

*b) Voitures particulières et camions à moteur diesel*

21. Les émissions de COV provenant des voitures particulières et des camionnettes à moteur diesel sont très faibles, généralement inférieures à celles des véhicules fonctionnant à l'essence équipés d'un pot catalytique en boucle fermée.

En revanche, les émissions de particules et de NO<sub>x</sub> sont plus élevées.

22. Aucun pays de la CEE n'a actuellement de programme strict de réduction des COV provenant de l'échappement des poids lourds à moteur diesel parce que leurs taux d'émission de COV sont généralement bas. Cependant, de nombreux pays ont adopté des programmes de réduction des émissions de particules provenant du carburant diesel et la technique appliquée à cet effet (par exemple l'amélioration de la chambre de combustion ou du système d'injection) a pour résultat final net d'abaisser aussi les émissions de COV.

23. On estime que les taux d'émission de COV provenant de l'échappement des poids lourds à moteur diesel seront réduits des deux tiers si l'on applique un programme énergétique de réduction des émissions de particules.

24. Les COV émis par les moteurs diesel sont différents de ceux provenant des moteurs à essences.

*c) Motocycles et cyclomoteurs*

25. Le tableau 2 récapitule les techniques de réduction des émissions de COV provenant des motocycles. Il est normalement possible de satisfaire aux prescriptions du règlement de la CEE en vigueur (R.40) sans appliquer de techniques de réduction. Les futures normes autrichiennes et suisses nécessiteront peut-être des pots catalytiques oxydants à deux temps pour les moteurs à deux temps.

26. Sur les cyclomoteurs à deux temps équipés d'un petit pot catalytique oxydant, il est possible de réduire les émissions de COV de 90 % moyennant un coût de production supplémentaire de 30 à 50 dollars E.-U. En Autriche et en Suisse les normes en vigueur exigent déjà l'application de cette technique.

#### IV. TECHNIQUES DE REDUCTION DES EMISSIONS PAR EVAPORATION ET LORS DU RAVITAILLEMENT EN CARBURANT

27. Les émissions par évaporation consistent en vapeur de carburant émise à partir du moteur et du circuit d'alimentation. On distingue les émissions suivantes :

*a)* les émissions diurnes qui résultent de la « respiration » du réservoir de carburant à mesure qu'il est réchauffé et qu'il se refroidit au cours de la journée;

*b)* les émissions par déperdition de la chaleur du moteur après qu'il a été arrêté;

*c)* les fuites provenant du circuit d'alimentation pendant que le véhicule est en marche; et *d)* les pertes au repos, par exemple à partir de cartouches filtrantes à fond ouvert (le cas échéant) ou de certaines matières plastiques du circuit d'alimentation qui seraient sujettes à des fuites dues à la perméabilité, l'essence traversant lentement le plastique.

28. La technique la plus souvent utilisée pour réduire les émissions par évaporation provenant des véhicules à moteur à essence fait intervenir une cartouche de charbon actif (avec canalisation connexe) et un système de purge pour réaliser la combustion contrôlée des COV dans le moteur.

29. Il ressort de l'expertise acquise aux Etats-Unis avec les programmes en vigueur que les systèmes de réduction des émissions par évaporation n'ont pas donné les résultats escomptés, surtout pendant les journées à forte concentration en ozone. Cela est dû en partie au fait que la volatilité de l'essence généralement utilisée est beaucoup plus élevée que celle du carburant servant aux épreuves d'homologation, et aussi au fait qu'une méthode d'essai inadéquate a abouti à l'utilisation d'une technique de réduction non satisfaisante. Le programme de réduction des émissions par évaporation que les Etats-Unis mettront en œuvre dans les années 90 insistera sur l'utilisation en été de carburants moins volatils et sur une méthode d'essai améliorée en vue d'encourager des systèmes perfectionnés de réduction des émissions par évaporation qui permettront de réduire en cours d'utilisation les émissions provenant des quatre sources mentionnées plus haut au paragraphe 27. Dans les pays où l'essence disponible est très volatile, la mesure la plus rentable pour réduire les émissions de COV consiste à abaisser la volatilité de l'essence généralement utilisée.

30. En règle générale, toute politique efficace de réduction des émissions par évaporation doit prévoir : *a)* une réduction de la volatilité de l'essence, adaptée aux conditions climatiques; et *b)* une méthode d'épreuve appropriée.

31. Le tableau 3 énumère les options en matière de réduction, les potentiels de réduction et les coûts estimatifs, l'option B représentant la meilleure technique de réduction existant actuellement. L'option C sera bientôt la meilleure technique disponible et représentera une amélioration considérable par rapport à l'option B.

32. On évalue à moins de 2 % les économies de carburant obtenues grâce aux mesures de réduction des émissions par évaporation. Ces économies tiennent à une densité d'énergie plus élevée, à une plus faible pression de vapeur du carburant selon Reid et à la combustion - qui remplace l'évacuation - des vapeurs captées.

33. En principe, les émissions lors du ravitaillement en carburant peuvent être récupérées par des systèmes à la pompe (deuxième phase) ou par des systèmes montés sur le véhicule. Les systèmes de réduction dans les stations de distribution d'essence font appel à une technique déjà bien maîtrisée, tandis que les systèmes embarqués ont fait l'objet d'essais de démonstration sur plusieurs prototypes.

La question de la sécurité en cours d'utilisation des systèmes embarqués de récupération de vapeurs est actuellement à l'étude. Il pourrait être opportun de mettre au point des normes fonctionnelles de sécurité en association avec des systèmes embarqués de récupération de vapeurs pour en assurer la sécurité au stade de la conception. Les mesures de réduction de la deuxième phase peuvent être mises en œuvre plus rapidement puisqu'il est possible d'équiper des systèmes correspondants les stations de distribution dans un périmètre donné. Les mesures de réduction de la deuxième phase profitent à tous les véhicules à essence tandis que les systèmes embarqués ne profitent qu'aux nouveaux véhicules.

34. Bien que les émissions par évaporation provenant des motocycles et cyclomoteurs ne fassent encore l'objet d'aucun contrôle dans la région de la CEE, on peut en règle générale appliquer les mêmes techniques de réduction que pour les véhicules à moteur à essence.



TABLEAU 1. — TECHNIQUES DE REDUCTION DES EMISSIONS A L'ECHAPPEMENT POUR LES VOITURES PARTICULIERES ET LES CAMIONNETTES A MOTEUR A ESSENCE

Option technique	Taux d'émission (%)		Coût (dollars E.-U.) <sup>*/</sup>
	4 temps	2 temps	
A. Situation sans réduction des émissions	400	900	—
B. Modifications du moteur (conception du moteur, systèmes de carburation et d'allumage, injection d'air)	100 (1.8 g/km)	—	**/
C. Pot catalytique en boucle ouverte	50	—	150-200
D. Pot catalytique à trois voies et en boucle fermée	10-30	—	250-450 ***/
E. Pot catalytique perfectionné à trois voies et en boucle fermée	6	—	350-600 ***/

<sup>\*/</sup> Estimation du coût de production supplémentaire par véhicule par rapport à l'option technique B.  
<sup>\*\*/</sup> Le coût de modification du moteur pour passer de l'option A à l'option B est estimé à 40-100 dollars E.-U.  
<sup>\*\*\*/</sup> Avec les options techniques D et E, on peut aussi réduire notablement les émissions de CO et de NO<sub>x</sub> (en plus des émissions de COV). Les options B et C peuvent également autoriser une certaine réduction des émissions de CO ou de NO<sub>x</sub>.

TABLEAU 2. — TECHNIQUES DE REDUCTION DES EMISSIONS A L'ECHAPPEMENT ET RESULTATS OBTENUS POUR LES MOTOCYCLES

Option technique	Taux d'émission (%)		Coût (dollars E.-U.) <sup>*/</sup>
	2 temps	4 temps	
A. Situation sans réduction des émissions	400 (9,6 g/km)	100 (2 g/km)	—
B. Meilleur dispositif non catalytique	200	60	—
C. Pot catalytique oxydant, air secondaire	30-50	20	50
D. Pot catalytique à trois voies et en boucle fermée	sans objet	10 <sup>**/</sup>	350

<sup>\*/</sup> Coût de production supplémentaire par véhicule (chiffre estimatif).  
<sup>\*\*/</sup> Prévu dès 1991 pour quelques types déterminés de motocycles (prototypes déjà construits et soumis à des essais).

TABLEAU 3. — MESURES DE REDUCTION DES EMISSIONS PAR EVAPORATION ET POTENTIELS DE REDUCTION POUR LES VOITURES PARTICULIERES ET LES CAMIONNETTES A MOTEUR A ESSENCE

Options techniques	Potentiel de réduction des COV (%) <sup>1/</sup>	Coût (dollars E.-U.) <sup>2/</sup>
A. Petite cartouche, limites RVP souples <sup>3/</sup> , méthode d'épreuve des Etats-Unis pour les années 80	< 80	20
B. Petite cartouche, limites RVP strictes <sup>4/</sup> , méthode d'épreuve des Etats-Unis pour les années 80	80-95	20
C. Systèmes perfectionnés de réduction des émissions par évaporation, limites RVP strictes <sup>4/</sup> , méthode d'épreuve des Etats-Unis pour les années 90 <sup>5/</sup>	> 95	33

<sup>1/</sup> Par rapport à la situation sans réduction des émissions.

<sup>2/</sup> Coût de production supplémentaire par véhicule (chiffres estimatif).

<sup>3/</sup> Reid vapour pressure (pression de vapeur selon Reid).

<sup>4/</sup> D'après les données des Etats-Unis, dans l'hypothèse d'une limite RVP de 62 kPa pendant la saison chaude pour un coût de 0,0038 dollar E.-U. par litre. Si l'on tient compte de l'économie de carburant résultant de l'utilisation d'une essence à faible RVP, le coût estimatif ajusté est de 0,0012 dollar E.-U. par litre.

<sup>5/</sup> La méthode d'épreuve des Etats-Unis pour les années 90 sera conçue en vue d'une réduction plus efficace des émissions diurnes multiples, des fuites pendant la marche du véhicule, des émissions pendant l'exploitation à température ambiante élevée, des émissions par percolation après fonctionnement prolongé, et des fuites au repos.

## ANNEXE IV

CLASSIFICATION DES COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)  
D'APRES LEUR POTENTIEL DE CREATION D'OZONE  
PHOTOCHIMIQUE (PCOP)

1. La présente annexe résume les informations disponibles et indique les éléments qui restent à élaborer, afin de guider les travaux à réaliser. Elle est fondée sur les renseignements relatifs aux hydrocarbures et à la formation de l'ozone qui figurent dans deux notes rédigées pour le Groupe de travail des composés organiques volatils (EB.AIR/WG.4/R.11 et R.13/Rev.1), sur les résultats d'autres recherches menées en particulier en Allemagne, en Autriche, au Canada, aux Etats-Unis d'Amérique, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Suède et au Centre de synthèse météorologique-Ouest de l'EMEP (CSM-O) et sur des renseignements supplémentaires fournis par des experts désignés par les gouvernements.

2. La finalité de l'approche du PCOP est de constituer un guide pour les politiques régionales et nationales de lutte contre les composés organiques volatils (COV) en tenant compte de l'impact de chaque espèce de COV ainsi que des émissions de COV par secteurs dans la formation des épisodes d'ozone; cette contribution est exprimée sous la forme d'un potentiel de création d'ozone photochimique (PCOP), lequel est défini comme suit : modification de la production d'ozone photochimique par suite d'une modification de l'émission d'un COV particulier. Le PCOP peut être déterminé par des calculs sur modèle ou par des expériences de laboratoire. Il sert à illustrer différents aspects de la formation d'oxydants lors des épisodes, par exemple les pics d'ozone ou la production cumulative d'ozone pendant un épisode.

3. La notion de PCOP est présentée ici parce qu'il existe de grandes différences en ce qui concerne la contribution respective des différents COV dans la production d'épisodes d'ozone. Cette notion comporte un élément fondamental, à savoir que, en présence de la lumière solaire et de  $\text{NO}_x$ , chaque COV produit de l'ozone d'une manière semblable bien que les circonstances dans lesquelles l'ozone est produit soient très variables.

4. Différents calculs sur modèles photochimiques indiquent qu'il faut réduire très fortement les émissions de COV et de  $\text{NO}_x$  (dans des proportions supérieures à 50 %) pour pouvoir réduire sensiblement la formation d'ozone. En outre, quand on diminue les émissions de COV, les concentrations maximales d'ozone près du sol sont réduites dans une mesure moins que proportionnelle. Le principe de cet effet est indiqué par des calculs théoriques de scénarios. Quand toutes les espèces sont réduites dans la même proportion, les valeurs maximales de l'ozone (plus de 75 ppb par heure en moyenne) en Europe ne sont réduites que de 10 à 15 %, selon le niveau d'ozone existant, si la quantité globale des émissions anthropiques de COV autres que le méthane est réduite de 50 %. Or, si l'on diminuait de 50 % (en valeur massique) les émissions anthropiques des espèces de COV, autres que le méthane, les plus importantes (en termes de PCOP et de valeur massique ou de réactivité), les calculs feraient apparaître une diminution de 20 à 30 % des pics d'ozone des épisodes.

Ce résultat confirme les avantages de la méthode du PCOP pour établir un ordre de priorité dans la lutte contre les émissions de COV et montre clairement que les COV peuvent tout au moins être répartis en grandes catégories selon leur importance dans la formation des épisodes d'ozone.

5. Les valeurs du PCOP et les échelles de réactivité ont été calculées sous forme d'estimations, chaque estimation étant fondée sur un scénario particulier (par exemple augmentations et diminutions des émissions, trajectoires des masses d'air) et orientée vers un objectif précis (par exemple pic d'ozone, ozone intégré, ozone moyen). Les valeurs du PCOP et les échelles de réactivité sont fonction de processus chimiques. Il y a manifestement des différences entre les estimations des PCOP, qui peuvent dans certains cas dépasser 400 %. Les chiffres des PCOP ne sont pas constants, mais varient dans l'espace et le temps. C'est ainsi que pour le PCOP de l'orthoxyène dans ce que l'on appelle la trajectoire « France-Suède », les calculs donnent une valeur de 41 le premier jour et de 97 le cinquième jour du temps de parcours. Selon les calculs du Centre de synthèse météorologique-Ouest de l'EMEP, le PCOP de l'orthoxyène pour une concentration d'ozone supérieure à 60 ppb varie entre 54 et 112 (5 à 95 percentiles) pour les mailles du quadrillage EMEP. La variation du PCOP dans le temps et l'espace ne tient pas seulement aux émissions anthropiques de COV qui composent le volume d'air, mais découle également des variations météorologiques. De fait, tout COV réactif peut contribuer à la formation épisodique d'oxydants photochimiques dans des proportions plus ou moins importantes, en fonction des concentrations en oxydes d'azote et en COV et aussi en fonction de paramètres météorologiques. Les hydrocarbures très peu réactifs tels le méthane, le méthanol, l'éthane et certains hydrocarbures chlorés n'ont pratiquement aucune part dans ce processus. Il y a aussi des différences résultant des variations météorologiques entre des jours particuliers et sur l'ensemble de l'Europe. Les valeurs du PCOP dépendent implicitement de la façon dont on calcule les inventaires d'émissions. Il n'existe actuellement ni méthode ni information homogènes pour toute l'Europe. A l'évidence, la méthode du PCOP doit encore être améliorée.

6. Les émissions naturelles d'isoprène provenant des feuillus, associées aux oxydes d'azote ( $\text{NO}_x$ ) provenant principalement de sources anthropiques, peuvent contribuer de façon importante à la formation d'ozone quand le temps est chaud en été dans les régions où les feuillus couvrent une vaste superficie.

7. Dans le tableau 1, les espèces de COV sont groupées selon leur importance dans la production de pics d'ozone lors des épisodes. Trois groupes ont été retenus. Le degré d'importance est exprimé sur la base de l'émission de COV par quantité globale unitaire. Certains hydrocarbures comme le n-butane prennent de l'importance en raison de la quantité globale émise, bien qu'ils puissent paraître peu importants d'après leur réactivité avec les radicaux OH.

8. Les tableaux 2 et 3 montrent l'impact de différents COV exprimé en indices par rapport à l'impact d'une espèce (l'éthylène) à laquelle est attribué l'indice 100. Ils montrent comment ces indices, c'est-à-dire les PCOP, peuvent orienter l'évaluation de l'impact de différentes réductions des émissions de COV.

9. Le tableau 2 indique le PCOP moyen pour chaque grande catégorie de sources sur la base d'une estimation centrale du PCOP pour chaque espèce de COV dans chaque catégorie de source. Pour établir et présenter ce tableau, on a utilisé des inventaires d'émissions établis de manière indépendante au Royaume-Uni et au Canada. Pour beaucoup de sources, par exemple les véhicules à moteur, les installations de combustion et de nombreux procédés industriels, il y a des émissions de mélanges d'hydrocarbures. Dans la plupart des cas, il n'existe pas de mesures visant à diminuer spécifiquement les COV définis comme très réactifs dans le cadre de la méthode du PCOP. Dans la pratique, la plupart des mesures de réduction possibles diminueront les émissions par quantités globales quel que soit leur PCOP.

10. Dans le tableau 3 sont comparés différents systèmes de pondération pour un certain nombre d'espèces de COV. Pour établir un ordre de priorité dans un programme national de lutte contre les COV, on peut utiliser un certain nombre d'indices relatifs à des COV particuliers. La méthode la plus simple mais la moins efficace consiste à privilégier l'émission des quantités relatives, c'est-à-dire la concentration relative dans l'air ambiant.

11. La pondération relative fondée sur la réactivité avec les radicaux OH tient compte de quelques-uns (mais certainement pas de la totalité) des aspects importants des réactions atmosphériques qui produisent de l'ozone en présence de  $\text{NO}_x$  et de lumière solaire. Les pondérations SAPRC (Statewide Air Pollution Research Centre) correspondent à la situation en Californie. Les conditions des modèles qui conviennent pour la cuvette de Los Angeles et celles qui conviennent pour l'Europe n'étant pas les mêmes, les espèces photochimiquement labiles comme les aldéhydes évoluent très différemment. Les PCOP calculés à l'aide de modèles photochimiques aux Etats-Unis d'Amérique, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède ainsi que dans le cadre de l'EMEP (CSM-O) prennent en compte des aspects différents du problème de l'ozone en Europe.

12. Certains des solvants moins réactifs posent d'autres problèmes : ils sont, par exemple, extrêmement préjudiciables à la santé de l'homme, difficiles à manipuler, tenaces, et peuvent avoir des effets négatifs sur l'environnement à d'autres niveaux (notamment dans la troposphère libre ou la stratosphère). Dans bien des cas, la meilleure technique disponible pour réduire les émissions de solvants consiste à appliquer des systèmes qui n'utilisent pas de solvants.

13. Des inventaires fiables des émissions de COV sont indispensables pour pouvoir élaborer des politiques de lutte contre les COV qui soient efficaces par rapport à leur coût, en particulier quand il s'agit de politiques fondées sur la méthode du PCOP. Les données nationales sur les émissions de COV devraient donc être ventilées par secteurs, en suivant tout au moins les directives spécifiées par l'Organe directeur, et devraient être complétées autant que possible par des données sur les espèces de COV et les variations des émissions dans le temps.

TABLEAU 1. — CLASSIFICATIONS DES COV EN TROIS GROUPES  
SELON LEUR IMPORTANCE DANS LA FORMATION DES EPISODES D'OZONE

---

Assez importants

Alcènes

Aromatiques

Alcanes Les alcanes > C6 sauf le diméthyl-2,3 pentane

Aldéhydes Tous les aldéhydes sauf le benzaldéhyde

COV naturels Isoprène

Peu importants

Alcanes Alcanes en C3 à C5 et diméthyl-2,3 pentane

Cétones Méthyléthylcétone et méthyl t-butycétone

Alcools Ethanol

Esters Tous les esters sauf l'acétate de méthyle

Très peu importants

Alcanes Méthane et éthane

Alcynes Acétylène

Aromatiques Benzène

Aldéhydes Benzaldéhyde

Cétones Acétone

Alcools Méthanol

Esters Acétate de méthyle

Hydrocarbures chlorés Méthylchloroforme, chlorure de méthylène, trichloroéthylène et tétrachloroéthylène

---

TABLEAU 2. — PCOP DES DIVERS SECTEURS D'EMISSION ET POURCENTAGE DE COV PAR QUANTITE GLOBALE DANS CHAQUE CLASSE DE CREATION D'OZONE

Secteur	PCOP par secteur		Quantité globale dans chaque classe de création d'ozone (en %)			
	Canada	Royaume-Uni	Assez importante	Peu importante	Très peu importante	Inconnue
Gaz d'échappement des moteurs à essence	63	61	76	16	7	1
Gaz d'échappement des moteurs diesel	60	59	38	19	3	39
Evaporation d'essence des véhicules	—	51	57	29	2	12
Autres moyens de transport	63	—	—	—	—	—
Combustion fixe	—	54	34	24	24	18
Application de solvants	42	40	49	26	21	3
Revêtements de surface	48	51	—	—	—	—
Emissions de sprocédés industriels	45	32	4	41	0	55
Produits chimiques industriels	70	63	—	—	—	—
Raffinage et distribution du pétrole	54	45	55	42	1	2
Fuites de gaz naturel	—	19	24	8	66	2
Agriculture	—	40	—	—	100	—
Extraction du charbon	—	0	—	—	100	—
Décharges d'ordures ménagères	—	0	—	—	100	—
Nettoyage à sec	29	—	—	—	—	—
Combustion du bois	55	—	—	—	—	—
Agriculture sur brûlis	58	—	—	—	—	—
Industrie alimentaire	—	37	—	—	—	—



TABLEAU 3. — COMPARAISON ENTRE LES SYSTEMES DE PONDERATION (PAR RAPPORT A L'ETHYLENE = 100) POUR 85 ESPECES DE COV

COV	Echelle OH	Canada par quantité globale	SAPRC RDM	PCOP Royaume-Uni	Intervalle du PCOP Royaume-Uni	Suède		EMEP	LOTOS
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	différence maximale	0-4 jours	[h]	[i]
Méthane	0. 1	-	0	0.7	0-3	-	-	-	-
Ethane	3. 2	91. 2	2.7	8.2	2-30	17. 3	12. 6	5-24	6-25
Propane	9. 3	100	6.2	42. 1	16-124	60. 4	50. 3	-	-
n-Butane	15. 3	212	11. 7	41. 4	15-115	55. 4	46. 7	22-85	25-87
i-Butane	14. 2	103	15. 7	31. 5	19-59	33. 1	41. 1	-	-
n-Pentane	19. 4	109	12. 1	40. 8	9-105	61. 2	29. 8	-	-
i-Pentane	18. 8	210	16. 2	29. 6	12-68	36. 0	31. 4	-	-
n-Hexane	22. 5	71	11. 5	42. 1	10-151	78. 4	45. 2	-	-
Méthylpentane-2	22. 2	100	17. 0	52. 4	19-140	71. 2	52. 9	-	-
Méthylpentane-3	22. 6	47	17. 7	43. 1	11-125	64. 7	40. 9	-	-
Diméthylbutane-2,2	10. 5	-	7.5	25. 1	12- 49	-	-	-	-
Diméthylbutane-2,3	25. 0	-	13. 8	38. 4	25- 65	-	-	-	-
n-Heptane	25. 3	41	9.4	52. 9	13-165	79. 1	51. 8	-	-
Méthylhexane-2	18. 4	21	17. 0	49. 2	11-159	-	-	-	-
Méthylhexane-3	18. 4	24	16. 0	49. 2	11-157	-	-	-	-
n-Octane	26. 6	-	7.4	49. 3	12-151	69. 8	46. 1	-	-
Méthylheptane-2	26. 6	-	16. 0	46. 9	12-146	69. 1	45. 7	-	-
n-Nonane	27. 4	-	6.2	46. 9	10-148	63. 3	35. 1	-	-
Méthyloctane-2	27. 3	-	13. 2	50. 5	12-147	66. 9	45. 4	-	-
n-Decane	27. 6	-	5.3	46. 4	8-156	71. 9	42. 2	-	-
Méthylnonane-2	27. 9	-	11. 7	44. 8	8-153	71. 9	42. 3	-	-
n-Undecane	29. 6	21	4.7	43. 6	8-144	66. 2	38. 6	-	-
n-Duodécane	28. 4	-	4.3	41. 2	7-138	57. 6	31. 1	-	-
Méthylcyclohexane	35. 7	18	22. 3	-	-	40. 3	38. 6	-	-
Chlorure de méthylène	-	-	-	1	0- 3	0	0	-	-
Chloroforme	-	-	-	-	-	0.7	0.4	-	-
Chloroforme méthylé	-	-	-	0.1	0- 1	0.2	0.2	-	-

COV	Echelle OH	Canada par quantité globale	SAPRC RDM	PCOP Royaume-Uni	Intervalle du PCOP Royaume-Uni	Suède		EMEP	LOTOS
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	différence maximale	0-4 jours	[h]	[i]
Trichloroéthylène	-	-	-	6.6	1-13	8.6	11.1	-	-
Tétrachloroéthylène	-	-	-	0.5	0-2	1.4	1.4	-	-
Chlorure d'allyle	-	-	-	-	-	56.1	58.3	-	-
Méthanol	10.9	-	7	12.3	9-21	16.5	21.3	-	-
Ethanol	25.5	-	15	26.8	4-89	44.6	22.5	9-58	20-71
i-Propanol	30.6	-	7	-	-	17.3	20.3	-	-
Butanol	38.9	-	30	-	-	65.5	21.4	-	-
i-Butanol	45.4	-	14	-	-	38.8	25.5	-	-
Ethylène-glycol	41.4	-	21	-	-	-	-	-	-
Propylène-glycol	55.2	-	18	-	-	-	-	-	-
But-2-diol	-	-	-	-	-	28.8	6.6	-	-
Ether méthylique	22.3	-	11	-	-	28.8	34.3	-	-
Ether méthyl-t-butyle	11.1	-	8	-	-	-	-	-	-
Ether éthyl-t-butyle	25.2	-	26	-	-	-	-	-	-
Acétone	1.4	-	7	17.8	10-27	17.3	12.4	-	-
Méthyléthylcétone	5.5	-	14	47.3	17-80	38.8	17.8	-	-
Méthyl-i-butyle cétone	-	-	-	-	-	67.6	31.8	-	-
Acétate de méthyle	-	-	-	2.5	0-7	5.8	6.7	-	-
Acétate d'éthyle	-	-	-	21.8	11-56	29.5	29.4	-	-
Acétate de i-propyle	-	-	-	21.5	14-36	-	-	-	-
Acétate de n-butyle	-	-	-	32.3	14-91	43.9	32.0	-	-
Acétate de i-butyle	-	-	-	33.2	21-59	28.8	35.3	-	-
Ether de propylène-glycol méthyle	-	-	-	-	-	77.0	49.1	-	-
Acétate d'éther de propylène-glycol méthyle	-	-	-	-	-	30.9	15.7	-	-

COV	Echelle OH	Canada par quantité globale	SAPRC RDM	PCOP Royaume-Uni	Intervalle du PCOP Royaume-Uni	Suède		EMEP	LOTOS
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	différence maximale	0-4 jours	[h]	[i]
Ethylène	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Propylène	217	44	125	103	75-163	73. 4	59. 9	69-138	55-120
Butène-1	194	32	115	95. 9	57-185	79. 9	49. 5	-	-
Butène-2	371	-	136	99. 2	82-157	78. 4	43. 6	-	-
Pentène-1	148	-	79	105.9	40-288	72. 7	42. 4	-	-
Pentène-2	327	-	79	93. 0	65-160	77. 0	38. 1	-	-
Méthyl-2 butène-1	300	-	70	77. 7	52-113	69. 1	18. 1	-	-
Méthyl-2 butène-2	431	24	93	77. 9	61-102	93. 5	45. 3	-	-
Méthyl-3 butène-1	158	-	79	89. 5	60-154	-	-	-	-
Isobutène	318	50	77	64. 3	58- 76	79. 1	58. 0	-	-
Isoprène	515	-	121	-	-	53. 2	58. 3	-	-
Acétylène	10. 4	82	6. 8	16. 8	10- 42	27. 3	36. 8	-	-
Benzène	5. 7	71	5. 3	18. 9	11- 45	31. 7	40. 2	-	-
Toluène	23. 4	218	34	56. 3	41- 83	44. 6	47. 0	-	-
o-Xylène	48. 3	38	87	66. 6	41- 97	42. 4	16. 7	54-112	26- 67
m-Xylène	80. 2	53	109	99. 3	78-135	58. 3	47. 4	-	-
p-Xylène	49. 7	53	89	88. 8	63-180	61. 2	47. 2	-	-
Ethylbenzène	25	32	36	59. 3	35-114	53. 2	50. 4	-	-
Triméthyl-1,2,3 benzène	89	-	11ç	117	76-175	69. 8	29. 2	-	-
Triméthyl-1,2,4 benzène	107	44	119	120	86-176	68. 3	33. 0	-	-
Triméthyl-1,3,5 benzène	159	-	140	115	74-174	69. 1	33. 0	-	-
o-Ethyltoluène	35	-	96	66. 8	31-130	59. 7	40. 8	-	-
m-Ethyltoluène	50	-	96	79. 4	41-140	62. 6	40. 1	-	-
p-Ethyltolène	33	-	96	72. 5	36-135	62. 6	44. 3	-	-
n-Propylbenzène	17	-	28	49. 2	25-110	51. 1	45. 4	-	-
i-Propylbenzène	18	-	30	56. 5	35-105	51. 1	52. 3	-	-

COV	Echelle OH	Canada par quantité globale	SAPRC RDM	PCOP Royaume-Uni	Intervalle du PCOP Royaume-Uni	Suède différence maximale	Suède 0-4 jours	EMEP	LOTOS
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	[f]	[g]	[h]	[i]
Formaldéhyde	104	-	117	42. 1	22- 58	42. 4	26. 1	-	-
Acétaldéhyde	128	-	72	52. 7	33- 122	53. 2	18. 6	-	-
Propionaldéhyde	117	-	87	60. 3	28- 160	65. 5	17. 0	-	-
Butyraldéhyde	124	-	-	56. 8	16- 160	64. 0	17. 1	-	-
i-Butyraldéhyde	144	-	-	63. 1	38- 128	58. 3	30. 0	-	-
Valéraldéhyde	112	-	-	68. 6	0- 268	61. 2	32. 1	-	-
Acroléine	-	-	-	-	-	120. 1	82. 3	-	-
Benzaldéhyde	43	-	-10	-33. 4	-82-(-12)	-	-	-	-

Notes du tableau 3

[a] Coefficient d'activité COV + OH divisé par le poids moléculaire.

[b] Concentrations de COV dans l'air ambiant dans 18 stations du Canada, pour des quantités globales de base.

[c] Réactivité différentielle maximale (RDM) d'après les scénarios californiens, Statewide Air Pollution Research Centre (Los Angeles, Etats-Unis).

[d] PCOP moyen, sur la base de trois scénarios et neuf jours; République fédérale d'Allemagne-Irlande, France-Suède et Royaume-Uni.

[e] Intervalle des PCOP, sur la base de trois scénarios et onze jours.

[f] PCOP calculés pour une seule source en Suède produisant une différence maximale d'ozone.

[g] PCOP calculés pour une seule source en Suède utilisant une différence moyenne de l'ozone sur quatre jours.

[h] Intervalle (du 5ème au 95ème centile) des PCOP calculés sur le quadrillage EMEP.

[i] Intervalle (du 20ème au 80ème centile) des COP calculés sur le quadrillage LOTOS.

$$\text{PCOP} = \frac{(a)}{(b)} : \frac{(c)}{(d)} 100$$

(a) = modification dans la formation d'oxydants photochimiques due à un changement dans une émission de COV

(b) = émission intégrée du COV jusqu'à ce point chronologique.

(c) = modification dans la formation d'oxydants photochimiques due à un changement dans les émissions d'éthylène.

(d) = émission intégrée d'éthylène jusqu'à ce point chronologique.

On tire cette quantité d'un modèle de l'ozone photochimique en suivant la production d'ozone photochimique en présence et en l'absence d'un hydrocarbure particulier. La différence des concentrations d'ozone entre ces paires de calculs sur modèle constitue une mesure de la contribution de ce COV à la formation d'ozone.



PROTOCOLE A LA CONVENTION SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE TRANSFRONTIERE A LONGUE DISTANCE, DE 1979, RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES EMISSIONS DES COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS OU LEURS FLUX TRANSFRONTIERES, ET AUX ANNEXES I, II, III et IV, SIGNES A GENEVE LE 18 NOVEMBRE 1991

LISTE DES ETATS LIES

ETATS	SIGNATURE	RATIFICATION ACCEPTATION (A) APPROBATION (AA) ADHESION (a)	ENTREE EN VIGUEUR
ALLEMAGNE	19 novembre 1991	8 décembre 1994	29 septembre 1997
AUTRICHE	19 novembre 1991	23 août 1994	29 septembre 1997
BELGIQUE	19 novembre 1991	8 novembre 2000	6 février 2001
BULGARIE	19 novembre 1991	27 février 1998	28 mai 1998
CANADA	19 novembre 1991		
COMMUNAUTES EUROPEENNES	2 avril 1992		
DANEMARK	19 novembre 1991	21 mai 1996 (A)	29 septembre 1997
ESPAGNE	19 novembre 1991	1 <sup>er</sup> février 1994	29 septembre 1997
ESTONIE		7 mars 2000 (a)	5 juin 2000
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	19 novembre 1991		
FINLANDE	19 novembre 1991	11 janvier 1994 (A)	29 septembre 1997
FRANCE	19 novembre 1991	12 juin 1997 (AA)	29 septembre 1997
GRECE	19 novembre 1991		
HONGRIE	19 novembre 1991	10 novembre 1995	29 septembre 1997
ITALIE	19 novembre 1991	30 juin 1995	29 septembre 1997
LIECHTENSTEIN	19 novembre 1991	24 mars 1994	29 septembre 1997
LUXEMBOURG	19 novembre 1991	11 novembre 1993	29 septembre 1997
NORVEGE	19 novembre 1991	7 janvier 1993	29 septembre 1997
PAYS-BAS	19 novembre 1991	29 septembre 1993 (A)	29 septembre 1997
PORTUGAL	2 avril 1992		
REPUBLIQUE TCHEQUE		1 juillet 1997 (a)	29 septembre 1997
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	19 novembre 1991	14 juin 1994	29 septembre 1997
SLOVAQUIE		15 décembre 1999 (a)	15 mars 2000
SUEDE	19 novembre 1991	8 janvier 1993	29 septembre 1997
SUISSE	19 novembre 1991	21 mars 1994	29 septembre 1997
UKRAINE	19 novembre 1991		

## VERTALING

**Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake de beheersing van emissies van vluchtige organische stoffen of hun grensoverschrijdende stromen**

DE PARTIJEN,

VASTBESLOTEN het Verdrag betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand uit te voeren,

BEZORGD OVER HET FEIT dat de huidige emissies van vluchtige organische stoffen (VOS) en de daaruit door fotochemische oxidatie gevormde producten in daaraan blootgestelde delen van Europa en Noord-Amerika schade veroorzaken aan de natuurlijke hulpbronnen die van vitaal belang zijn voor het milieu en de economie en, onder bepaalde bij de blootstelling optredende omstandigheden, schadelijke gevolgen hebben voor de volksgezondheid,

EROP WIJZEND dat het op 31 oktober 1988 in Sofia aangenomen Protocol inzake de beheersing van emissies van stikstofoxiden of van de grensoverschrijdende stromen van deze stikstofverbindingen, reeds is overeengekomen de emissies van stikstofoxiden te verminderen,

ERKENNEND het aandeel van VOS en stikstofoxiden in de vorming van ozon in de troposfeer,

ERKENNEND voorts dat VOS, stikstofoxiden en de daaruit gevormde ozon zich over de internationale grenzen heen verspreiden en de luchtkwaliteit in nabuurstaten aantasten,

ZICH ERVAN BEWUST dat de vorming van fotochemische oxidantia volgens een zodanig mechanisme verloopt dat een vermindering van de emissies van VOS noodzakelijk is om het vóórkomen van fotochemische oxidantia te beheersen,

ZICH ER VOORTS VAN BEWUST dat als gevolg van menselijke activiteiten vrijgekomen methaan en koolmonoxide in achtergrondconcentraties aanwezig zijn in de lucht boven het EEG-gebied en bijdragen tot het ontstaan van incidentele ozonpieken, dat daarnaast op mondiale schaal de oxidatie van deze stoffen in aanwezigheid van stikstofoxiden bijdraagt tot het ontstaan van achtergrondconcentraties van ozon in de troposfeer waardoor zich in bepaalde periodes fotochemische smog kan vormen en dat de verwachting bestaat dat in andere fora maatregelen voor de beheersing van methaan zullen worden genomen,

IN HERINNERING BRENGEND dat het Uitvoerend Orgaan voor het Verdrag tijdens zijn zesde zitting de noodzaak heeft erkend de emissies van VOS of de grensoverschrijdende stromen van deze verbindingen en het optreden van fotochemische oxidantia te beheersen alsmede de noodzaak dat de Partijen die deze emissies reeds hadden verminderd, hun emissienormen voor VOS handhaven en opnieuw bezien,

ERKENNEND de reeds door sommige Partijen genomen maatregelen die hebben geleid tot vermindering van hun nationale jaarlijkse emissies van stikstofoxiden en VOS,

EROP WIJZEND dat sommige Partijen normen voor de luchtkwaliteit en/of doelstellingen voor de ozon in de troposfeer hebben vastgesteld en dat normen voor de ozonconcentraties in de troposfeer zijn vastgesteld door de Wereldgezondheidsorganisatie en andere bevoegde instanties,

VASTBESLOTEN doeltreffende maatregelen te nemen ter beheersing en vermindering van de nationale jaarlijkse emissies van VOS of de grensoverschrijdende stromen van deze verbindingen en van de als bijproduct daaruit gevormde fotochemische oxidantia, met name door toepassing van passende nationale of internationale emissienormen op nieuwe mobiele en nieuwe stationaire bronnen en door aanpassing van bestaande belangrijke stationaire bronnen, alsmede door in producten voor industrieel of huishoudelijk gebruik de verwerking te beperken van componenten waaruit VOS kunnen vrijkomen,

ZICH ERVAN BEWUST dat vluchtige organische verbindingen onderling sterk verschillen qua reactiviteit en vermogen om ozon in de troposfeer te doen ontstaan en andere fotochemische oxidantia te vormen en dat deze kenmerken, voor iedere verbinding afzonderlijk, van tijd tot tijd en van plaats tot plaats kunnen variëren afhankelijk van de weersomstandigheden en andere factoren,

ERKENNEND dat met dergelijke verschillen en variaties rekening dient te worden gehouden, opdat de maatregelen ter beheersing en vermindering van de emissies en grensoverschrijdende stromen van VOS de vorming van ozon in de troposfeer en andere fotochemische oxidantia zo doeltreffend mogelijk tot een minimum beperken,

IN OVERWEGING NEMEND de bestaande, wetenschappelijke en technische gegevens inzake emissies, atmosferische bewegingen en gevolgen voor het milieu van VOS en fotochemische oxidantia, alsook inzake de technologie voor de beheersing daarvan,

ERKENNEND dat de wetenschappelijke en technische kennis ter zake zich steeds verder ontwikkelt en dat het nodig is met deze ontwikkeling rekening te houden bij het toetsen van de werking van dit Protocol en het nemen van besluiten omtrent verdere maatregelen,

EROP WIJZEND dat met de uitwerking van een op grenswaarden gebaseerde aanpak wordt beoogd tot een doelgerichte wetenschappelijke grondslag te komen, waarmee rekening moet worden gehouden bij het toetsen van de werking van dit Protocol en het nemen van beslissingen over verdere internationaal overeen te komen maatregelen ter beheersing en vermindering van emissies van VOS of van hun grensoverschrijdende stromen en van fotochemische oxidantia,

ZIJN ALS VOLGT OVEREENGEKOMEN :

## Artikel 1

## Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van dit Protocol wordt verstaan onder :

1. « Verdrag » : het Verdrag betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, aangenomen op 13 november 1979 te Genève;
2. « EMEP » : het programma voor samenwerking inzake de bewaking en evaluatie van het transport van luchtverontreinigende stoffen over lange afstand in Europa;
3. « Uitvoerend Orgaan » : het Uitvoerend Orgaan opgericht ingevolge het bepaalde in artikel 10, eerste lid, van het Verdrag;
4. « Geografische reikwijdte van het EMEP » : het gebied, omschreven in artikel 1, vierde lid, van het Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand aangaande de langlopende financiering van het programma voor samenwerking inzake de bewaking en evaluatie van het transport van luchtverontreinigende stoffen over lange afstand in Europa (EMEP), aangenomen op 28 september 1984 te Genève;
5. « Beheersgebied voor ozon in de troposfeer » (TOMA - Tropospheric ozone management area) : een overeenkomstig artikel 2, tweede lid, letter b, in bijlage 1 aangegeven gebied;
6. « Partijen » : tenzij in de context anders bedoeld, de Partijen bij dit Protocol;
7. « Commissie » : de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties;

8. « Grenswaarden » : concentraties van verontreinigende stoffen in de atmosfeer gedurende een bepaalde blootstellingstijd, beneden welke zich, volgens de huidige stand van de wetenschap, geen rechtstreekse schadelijke gevolgen voordoen voor receptoren zoals mensen, planten, ecosystemen of materialen;

9. « Vluchtige organische stoffen » of « VOS » : tenzij anders aangegeven, alle organische verbindingen van antropogene aard, behalve methaan, die door met stikstofoxiden te reageren onder invloed van het zonlicht fotochemische oxidantia kunnen vormen;

10. « Belangrijke categorie bronnen » : elke categorie bronnen die luchtverontreinigende stoffen in de vorm van VOS uitstoten met inbegrip van de categorieën beschreven in de bijlagen II en III, en die een bijdrage leveren van ten minste 1 % van de totale nationale emissies van VOS op jaarbasis zoals gemeten of berekend over het eerste kalenderjaar na de datum van inwerkingtreding van dit Protocol en elk vierde jaar daarna;

11. « Nieuwe stationaire bron » : iedere stationaire bron met de bouw of wijziging van betekenis waarvan een aanvang is gemaakt na het verstrijken van twee jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Protocol;

12. « Nieuwe mobiele bron » : ieder motorvoertuig voor het wegverkeer vervaardigd na het verstrijken van twee jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Protocol;

13. « Vermogen tot vorming van fotochemische ozon » (POCP) : het vermogen van een individuele VOS, in verhouding tot dat van andere VOS, om ozon te vormen door te reageren met stikstofoxiden onder invloed van het zonlicht, zoals beschreven in bijlage IV.

## Artikel 2

### Fundamentele verplichtingen

1. De Partijen beheersen en verminderen hun emissies van VOS teneinde de grensoverschrijdende stromen van deze verbindingen en de als bijproduct daaruit gevormde fotochemische oxidantia terug te dringen teneinde de volksgezondheid en het milieu te beschermen tegen schadelijke effecten.

2. Teneinde te voldoen aan de in het eerste lid genoemde vereisten, beheerst en vermindert iedere Partij haar nationale jaarlijkse emissies van VOS of de grensoverschrijdende stromen van deze verbindingen op een van de volgende wijzen die wordt opgegeven bij ondertekening :

a) zij neemt, zo spoedig mogelijk en als eerste stap, doeltreffende maatregelen ter vermindering van haar nationale jaarlijkse emissies van VOS met ten minste 30 %, te realiseren vóór 1999, uitgaande van het niveau in 1988 of van het niveau in enig ander jaar in de periode 1984-1990 dat zij bij ondertekening van of toetreding tot dit Protocol kan opgeven; of

b) zij neemt, wanneer haar jaarlijkse emissies bijdragen tot ozonconcentraties in de troposfeer in onder de jurisdictie van een of meer andere Partijen vallende gebieden en deze emissies alleen afkomstig zijn uit onder haar jurisdictie vallende gebieden die in bijlage I als beheersgebieden voor ozon in de troposfeer (TOMA's) zijn aangemerkt, zo spoedig mogelijk en als eerste stap, doeltreffende maatregelen om

i. haar jaarlijkse emissies van VOS afkomstig uit de als zodanig aangemerkte gebieden te verminderen met ten minste 30 %, te realiseren vóór 1999, uitgaande van het niveau in 1988 of van het niveau in enig ander jaar in de periode 1984-1990, dat zij bij ondertekening van of toetreding tot dit Protocol kan opgeven; en

ii. ervoor te zorgen dat haar totale nationale jaarlijkse emissies van VOS in 1999 niet meer bedragen dan het niveau in 1988;

c) zij neemt, indien haar nationale jaarlijkse emissies van VOS in 1988 minder bedroegen dan 500 000 ton en 20 kg/inwoner en 5 ton/km<sup>2</sup>, zo spoedig mogelijk en als eerste stap, doeltreffende maatregelen om ervoor te zorgen dat uiterlijk in 1999 haar nationale jaarlijkse emissies van VOS niet hoger liggen dan het niveau in 1988.

3. a) Bovendien zullen de Partijen uiterlijk twee jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Protocol :

i. op nieuwe stationaire bronnen passende nationale of internationale emissienormen toepassen, gebaseerd op de beste beschikbare technologieën die economisch uitvoerbaar zijn, rekening houdend met bijlage II,

ii. op producten die oplosmiddelen bevatten nationale of internationale maatregelen toepassen en het gebruik bevorderen van producten die weinig of geen VOS bevatten, rekening houdend met bijlage II, onder andere door vermelding van het gehalte aan VOS op de etikettering van de betrokken producten;

iii. op nieuwe mobiele bronnen passende nationale of internationale emissienormen toepassen, gebaseerd op de beste beschikbare technologieën die economisch uitvoerbaar zijn, rekening houdend met bijlage III;

iv. het publiek aanmoedigen deel te nemen aan programma's voor emissiebeheersing door middel van openbare mededelingen waarin erop wordt aangedrongen een zo goed mogelijk gebruik te maken van alle wijzen van vervoer en waarin programma's voor beheersing van het verkeer worden aanbevolen.

b) Bovendien zullen de Partijen, uiterlijk vijf jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Protocol, in de gebieden waar nationale of internationale normen voor ozon in de troposfeer worden overschreden of waar grensoverschrijdende stromen ontstaan of wordt verwacht dat deze zullen ontstaan :

i) de beste beschikbare technologieën die economisch uitvoerbaar zijn, toepassen op bestaande stationaire bronnen in belangrijke categorieën bronnen, rekening houdend met bijlage II;

ii. technieken toepassen voor het verminderen van de emissies van VOS die vrijkomen bij de distributie van aardolieproducten en het tanken van brandstof voor motorvoertuigen alsook voor het verminderen van de vluchtigheid van aardolieproducten, rekening houdend met de bijlagen II en III.

4. Bij de nakoming van de krachtens dit artikel op hen rustende verplichtingen worden de Partijen uitgenodigd de hoogste prioriteit toe te kennen aan vermindering en beheersing van de emissies van de stoffen met het hoogste POCP, rekening houdend met de gegevens in bijlage IV.

5. Bij de toepassing van dit Protocol, en in het bijzonder van iedere maatregel ter vervanging van producten, nemen de Partijen passende maatregelen om ervoor te zorgen dat giftige of kankerverwekkende VOS of VOS die de ozonlaag in de stratosfeer aantasten niet in de plaats komen van andere VOS.

6. Als tweede stap beginnen de Partijen uiterlijk zes maanden na de datum van inwerkingtreding van dit Protocol onderhandelingen omtrent verdere stappen ter vermindering van de nationale jaarlijkse emissies van vluchtige organische verbindingen of de grensoverschrijdende stromen van dergelijke emissies en de als bijproduct daaruit gevormde fotochemische oxidantia, rekening houdend met de beste beschikbare wetenschappelijke en technologische ontwikkelingen, wetenschappelijk bepaalde kritische niveaus en internationaal aanvaarde streefniveaus, de rol van stikstofoxiden bij het ontstaan van fotochemische oxidantia en andere gegevens die voortvloeien uit het ingevolge artikel 5 opgestelde werkprogramma.

7. Hiertoe werken de Partijen samen teneinde te komen tot vaststelling van :

a) meer gedetailleerde gegevens over de verschillende VOS en de POCP-waarden daarvan;  
 b) de kritische niveaus voor fotochemische oxidantia;  
 c) verminderingen van de nationale jaarlijkse emissies of de grensoverschrijdende stromen van VOS en de als bijproduct daaruit gevormde fotochemische oxidantia, in het bijzonder wanneer zulks is vereist voor het verwezenlijken van de op grond van kritische niveaus overeengekomen doelstellingen;

d) beheersingsstrategieën, zoals economische instrumenten om algehele kosteneffectiviteit te verkrijgen om overeengekomen doelstellingen te bereiken;

e) maatregelen en een uiterlijk op 1 januari 2000 aanvangend tijdschema om die verminderingen te bereiken.

8. Tijdens die onderhandelingen overwegen de Partijen of het met het oog op de in het eerste lid genoemde doelstellingen wenselijk is deze verdere stappen aan te vullen met maatregelen ter vermindering van de methaanemissies.

### Artikel 3

#### Verdere maatregelen

1. De in dit Protocol voorgeschreven maatregelen ontslaan de Partijen niet van hun overige verplichtingen maatregelen te nemen ter vermindering van de totale gasvormige emissies die in aanzienlijke mate kunnen bijdragen tot klimaatverandering, het ontstaan van achtergrondconcentraties van ozon in de troposfeer of de aantasting van de ozonlaag in de stratosfeer, of die giftig of kankerverwekkend zijn.

2. De Partijen kunnen stringenter maatregelen nemen dan die welke in dit Protocol zijn voorgeschreven.

3. De Partijen stellen een regeling vast voor toezicht op de naleving van dit Protocol. Een Partij die, op grond van ingevolge artikel 8 verstrekte gegevens of andere informatie, reden heeft om aan te nemen dat een andere Partij niet in overeenstemming met de krachtens dit Protocol op haar rustende verplichtingen handelt of heeft gehandeld, kan, als eerste stap, het Uitvoerend Orgaan en terzelfder tijd de betrokken Partijen daarover inlichten. Op verzoek van iedere Partij kan de kwestie op de volgende vergadering van het Uitvoerend Orgaan worden behandeld.

### Artikel 4

#### Uitwisseling van technologie

1. De Partijen vergemakkelijken, in overeenstemming met hun nationale wetten, voorschriften en praktijken, de uitwisseling van technologie ter vermindering van emissies van VOS, met name door bevordering van :

a) uitwisseling op commerciële grondslag van beschikbare technologie;  
 b) rechtstreekse contacten en samenwerking tussen industrieën, met inbegrip van joint ventures;  
 c) uitwisseling van informatie en ervaring;  
 d) verlening van technische bijstand.

2. Ter bevordering van de in het eerste lid van dit artikel genoemde activiteiten, scheppen de Partijen gunstige voorwaarden door vergemakkelijking van contacten en samenwerking tussen daarvoor in aanmerking komende organisaties en personen in de particuliere en de openbare sector die technologie, diensten op het gebied van ontwerp en constructie, uitrusting of financiering kunnen verschaffen.

3. De Partijen beginnen, uiterlijk zes maanden na de datum van inwerkingtreding van dit Protocol, te onderzoeken wat er dient te worden gedaan voor het scheppen van gunstiger voorwaarden voor de uitwisseling van technologie ter vermindering van emissies van VOS.

### Artikel 5

#### Te verrichten onderzoek en toezicht

De Partijen kennen een hoge prioriteit toe aan onderzoek en toezicht met betrekking tot de ontwikkeling en toepassing van methoden voor het opstellen van nationale of internationale normen voor ozon in de troposfeer en voor het verwezenlijken van andere doelstellingen ter bescherming van de volksgezondheid en het milieu. De Partijen streven er in het bijzonder naar, via nationale of internationale onderzoeksprogramma's, binnen het werkplan van het Uitvoerend Orgaan en via andere samenwerkingsprogramma's in het kader van het Verdrag :

a) vast te stellen wat, naar aard en omvang, de effecten zijn die de emissies van zowel antropogene als biogene VOS en van fotochemische oxidantia hebben op de volksgezondheid, het milieu en materialen;

b) de geografische spreiding van gevoelige gebieden te bepalen;

c) bewakingsmethoden en modelberekeningen voor emissies en luchtkwaliteit te ontwikkelen, met inbegrip van methoden voor de berekening van emissies, zoveel mogelijk rekening houdend met de verschillende soorten antropogene en biogene VOS en de reactiviteit daarvan, ten einde de omvang te bepalen van het transport over lange afstand van zowel antropogene als biogene VOS, en aanverwante verontreinigende stoffen die een rol spelen bij de vorming van fotochemische oxidantia;

d) de ramingen te verbeteren van het rendement en de kosten van technologieën ter beheersing van emissies van VOS en de ontwikkeling van verbeterde en nieuwe technologieën te registreren;

e) in het kader van een op kritische niveaus gebaseerde aanpak methoden te ontwikkelen om te komen tot een samenhangend geheel van wetenschappelijke, technische en economische gegevens ten einde passende rationele strategieën voor beperking van emissies van VOS te bepalen en bij de verwezenlijking van de overeengekomen doelstellingen een algehele kosteneffectiviteit te behalen;

f) de inventarisatie van de emissies van antropogene en biogene VOS nauwkeuriger te maken en de berekenings- of ramingsmethoden te harmoniseren;

g) een beter inzicht te verwerven in de tot de vorming van fotochemische oxidantia leidende chemische processen;

h) na te gaan welke maatregelen kunnen worden genomen om methaanemissies te verminderen.

## Artikel 6

## Toetsing

1. De Partijen onderwerpen dit Protocol regelmatig aan een toetsing, rekening houdend met de beste beschikbare wetenschappelijke en technologische ontwikkelingen.
2. De eerste toetsing vindt plaats uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Protocol.

## Artikel 7

## Nationale programma's, beleidslijnen en strategieën

Ter uitvoering van de verplichtingen ingevolge dit Protocol stellen de Partijen zonder onnodig uitstel nationale programma's, beleidslijnen en strategieën op, met het doel om emissies van VOS of hun grensoverschrijdende stromen te beheersen en te verminderen.

## Artikel 8

## Informatie-uitwisseling en jaarlijkse verslaglegging

1. De Partijen wisselen informatie uit door het Uitvoerend Orgaan in kennis te stellen van de nationale programma's, beleidslijnen en strategieën die zij overeenkomstig artikel 7 opstellen, en door het Uitvoerend Orgaan verslag uit te brengen over de vooruitgang die is geboekt bij de uitvoering van deze programma's, beleidslijnen en strategieën, alsmede over de hierin aangebrachte veranderingen. In het eerste jaar na de inwerkingtreding van dit Protocol brengt iedere Partij verslag uit over het niveau van de emissies van VOS op haar grondgebied en op iedere daarvan deel uitmakende TOMA, zowel in totaal als, voor zover dit uitvoerbaar is, gespecificeerd naar sector waaruit de emissies afkomstig zijn en per afzonderlijke VOS, overeenkomstig door het Uitvoerend Orgaan voor 1988 of enig ander jaar dat als referentiejaar is gekozen ingevolge artikel 2, tweede lid, vast te stellen richtlijnen, alsmede over de grondslag waarop deze niveaus zijn berekend.

2. Bovendien brengt iedere Partij jaarlijks verslag uit over :

a) de in het eerste lid genoemde onderwerpen voor het vorige kalenderjaar en over de eventueel noodzakelijke herziening van reeds over eerdere jaren opgestelde verslagen;

b) de voortgang bij de toepassing van nationale of internationale emissienormen en technieken ter bestrijding van verontreiniging, vereist ingevolge artikel 2, derde lid;

c) de maatregelen genomen ter vergemakkelijking van de uitwisseling van technologie.

3. Bovendien verstrekken de Partijen binnen de geografische reikwijdte van het EMEP, met door het Uitvoerend Orgaan vast te stellen tussenpozen, gegevens over de emissies van VOS, gespecificeerd naar sector waaruit de emissies afkomstig zijn met een door het Uitvoerend Orgaan vast te stellen mate van ruimtelijke detaillering die de gegevens bruikbaar maakt voor het maken van een model van de vorming en het transport van de als bijproduct gevormde fotochemische oxidantia.

4. Deze gegevens worden voor zover mogelijk verstrekt volgens een uniform verslagleggingsschema.

## Artikel 9

## Berekeningen

1. Het EMEP verstrekt de jaarvergaderingen van het Uitvoerend Orgaan, met gebruikmaking van passende modellen en metingen, van belang zijnde gegevens over het transport van ozon over lange afstand in Europa. In gebieden buiten de geografische reikwijdte van het EMEP worden modellen gebruikt passend bij de bijzondere omstandigheden van de Partijen bij het Verdrag in die gebieden.

## Artikel 10

## Bijlagen

De bijlagen bij dit Protocol vormen een integrerend deel van het Protocol. Bijlage I heeft een dwingend karakter, terwijl de bijlagen II, III en IV het karakter van een aanbeveling hebben.

## Artikel 11

## Wijzigingen op het Protocol

1. Elke Partij kan wijzigingen op dit Protocol voorstellen.

2. De voorgestelde wijzigingen worden schriftelijk voorgelegd aan de Uitvoerend Secretaris van de Commissie, die alle Partijen daarvan mededeling doet. Het Uitvoerend Orgaan bespreekt de voorgestelde wijzigingen tijdens zijn eerstvolgende jaarlijkse vergadering, mits deze voorstellen ten minste 90 dagen voordien door de Uitvoerend Secretaris onder de Partijen zijn verspreid.

3. Wijzigingen op dit Protocol die geen wijzigingen op de bijlagen daarbij zijn, worden bij consensus door de tijdens een vergadering van het Uitvoerend Orgaan aanwezige Partijen aangenomen en worden van kracht voor de Partijen die de wijzigingen hebben aanvaard, op de negentigste dag na de datum waarop tweederde van de Partijen een akte van aanvaarding hebben nedergelegd. Voor elke Partij die de wijzigingen aanvaardt nadat tweederde van de Partijen hun akte van aanvaarding hebben nedergelegd, treden de wijzigingen in werking op de negentigste dag na de datum waarop die Partij haar akte van aanvaarding van de wijzigingen heeft nedergelegd.

4. Wijzigingen op de bijlagen worden bij consensus door de tijdens een vergadering van het Uitvoerend Orgaan aanwezige Partijen aangenomen en worden van kracht dertig dagen na de datum waarop zij overeenkomstig het vijfde lid van dit artikel zijn medegedeeld.

5. De in het derde en vierde lid bedoelde wijzigingen worden zo spoedig mogelijk na hun aanneming medegedeeld aan alle Partijen door de Uitvoerend Secretaris.



## Artikel 12

## Regeling van geschillen

Indien een geschil ontstaat tussen twee of meer Partijen met betrekking tot de uitlegging of de toepassing van dit Protocol, trachten deze Partijen tot een oplossing te komen door middel van onderhandelingen of enige andere methode voor de regeling van geschillen die voor de Partijen bij het geschil aanvaardbaar is.

## Artikel 13

## Ondertekening

1. Dit Protocol staat open voor ondertekening te Genève van 18 november 1991 t/m 22 november 1991 en vervolgens op het hoofdkantoor van de Verenigde Naties te New York tot 22 mei 1992, door de Lid-Staten van de Commissie, alsmede door de Staten die een raadgevende status bij de Commissie hebben krachtens het bepaalde in paragraaf 8 van Resolutie 36 (IV) van de Economische en Sociale Raad van 28 maart 1947, en door organisaties voor regionale economische integratie die door soevereine Staten die lid zijn van de Commissie, zijn opgericht en die bevoegd zijn te onderhandelen over internationale overeenkomsten met betrekking tot de onder dit Protocol vallende aangelegenheden en zulke overeenkomsten te sluiten en toe te passen, mits de betrokken Staten en organisaties Partij bij het Verdrag zijn.

2. Deze organisaties voor regionale economische integratie oefenen, wanneer het aangelegenheden betreft die onder hun bevoegdheid vallen, zelfstandig de rechten uit en vervullen zelfstandig de taken die door dit Protocol aan hun Lid-Staten worden toegekend. In deze gevallen mogen de Lid-Staten van deze organisaties deze rechten niet individueel uitoefenen.

## Artikel 14

## Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring en toetreding

1. Dit Protocol dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd door de ondertekenaars.
2. Dit Protocol staat vanaf 22 mei 1992 open voor toetreding door de Staten en organisaties bedoeld in artikel 13, eerste lid.

## Artikel 15

## Depositaris

De akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die de functie van depositaris vervult.

## Artikel 16

## Inwerkingtreding

1. Dit protocol treedt in werking op de negentigste dag na de datum waarop de zestiende akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding is nedergelegd.

2. Voor elke in artikel 13, eerste lid, bedoelde Staat en organisatie die dit Protocol bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt of daartoe toetreedt na de nederlegging van de zestiende akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, treedt dit Protocol in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging door deze Partij van haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

## Artikel 17

## Opzegging

Na vijf jaar, te rekenen van de datum waarop dit Protocol in werking is getreden voor een Partij, kan deze Partij dit Protocol te allen tijde opzeggen door middel van een aan de depositaris gerichte schriftelijke kennisgeving. Deze opzegging wordt van kracht op de negentigste dag na de datum waarop de depositaris deze kennisgeving heeft ontvangen of opeens in de kennisgeving van opzegging aan te geven latere datum.

## Artikel 18

## Authentieke teksten

1. Het origineel van dit Protocol, waarvan de Engelse, de Franse en de Russische tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

2. TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Genève, op 18 november 1991.

## BIJLAGE I

Als beheersgebieden voor ozon in de troposfeer (TOMA's) aangemerkte gebieden

Voor de toepassing van dit Protocol worden de volgende TOMA's aangegeven :

Canada

TOMA nr. 1 : De Lower Fraser Valley in de provincie Brits Columbia.

Dit is een gebied van 16 800 km<sup>2</sup> van de Fraser Valley in het zuidwesten van de provincie Brits Columbia, met een gemiddelde breedte van 80 km en een lengte van 200 km vanaf de monding van de Fraser River, in de Strait of Georgia, tot Detroit, Brits Columbia. Dit gebied wordt ten zuiden begrensd door de internationale grens tussen Canada en de Verenigde Staten en omvat het Greater Vancouver Regional District.

TOMA nr. 2 : De Windsor-Quebec Corridor in de provincies Ontario en Quebec.

Dit is een gebied van 157 000 km<sup>2</sup> bestaande uit een strook met een lengte van 1100 km en een gemiddelde breedte van 150 km, die zich uitstrekt van de stad Windsor (tegenover de stad Detroit in de Verenigde Staten) in de provincie Ontario tot aan de stad Quebec, in de provincie Quebec. Het TOMA van de Windsor-Quebec Corridor loopt langs de noordelijke oever van de Grote Meren en de Saint Lawrence River in ontario en evrvolgens aan weerszijden van de Saint Lawrence River vanaf de grens van Ontario tot de stad Quebec in de provincie Quebec. Het gebied omvat de stedelijke centra Windsor, London, Hamilton, Toronto, Ottawa, Montreal, Trois-Rivières en Quebec.

Noorwegen

Het gehele grondgebied van Noorwegen alsmede de exclusieve economische zone ten zuiden van de 62° noorderbreedte binnen het gebied van de Economische Commissie voor Europa, met een oppervlakte van 466 000 km<sup>2</sup>.

## BIJLAGE II

MAATREGELEN TER BEHEERSING VAN DE EMISSIES VAN VLUCHTIGE ORGANISCHE STOFFEN (VOS)  
UIT STATIONAIRE BRONNEN

## INLEIDING

1. Deze bijlage heeft ten doel de Partijen bij het Verdrag een richtsnoer te bieden bij de keuze van de beste beschikbare technologieën die hen in staat stellen te voldoen aan hun verplichtingen uit hoofde van het Protocol.

2. De gegevens betreffende emissies en kosten zijn gebaseerd op officiële documentatie van het Uitvoerend Orgaan en de daaraan ondergeschikte lichamen, met name documenten die zijn ontvangen en bestudeerd door het Bijzondere Team voor emissies van VOS uit stationaire bronnen. Tenzij anders aangegeven, worden de opgesomde technologieën geacht in de praktijk hun waarde te hebben bewezen.

3. Het gebruik van nieuwe producten en nieuwe installaties waarin tot een lage emissie leidende technieken zijn toegepast, alsmede de aanpassing van bestaande installaties nemen voortdurend toe; bijgevolg zal de bijlage regelmatig moeten worden aangevuld en gewijzigd. De beste beschikbare technologieën waarvoor is gekozen bij nieuwe installaties, kunnen na een passende overgangperiode ook in bestaande installaties worden toegepast.

4. In de bijlage is een aantal maatregelen vermeld waarvan de kosten en het rendement sterk uiteelopen. De keuze van de maatregelen in een specifiek geval hangt af van een aantal factoren, waaronder de economische omstandigheden, de technologische infrastructuur en of er al dan niet reeds maatregelen ter beheersing van VOS worden toegepast.

5. In deze bijlage wordt over het algemeen geen rekening gehouden met de specifieke soorten VOS die uit de verschillende bronnen vrijkomen, maar worden de beste beschikbare technologieën voor de vermindering van VOS behandeld. Wanneer voor bepaalde bronnen maatregelen worden overwogen, verdient het aanbeveling prioriteit toe te kennen aan activiteiten waarbij reactieve - in tegenstelling tot niet reactieve - VOS vrijkomen (bij voorbeeld in de sector waar gebruik wordt gemaakt van oplosmiddelen).

Wanneer dergelijke op specifieke verbindingen afgestemde maatregelen worden ontwikkeld, dient echter ook rekening te worden gehouden met andere effecten op het milieu (bij voorbeeld mondiale klimaatverandering) en op de volksgezondheid.

## I. VOORNAAMSTE BRONNEN VAN VOS-EMISSIES UIT STATIONAIRE BRONNEN

6. Antropogene VOS-emissies (met uitzondering van methaan) uit stationaire bronnen zijn voornamelijk afkomstig van :

- a) het gebruik van oplosmiddelen;
- b) de aardolie-industrie, inclusief het verwerken van aardolieproducten;
- c) de petro-chemische industrie;
- d) kleinschalige stookinstallaties (b.v. huisverwarming en kleine industriële stookketels);
- e) de levensmiddelenindustrie;
- f) de ijzer- en staalindustrie;
- g) het ophalen en verwerken van afval;
- h) de landbouw.

7. De volgorde van deze lijst geeft het globale belang van de verschillende bronnen weer, rekening houdende met onduidelijkheden in de inventarisaties van de emissies. De verdeling van de VOS-emissies over de diverse bronnen is in sterke mate afhankelijk van de soorten activiteiten op het grondgebied van de betrokken Partij.

## II. ALGEMENE OPTIES VOOR VERMINDERING VAN VOS-EMISSIES

8. Voor beheersing of voorkoming van VOS-emissies zijn verschillende mogelijkheden voorhanden. Maatregelen ter vermindering van VIS-emissies zijn toegespitst op producten en/of aanpassingen van de methoden en werkwijzen (inclusief onderhoud en bedrijfscontrole) en op de aanpassing van bestaande installaties. De onderstaande lijst geeft een algemeen overzicht van de mogelijke maatregelen, die afzonderlijk of in combinatie kunnen worden uitgevoerd :

a) Vervanging van VOS, bij voorbeeld door gebruik van ontvettingsbaden op waterbasis en VOS-arme of VOS-vrije verfstoffen, inkt, lijm of kleefmiddelen;

b) vermindering door een optimaal beheer, onder andere in de vorm van een goede bedrijfsvoering en preventieve onderhoudsprogramma's, of door verandering van methoden en werkwijzen zoals overschakeling op gesloten systemen voor het gebruik, de opslag en de distributie van organische vloeistoffen met een laag kookpunt;

c) recycling en/of terugwinning van VOS die op efficiënte wijze zijn verzameld met behulp van technieken zoals adsorptie, absorptie, condensatie en membraanfiltratie; de ideale oplossing is om de organische verbindingen ter plaatse opnieuw te gebruiken;

d) vernietiging van op efficiënte wijze verzamelde VOS door middel van technieken zoals thermische of katalytische verbranding of biologische behandeling.

9. Toezicht op de gebruikte methoden ter vermindering van de VOS-emissies is noodzakelijk om te verzekeren dat passende maatregelen en methoden op correcte wijze worden toegepast zodat een daadwerkelijke vermindering van de VOS-emissies kan worden gerealiseerd. Dit toezicht omvat :

- a) opstelling van een overzicht van de bovenbedoelde maatregelen ter vermindering van de VOS-emissies die reeds zijn uitgevoerd;
- b) bepaling van aard en omvang van VOS-emissies uit relevante bronnen door middel van instrumenten of andere technieken;
- c) periodieke controle van de ter vermindering uitgevoerde maatregelen om na te gaan of deze nog doeltreffend functioneren;
- d) regelmatige rapportage over a), b) en c), volgens geharmoniseerde procedures, aan de regelgevende instanties;
- e) toetsing van de in de praktijk gerealiseerde verminderingen van de VOS-emissies aan de doelstelling van het Protocol.

10. De cijfers over investeringen en kosten zijn uit verschillende bronnen afkomstig. Gezien de vele factoren die van invloed zijn, zijn deze cijfers sterk aan specifieke gevallen gebonden. Bij gebruik van de eenheid « kosten per vermeden ton VOS » voor kosteneffectiviteits-analyses, moet er rekening mee worden gehouden dat dergelijke specifieke cijfers sterk afhankelijk zijn van factoren zoals de capaciteit van de installatie, het rendement waarmee de VOS worden opgevangen en de concentraties van VOS in ongezuiverde verbrandingsgassen, het type technologie en de keuze voor nieuwe installaties dan wel voor aanpassing van bestaande installaties. Ter illustratie genoemde kostencijfers moeten ook gebaseerd zijn op procesgebonden parameters, bij voorbeeld  $\text{mg}/\text{m}^2$  behandeld oppervlak (verfstoffen),  $\text{kg}/\text{m}^3$  produkt of  $\text{kg}$  per eenheid.

11. Bij een kosteneffectiviteits-analyse moet worden uitgegaan van de totale kosten per jaar (inclusief kapitaal- en exploitatiekosten). De voor vermindering van de VOS-emissies gemaakte kosten moeten tevens binnen het kader van de totale bedrijfskosten worden beschouwd; onder andere moet worden gekeken naar effect van maatregelen ter beheersing van de VOS en de kosten die dit met zich brengt voor de produktiekosten.

### III. TECHNIKEN TER BEHEERSING VAN EMISSIES

12. Een beknopt overzicht van de belangrijkste categorieën beschikbare technieken voor terugdringing van VOS is opgenomen in tabel 1. De voor opneming in de tabel geselecteerde technieken zijn reeds met succes op commerciële grondslag toegepast en hebben thans op ruime schaal ingang gevonden. Voor het merendeel zijn zij niet aan één bepaalde sector gebonden.

13. Sectorgebonden technieken, zoals beheersing van het gehalte aan oplosmiddelen van producten, zijn opgenomen in de afdelingen IV en V.

14. Er moet voor worden gezorgd dat de toepassing van deze technieken geen nieuwe milieuproblemen veroorzaakt. Indien voor verbranding moet worden gekozen, moet deze techniek, waar mogelijk, worden gecombineerd met terugwinning van energie.

15. Wanneer gebruik wordt gemaakt van dergelijke technieken, kunnen gewoonlijk concentraties van minder dan  $150 \text{ mg}/\text{m}^3$  (als koolstof totaal, standaardomstandigheden) worden gerealiseerd in afgevoerde lucht. In de meeste gevallen zijn emissiewaarden van  $10\text{-}50 \text{ mg}/\text{m}^3$  haalbaar.

16. Een ander gebruikelijke methode voor de vernietiging van niet-gehalogeneerde VOS is het gebruik van VOS-houdende gastromen als secundaire lucht of brandstof in bestaande installaties voor energie-conversie. Dit vereist echter meestal specifieke aanpassingen voor iedere installatie, zodat ook deze methode niet voorkomt in onderstaande tabel.

17. De gegevens inzake rendement zijn gebaseerd op praktijkervaring en aangenomen mag worden dat zij de mogelijkheden van de huidige installaties weergeven.

18. Gegevens over kosten zijn minder duidelijk wegens de interpretatie die aan kosten wordt gegeven, de wijze van boekhouden en de plaatselijke omstandigheden. De vermelde gegevens hebben bijgevolg betrekking op specifieke gevallen. Zij bestrijken de kostenscala voor de verschillende technieken. De gegevens weerspiegelen echter wel nauwkeurig de relatie tussen de kosten van de verschillende technieken. Verschillen in de kosten van voorzieningen in nieuwe installaties en in aangepaste installaties kunnen in een aantal gevallen significant zijn, maar zijn toch niet zo groot dat zij van invloed zijn op de volgorde in tabel 1.

19. De keuze van een techniek hangt af van parameters zoals de concentratie van VOS in het onbehandelde afvalgas, het volume van de gasstroom, de aard van de VOS, enz. Als gevolg hiervan kan enige overlapping tussen de toepassingsgebieden optreden; in dat geval moet worden gekozen voor de techniek die het meest geschikt is voor de specifieke omstandigheden. (Tabel 1.)

### IV. SECTOREN

20. In deze afdeling is voor iedere sector waarin sprake is van VOS-emissies een tabel opgenomen met de belangrijkste emissiebronnen, maatregelen ter vermindering van de emissies met inbegrip van de beste beschikbare technologieën, het specifieke rendement daarvan en de daaraan verbonden kosten.

21. Ook wordt voor elke sector een raming gegeven van het totale potentieel voor vermindering van zijn VOS-emissies. De maximumwaarde voor dit potentieel geldt voor situaties waarin nog maar weinig is gedaan aan emissiebeheersing.

22. Het specifieke rendement voor een bepaald procédé mag niet worden verward met de cijfers betreffende het potentieel voor vermindering van de VOS-emissies van elke sector. De eerstgenoemde gegevens hebben betrekking op de technische haalbaarheid, terwijl bij de laatste ook rekening is gehouden met de te verwachten penetratie en andere factoren waarmee elke sector te maken heeft. Het specifieke rendement voor een bepaald procédé wordt alleen kwalitatief aangegeven :

I = > 95 %; II = 80-95 %; III = < 80 %

23. De kosten zijn afhankelijk van de capaciteit, plaatsgebonden factoren, de wijze van boekhouden en andere factoren. Zij kunnen bijgevolg sterk uiteenlopen; daarom worden alleen kwalitatieve gegevens verstrekt (gemiddeld, laag, hoog), betreffende vergelijking van de kosten van de diverse voor specifieke toepassingen genoemde technologieën.

#### A. Industrieel gebruik van oplosmiddelen

24. Het industrieel gebruik van oplosmiddelen is in veel landen de belangrijkste veroorzaker van VOS-emissies uit stationaire bronnen. De belangrijkste sectoren en de maatregelen ter beheersing van de VOS-emissies, met inbegrip van de beste beschikbare technologieën en het rendement daarvan zijn vermeld in tabel 2, en voor elke sector is de beste beschikbare technologie apart aangegeven. Er kunnen verschillen bestaan tussen kleine en grote of nieuwe en oude installaties. Daarom ligt de vermelde raming van het totale potentieel voor VOS-vermindering beneden de in tabel 2 genoemde waarden. Het geraamde totale potentieel voor VOS-vermindering in deze sector is maximaal 60 %. Een andere samenstelling van de resterende oplosmiddelen is een mogelijke verdere stap om het risico van perioden met ozonvorming terug te dringen. (Tabel 2.)

25. Ten aanzien van het industrieel gebruik van oplosmiddelen zijn in principe drie benaderingen mogelijk : een op het produkt gerichte benadering, bij voorbeeld aanpassing van de samenstelling van het produkt (verf, ontvettingsproducten, enz.), op het proces gerichte wijzigingen, en nageschakelde technieken. Voor een aantal toepassingen van oplosmiddelen in de industrie is alleen een op het produkt gerichte benadering mogelijk (in het geval van schilderen van constructies en gebouwen, industrieel gebruik van schoonmaakmiddelen, enz.). In alle andere gevallen is een op het produkt gerichte benadering verkieslijk, onder andere vanwege de gunstige neveneffecten op de emissie van oplosmiddelen door de bewerkende en verwerkende industrie. Voorts kunnen de milieu-effecten van emissies worden verminderd door de beste beschikbare technologie te combineren met een andere samenstelling van producten waarbij oplosmiddelen worden vervangen door minder schadelijke stoffen. Wanneer een dergelijke gecombineerde benadering wordt toegepast, kan het potentieel voor vermindering van de emissies, dat maximaal 60 % bedraagt, in de praktijk een aanzienlijk beter resultaat voor het milieu opleveren.

26. Er voltrekt zich een snelle ontwikkeling in de richting van verven die weinig of geen oplosmiddelen bevatten, hetgeen uit een oogpunt van kosteneffectiviteit een van de meest interessante oplossingen is. Voor veel installaties wordt gekozen voor een combinatie van een laag gehalte aan oplosmiddelen en adsorptie/vervandingstechnieken. Beperking van de VOS-emissies bij grootschalig, industrieel schilderwerk (b.v. het spuiten van auto's en huishoudapparaten) zou betrekkelijk snel kunnen worden gerealiseerd. In een aantal landen zijn de emissies reeds tot 60 g/m<sup>2</sup> teruggedrongen. In verschillende landen is men tot de slotsom gekomen dat het technisch mogelijk is bij nieuwe installaties een emissieniveau van minder dan 20 g/m<sup>2</sup> te halen.

27. Voor het ontvetten van metalen oppervlakken zijn er vervangende oplossingen voorhanden, namelijk behandeling met producten op waterbasis of gebruik van gesloten machines met terugwinning door middel van actieve kool; daarbij komen slechts geringen hoeveelheden VOS vrij.

28. Bij de verschillende druktechnieken worden diverse methoden ter vermindering van VOS-emissies gebruikt. Deze methoden bestaan hoofdzakelijk in de overschakeling op andere inktsoorten, wijzigingen in het drukprocédé zoals de toepassing van andere drukmethoden en technieken voor afvalgaszuivering. Voor flexografie op papier wordt inkt op waterbasis in plaats van op basis van oplosmiddelen toegepast en dit procédé wordt verder ontwikkeld voor drukken op plastic. Voor sommige toepassingen op het gebied van zeefdruk en rotogravure zijn inktsoorten op waterbasis beschikbaar. Door bij offset gebruikt te maken van een elektronenbundel om de inkt te drogen wordt het gebruik van VOS overbodig; deze techniek wordt gebruikt voor het bedrukken van verpakkingsmateriaal. Voor een aantal drukmethoden zijn inktsoorten beschikbaar die met UV-straling worden gedroogd. De beste beschikbare technologie voor rotogravure voor publikaties is afvalgaszuivering door middel van adsorptie aan actieve kool.

Bij rotogravure van verpakkingsmateriaal worden de oplosmiddelen geadsorbeerd (aan zeoliet of actieve kool), maar wordt ook gebruikt gemaakt van verbranding en absorptie. Bij heatset en offset-rotatiedruk wordt thermische of katalytische verbranding van afvalgassen toegepast. De verbrandingsinstallatie omvat vaak een voorziening voor warmteterugwinning.

29. Bij chemisch reinigen bestaat de beste beschikbare technologie uit gesloten machines en behandeling met actieve-koolfilters van de afgevoerde ventilatielucht.

#### B. Aardolie-industrie

30. De aardolie-industrie behoort tot de sectoren met het grootste aandeel in de VOS-emissies uit stationaire bronnen. De emissies zijn zowel afkomstig van raffinaderijen als van de distributie (inclusief transport en benzinestations). De onderstaande opmerkingen hebben betrekking op tabel 3; de vermelde maatregelen omvatten ook de beste beschikbare technologie. (Tabel 3.)

31. De bij de raffinage vrijkomende emissies zijn afkomstig van de vervanding van brandstof, het affakkelen van koolwaterstoffen, ontluchting van vacuumsystemen en lekkage uit proceseenheden, onder andere via flenzen en koppelstukken, geopende leidingen en bemonsteringssystemen. Andere belangrijke bronnen van VOS-emissies bij de raffinage en aanverwante activiteiten zijn opslag, afvalwaterbehandeling, laad/losvoorzieningen zoals haveninstallaties, spoorwegterminals, terminals voor het wegvervoer en pijpleidingsterminals en periodieke operaties zoals stilleggen, onderhoud en opstarten van proceseenheden.

32. De bij onderhoudsstops van proceseenheden vrijkomende emissies kunnen worden beperkt door de in de reactieven aanwezige damp af te voeren naar terugwinningsinstallaties of op gecontroleerde wijze af te fakkelen.

33. De emissies bij de ontluchting van vacuumsystemen kunnen worden beperkt door deze te condenseren of langs leidingen af te voeren naar stookketels of branders.

34. Emissies door lekkage uit procesapparatuur voor gas/damp of lichte vloeistoffen (b.v. automatische regelkleppen, met de hand bediende kleppen, drukbegrenzingsystemen, bemonsteringssystemen, pompen, compressoren, flenzen en koepelstukken kunnen worden verminderd of voorkomen door regelmatige opsporing van lekken, reparatieprogramma's en preventief onderhoud. Apparatuur met aanzienlijke lekkage (b.v. kleppen, pakkingen, dichtingen, pompen, enz.) kunnen worden vervangen door apparatuur die minder lekken vertoont. Zo kunnen in plaats van de gangbare met de hand bediende en automatische regelkleppen typen met balgdichtingen worden gebruikt. Pompen voor gas/damp en lichte vloeistoffen kunnen worden voorzien van dubbele mechanische dichtingen met geregelde ontluuchtingskleppen. Bij compressoren kunnen dichtingen met een vloeistofbuffer worden gebruikt waardoor ontsnapping van de procesvloeistof in de lucht wordt voorkomen en kan wat uit de compressor-dichtingen lekt worden afgevakeld.



35. Drukontlastingskleppen voor stoffen die VOS kunnen bevatten worden aangesloten op een gasopvangsysteem en de verzamelde gassen kunnen worden verbrand in procesovens of worden afgefakkeld.

36. VOS-emissies die vrijkomen bij de opslag van ruwe olie en aardolieproducten kunnen worden verminderd door tanks met een vaste dekplaat te voorzien van inwendige drijvende dekplaten of door tanks met een drijvend dak te voorzien van secundaire afdichtingen.

37. VOS-emissies die vrijkomen bij de opslag van benzine en andere lichte vloeibare producten kunnen op verschillende manieren worden teruggedrongen. Tanks met vaste daken kunnen worden voorzien van inwendige drijvende dekplaten met primaire en secundaire afdichtingen of worden verbonden met een gesloten ventilatiesysteem en een doeltreffende verwerkingsinrichting, bijvoorbeeld een systeem voor dampterugwinning, affakkelen of verbranding in processtookinstallaties. Tanks met een drijvende dekplaat en primaire afdichtingen kunnen worden uitgerust met secundaire afdichtingen en/of met hermetische vaste dekplaten en drukontlastingskleppen die met de fakkels kunnen worden verbonden.

38. De met afvalwaterbehandeling samenhangende VOS-emissies kunnen op verschillende manieren worden teruggedrongen. Er kunnen in afvoersystemen watersloten worden aangebracht of aansluitkasten voorzien van hermetisch sluitende deksels. Afvoerkanalen kunnen worden overdekt. Een andere oplossing is het afvoersysteem volledig van de lucht af te sluiten. Olie-waterseparators, inclusief scheidingstanks, schuimininstallaties, overloopranden, zandvangsers, slibtrechters en tanks met vuile olie kunnen worden voorzien van vaste dekplaten en gesloten ventilatiesystemen die dampen afvoeren naar een bedieningsinrichting, die ontworpen is voor hetzij terugwinning, hetzij vernietiging van de VOS-dampen. Olie-waterseparators kunnen worden uitgerust met drijvende dekplaten met primaire en secundaire afdichtingen. De VOS-emissies van waterzuiveringsinstallaties kunnen op doeltreffende wijze worden verminderd door afgewerkte olie uit de procesapparatuur in een apart systeem te verzamelen, waardoor de olietoevoer aan de waterzuiveringsinstallatie tot een minimum wordt beperkt. Ook kan de temperatuur van het instromende water zodanig worden geregeld dat de emissies in de lucht afnemen.

39. De benzine-opslag en -distributie biedt grote mogelijkheden voor emissievermindering. Beheersingsmaatregelen vanaf het laden van de benzine in de raffinaderij (via tussenterminals) tot en met de levering aan het tankstation is omschreven als stadium I; beheersing van de emissies vanaf het bijtanken van auto's bij de benzinestations is omschreven als stadium II (zie paragraaf 33 van bijlage III inzake maatregelen ter beheersing van de emissies van vluchtige organische stoffen (VOS) van motorvoertuigen voor het verkeer).

40. De beheersingsmaatregelen in stadium I bestaan uit het terugleiden van de benzinedamp en dampopvang bij het vullen van tankauto's met benzine en uit terugwinning van de benzinedampen. Voorts kan ook de bij levering van benzine aan tankstations opgevangen damp via een retourleiding worden teruggewonnen.

41. De beheersingsmaatregelen in stadium II bestaan uit het terugleiden van de benzinedamp van de brandstoftank van het voertuig naar de ondergrondse opslagtank van het benzinestation.

42. Stadium II is samen met stadium I de beste beschikbare technologie voor beperking van verdampingsemissies bij de benzinedistributie. Een bijkomend middel om de door opslag en hantering van brandstof veroorzaakte VOS-emissies te verminderen is de vluchtigheid van de brandstof te verlagen.

43. Het totale potentieel voor emissievermindering in de aardolie-sector kan tot 80 % bedragen. Dit hoge percentage kan slechts worden bereikt in gevallen waarin momenteel nog maar weinig aan emissiebeheersing wordt gedaan. (Tabel 4.)

#### C. Petrochemische industrie

44. De chemische industrie levert eveneens een aanzienlijke bijdrage aan VOS-emissies uit stationaire bronnen. De emissies zijn van uiteenlopende aard en omvatten wegens de veelheid van producten en productieprocedures een breed gamma aan verontreinigende stoffen. Procesgebonden emissies kunnen in de volgende hoofdcategorieën worden onderverdeeld: emissies bij reactorprocessen, luchtoxidatie, destillatie en andere scheidingsprocessen.

Andere belangrijke emissiebronnen zijn lekken, opslag en transport (laden/lossen).

45. Bij nieuwe installaties kunnen door aanpassingen in de procédés en/of nieuwe procédés de emissies vaak aanzienlijk worden teruggedrongen. Zogenaamde « add-on » of « end-of-pipe »-technieken zoals adsorptie, absorptie, thermische en katalytische verbranding fungeren in veel gevallen als alternatieve of aanvullende oplossing. Om de verdampingsverliezen bij opslagtanks en de bij laad- en losinstallaties optredende emissies te verminderen, kunnen de voor de aardolie-industrie (tabel 3) aanbevolen beheersingsmaatregelen worden toegepast. Beheersingsmaatregelen, met inbegrip van de beste beschikbare technologieën, zijn, met vermelding van het specifieke rendement voor bepaalde procédés, opgenomen in tabel 4.

46. Het binnen de petrochemische industrie aanwezige potentieel voor vermindering van VOS-emissies bedraagt tot 70 %, afhankelijk van de combinaties van industriële activiteiten en van de mate waarin reeds beheersingstechnieken en -methoden worden toegepast.

#### D. Stationaire verbranding

47. Een optimale vermindering van VOS-emissies door stationaire verbranding is afhankelijk van een rationeel brandstofgebruik op nationaal niveau (tabel 5). Ook is het van belang voor doeltreffende verbranding te zorgen door toepassing van aangepaste procédés, efficiënte stookinrichtingen en geavanceerde systemen voor beheersing van het verbrandingsproces.

48. Met name bij kleine systemen, vooral die welke vaste brandstoffen verstoken, is er nog ruimte voor aanzienlijke emissievermindering. VOS-vermindering in het algemeen kan worden gerealiseerd door oude kachels/stookketels te vervangen en/of over te schakelen op gas. De vervanging van kachels die slechts één kamer verwarmen door centrale-verwarmingssystemen en/of de vervanging van individuele verwarmingssystemen in het algemeen leidt tot minder verontreiniging; wel moet rekening worden gehouden met het totale energierendement. Overschakeling op gas is een uiterst doeltreffende manier om de emissies te beheersen, op voorwaarde dat er geen lekken in het distributiesysteem zitten.

49. In de meeste landen is het bij elektriciteitscentrales aanwezige potentieel voor vermindering van VOS-emissies te verwaarlozen. Gezien de onzekerheid over de mate waarin stookinstallaties kunnen worden vervangen en op andere brandstoffen kan worden overgeschakeld kunnen geen cijfers worden verstrekt betreffende het totale potentieel voor emissievermindering en de daarmee samenhangende kosten. (Tabel 5.)



#### E. Levensmiddelenindustrie

50. In de levensmiddelenindustrie wordt door kleine bedrijven een brede scala van VOS-emissies veroorzakende procédés toegepast. De belangrijkste bronnen van VOS-emissies zijn :

- a) bereiding van alcoholhoudende dranken;
- b) bakken;
- c) extractie van plantaardige olie met oliën;
- d) destructie van dieren.

Alcohol is de belangrijkste VOS die bij de onder a) en b) genoemde activiteiten vrijkomt. Bij de onder c) genoemde activiteiten bestaat de VOS-emissie hoofdzakelijk uit alifatische koolwaterstoffen.

51. Andere potentiële bronnen zijn :

- a) de suikerindustrie en het suikergebruik;
- b) het branden van koffie en roosteren van noten;
- c) frituren (frites, chips, enz.);
- d) verwerking van vismeel;
- e) bereiding van kant- en klare maaltijden, enz.

52. De VOS-emissies in deze sector worden gekenmerkt door een sterke geur, lage concentraties, hoge uitstroomvolumes en een hoog watergehalte. Daarom worden biofilters gebruikt als middel om de emissies te verminderen. Conventionele technieken zoals absorptie, adsorptie, thermische en katalytische verbranding worden eveneens toegepast. Het belangrijkste voordeel van biofilters ten opzichte van andere technieken zijn de lage bedrijfskosten. Periodiek onderhoud is evenwel noodzakelijk.

53. Voor grotere-fermentatie-installaties en bakkerijen is terugwinning van alcohol door condensatie eventueel haalbaar.

54. De emissie van alifatische koolwaterstoffen bij olie-extractie wordt tot een minimum beperkt door toepassing van gesloten circuits, een goede procesbewaking om verliezen via kleppen en afdichtingen te voorkomen, enz. Elk soort oliehoudende zaden vereist een andere hoeveelheid minerale olie voor de extractie. Olijfolie kan mechanisch worden geëxtraheerd; daarbij is geen minerale olie nodig.

55. Het technologisch haalbare potentieel voor emissievermindering in de levensmiddelenindustrie wordt in totaal op maximaal 35 % geraamd. (Tabel 6.)

#### F. Ijzer- en staalindustrie (inclusief ijzerlegeringen, gieten enz.)

56. In de ijzer- en staalindustrie zijn verschillende bronnen van VOS-emissies :

- a) bewerking van grondstoffen (cokesfabrieken, agglomeratie-installaties : sinteren, granuleren, briketteren; schrootbehandeling;
- b) metallurgische reactors (vlamboogovens met verzonken elektroden; elektrovlamboogovens; convertors, met name bij gebruik van schroot; (open) koepelovens;
- c) bewerking van het produkt (gieterijen; opwarmovens en walserijen).

57. Door het gehalte aan koolstof in grondstoffen te verlagen (b.v. op sinterbanden) wordt het potentieel voor VOS-emissies verminderd.

58. Bij open metallurgische reactors kunnen VOS-emissies met name optreden wanneer verontreinigd schroot wordt gebruikt alsook onder pyrolytische omstandigheden. Bijzondere aandacht moet worden besteed aan het opvangen van bij het vullen en aftappen vrijkomende gassen, om het ontsnappen van VOS tot een minimum te beperken.

59. Bijzondere aandacht moet worden besteed aan de verwerking van met olie, vet, verf, enz. verontreinigd schroot en aan de verwijdering van niet-metalen bestanddelen uit schroot.

60. Bij de be- en verwerking van producten ontsnappen meestal emissies. Bij het gieten komen pyrolysegassen vrij, hoofdzakelijk afkomstig van organisch gebonden zand. De emissies kunnen worden verminderd door te kiezen voor bindharsen met een lage emissiewaarde en/of door een zo klein mogelijke hoeveelheid bindmiddel te gebruiken. Voor de zuivering van dergelijke rookgassen zijn proeven gedaan met biofilters. Olienevel in de van walserijen afkomstige lucht kan tot een laag niveau worden beperkt door filtratie.

61. Cokesfabrieken zijn een belangrijke bron van VOS-emissies. De emissies worden veroorzaakt door weglekken van cokesovengas, het ontsnappen van VOS die normaal naar een distilleerinstallatie worden geleid en door de verbranding van cokesovengas en andere brandstoffen. Vermindering van de VOS-emissies geschiedt hoofdzakelijk door middel van de volgende maatregelen : verbetering van de afdichting van de ovendeuren en afsluitingen van vulopeningen; constante afzuiging uit de ovens ook tijdens het vullen; droogblussen door directe koeling met inerte gassen of door indirecte waterkoeling; rechtstreeks leegdrukken van de oven in de droogbluseenheid; efficiënte afscherming tijdens het leegdrukken.

#### G. Verwerking en behandeling van afval

62. Wat beheersing van vast huishoudelijk afval betreft, is de hoofddoelstelling de hoeveelheid geproduceerd afval en de te behandelen hoeveelheid afval terug te dringen. Daarnaast moet de afvalbehandeling uit milieu-oogpunt worden geoptimaliseerd.

63. Wanneer er wordt gestort, moeten maatregelen ter beheersing van VOS-emissies bij de behandeling van huishoudelijk afval worden gecombineerd met maatregelen voor het efficiënt opvangen van de vrijkomende gassen (hoofdzakelijk methaan).

64. Deze emissies kunnen worden geëlimineerd (door verbranding). Een andere mogelijkheid is zuivering van het gas (bio-oxidatie, absorptie, actieve kool, adsorptie), zodat het bruikbaar wordt voor energieproductie.

65. Storten van industrieel afval dat VOS bevat leidt tot emissies van deze verbindingen. Hiermee dient rekening te worden gehouden bij het uitstippelen van een beleid inzake afvalbeheer.

66. Het totale potentieel voor vermindering van de emissies van VOS wordt geraamd op 30 %, hoewel in dit getal ook methaan zit.

#### H. Landbouw

67. De voornaamste bronnen van VOS-emissies in de landbouw zijn :

- a) verbranden van landbouwfal, met name stro en stoppels;
- b) gebruik van organische oplosmiddelen in bestrijdingsmiddelen;
- c) anaërobe afbraak van diervoeder en afvalstoffen.

68. De VOS-emissies kunnen worden verminderd door :

- a) gecontroleerde verwijdering van stro in plaats van verbranding in het open veld;
- b) minimaal gebruik van bestrijdingsmiddelen met een hoog gehalte aan organische oplosmiddelen en/of gebruik van emulsies en bestrijdingsmiddelen op waterbasis;
- c) composteren van afval, combineren van mest met stro, enz.;
- d) beperking van de gasuitstoot van stallen, installaties voor het drogen van mest, enz. door toepassing van biofilters, adsorptie, enz.

69. Voorts kan door aanpassingen in de voeding van de gasuitstoot door dieren worden beperkt en ook de terugwinning van gas voor gebruik als brandstof behoort tot de mogelijkheden.

70. Het potentieel voor vermindering van de VOS-emissies in de landbouw kan momenteel nog niet worden geraamd.

#### V. PRODUCTEN

71. In situaties waarin vermindering van de emissies door beheersingstechnieken niet mogelijk is, is verandering van de samenstelling van de gebruikte producten het enige middel om de VOS-emissies terug te dringen. De belangrijkste betrokken sectoren en producten zijn : kleefstoffen voor gebruik in de huishouding, de lichte industrie, winkels en kantoren; verven voor huishoudelijk gebruik; schoonmaakmiddelen voor de huishouding en producten voor lichaamsverzorging; kantoorbenodigdheden zoals correctievloeistof en onderhoudsproducten voor auto's. In alle andere situaties waarin gebruik wordt gemaakt van dergelijke producten (bijvoorbeeld bij verven, in de lichte industrie) verdienen veranderingen van de produktsamenstelling verreweg de voorkeur.

72. Mogelijke maatregelen voor vermindering van de VOS-emissies door dergelijke producten zijn :

- a) gebruik van vervangende producten;
- b) verandering van de productsamenstelling;
- c) wijziging van de verpakking, met name van producten waarvan de samenstelling is veranderd.

73. De instrumenten om de keuze van de consument te sturen omvatten :

- a) duidelijke informatie over het gehalte van VOS op de etiketten;
- b) actieve bevordering van de aankoop van producten met een laag VOS-gehalte (b.v. het « blauwe engel »-plan);
- c) fiscale stimulansen, gebaseerd op het VOS-gehalte.

74. Het rendement van deze maatregelen hangt af van het VOS-gehalte van de betrokken producten en van de beschikbaarheid en aanvaardbaarheid van alternatieven. Bij producten waarvan de samenstelling wordt aangepast, dient erop te worden toegezien dat geen nieuwe problemen ontstaan (b.v. verhoogde emissies van chloorfluorkoolwaterstoffen (CKF's)).

75. Producten die VOS bevatten worden zowel in de industrie als in de huishouding gebruikt. In beide gevallen kan het gebruik van alternatieven met een laag gehalte aan oplosmiddelen aanpassingen in de apparatuur en in de werkmethoden noodzakelijk maken.

a) verf voor gebruik in de lichte industrie :

poederverf : 0 % VOS

verf op waterbasis : 10 % VOS

verf met een laag gehalte aan oplosmiddelen : 15 % VOS;

b) verf voor huishoudelijk gebruik :

verf op waterbasis : 10 % VOS

verf met een laag gehalte aan oplosmiddelen : 15 % VOS

Overschakeling op andere verfsoorten zal naar verwachting resulteren in een gemiddelde vermindering van de VOS-emissies met 45 tot 60 %.

77. De meeste kleefstoffen worden gebruikt in de industrie; de huishoudens nemen slechts 10 % voor hun rekening. Ongeveer 25 % van de momenteel in gebruik zijnde kleefstoffen bevat oplosmiddelen op VOS-basis. Het gehalte aan oplosmiddelen van deze producten varieert sterk en kan tot 50 % van het gewicht bedragen. Voor diverse toepassingen zijn alternatieven met een laag gehalte aan of zonder oplosmiddelen beschikbaar. Het potentieel voor emissievermindering van deze categorie VOS-bronnen is bijgevolg aanzienlijk.

78. Inkt wordt hoofdzakelijk gebruikt voor industrieel drukwerk en heeft een sterk variërend gehalte aan oplosmiddelen, dat tot 95 % kan bedragen. Voor de meeste drukprocedures en met name voor drukken op papier zijn inkten met een laag gehalte aan oplosmiddelen beschikbaar of in ontwikkeling (zie punt 28).

79. Circa 40 tot 60 % van de VOS-emissies van consumptieproducten (inclusief kantoorbenodigdheden en onderhoudsproducten voor auto's) zijn afkomstig van spuitbussen. Er zijn drie fundamentele manieren om de VOS-emissies van consumptieproducten terug te dringen :

- a) vervanging van drijfgassen een gebruik van mechanische pompjes;
- b) verandering van de samenstelling;
- c) wijziging van de verpakking.

80. Het potentieel voor vermindering van de VOS-emissies van consumptieproducten wordt geraamd op 50 %.

TABEL 1. — OVERZICHT VAN DE BESCHIKBARE TECHNIEKEN TER BEHEERSING VAN VOS,  
MET VERMELDING VAN HET RENDEMENT EN DE KOSTEN

Techniek	Lage concentratie in de luchtstroom		Hoge concentratie in de luchtstroom		Toepassing
	Rendement	Kosten	Rendement	Kosten	
Thermische verbranding **	Hoog	Hoog	Hoog	Gemiddeld	Breed toepasbaar voor stromen met een hoge concentratie
Katalytische verbranding **	Hoog	Gemiddeld	Gemiddeld	Gemiddeld	Meer specifiek geschikt voor stromen met een lagere concentratie
Adsorptie *	Hoog	Hoog	Gemiddeld	Gemiddeld	Breed toepasbaar (actieve-koolfilters) voor stromen met een lage concentratie
Absorptie	—	—	Hoog	Gemiddeld	Breed toepasbaar (afvalgaswassing) voor stromen met een hoge concentratie
Condensatie *	—	—	Gemiddeld	Laag	Alleen in specifieke gevallen waar sprake is van stromen met een hoge concentratie
Biofiltratie	Gemiddeld	Laag	Laag ***	Laag	Hoofdzakelijk bij stromen met een lage concentratie, met inbegrip van stankbeheersing

Concentratie : Laag < 3 g/m<sup>3</sup> (in veel gevallen < 1 g/m<sup>3</sup>); hoog > 5 g/m<sup>3</sup>

Rendement : Hoog > 95 %  
Gemiddeld 80-95 %  
Laag < 80 %

Totale kosten : Hoog > 500 ecu per ton VOS minder  
Gemiddeld 150-500 ecu/ton VOS minder  
Laag < 150 ecu/ton VOS minder

\*/ Deze processen kunnen worden gecombineerd met systemen voor terugwinning van oplosmiddelen, hetgeen kostenbesparend werkt.

\*\*/ Besparingen als gevolg van energierugwinning zijn niet inbegrepen; daardoor kunnen de kosten sterk worden verlaagd.

\*\*\*/ Met bufferfilters om emissiepieken af te vlakken kan een gemiddeld tot hoog rendement worden gehaald tegen gemiddelde tot laag kosten.

TABEL 2. — MAATREGELEN TER BEHEERSING VAN VOS-EMISSOES, MET VERMELDING VAN RENDEMENT EN KOSTEN  
VOOR DE SECTOR DIE GEBRUIK MAAKT VAN OPLOSMIDDELEN

Emissiebron	Maatregelen v. emissiebeheersing	Rendement	Kosten
Industriële coating	Omschakeling op :	I	Besparingen
	— poederlakken	I-III	Laag
	— producten met een laag gehalte aan of zonder VOS	I-III	Besparingen
	— stoffen m. een h. geh. aan vaste stoffen	I-II	Gem t. hoog
	Vervanding : — thermisch	I-II	Gemiddeld
	— katalytisch	I-II	Gemiddeld
	Adsorptie aan actieve kool	I-II	Gemiddeld
Strijken v. papier	Verbranding	I-II	Gemiddeld
	Drogen met straling/inkten op waterbasis	I-III	Laag
Autofabricage	Omschakeling op :		
	— poederverven	I	
	— systemen op waterbasis	I-II	Laag
	— coating met stoffen met een hoog gehalte aan vaste stoffen	II	
	— adsorptie aan actieve kool	I-II	Laag
	Vervanding met warmteterugwinning :		
— thermisch	I-II		
— katalytisch	I-II		
Commercieel schilderwerk	Produkten met een laag gehalte aan of zonder VOS	I	Gemiddeld
	Produkten met een laag gehalte aan of	II-III	Gemiddeld
Drukken	Inkten met een laag gehalte aan oplosmiddelen/op waterbasis	II-III	Gemiddeld
	Hoogdruk : drogen met straling	I	Laag
	Adsorptie aan actieve kool	I-II	Hoog
	Absorptie		
	Verbranding	I-II	
	— thermisch		
	— katalytisch		
Biofiltratie met bufferfilter	I	Gemiddeld	
Ontvetten van metaal	Overschakeling op systemen waarbij weinig of geen VOS worden gebruikt	I	
	Gesloten machines		
	Adsorptie aan actieve kool	II	Laag t. hoog
	Afscherming, koudebehandeling	III	Laag
Chemisch reinigen	Terugwinning bij het drogen en zorgvuldige werkwijze (gesloten circuit)	II-III	Laag t. gem.
	Condensatie	II	Laag
	Adsorptie aan actieve kool	II	Laag
Fabricate van houtplaat	Coatings met een laag gehalte aan of zonder VOS	I	Laag

TABEL 3. — MAATREGELLEN TER BEHEERSING VAN VOS-EMISSIES,  
MET VERMELDING VAN RENDEMENT EN KOSTEN, VOOR DE AARDOLIE-INDUSTRI

Emissiebron	Maatregelen v. emissiebeheersing	Rendement	Kosten
Aardolieraffinaderijen			
— Emissies door lekken	Regelmatige inspectie en onderhoud	III	Gemiddeld
— Onderhoudsstop van proceseenheden	Affakkelen/terugwinning van in de procesoven aanwezige damp	I	Niet bekend
— Afvalwaterafscheider	Drijvende afsluitplaat	II	Variërend van besparingen tot gemiddelde kosten
— Vacuum-processysteem	Condensatie door oppervlaktecontact	I	
	Afvoer van VOS die niet condenseren via leidingen naar verwarmingsinstallaties of ovens	I	
— Verbranding van het residu	Thermische verbranding	I	
Opslag van ruwe olie en olieproducten			
— Benzine	Drijvende inwendige dekplaten met secundaire afdichting	I-II	Besparingen
— Ruwe olie	Tanks voorzien van drijvende dekplaten met secundaire afdichting	II	Besparingen
— Terminals voor de verkoop van benzine (laden en lossen van vrachtwagens, binnenschepen en treinen)	Tanks voorzien van drijvende dekplaten met secundaire afdichting	II	Besparingen
— Tankstations	Dampterugwinning	I-II	Besparingen
	Terugleiding van dampen bij tankwagens (staduim I)	I-II	Laag/besp.
	Terugleiding van dampen bij het tenken (vulpistool) (stadium II)	I (- II**/)	Gemiddeld */

\*/ Afhankelijk van de capaciteit (omvang van het tankstation) en of het om een nieuw station dan wel om de aanpassing van een bestaan station gaat.

\*\*/ Zal toenemen met de voortschrijdende standaardisatie van de vulopeningen in voertuigen.



TABEL 4. — MAATREGELN TER BEHEERSING VAN VOS-EMISSIES,  
MET VERMELDING VAN RENDEMENT EN KOSTEN, VOOR DE PETROCHEMISCHE INDUSTRIE

Emissiebron	Maatregelen v. emissiebeheersing	Rendement	Kosten
Emmissie door lekkage	Programma voor het opsporen en repareren van lekken (regelmatige inspectie)	III	Laag
Opslag en verwerking	— Zie tabel 3		
Procesgebonden emissies	Algemene maatregelen :		
	— koolstofadsorptie	I-II	N.B.
	— vervanding : — thermisch	I-II	Gem. t. hoog
	— katalytisch	I-II	N.B.
	— absorptie		N.B.
	— biofiltratie	N.B.	N.B.
	— affakkelen		
— Productie van formaldehyde	— verbranding : — thermisch	I	Hoog
	— katalytisch	I	
— Produktie van polyethyleen	— affakkelen	I	Gemiddeld
	— katalytische verbranding	I-II	
— Produktie van polystyreen	— thermische verbranding	I	Gemiddeld
	— affakkelen		
— Produktie van vinylchloride	Aanpassingen in procédés (voorbeelden) :		
	— verbranding van lucht door zuurstof in de chlooroxidatiestap	II	N.B.
	— affakkelen	I	Gemiddeld
— Produktie van polyvinyl-chloride	— verwijdering van monomeren	II	N.B.
	— NMP-absorptie	I	Besparing
— Produktie van polypropyleen	— zeer efficiënte katalysator	I	N.B.
— Produktie van ethyleenoxide	— vervanging van lucht door zuurstof	I	N.B.

N.B. : Niet bekend.

TABEL 5. — MAATREGELEN TER BEHEERSING VAN VOS-EMISSIES  
VOOR STATIONAIRE VERBRANDINGSINSTALLATIES

Emissiebron	Maatregelen voor emissiebeheersing
Kleinschalige verbrandingsinstallaties	Energiebesparing o.a. door isolatie Regelmatische inspectie Vervanging van oude stookketels Aardgas en stookolie in plaats van vaste brandstoffen Centrale verwarming Stadsverwarming
Industriële en commerciële verbrandingsinstallaties	Energiebesparing Beter onderhoud Overschakeling op ander type brandstof Ander type stookinstallatie en aanpassing van de belading Aanpassing van de bij de verbranding heersende omstandigheden
Stationaire installaties met verbrandingsmotoren	Katalytische naverbrandings Thermische reactors

TABEL 6. — MAATREGELEN TER BEHEERSING VAN VOS-EMISSIES,  
MET VERMELDING VAN RENDEMENT EN KOSTEN, VOOR DE LEVENSMIDDELENINDUSTRIE

Emissiebron	Maatregelen v. emissiesbeheersing	Rendement	Kosten
Algemeen	Geloten circuits		
	Bio-oxidatie	II	Laag */
	Condensatie en behandeling	I	Hoog
	Adsorptie/absorptie		
	Thermische/katalytische verbranding catalytique		
Verwerking van plantaardige olie	In het proces geïntegreerde maatregelen	III	Laag
	Adsorptie		
	Membraamtechniek		
Destructie van dieren	Vervanding in procesoven		
	Biofiltratie	II	Laag */

\*/ Vanwege het feit dat deze procédés gewoonlijk worden toegepast op gassen met lage VOS-concentratie, zijn de kosten per kubieke meter gaslaag, hoewel de VOS-vermindering per ton hoog is.

### BIJLAGE III

#### MAATREGELEN TER BEHEERSING VAN DE EMISSIES VAN VLUCHTIGE ORGANISCHE STOFFEN (VOS) VAN MOTORVOERTUIGEN VOOR HET VERKEER

##### INLEIDING

1. Deze bijlage is gebaseerd op de gegevens over het rendement en de kosten van emissiebeheersing in de officiële documentatie van het Uitvoerend Orgaan en de daaraan onderschikte lichamen, in het « Rapport over vluchtige organische verbindingen afkomstig van voertuigen voor verkeer : bronnen en beleidskeuzen voor emissiebeheersing », dat in opdracht van de Werkgroep Vluchtige Organische Stoffen werd opgesteld en de documentatie van het Inland Transport Committee en de daaraan ondergeschikte lichamen van de ECE (met name de documenten TRANS/SC1/WP.29/R.242, 486 en 506), alsook op aanvullende informatie van door de nationale regeringen aangewezen deskundigen.

2. Deze bijlage zal regelmatig moeten worden bijgewerkt en aangepast aangezien voortdurend ruimere ervaring wordt opgedaan met nieuwe voertuigen waarin tot een lage emissie leidende technologie is verwerkt, met de ontwikkeling van alternatieve brandstoffen, alsmede met de aanpassing van en andere strategieën voor bestaande voertuigen. De bijlage kan geen uitputtende opsomming van technische mogelijkheden geven; zij heeft ten doel de partijen een richtsnoer te bieden bij het zoeken naar economisch uitvoerbare technologieën om te voldoen aan de krachtens het Protocol op hen rustende verplichtingen. Tot andere gegevens beschikbaar komen heeft deze bijlage uitsluitend betrekking op voertuigen voor het wegverkeer.

##### I. BELANGRIJKE BRONNEN VAN VOS-EMISSIES DOOR MOTORVOERTUIGEN

3. De bronnen van VOS-emissies door motorvoertuigen zijn onderverdeeld in :

- a) uitlaatgassen;
- b) emissies door verdamping en bijtanken, en;
- c) emissies uit carters.

4. In de meeste ECE-landen is het wegvervoer (de benzinedistributie buiten beschouwing gelaten) een belangrijke bron van antropogene VOS-emissies, die verantwoordelijk is voor 30 tot 45 % van de totale door de mens veroorzaakte VOS-emissies in het ECE-gebied als geheel. Verreweg de belangrijkste bron van door het wegvervoer veroorzaakte VOS-emissies zijn op benzine rijdende voertuigen; deze nemen 90 % van de totale van het verkeer afkomstige VOS-emissies (waarvan 30 tot 50 % het gevolg is van verdamping) voor hun rekening. De door verdamping en bijtanken veroorzaakte emissies zijn hoofdzakelijk toe te schrijven aan het benzinegebruik; voor dieselbrandstoffen worden zij als uiterst laag beschouwd.

## II. ALGEMENE ASPECTEN VAN TECHNOLOGIEËN VOOR DE BEHEERSING VAN VOS-EMISSIONS DOOR MOTORVOERTUIGEN

5. De motorvoertuigen waarop deze bijlage betrekking heeft, zijn personenauto's, lichte vrachtwagens, zware vrachtwagens voor het wegvervoer, motorfietsen en bromfietsen.

6. In deze bijlage gaat het zowel om nieuwe als om in gebruik zijnde voertuigen, met de nadruk op beheersing van de VOS-emissies van nieuwe voertuigtypes.

7. Deze bijlage bevat ook gegevens over het effect van wijzigingen in de eigenschappen van benzine op door verdamping veroorzaakte VOS-emissies. Overschakeling op een andere brandstof (b.v. aardgas, autogas (LPG), methanol) kan eveneens tot vermindering van VOS-emissies leiden, maar dit aspect wordt in deze bijlage niet behandeld.

8. De voor de verschillende technologieën vermelde kosten zijn een raming van de kostprijs en hebben geen betrekking op de detailhandelsprijs.

9. Het is belangrijk dat voertuigontwerpen ook in de praktijk aan de emissienormen kunnen voldoen. Dit kan worden gerealiseerd door een effectieve produktiebewaking, gedurende de volledige gebruiksduur op peil blijvende specificaties, garantie op componenten voor emissiebeheersing en terugroepen van voertuigen met gebreken. Bij reeds in gebruik zijnde voertuigen kan het rendement van de emissiebeheersing ook op peil worden gehouden door middel van een effectief keurings- en onderhoudsprogramma en door maatregelen tegen ongeoorloofde ingrepen en gebruik van verkeerde brandstof.

10. De emissies van reeds in gebruik zijnde voertuigen kunnen worden verminderd door programma's die onder andere voorzien in beperking van de vluchtigheid van brandstof, economische stimulansen om de invoering van wenselijk geachte technologie ter versnellen, brandstofmengsels die arm zijn aan zuurstofhoudende bestanddelen, en het aanbrengen van aanpassingen. Beperking van de vluchtigheid is de meest doeltreffende afzonderlijke maatregel die kan worden genomen om de VOS-emissies van reeds in gebruik zijnde motorvoertuigen te verminderen.

11. Voor technologieën waarbij gebruik wordt gemaakt van katalysatoren is loodvrije brandstof vereist. Daarom dient loodvrije benzine algemeen verkrijgbaar te zijn.

12. Maatregelen voor het beheer van het verkeer in de steden en over lange afstand zijn, hoewel daarop in deze bijlage niet nader wordt ingegaan, belangrijk en efficiënt als aanvullend middel voor de beperking van de emissies van VOS en ook van andere stoffen. De kern van het verkeersbeheer wordt gevormd door maatregelen die erop gericht zijn de verdeling van het vervoer over de verschillende vervoerstakken (modal split) te verbeteren door middel van tactische, structurele, financiële en beperkende elementen.

13. VOS-emissies afkomstig van motorvoertuigen zonder aangepaste voorzieningen bevatten aanzienlijke hoeveelheden toxische verbindingen, waarvan sommige als kankerverwekkend bekend staan. Door de toepassing van technologieën ter vermindering van VOS-emissies (afkomstig van uitlaatgassen, verdamping, bijtanken en van het motorcarter) worden deze toxische emissie over het algemeen in dezelfde mate teruggebracht als de VOS-emissies zelf. De omvang van deze toxische emissies kan ook worden verminderd door de wijziging van bepaalde brandstofparameters (b.v. verlaging van het benzeengehalte van benzine).

## III. TECHNOLOGIEËN VOOR BEHEERSING VAN UITLAATEMISSIONS

### A. Op benzine rijdende personenauto's en lichte vrachtwagens

14. De belangrijkste technologieën voor beheersing van VOS-emissies zijn vermeld in tabel 1.

15. De vergelijkingsgrondslag in tabel 1 is technologische optie B, die betrekking heeft op niet-katalytische technologie die is ontwikkeld om te voldoen aan de eisen van de Verenigde Staten vor 1973/1974 of van de ECE-reglement 15-04; dit laatste is vastgesteld ingevolge de Overeenkomst van 1958 betreffende het aannemen van een vormige goedkeuringsvoorwaarden en de wederzijdse erkenning van de goedkeuring van uitrustingsstukken en onderdelen van motorvoertuigen. In de tabel zijn ook haalbare emissieniveaus bij gebruik van ongeregelde en geregelde katalysatoren alsook de daaraan verbonden kosten opgenomen.

16. Het emissieniveau bij afwezigheid van beheersingsmaatregelen (A) in tabel 1 verwijst naar de situatie in het ECE-gebied in 1970, maar kan in bepaalde regio's nog steeds de gangbare zijn.

17. Het emissieniveau in tabel 1 geeft de met standaard-beproevingprocedures gemeten emissies weer. De emissies van voertuigen op de weg kunnen sterk uiteenlopen, onder andere onder invloed van de omgevingstemperatuur, de bedrijfsomstandigheden, de brandstofeigenschappen en het onderhoud. Het in tabel 1 aangegeven potentieel voor vermindering van de emissies wordt niettemin als representatief beschouwd voor de in bedrijf haalbare verminderingen.

18. De beste beschikbare technologie is optie D. Met deze technologie worden aanzienlijke verlagingen van de emissies van VOS, CO en NO<sub>x</sub> tot stand gebracht.

19. Naar aanleiding van de programma's voor verdere verlaging van de VOS-emissies (b.v. in Canada en de Verenigde Staten) worden geavanceerde geregelde driewegkatalysatoren ontwikkeld (optie E). Bij deze verbeteringen zal het accent liggen op krachtiger motorbeheerssystemen, verbeterde katalysatoren, diagnosesystemen in het voertuig (OBD) en andere nieuwe voorzieningen. Deze systemen zullen medio de jaren negentig de beste beschikbare technologie worden.

20. Een aparte categorie vormen de auto's met tweetakmotoren die in sommige delen van Europa worden gebruikt; deze auto's veroorzaken hoge VOS-emissies. De op de Europese rijomstandigheden gebaseerde beproevingscyclus levert voor de emissies van koolwaterstoffen door tweetakmotoren in het algemeen een waarde van 45,0 tot 75,0 gram per test op. Er worden pogingen gedaan om dit type motor aan te passen of van een katalysator te voorzien. Nadere gegevens zijn vereist over het potentieel voor emissievermindering en de duurzaamheid van deze oplossingen. Bovendien zijn er verschillende ontwerpen van tweetakmotoren in ontwikkeling die mogelijkheden tot lagere emissies bezitten. (Tabel 1.)

B. Op dieselolie rijdende personenauto's en vrachtwagens

21. De VOS-emissies van de op dieselolie rijdende personenauto's en lichte vrachtwagens zijn uiterst laag, over het algemeen lager dan die van op benzine rijdende auto's met een geregelde driewegkatalysator, maar de deeltjes- en NO<sub>x</sub>-emissies zijn hoger.

22. In geen enkel ECE-land bestaan thans stringente programma's voor beheersing van VOS-emissies afkomstig van de uitlaatgassen van op dieselolie rijdende zware vrachtwagens aangezien de VOS-uitwerp van deze voertuigen over het algemeen laag is. Veel landen hebben echter programma's voor de beheersing van deeltjesemissies door dieselmotoren en de daarbij gebruikte technologie (b.v. verbeteringen aan verbrandingskamer en inspuitstelsel) levert ook een verlagings van de VOS-emissies op.

23. Verwacht wordt dat een stringent programma voor de beheersing van deeltjesemissies de uitlaatemissies van VOS door op dieselolie rijdende zware vrachtwagens met twee derde zou doen afnemen.

24. De van dieselmotoren afkomstige VOS-typen verschillen van die welke door benzinemotoren worden uitgeworpen.

C. Motorfietsen en bromfietsen

25. Tabel 2 bevat een overzicht van de technologieën voor beheersing van VOS-emissies van motorfietsen. De huidige ECE-normen (R 40) kunnen gewoonlijk worden geheel zonder dat gebruik moet worden gemaakt van verminderingstechnologieën. De toekomstige Oostenrijkse en Zwitserse normen zullen eventueel het gebruik van oxidatiekatalysatoren vereisen, met name voor tweetaktmotoren.

26. Voor bromfietsen met een tweetaktmotor die voorzien zijn van een kleine oxidatiekatalysator is met US \$ 30-50 aan extra productiekosten een vermindering van de VOS-emissies met 90 % haalbaar. In Oostenrijk en Zwitserland zijn reeds normen van kracht die het gebruik van deze technologie vereisen. (Tabel 2.)

IV. TECHNOLOGIEËN VOOR BEHEERSING VAN EMISSIES DOOR VERDAMPING EN BIJTANKEN

27. Verdampingsemisies ontstaan door het ontsnappen van brandstofdamp uit de motor en het brandstofsysteem. Zij worden onderverdeeld in :

a) overdag optrende emissies, die het gevolg zijn van « ademverliezen » van de brandstoftank door verwarming en afkoeling in de loop van de dag;

b) warmtestuwemissies die worden veroorzaakt door de hitte die door de motor wordt afgegeven nadat hij is afgezet;

c) verliezen uit het brandstofsysteem tijdens het rijden, en;

d) verliezen tijdens het stilstaan, onder andere door het eventuele gebruik van koolfilters met een open bodem en door sommige in het brandstofsysteem gebruikte kunststoffen waarvan wordt beweerd dat zij permeabel zijn, zodat er langzaam benzine door het materiaal trekt.

28. Voor de beheersing van verdampingsemisies van op benzine rijdende voertuigen wordt doorgaans gebruik gemaakt van een bus met actieve kool (en bijbehorende leidingen) en een ontluchtingssysteem om VOS op een gecontroleerde manier in de motor zelf te verbranden.

29. Uit de ervaring die in de Verenigde Staten is opgedaan met de bestaande programma's voor de beheersing van verdampingsemisies blijkt dat de gebruikte systemen niet het gewenste resultaat hebben opgeleverd, met name op dagen dat de omstandigheden voor ozonvorming uiterst gunstig waren. Dit heeft deels te maken met het feit dat gewone benzine veel vluchtiger is dan die welke bij goedkeuringsproeven wordt gebruikt. Een tweede oorzaak was een gebrekkige beproevingsprocedure, die resulteerde in een gebrekkige beheersingstechnologie. In de jaren negentig zal bij het programma voor de beheersing van verdampingsemisies van de Verenigde Staten het accent komen te liggen op brandstoffen met verminderde vluchtigheid voor gebruik in de zomer en op een verbeterde beproevingsprocedure, teneinde de ontwikkeling van geavanceerde systemen voor beheersing van de in punt 27 hierboven genoemde vier emissiebronnen tijdens het gebruik te bevorderen. Voor landen waar de benzine een hoge vluchtigheidsgraad heeft, bestaat de goedkoopste maatregel voor vermindering van de VOS-emissies in vermindering van de vluchtigheid van de gebruikte benzine.

30. In het algemeen moet voor een doeltreffende beheersing van verdampingsemisies gedacht worden aan :

a) aanpassing van de vluchtigheid van de benzine aan de klimaatsomstandigheden en;

b) een passende beproevingsprocedure.

31. In tabel 3 zijn de technologische beheersopties opgesomd, met vermelding van de reductiemogelijkheden en de geraamde kosten; optie B blijkt momenteel de beste beschikbare beheersingstechnologie te zijn. Optie C zal weldra de beste beschikbare technologie worden en zal dan een aanzienlijke verbetering zijn ten opzichte van optie B.

32. De met de beheersing van verdampingsemisies samenhangende brandstofbesparing wordt op minder dan 2 % geraamd. Deze besparing is te danken aan de hogere energie-inhoud en de lage Reid-dampdruk (RVP) van de brandstof, alsook aan het feit dat de opgevangen dampen worden verbrand in plaats van te worden afgevoerd.

33. In principe kunnen emissies die vrijkomen tijdens het bijtanken van voertuigen worden opgevangen met behulp van voorzieningen in de benzinestations (stadium II) of door middel van systemen in de voertuigen. De in benzinestations gebruikte technieken zijn reeds volledig operationeel en van de systemen voor inbouw in voertuigen zijn al verschillende prototypen gedeminstreerd. Het vraagstuk van de veiligheid tijdens het gebruik van dampopvangsystemen in voertuigen wordt momenteel bestuderd. Het kan nuttig zijn tegelijk met dergelijke dampopvangsystemen ook veiligheidsnormen voor het gebruik daarvan te ontwikkelen om te waarborgen dat een veilig ontwerp wordt gemaakt. De maatregelen in stadium II kunnen sneller worden uitgevoerd aangezien alle benzinestations in een bepaald gebied van de nodige apparatuur kunnen worden voorzien. De maatregelen in stadium II zijn van invloed op alle op benzine rijdende voertuigen, terwijl systemen voor inbouw alleen geschikt zijn voor nieuwe voertuigen.

34. Voor verdampingsemisies van motorfietsen en bromfietsen, waarvoor thans in het ECE-gebied geen maatregelen bestaan, kunnen dezelfde algemene beheersingstechnologieën worden toegepast als voorop benzine rijdende auto's. (Tabel 3.)

TABEL 1. — TECHNOLOGIEËN VOOR BEHEERSING VAN UITLAATEMISSIES VAN OP BENZINE RIJDENDE PERSONENAUTO'S EN LICHTE VRACHTWAGENS

Technologische opties	Emissieniveau (%)		Kosten <sup>*/</sup> (US \$)
	4-takt	2-takt	
A. Geen maatregelen	400	900	—
B. Aanpassingen aan de motor (motorontwerp, carburatie- en ontstekingsystemen, luchtinspuiting)	100 (1.8 g/km)	—	**/
C. Ongeregelde katalysator	50	—	150-200
D. Geregelde driewegkatalysator	10-30	—	250-450 <sup>***/</sup>
E. Geavanceerde geregelde driewegkatalysator	6	—	350-600 <sup>***/</sup>

<sup>\*/</sup> Geraamde extra produktiekosten per voertuig ten opzichte van optie B.

<sup>\*\*/</sup> De kosten voor de aanpassing van de motor volgens optie B worden geraamd op US\$ 40-100.

<sup>\*\*\*/</sup> Bij de opties D en E worden naast de emissies van VOS ook die van VO en NO<sub>x</sub> sterk verminderd. Ook de opties B en C kunnen tot enige mate van beheersing van CO- en/of NO<sub>x</sub>-emissies leiden.

TABEL 2. — TECHNOLOGIEËN VOOR DE BEHEERSING VAN UITLAATEMISSIES VAN MOTORFIETSEN EN HET RENDEMENT DAARVAN

Technologische opties	Emissieniveau (%)		Kosten <sup>*/</sup> (US \$)
	4-takt	2-takt	
A. Geen maatregelen	400 (9,6 g/km)	100 (2 g/km)	—
B. Beste niet katalytische technologie	200	60	—
C. Oxidatiekatalysator, secundaire lucht	30-50	20	50
D. Geregelde driewegkatalysator	N.v.t.	10 <sup>**/</sup>	350

<sup>\*/</sup> Geraamde extra produktiekosten per voertuig.

<sup>\*\*/</sup> Verwacht wordt dat deze in 1991 beschikbaar zal zijn voor een aantal specifieke typen motorfietsen (prototypen reeds gebouwd en beproefd).

TABEL 3. — MAATREGELEN TER BEHEERSING EN POTENTIEEL VOOR VERMINDERING VAN VERDAMPINGSEMISSIES VOOR OP BENZINE RIJDENDE PERSONENAUTO'S EN LICHTE VRACHTWAGENS EN HET REDEMENT DAARVAN

Technologische opties	Potentieel voor VOS	Kosten <sup>2/</sup> (US \$)
	vermindering (%) <sup>1/</sup>	
A. Kleine koolfilter, soepele RVP- grenzen <sup>3/</sup> , US-beproevingprocedure voor de jaren '80	< 80	20
B. Kleine koolfilter, stringende RVP- grenzen <sup>4/</sup> , US-beproevingprocedure voor de jaren '80	80-95	20
C. Geavanceerde maatregelen tegen verdamping, stringente RVP-grenzen <sup>4/</sup> , US-beproevingprocedure voor de jaren '90 <sup>5/</sup>	> 95	33

<sup>1/</sup> Vergeleken met de situatie waarin geen maatregelen worden genomen.

<sup>2/</sup> Geraamde extra produktiekosten per voertuig.

<sup>3/</sup> Reid-dampdruk.

<sup>4/</sup> Op basis van gegevens uit de Verenigde Staten, uitgaande van een RVP-grens van 62 kPa tijdens het warme seizoen, bij een kostprijs van US \$ 0,0038 per liter. Rekening houdende met de door het gebruik van benzine met een lage RVP opgeleverde brandstofbesparing, bedraagt de geraamde kostprijs netto US \$ 0,0012 per liter.

<sup>5/</sup> De beproevingsprocedure van de Verenigde Staten van de jaren '90 zal zo worden ontworpen dat een betere beheersing mogelijk wordt van de diverse overdag optredende emissies, de verliezen tijdens het rijden, het functioneren bij een hoge omgevingstemperatuur, warmtestuwverliezen na lange ritten en verliezen tijdens stilstand.



## BIJLAGE IV

INDELING VAN VOS OP BASIS VAN HUN VERMOGEN  
TOT DE VORMING VAN FOTOCHEMISCHE OZON (POCP)

1. In deze bijlage wordt een overzicht gegeven van de beschikbare informatie en wordt als leidraad voor de te verrichten werkzaamheden aangegeven welke aspecten nog moeten worden uitgewerkt. De inhoud van de bijlage is gebaseerd op informatie over koolwaterstoffen en ozonvorming die voorkomt in twee nota's die zijn opgesteld ten behoeve van de werkgroep Vluchtige organische verbindingen (EB.AIR/WG.4/R.11 en R.13), op de resultaten van verder onderzoek dat met name is uitgevoerd in Oostenrijk, Canada, Duitsland, Nederland, Zweden, het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten van Amerika en het Meteorological Synthesizing Centre-West (MSC-W) van het EMEP, alsook op aanvullende informatie van door de nationale regeringen aangewezen deskundigen.

2. De uiteindelijke doelstelling van de op het POCP gebaseerde benadering is een richtsnoer te verschaffen voor het regionale en nationale beleid ter beheersing van de emissies van vluchtige organische verbindingen (VOS), rekening houdend met het effect van elk VOS-type alsook van de VOS-emissies per sector bij incidentele ozonvorming; dit effect wordt uitgedrukt in het vermogen tot vorming van fotochemische ozon (POCP), dat wordt gedefinieerd als de verandering in de fotochemische ozonproductie die door een verandering in de emissies van de betrokken VOS wordt veroorzaakt. Het POCP kan worden bepaald aan de hand van rekenmodellen of door middel van laboratoriumproeven. Het geeft diverse aspecten weer van de vorming van oxidantia in een bepaalde tijdsduur o.a. ozonpieken of ozonaccumulatie.

3. Het begrip POCP wordt geïntroduceerd omdat er grote verschillen bestaan in het aandeel van de diverse VOS in de ozonproductie in een bepaalde tijdsduur. Het aan dit begrip ten grondslag liggende fundamentele kenmerk is dat alle VOS in aanwezigheid van zonlicht en  $\text{NO}_x$  op vergelijkbare wijze ozon produceren, ondanks de sterk uiteenlopende omstandigheden waaronder ozon wordt gevormd.

4. Uit diverse rekenmodellen blijkt dat een aanzienlijke vermindering van de VOS- en  $\text{NO}_x$ -emissies (meer dan 50 %) noodzakelijk is om een significante ozonvermindering te realiseren. Bovendien lopen de maximale ozonconcentraties op grondniveau bij een vermindering van de VOS-emissies in verhouding minder sterk terug. Dit effect wordt theoretisch aangetoond door berekeningen aan de hand van scenario's. Wanneer de emissies van alle VOS-typen evenredig worden verminderd, dalen de maximale ozonconcentraties (een uurgemiddelde van meer dan 75 ppb) in Europa afhankelijk van het bestaande ozonniveau slechts met 10 tot 15 % wanneer de massa van de door de mens veroorzaakte VOS-emissies, behalve die van methaan, met 50 % daalt. Daarentegen wordt, bij een daling met 50 % van de massa van de (qua POCP en massa of reactiviteit) belangrijkste door de mens veroorzaakte VOS-typen behalve methaan, een vermindering van de ozonconcentratie bij pieken in een bepaalde tijdsduur met 20 tot 30 % verwacht. Dit bevestigt het nut van een benadering op basis van het POCP om de prioriteiten inzake de beheersing van VOS-emissies te bepalen en toont aan dat VOS ten minste in een aantal grote categorieën kunnen worden verdeeld, naar gelang van hun aandeel in de ozonvorming in een bepaalde tijdsduur.

5. Voor de POCP-waarden en reactiviteitsschalen zijn een aantal ramingen berekend, elk op basis van een bepaald scenario (b.v. stijging resp. daling van de emissies, verschillende trajecten van de luchtmassa) en toegespitst op een bepaald aspect (b.v. ozonpieken, geïntegreerde ozonconcentratie gemiddelde ozonconcentratie). De POCP-waarden en reactiviteitsschalen zijn afhankelijk van chemische mechanismen. De verschillende POCP-ramingen lopen uiteraard uiteen, in sommige gevallen met meer dan een factor 4. De POCP-waarden zijn niet constant, maar variëren in ruimte en tijd. Zo bedraagt de berekende POCP-waarde voor orthoxyleen op het zogenaamd traject « Frankrijk-Zweden » 41 op de eerste en 97 op de vijfde dag. Volgens de berekeningen van het Meteorological Synthesizing Centre-West (MSC-W) van het EMEP varieert het POCP van ortho-xyleen bij een  $\text{O}_3$ -concentratie van meer dan 60 ppb tussen 54 en 112 (5 tot 95-percentiel) binnen het EMEP-raster. De variatie van het POCP in tijd en ruimte wordt niet alleen veroorzaakt door de samenstelling van de in de luchtkolom aanwezige hoeveelheid VOS van menselijke oorsprong, maar is ook het resultaat van variaties in de weersomstandigheden. Eigenlijk kan elke reactieve VOS in meerdere of mindere mate bijdragen tot de tijdelijk optredende vorming van fotoschemische oxidantia, afhankelijk van de  $\text{NO}_x$ - en VOS-concentraties en de meteorologische parameters. Koolwaterstoffen met een zeer lage reactiviteit, zoals methaan, methanol, ethaan en een aantal gechloreerde koolwaterstoffen leveren een te verwaarlozen bijdrage aan dit proces. Door de weersomstandigheden bepaalde verschillen zijn er ook van dag tot dag en binnen Europa als geheel. De POCP-waarden zijn impliciet afhankelijk van de wijze waarop de emissies-inventarissen worden berekend. Momenteel is er geen uniforme methode of informatie voor geheel Europa beschikbaar. Aan de benadering op basis van het POCP moet duidelijk nog verder worden gewerkt.

6. Natuurlijke isopreen-emissies van loofverliezende bomen, samen met hoofdzakelijk van menselijke bronnen afkomstige stikstofoxiden ( $\text{NO}_x$ ), kunnen een aanzienlijke bijdrage leveren aan de vorming van ozon bij warm zomerweer in gebieden met een groot loofbomenareaal.

7. Tabel 1 bevat een overzicht van de verschillende VOS-typen, ingedeeld in drie groepen op basis van hun aandeel in het ontstaan van tijdelijke gevormde pieken in de ozonconcentratie. Voor de indeling in tabel 1 is uitgegaan van de effecten van de VOS-emissies per massa-eenheid. Sommige koolwaterstoffen, zoals n-butaan, worden belangrijk omdat de emissie masaal is, terwijl dit op basis van hun OH-activiteit wellicht niet het geval zou zijn. (Tabel 1.)

8. In de tabellen 2 en 3 wordt het effect van afzonderlijke VOS weergegeven met ethyleen als referentie (index 100). De opgegeven waarden, namelijk POCP's, kunnen als leidraad dienen voor de evaluatie van het effect van reducties van diverse VOC-emissies.

9. In tabel 2 zijn voor elke hoofdcategorie van emissiebronnen gemiddelde POCP-waarden opgenomen gebaseerd op een centrale POCP-raming voor elk VOS-type in elke categorie van emissiebronnen. Voor deze tabel is gebruik gemaakt van emissie-inventarissen die onafhankelijk van elkaar in het Verenigd Koninkrijk en in Canada zijn opgesteld. Bij veel bronnen, bij voorbeeld motorvoertuigen, verbrandingsinstallaties en een groot aantal industriële processen, bestaan de emissies uit een mengsel van koolwaterstoffen. Maatregelen om specifiek de uit het oogpunt van het POCP als zeer reactief aangemerkte VOS terug te dringen, zijn in de meeste gevallen niet beschikbaar. In de praktijk zullen de meeste verminderingsmaatregelen die wel mogelijk zijn de emissies louter kwantitatief verminderen, ongeacht hun POCP.

10. In tabel 3 worden verschillende wegingsformules voor een geselecteerde reeks VOS-typen vergeleken. Bij het vaststellen van de prioriteiten binnen een nationaal programma voor VOS-beheersing kan aan de hand van bepaalde waarden het accent op specifieke VOS worden gelegd. De eenvoudigste maar minst doeltreffende benadering is voor de vaststelling van prioriteiten uit te gaan van de relatieve massa van de emissies of de relatieve concentratie van de betrokken stof in het milieu.

11. Bij een relatieve weging op basis van de OH-reactiviteit komen een aantal maar lang niet alle belangrijke aspecten van de reacties in de atmosfeer waarbij in aanwezigheid van  $\text{NO}_x$  en zonlicht ozon wordt gevormd, aan bod. De door het SAPRC (State-wide Air Pollution Research Centre) toegepaste wegingen hebben betrekking op de situatie in Californië. Wegens verschillen tussen de kenmerkende omstandigheden waarvan wordt uitgegaan in de modellen voor de regio Los Angeles en die voor Europa, lopen de prognoses voor het gedrag van fotochemische, labiele VOS-typen, zoals aldehyde, sterk uiteen. De aan de hand van fotochemische modellen in Nederland, de Verenigde Staten van Amerika, het Verenigd Koninkrijk, Zweden en door het EMEP (MSC-W) berekende POCP's hebben betrekking op verschillende aspecten van het ozonprobleem in Europa.

12. Een aantal van deminder reactieve oplosmiddelen veroorzaakt andere problemen; zo zijn zij uiterst schadelijk voor de volksgezondheid, moeilijk te hanteren, persistent, en ook op andere hoogten schadelijk voor het milieu (b.v. in de troposfeer of in de stratosfeer). In veel gevallen is de beste beschikbare technologie om de emissie van oplosmiddelen terug te dringen de toepassing van systemen waarbij geen oplosmiddelen worden gebruikt.

13. Betrouwbare inventarisaties van de VOS-emissies zijn onmisbaar voor het uitstippelen van een renderend beleid voor VOS-beheersing, met name wanneer daarvoor het POCP als uitgangspunt wordt genomen. De gegevens inzake de nationale VOS-emissies moeten bijgevolg naar sector worden uitgesplitst, waarbij ten minste de richtsnoeren van het Uitvoerend Orgaan moeten worden gehanteerd. Ook moeten zij zoveel mogelijk worden aangevuld met informatie over de betrokken VOS-typen en de schommelingen van de emissies in de tijd. (Tabel 2 en 3.)

TABEL 1. — INDELING VAN VOS IN DRIE GROEPEN OP BASIS VAN HUN AANDEEL IN TIJDELIJK OPTREDENDE OZONVORMING

#### Belangrijk

Alkenen

Aromaten

Alcanen > C6 alkanen, behalve 2,3-dimethylpentaan

Aldehyden Alle aldehyden, behalve benzaldehyde

Biogene stoffen Isopreen

#### Minder belangrijk

Alcanen C3 - C5 alkanen en 2,3 dimethylpentaan

Ketonen Methylethylketon en methyl-t-butylketon

Alcoholen Ethanol

Esters Alle ester, behalve methylacetaat

#### Minst belangrijk

Alkanen Methaan en ethaan

Alkynen Acetyleen

Aromaten Benzeen

Aldehyden Benzaldehyde

Ketonen Aceton

Alcoholen Methanol

Esters Methylacetaat

Gechloroerde koolwaterstoffen Methylchloroform, methyleenchloride, trichloorethyleen en tetrachloorethyleen

TABEL 2. — PCOP VAN DE VERSCHILLENDE EMISSIESECTOREN EN HOEVEELHEID VOS VAN DE VERSCHILLENDE POCP-CATEGORIEËN IN MASSAPROCENT

Sector	PCOP per sector		Hoeveelheid VOS van de verschillende POCP-categorieën in massaprocent			
	Canada	U.K.	Meest belangrijk	Minder belangrijk	Minst belangrijk	Onbekend
Uitlaatgassen van voertuigen met bezinemotor	63	61	76	16	7	1
Uitlaatgassen van voertuigen met dieselmotor	60	59	38	19	3	39
Verdamping, afkomstig van voertuigen met benzinemotor	—	51	57	29	2	12
Andere vervoermiddelen	63	—	—	—	—	—
Stationaire verbranding	—	54	34	24	24	18
Gebruik van oplosmiddelen	42	40	49	26	21	3
Coating	48	51	—	—	—	—
Emmissies bij industriële processen	45	32	4	41	0	55
Industriële chemicalieën	70	63	—	—	—	—
Olieraffinage- en distributie	54	45	55	42	1	2
Aardgaslekken	—	19	24	8	66	2
Landbouw	—	40	—	—	100	—
Steenkoolwinning	—	0	—	—	100	—
Storten van huisvuil	—	0	—	—	100	—
Chemisch reinigen	29	—	—	—	—	—
Houtstook	55	—	—	—	—	—
Houtafvalstook	58	—	—	—	—	—
Levensmiddelenindustrie	—	37	—	—	—	—

TABEL 3. — VERGELIJKING TUSSEN WEGINGSFORMULES (ETHYLEEN = 100) VOOR 85 VOS

VOS	OH-Schaal	Canada op basis van massa	SAPRC MIR	V.K. POCP	V.K. variatie	Zweden		EMEP	LOTOS
						max. verschil	0-4 dagen		
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	[f]	[g]	[h]	[i]
Methaan	0. 1	-	0	0.7	0-3	-	-	-	-
Ethaan	3. 2	91. 2	2.7	8.2	2-30	17. 3	12. 6	5-24	6-25
Propaan	9. 3	100	6.2	42. 1	16-124	60. 4	50. 3	-	-
n-Butaan	15. 3	212	11. 7	41. 4	15-115	55. 4	46. 7	22-85	25-87
i-Butaan	14. 2	103	15. 7	31. 5	19-59	33. 1	41. 1	-	-
n-Petaan	19. 4	109	12. 1	40. 8	9-105	61. 2	29. 8	-	-
i-Petaan	18. 8	210	16. 2	29. 6	12-68	36. 0	31. 4	-	-
n-Hexaan	22. 5	71	11. 5	42. 1	10-151	78. 4	45. 2	-	-
2-Methylpentaan	22. 2	100	17. 0	52. 4	19-140	71. 2	52. 9	-	-
3-Methylpentaan	22. 6	47	17. 7	43. 1	11-125	64. 7	40. 9	-	-
2,2-Dimethylbutaan	10. 5	-	7.5	25. 1	12- 49	-	-	-	-
2,3-Dimethylbutaan	25. 0	-	13. 8	38. 4	25- 65	-	-	-	-
n-Heptaan	25. 3	41	9.4	52. 9	13-165	79. 1	51. 8	-	-
2-Methylhexaan	18. 4	21	17. 0	49. 2	11-159	-	-	-	-
3-Methylhexaan	18. 4	24	16. 0	49. 2	11-157	-	-	-	-
n-Octaan	26. 6	-	7.4	49. 3	12-151	69. 8	46. 1	-	-
2-Methylheptaan	26. 6	-	16. 0	46. 9	12-146	69. 1	45. 7	-	-
n-Nonaan	27. 4	-	6.2	46. 9	10-148	63. 3	35. 1	-	-
2-Methyloctaan	27. 3	-	13. 2	50. 5	12-147	66. 9	45. 4	-	-
n-Decaan	27. 6	-	5.3	46. 4	8-156	71. 9	42. 2	-	-
2-Methylnonaan	27. 9	-	11. 7	44. 8	8-153	71. 9	42. 3	-	-
n-Undecaan	29. 6	21	4.7	43. 6	8-144	66. 2	38. 6	-	-
n-Duodecaan	28. 4	-	4.3	41. 2	7-138	57. 6	31. 1	-	-
Methylcyclohexaan	35. 7	18	22. 3	-	-	40. 3	38. 6	-	-
Methyleenchloride	-	-	-	1	0- 3	0	0	-	-
Chloroform	-	-	-	-	-	0.7	0.4	-	-
Methylchloroform	-	-	-	0.1	0- 1	0.2	0.2	-	-

VOS	OH-Schaal	Canada op basis van massa	SAPRC MIR	V.K. POCP	V.K. variatie	Zweden		EMEP	LOTOS
						max. verschil	0-4 dagen		
						[f]	[g]		
[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	[f]	[g]	[h]	[i]	
Trichloorethyleen	-	-	-	6.6	1-13	8.6	11.1	-	-
Tetrachloorethyleen	-	-	-	0.5	0-2	1.4	1.4	-	-
Allylchloride	-	-	-	-	-	56.1	58.3	-	-
Methanol	10.9	-	7	12.3	9-21	16.5	21.3	-	-
Ethanol	25.5	-	15	26.8	4-89	44.6	22.5	9-58	20-71
i-Propanol	30.6	-	7	-	-	17.3	20.3	-	-
Butanol	38.9	-	30	-	-	65.5	21.4	-	-
i-Butanol	45.4	-	14	-	-	38.8	25.5	-	-
Ethyleenglycol	41.4	-	21	-	-	-	-	-	-
Propyleenglycol	55.2	-	18	-	-	-	-	-	-
Butaan-2-diol	-	-	-	-	-	28.8	6.6	-	-
Dimethylether	22.3	-	11	-	-	28.8	34.3	-	-
Methyl-t-butylether	11.1	-	8	-	-	-	-	-	-
Ethyl-t-butylether	25.2	-	26	-	-	-	-	-	-
Aceton	1.4	-	7	17.8	10-27	17.3	12.4	-	-
Methylethylketon	5.5	-	14	47.3	17-80	38.8	17.8	-	-
Methyl-i-butylketon	-	-	-	-	-	67.6	31.8	-	-
Methylacetaat	-	-	-	2.5	0-7	5.8	6.7	-	-
Ethylacetaat	-	-	-	21.8	11-56	29.5	29.4	-	-
i-Propylacetaat	-	-	-	21.5	14-36	-	-	-	-
n-Butylacetaat	-	-	-	32.3	14-91	43.9	32.0	-	-
i-Butylacetaat	-	-	-	33.2	21-59	28.8	35.3	-	-
Propyleenglycolmethylether	-	-	-	-	-	77.0	49.1	-	-
Propyleenglycolmethyletheracetaat	-	-	-	-	-	30.9	15.7	-	-



VOS	OH-Schaal	Canada op basis van massa	SAPRC MIR	V.K. POCP	V.K. variatie	Zweden		EMEP	LOTOS
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	max. verschil	0-4 dagen	[h]	[i]
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	[f]	[g]	[h]	[i]
Ethyleen	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Propyleen	217	44	125	103	75-163	73. 4	59. 9	69-138	55-120
1-Butleen	194	32	115	95. 9	57-185	79. 9	49. 5	-	-
2-Buteen	371	-	136	99. 2	82-157	78. 4	43. 6	-	-
1-Penteen	148	-	79	105.9	40-288	72. 7	42. 4	-	-
2-Penteen	327	-	79	93. 0	65-160	77. 0	38. 1	-	-
2-Methyl-1-buteen	300	-	70	77. 7	52-113	69. 1	18. 1	-	-
2-Methyl-2-buteen	431	24	93	77. 9	61-102	93. 5	45. 3	-	-
3-Methyl-1-buteen	158	-	79	89. 5	60-154	-	-	-	-
Isobuteen	318	50	77	64. 3	58- 76	79. 1	58. 0	-	-
Isopreen	515	-	121	-	-	53. 2	58. 3	-	-
Acetyleen	10. 4	82	6. 8	16. 8	10- 42	27. 3	36. 8	-	-
Benzeen	5. 7	71	5. 3	18. 9	11- 45	31. 7	40. 2	-	-
Tolueen	23. 4	218	34	56. 3	41- 83	44. 6	47. 0	-	-
o-Xyleen	48. 3	38	87	66. 6	41- 97	42. 4	16. 7	54-112	26- 67
m-Xyleen	80. 2	53	109	99. 3	78-135	58. 3	47. 4	-	-
p-Xyleen	49. 7	53	89	88. 8	63-180	61. 2	47. 2	-	-
Ethylbenzeen	25	32	36	59. 3	35-114	53. 2	50. 4	-	-
1,2,3-Trimethylbenzeen	89	-	11ç	117	76-175	69. 8	29. 2	-	-
1,2,4-Trimethylbenzeen	107	44	119	120	86-176	68. 3	33. 0	-	-
1,3,5-Trimethylbenzeen	159	-	140	115	74-174	69. 1	33. 0	-	-
o-Ethyltolueen	35	-	96	66. 8	31-130	59. 7	40. 8	-	-
m-Ethyltolueen	50	-	96	79. 4	41-140	62. 6	40. 1	-	-
p-Ethyltolueen	33	-	96	72. 5	36-135	62. 6	44. 3	-	-
n-Propylbenzeen	17	-	28	49. 2	25-110	51. 1	45. 4	-	-
i-Propylbenzeen	18	-	30	56. 5	35-105	51. 1	52. 3	-	-

VOS	OH-Schaal	Canada op basis van massa	SAPRC MIR	V.K. POCP	V.K. variatie	Zweden		EMEP	LOTOS
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	max. verschil	0-4 dagen	[h]	[i]
Formaldehyde	104	-	117	42. 1	22- 58	42. 4	26. 1	-	-
Acetaldehyde	128	-	72	52. 7	33- 122	53. 2	18. 6	-	-
Propionaldehyde	117	-	87	60. 3	28- 160	65. 5	17. 0	-	-
Butyraldehyde	124	-	-	56. 8	16- 160	64. 0	17. 1	-	-
i-Butyraldehyde	144	-	-	63. 1	38- 128	58. 3	30. 0	-	-
Valéraldehyde	112	-	-	68. 6	0- 268	61. 2	32. 1	-	-
Acroleïne	-	-	-	-	-	120. 1	82. 3	-	-
Benzaldehyde	43	-	-10	-33. 4	-82-(-12)	-	-	-	-

[a] Reactiecoëfficiënt OH + VOS gedeeld door het molecuulgewicht.

[b] VOS-concentraties in het milieu op 18 plaatsen in Canada, uitgedrukt in massa.

[c] Maximale incrementele reactiviteit op basis van scenario's voor Californië; Statewide Air Pollution Research Centre Los Angeles, U.S.A.

[d] Gemiddeld PCOP op basis van drie scenario's en over negen dagen; BRD-Ierland, Frankrijk-Zweden en VK.

[e] Variatie in POCP's, op basis van drie scenario's en over 11 dagen.

[f] PCOP, berekend voor één enkele bron in Zweden, dat een maximaal verschil in de ozonconcentratie veroorzaakt.

[g] PCOP voor één enkele bron in Zweden, berekend op basis van het gemiddelde verschil in deze ozonconcentratie over vier dagen.

[h] Variatie (5-95 percentiel) in het POCP, berekend voor het EMEP-raster.

[i] Variatie (20-80 percentiel) in het POCP, berekend voor het LOTOS-raster.

$$PCOP = \frac{(a : c)}{(b : d)} 100$$

Waarbij :

(a) = de verandering in de vorming van fotochemische oxidantia als gevolg van een verandering in een VOS-emissie

(b) = de geïntegreerde VOS-emissie tot dat tijdstip.

(c) = de verandering in de vorming van fotochemische oxidantia als gevolg van een verandering in ethyleenemissies.

(d) = de geïntegreerde ethyleenemissie tot dat tijdstip.

Het is een waarde die uit een model voor de fotochemische ozon wordt afgeleid door de vorming van fotochemische ozon zonder en in aanwezigheid van een bepaalde koolwaterstof te vergelijken. Het verschil in de ozonconcentratie tussen de twee scenario's geeft het aandeel van die VOS in de ozonvorming weer. concentrations d'ozone entre ces paires de calculs sur modèle constitue une mesure de la contribution de ce COV à la formation d'ozone.

PROTOCOL BIJ HET VERDRAG VAN 1979 BETREFFENDE GRENSOverschrijdende LUCHTVERONTREINIGING OVER LANGE AFSTAND, INZAKE DE BEHEERSING VAN EMISSIES VAN VLUCHTIGE ORGANISCHE STOFFEN OF HUN GRENSOverschrijdende STROMEN, EN MET DE BIJLAGEN I, II, III EN IV, ONDERTEKEND TE GENEVE OP 18 NOVEMBER 1991

LIJST MET DE GEBONDEN STATEN

STATEN	ONDERTEKENING	BEKRACHTING AANVAARDING (A) GOEDKEURING (AA) TOETREDING (a)	INWERKINGTREDING
BELGIE	19 november 1991	8 november 2000	6 februari 2001
BULGARIJE	19 november 1991	27 februari 1998	28 mei 1998
CANADA	19 november 1991		
DENEMARKEN	19 november 1991	21 mei 1996 (A)	29 september 1997
DUITSLAND	19 november 1991	8 december 1994	29 september 1997
ESTLAND		7 maart 2000 (a)	5 juni 2000
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN	2 april 1992		
FINLAND	19 november 1991	11 januari 1994 (A)	29 september 1997
FRANKRIJK	19 november 1991	12 juni 1997 (AA)	29 september 1997
GRIEKENLAND	19 november 1991		
HONGARIJE	19 november 1991	10 november 1995	29 september 1997
ITALIE	19 november 1991	30 juni 1995	29 september 1997
LIECHTENSTEIN	19 november 1991	24 maart 1994	29 september 1997
LUXEMBURG	19 november 1991	11 november 1993	29 september 1997
OOSTENRIJK	19 november 1991	23 augustus 1994	29 september 1997
TSJECHISCHE REPUBLIEK		1 juli 1997 (a)	29 september 1997
NEDERLAND	19 november 1991	29 september 1993 (A)	29 september 1997
NOORWEGEN	19 november 1991	7 januari 1993	29 september 1997
PORTUGAL	2 april 1992		
SLOVAKIJE		15 december 1999 (a)	15 maart 2000
SPANJE	19 november 1991	1 februari 1994	29 september 1997
ZWEDEN	19 november 1991	8 januari 1993	29 september 1997
ZWITSERLAND	19 november 1991	21 maart 1994	29 september 1997
OEKRAINE	19 november 1991		
VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITANNIE EN NOORD-IERLAND	19 november 1991	14 juni 1994	29 september 1997
VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA	19 november 1991		

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 2001 — 129

[2001/03007]

**19 DECEMBRE 2000.** — Arrêté royal portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au programme 18-60-1 du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000 et destiné à couvrir des dépenses de toute nature liées à l'adaptation de l'index, à la programmation sociale et aux recrutements

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1999 contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000, notamment l'article 2.18.11;

Vu la loi du 10 juillet 2000 contenant le premier ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 2000;

Vu la loi contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 2000;

Considérant qu'un crédit provisionnel de 494,9 millions de francs, destiné à couvrir des dépenses de toute nature liées à l'adaptation de l'index, à la programmation sociale et aux recrutements, est inscrit au programme 18-60-1 du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000;

Considérant que l'intervention de l'Etat et de certains organismes publics dans les frais de transport des membres du personnel fédéral, est majorée à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2000;

Considérant que les parties fixe et variable du pécule de vacances ont été majorées à partir de l'année 2000;

Considérant que certains crédits, ouverts au Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000, sont insuffisants pour couvrir les mesures précitées;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un montant de 43,9 millions de francs est prélevé du crédit provisionnel inscrit au programme 18-60-1 (allocation de base 10.01.03.28) du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000 et est réparti conformément au tableau ci-annexé.

Les montants figurant dans ce tableau sont rattachés aux crédits prévus pour l'année budgétaire 2000 aux programmes et allocations de base concernés.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre du Budget et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

ANNEXE

Articles légaux — Wettelijke artikels			Activités — Activiteiten	Allocations de base (et check digits) — Basisallocaties (en check digits)	Crédits non dissociés (en millions) — Niet-gesplitste kredieten (in miljoenen)
Départements — Departementen	Divisions — Afdelingen	Programmes — Programma's			
<u>Section 13 - Intérieur</u> <u>Sectie 13 - Binnenlandse Zaken</u>					
13	40	0	2	02.12.01 (75)	0,8
<u>Section 17 - Service général d'Appui policier et Gendarmerie</u> <u>Sectie 17 - Algemene Politiesteundienst en Rijkswacht</u>					

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 2001 — 129

[2001/03007]

**19 DECEMBER 2000.** — Koninklijk besluit houdende gedeeltelijke verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven in het programma 18-60-1 van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 en bestemd tot het dekken van allerhande uitgaven verbonden aan de indexaanpassing, de sociale programmatie en de aanwervingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1999 houdende de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000, inzonderheid op artikel 2.18.11;

Gelet op de wet van 10 juli 2000 houdende eerste aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2000;

Gelet op de wet houdende tweede aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2000;

Overwegende dat op het programma 18-60-1 van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 een provisioneel krediet is ingeschreven ten belope van 494,9 miljoen frank, bestemd tot het dekken van allerhande uitgaven verbonden aan de indexaanpassing, de sociale programmatie en de aanwervingen;

Overwegende dat de tegemoetkoming van de Staat en van sommige openbare instellingen in de vervoerskosten van de federale personeelsleden, vanaf 1 september 2000 wordt verhoogd;

Overwegende dat het vaste en het variabele gedeelte van het vakantiegeld vanaf het jaar 2000 werden verhoogd;

Overwegende dat sommige kredieten, geopend op de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000, ontoereikend zijn om de bovenvermelde maatregelen te dekken;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een bedrag van 43,9 miljoen frank wordt afgenomen van het provisioneel krediet ingeschreven op het programma 18-60-1 (basisallocatie 10.01.03.28) van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 en wordt verdeeld overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

De in de tabel vermelde bedragen worden gevoegd bij de kredieten welke onder de betrokken programma's en basisallocaties zijn uitgetrokken voor het begrotingsjaar 2000.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

BIJLAGE

Articles légaux — Wettelijke artikels			Activités — Activiteiten	Allocations de base (et check digits) — Basisallocaties (en check digits)	Crédits non dissociés (en millions) — Niet-gesplitste kredieten (in miljoenen)
Départements — Departementen	Divisions — Afdelingen	Programmes — Programma's			
17	40	0	1	01.11.03 (67)	0,1
17	40	0	1	01.11.04 (68)	0,6
17	50	0	1	01.11.03 (46)	0,9
17	50	0	1	01.11.04 (47)	0,2
17	50	0	1	01.11.13 (56)	3,9
17	50	0	6	06.12.01 (92)	0,3
17	50	0	6	06.12.26 (20)	2,0
17	50	1	0	10.11.03 (03)	0,1
17	50	1	2	12.11.03 (48)	17,0
17	50	1	2	12.11.04 (49)	0,7
17	50	1	3	13.11.03 (57)	0,8
17	50	2	1	21.11.03 (32)	0,4
17	50	3	0	30.11.03 (16)	0,1
17	50	3	2	32.11.03 (34)	0,5
17	50	3	3	33.11.03 (43)	1,5
17	50	3	3	33.11.04 (44)	0,1
17	50	3	4	34.11.03 (52)	0,2
17	50	3	4	34.11.04 (53)	0,1
17	50	3	5	35.11.03 (61)	0,1
17	50	4	1	41.11.03 (18)	1,8
17	50	4	1	41.11.04 (19)	0,1
17	50	4	2	42.11.03 (27)	1,4
17	50	4	2	42.11.04 (28)	1,2
17	50	4	3	43.11.03 (36)	0,2
17	50	4	3	43.11.04 (37)	0,1
Total Section 17 — Totaal Sectie 17					34,4
<u>Section 31 - Classes moyennes et Agriculture</u> <u>Sectie 31 - Middenstand en Landbouw</u>					
31	52	0	1	01.11.04 (11)	2,0
31	53	0	1	01.11.04 (38)	3,0
31	55	0	1	01.11.04 (92)	3,7
Total Section 31 — Totaal Sectie 31					8,7
Total général — Algemeen totaal					43,9

Vu pour être annexé à notre arrêté du 19 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

Le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS



F. 2001 — 130

[2001/03005]

**19 DECEMBRE 2000.** — Arrêté royal portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au programme 18-60-1 du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000 et destiné à couvrir des dépenses de toute nature découlant de la modification de l'indice des prix à la consommation

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1999 contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000, notamment l'article 2.18.11;

Vu la loi du 10 juillet 2000 contenant le premier ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 2000;

Vu la loi contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 2000;

Considérant qu'un crédit provisionnel de 1 704,0 millions de francs, destiné à couvrir des dépenses de toute nature découlant de la modification de l'indice des prix à la consommation, est inscrit au programme 18-60-1 du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000;

Considérant que certains crédits, ouverts au Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000, sont insuffisants pour couvrir l'incidence de l'augmentation plus importante que prévue de l'indice des prix à la consommation;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un montant de 1 503,2 millions de francs est prélevé du crédit provisionnel inscrit au programme 18-60-1 (allocation de base 10.01.05.30) du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000 et est réparti conformément au tableau ci-annexé.

Les montants figurant dans ce tableau sont rattachés aux crédits prévus pour l'année budgétaire 2000 aux programmes et allocations de base concernés.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre du Budget et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

N. 2001 — 130

[2001/03005]

**19 DECEMBER 2000.** — Koninklijk besluit houdende gedeeltelijke verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven in het programma 18-60-1 van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 en bestemd tot het dekken van allerhande uitgaven voortvloeiend uit de wijziging van het indexcijfer van de consumptieprijzen

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1999 houdende de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000, inzonderheid op artikel 2.18.11;

Gelet op de wet van 10 juli 2000 houdende eerste aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2000;

Gelet op de wet houdende tweede aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2000;

Overwegende dat op het programma 18-60-1 van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 een provisioneel krediet is ingeschreven ten belope van 1 704,0 miljoen frank, bestemd tot het dekken van allerhande uitgaven voortvloeiend uit de wijziging van het indexcijfer van de consumptieprijzen;

Overwegende dat sommige kredieten, geopend op de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000, ontoereikend zijn om de weerslag te dekken van de grotere dan voorziene verhoging van het indexcijfer van de consumptieprijzen;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een bedrag van 1 503,2 miljoen frank wordt afgenomen van het provisioneel krediet ingeschreven op het programma 18-60-1 (basisallocatie 10.01.05.30) van de Algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2000 en wordt verdeeld overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

De in de tabel vermelde bedragen worden gevoegd bij de kredieten welke onder de betrokken programma's en basisallocaties zijn uitgetrokken voor het begrotingsjaar 2000.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Annexe			Bijlage		
Articles légaux — Wettelijke artikels			Activités — Activiteiten	Allocations de base (et check digits) — Basisallocaties (en check digits)	Crédits non dissociés (en millions) — Niet-gesplitste kredieten (in miljoenen)
Départements — Departementen	Divisions — Afdelingen	Programmes — Programma's			
Section 17. — Service général d'Appui policier et Gendarmerie					
Sectie 17. — Algemene Politiesteundienst en Rijkswacht					
17	40	0	1	01.11.03 (67)	0,4
17	40	0	1	01.11.04 (68)	0,4
17	50	0	6	06.12.01 (92)	0,5
17	50	1	0	10.11.03 (30)	0,8
17	50	1	0	10.11.04 (31)	0,1
17	50	1	2	12.11.03 (48)	92,6
17	50	1	2	12.11.04 (49)	2,5
17	50	1	3	13.11.03 (57)	7,2
17	50	1	3	13.11.04 (58)	0,1
17	50	2	1	21.11.03 (32)	1,8
17	50	2	1	21.11.04 (33)	0,2
17	50	3	0	30.11.03 (16)	0,6
17	50	3	1	31.11.03 (25)	0,2
17	50	3	2	32.11.03 (34)	3,0
17	50	3	3	33.11.03 (43)	7,4
17	50	3	3	33.11.04 (44)	0,3
17	50	3	4	34.11.03 (52)	0,9
17	50	3	4	34.11.04 (53)	0,4
17	50	3	5	35.11.03 (61)	0,3
17	50	4	0	40.11.03 (09)	0,3
17	50	4	1	41.11.03 (18)	8,1
17	50	4	1	41.11.04 (19)	0,5
17	50	4	2	42.11.03 (27)	6,6
17	50	4	2	42.11.04 (28)	4,0
17	50	4	3	43.11.03 (36)	1,0
17	50	4	3	43.11.04 (37)	0,2
17	60	0	1	01.11.03 (25)	0,2
Total Section 17 — Totaal Sectie 17					140,6

Articles légaux — Wettelijke artikels			Activités — Activiteiten	Allocations de base (et check digits) — Basisallocaties (en check digits)	Crédits non dissociés (en millions) — Niet-gesplitste kredieten (in miljoenen)
Départements — Departementen	Divisions — Afdelingen	Programmes — Programma's			
Section 21. — Pensions					
Sectie 21. — Pensioenen					
21	51	1	0	10.11.01 (57)	328,0
21	51	1	0	10.11.02 (58)	6,8
21	51	1	0	10.11.03 (59)	202,1
21	51	1	0	10.31.01 (20)	1,0
21	51	1	0	10.32.02 (24)	1,8

Articles légaux — Wettelijke artikels			Activités — Activiteiten	Allocations de base (et check digits) — Basisallocaties (en check digits)	Crédits non dissociés (en millions) — Niet-gesplitste kredieten (in miljoenen)
Départements — Departementen	Divisions — Afdelingen	Programmes — Programma's			
21	51	1	0	10.34.01 (29)	68,8
21	51	1	0	10.34.02 (30)	3,2
21	51	1	0	10.34.21 (49)	9,9
21	51	1	2	12.34.23 (69)	7,2
21	51	1	0	10;43;01 (56)	125,9
21	51	1	0	10.44.01 (59)	257,1
21	51	2	0	20.11.21 (70)	3,0
21	51	2	0	20.11.22 (71)	8,2
21	51	2	0	20.34.02 (23)	0,3
21	51	2	0	20.34.03 (24)	38,0
21	52	5	0	50.34.08 (35)	262,0
Total section 21 — Totaal Sectie 21					1 323,3
Section 26. — Affaires sociales, Santé publique et Environnement Sectie 26. — Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu					
26	40	0	1	01.11.03 (23)	14,5
Section 33. — Classes moyennes et Agriculture Sectie 31. — Middenstand en Landbouw					
31	54	0	1	01.11.04 (65)	10,6
31	56	3	1	31.11.04 (01)	13,7
31	57	0	1	01.11.04 (49)	0,5
Total section 31 — Totaal Sectie 31					24,8
Total général — Algemeen totaal					1 503,2

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE  
Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE  
De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

MINISTERE DES FINANCES ET MINISTERE DES AFFAIRES  
ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COO-  
PERATION INTERNATIONALE

F. 2001 — 131 (2000 — 1334) [2000/03804]

14 MAI 2000. — Arrêté royal relatif à la souscription de la Belgique à l'augmentation générale du capital de l'Agence multilatérale de garantie des investissements. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 109 du 3 juin 2000, dans le texte néerlandais :

— page 18995, à l'article 1<sup>er</sup>, il y a lieu de lire « op 29 maart 1999 » au lieu de « op 5 april 1999 ».

Au *Moniteur belge* n° 109 du 3 juin 2000, dans le texte français :

— page 18995, à l'article 1<sup>er</sup>, il y a lieu de lire « le 29 mars 1999 » au lieu de « le 5 avril 1999 ».

MINISTERIE VAN FINANCIEN EN MINISTERIE VAN BUITEN-  
LANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN INTERNATIO-  
NALE SAMENWERKING

N. 2001 — 131 (2000 — 1334) [2000/03804]

14 MEI 2000. — Koninklijk besluit betreffende de inschrijving van België op de algemene kapitaalverhoging van het Multilateraal Agentschap voor Investeringsgarantie. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr 109 van 3 juni 2000, in de Nederlandse tekst :

— bl. 18995, in artikel 1, dient gelezen te worden « op 29 maart 1999 » in plaats van « op 5 april 1999 »

In het *Belgisch Staatsblad* nr 109 van 3 juni 2000, in de Franse tekst :

— bl. 18995, in artikel 1, dient gelezen te worden « le 29 mars 1999 » in plaats van « le 5 avril 1999 ».

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 2001 — 132 [S - C - 2001/03006]

**20 DECEMBRE 2000.** — Arrêté royal portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au programme 19-40-3 du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000 et destiné à couvrir les dépenses liées à l'octroi d'une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1999 contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000, notamment l'article 2.19.7;

Vu la loi du 10 juillet 2000 contenant le premier ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 2000;

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1999 accordant une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics, modifié par l'arrêté royal du 12 août 2000;

Considérant qu'un crédit non dissocié provisionnel de 31,5 millions de francs, destiné à couvrir des dépenses liées à l'octroi d'une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics, est inscrit au programme 19-40-3 du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000;

Considérant que ce crédit est ramené à 20 663 090 FB, compte tenu du prélèvement d'un montant de 10 836 910 FB;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un crédit non dissocié d'un montant de 2 533 165 FB est prélevé du crédit provisionnel inscrit au programme 19-40-3 (allocation de base 31.01.01) du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000 et est réparti conformément au tableau ci-annexé.

Les montants figurant dans ce tableau sont rattachés aux crédits prévus pour l'année budgétaire 2000 aux programmes et allocations de base concernés.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre du Budget, Notre Ministre de la Fonction publique et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Fonction publique  
et de la Modernisation de l'Administration,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

MINISTERIE VAN FINANCIËN  
EN MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 2001 — 132 [S - C - 2001/03006]

**20 DECEMBER 2000.** — Koninklijk besluit houdende gedeeltelijke verdeling van de provisionele kredieten ingeschreven in het programma 19-40-3 van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 en bestemd tot dekking van de uitgaven verbonden aan de toekenning van een toelage aan de personeelsleden belast met het ontwikkelen van projecten in sommige overheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1999 houdende de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000, inzonderheid op artikel 2.19.7;

Gelet op de wet van 10 juli 2000 houdende eerste aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 oktober 1999 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden belast met het ontwikkelen van projecten in sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 augustus 2000;

Overwegende dat op het programma 19-40-3 van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 een niet-gesplitst provisioneel krediet is ingeschreven ten belope van 31,5 miljoen frank, bestemd tot het dekking van de uitgaven verbonden aan de toekenning van een toelage aan de personeelsleden belast met het ontwikkelen van projecten in sommige overheidsdiensten;

Overwegende dat dit krediet wordt teruggebracht tot 20 663 090 BEF, rekening houdend met de voorafnemings van een bedrag van 10 836 910 BEF;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Ambtenarenzaken en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een niet-gesplitst krediet ten belope van 2 533 165 BEF wordt afgenomen van het provisioneel krediet ingeschreven op het programma 19-40-3 (basisallocatie 31.01.01) van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 en wordt verdeeld overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

De in de tabel vermelde bedragen worden gevoegd bij de kredieten welke onder de betrokken programma's en basisallocaties zijn uitgetrokken voor het begrotingsjaar 2000.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Ambtenarenzaken en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken  
en Modernisering van de Openbare Besturen,  
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Articles légaux — Wettelijke artikels			Projets Projecten	Crédits non dissociés (en francs) — Niet-gesplitste kredieten (in frank)	Activités — Activiteiten	Allocations de base et check digits) — Basisallocaties (en check digits)
Départements — Departementen	Divisions — Afdelingen	Programmes — Programma's				
26	53	0	— Rémunérations et allocations généralement quelconques : personnel autre que statutaire  — Bezoldigingen en allerhande toelagen : ander dan statutair personeel	265 616	1	01.1104 (84)
26	59	1	— Subside Institut National des Invalides de Guerre  — Toelage Nationaal Instituut voor Oorlogsinvaliden	1 821 533	2	12.41.35 (78)
33	40	0	— Rémunérations et allocations généralement quelconques : personnel statutaire définitif et stagiaire  — Bezoldigingen en allerhande toelagen : vast en stagedoend statutair personeel	173 772	1	01.1103 (75)
33	56	0	— Rémunérations et allocations généralement quelconques : personnel statutaire définitif et stagiaire  — Bezoldigingen en allerhande toelagen : vast en stagedoend statutair personeel	272 244	1	01.1103 (22)
			Total — Totaal	2 533 165		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 décembre 2000.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Fonction publique et  
de la Modernisation de l'Administration,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 december 2000.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken en  
Modernisering van de Openbare Besturen,  
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 2001 — 133

[2001/22000]

**12 DECEMBRE 2000.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1980 désignant les fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'application de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux et de ses arrêtés d'exécution

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, notamment l'article 7 remplacé par la loi du 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 30 septembre 1980 désignant les fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'application de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux et de ses arrêtés d'exécution, modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1992;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de Sécurité sociale du 14 février 1997;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 5 février 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 2001 — 133

[2001/22000]

**12 DECEMBER 2000.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 september 1980 tot aanwijzing van de ambtenaren en beambten belast met het toezicht op de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten en op de uitvoeringsbesluiten ervan

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, inzonderheid op artikel 7 vervangen bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 september 1980 tot aanwijzing van de ambtenaren en beambten belast met het toezicht op de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten en op de uitvoeringsbesluiten ervan, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 1992;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van 14 februari 1997;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 5 februari 1999 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;



Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 juin 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Economie;

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 septembre 1980 désignant les fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'application de l'arrêté royal n°5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux et de ses arrêtés d'exécution, modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1992, est complété comme suit :

"8° les inspecteurs sociaux et les contrôleurs sociaux de l'Office national de Sécurité sociale."

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Economie, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX  
Le Ministre des Affaires sociales,  
F. VANDENBROUCKE  
Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juni 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Economie;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 september 1980 tot aanwijzing van de ambtenaren en beambten belast met het toezicht op de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten en op de uitvoeringsbesluiten ervan, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 1992, wordt als volgt aangevuld :

"8° de sociaal inspecteurs en sociaal controleurs van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid."

**Art. 2.** Onze Minister van Tewerkstelling, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX  
De Minister van Sociale zaken,  
F. VANDENBROUCKE  
De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2001 — 134 [C — 2000/12326]

**26 AVRIL 2000.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 30 juin 1999, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, relative à la fixation de certaines conditions de travail pour l'industrie transformatrice de matières plastiques de la province de Limbourg (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie chimique;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 30 juin 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, relative à la fixation de certaines conditions de travail pour l'industrie transformatrice de matières plastiques de la province de Limbourg.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2001 — 134 [C — 2000/12326]

**26 APRIL 2000.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende de vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden voor de kunststofverwerkende nijverheid van de provincie Limburg (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende de vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden voor de kunststofverwerkende nijverheid van de provincie Limburg.

**Art. 2.** Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 april 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

## Annexe

**Commission paritaire de l'industrie chimique***Convention collective de travail du 30 juin 1999*

Fixation de certaines conditions de travail pour l'industrie transformatrice de matières plastiques de la province de Limbourg (Convention enregistrée le 26 juillet 1999 sous le numéro 51595/COF/116)

## Champ d'application

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises situées dans la province de Limbourg et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie chimique du chef de leur activité dans la transformation de matières plastiques.

Par ouvriers, on entend les ouvriers et les ouvrières.

## Disposition générale

Art. 2. La présente convention collective de travail ne porte aucun préjudice aux conventions collectives de travail générales conclues au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique. La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 et de l'accord national relatif à l'évolution du coût salarial, à la formation permanente et à l'emploi conclu le 3 février 1999 au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique et de la section IV du chapitre II de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses ainsi que l'arrêté royal du 4 juin 1999 déterminant les conditions de forme auxquelles doivent satisfaire la convention collective de travail et l'accord relatifs à la formation et l'emploi ainsi que la procédure de consultation des travailleurs à respecter en cas d'établissement d'un accord relatif à la formation et l'emploi.

## Sécurité d'emploi

Art. 3. Pendant la durée de validité de la présente convention collective de travail, les employeurs mettront tout en oeuvre pour éviter des licenciements pour raisons économiques. Les problèmes éventuels à ce sujet seront réglés, en premier lieu, par l'instauration d'un régime de chômage partiel, et ce durant une période déterminée.

Cette période est déterminée comme suit :

- l'employeur communique le nombre d'emplois menacés;
- cette communication est adressée aux représentants des organisations syndicales;
- l'employeur ne peut pas procéder à un licenciement avant que l'entreprise ait eu recours à un certain nombre de jours de chômage pour raisons économiques.

Ce nombre de jours est égal au nombre d'emplois menacés multiplié par 30.

Durant cette période, les parties examineront les mesures qui pourraient être prises en vue d'atténuer pour les ouvriers les inconvénients de ces licenciements, par exemple : prépension, redistribution du travail, interruption de carrière, application de la loi sur le travail temporaire et le travail intérimaire, réduction des heures supplémentaires.

Si l'employeur ne suit pas cette procédure lors de licenciements pour raisons économiques, le délai de préavis légal ou l'indemnité légale de préavis sera augmenté de moitié.

En cas de licenciements pour raisons économiques, il est octroyé, en plus de l'allocation de chômage, une indemnité complémentaire de sécurité d'existence, égale à la différence entre l'allocation de chômage perçue et le salaire net, et ce pendant la période mentionnée ci-après, en fonction du nombre d'années de services dans l'entreprise :

- de 5 à 9 ans de services : 4 semaines, à partir de la fin de la période de préavis ou de la période couverte par l'indemnité de rupture;
- de 10 à 14 ans de services : 8 semaines, comme indiqué ci-avant;
- à partir de 15 ans de services : 12 semaines, comme indiqué ci-avant.

## Bijlage

**Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid***Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 1999*

Vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden voor de kunststofverwerkende nijverheid van de provincie Limburg (Overeenkomst geregistreerd op 26 juli 1999 onder het nummer 51595/COF/116)

## Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen die gelegen zijn in de provincie Limburg en ressorteren onder het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid uit hoofde van hun bedrijvigheid inzake verwerking van kunststoffen.

Onder arbeiders verstaat men de arbeiders en arbeidsters.

## Algemene bepaling

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet generlei afbreuk aan de algemene collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 en het nationaal akkoord betreffende loonkostontwikkeling, permanente vorming en tewerkstelling gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid van 3 februari 1999 en van sectie IV, hoofdstuk II van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgische actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen en van het koninklijk besluit van 4 juni 1999 houdende de vormvoorwaarden waaraan de collectieve arbeidsovereenkomst en het akkoord betreffende vorming en tewerkstelling dienen te voldoen, alsook de procedure tot raadpleging van de werknemers die in acht dient genomen te worden bij de sluiting van een akkoord betreffende vorming en tewerkstelling.

## Werkzekerheid

Art. 3. Tijdens de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst stellen de werkgevers alles in het werk om ontslag wegens economische redenen te vermijden. Eventuele problemen in dit verband worden vooreerst opgevangen door het invoeren van een regeling gedeeltelijke werkloosheid, gedurende een bepaalde periode.

Deze periode wordt als volgt bepaald :

- de werkgever deelt mee hoeveel arbeidsplaatsen bedreigd zijn;
- deze mededeling gebeurt aan de vertegenwoordigers van de vakorganisaties;
- de werkgever kan niet tot ontslag overgaan voordat een aantal dagen economische werkloosheid in de onderneming hebben plaatsgevonden.

Dit aantal dagen is gelijk aan het aantal bedreigde arbeidsplaatsen vermenigvuldigd met 30.

Tijdens deze periode zullen de partijen de maatregelen onderzoeken die zouden kunnen genomen worden om de nadelen van deze ontslagen ten aanzien van de arbeiders te milderen, bij voorbeeld : brugpensioen, werkverdeling, loopbaanonderbreking, wijze van toepassing van de wet betreffende tijdelijke arbeid en uitzendarbeid, vermindering van overuren.

Indien bij ontslagen om economische redenen de werkgever deze procedure niet volgt, wordt de wettelijke opzeggingstermijn of wettelijke opzeggingsvergoeding met de helft vermeerderd.

Bij ontslag om economische redenen wordt er bovenop de uitgekeerde werkloosheidsvergoeding een aanvullende bestaanszekerheidsvergoeding toegekend à rato van het verschil tussen de ontvangen werkloosheidsvergoeding en het nettoloon, en dit gedurende de duurtijd hierna, volgens het aantal dienstjaren in de onderneming :

- van 5 tot 9 dienstjaren : 4 weken vanaf het einde van de opzeggingsperiode of van de periode gedekt door de verbrekingsvergoeding;
- van 10 tot 14 dienstjaren : 8 weken zoals hiervoor gemeld;
- vanaf 15 dienstjaren : 12 weken zoals hiervoor vermeld.

## Pouvoir d'achat

Art. 4. Les salaires de base effectivement payés (régime 40 heures/semaine) seront augmentés de 6 F l'heure à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 et de 5 F l'heure à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Ceci vaut également pour le salaire de référence, qui est fixé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 à 360,75 F l'heure.

Les salaires horaires minimaux dans le régime de 40 heures semaine sont fixés comme suit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 :

— les personnes chargées de l'entretien et du nettoyage des locaux ainsi que celles qui s'occupent de l'emballage des produits : 329,45 F l'heure;

— autres fonctions : 350,20 F l'heure.

L'augmentation de 6 F l'heure au 1<sup>er</sup> janvier 1999 est comprise dans ces montants.

Les montants fixés aux alinéas 2 et 3 ci-dessus sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 18 mars 1998 conclue en Commission paritaire de l'industrie chimique relative à la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation.

Les mêmes montants correspondent à l'indice pivot 102,33 en base 1996 = 100.

## Primes pour travail en équipes successives

Art. 5. Les montants des primes pour travail en équipes, seulement pour les équipes successives, restent fixés, pour les équipes de jour, à 6,60 p.c. du salaire de référence et pour les équipes de nuit à 20,60 p.c. du salaire de référence, tel que fixé à l'article 4, alinéa 2, ci-dessus.

Si le calcul s'effectue par heure, il se fait jusqu'à la troisième décimale et, comme d'usage pour l'arrondi, tombe tout ce qui se trouve après la deuxième décimale. De ce fait, les primes d'équipes exprimées en F seront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 :

— équipes du matin et de l'après-midi : 23,80 F l'heure;

— équipes de nuit : 74,31 F l'heure.

Les primes d'équipes exprimées en F seront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, augmentées comme suit :

— équipes du matin et de l'après-midi : + 0,33 F l'heure;

— équipes de nuit : + 1,03 F l'heure

## Jour de carence

Art. 6. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000, le salaire sera octroyé par l'entreprise pour le premier jour de carence en cas d'incapacité de travail résultant de maladie ou d'accident, une fois par an et par ouvrier(e). Cette disposition est instaurée à l'essai et sera évaluée. La prorogation de cet avantage dans une convention collective de travail ultérieure ne pourra survenir que si le taux d'absence pour maladie en l'an 2000 n'augmente pas par rapport à la moyenne du taux de maladie observé dans les années 1997-1998.

## Mesures de partage du travail

## Interruption complète de carrière

Art. 7. Pour la durée de la présente convention collective de travail est octroyé le droit à l'interruption complète de carrière.

## Début de l'interruption de carrière à mi-temps avant l'âge de 50 ans

Art. 8. Pour la durée de la présente convention collective de travail, la possibilité de l'interruption de carrière à mi-temps dans le cadre de la loi du 22 janvier 1985 est offerte, sous réserve de tenir compte de la bonne organisation du travail et de la possibilité de remplacement dans la fonction concernée. Les employeurs examineront avec bienveillance les demandes. Les ouvriers de moins de 50 ans, qui ont bénéficié d'une interruption de carrière à mi-temps (loi du 22 janvier 1985) de manière permanente pendant deux ans, ont droit, à partir de la troisième année, à une indemnité de sécurité d'existence à charge de l'employeur, pendant 36 mois maximum d'interruption de carrière permanente à mi-temps. Cette indemnité est fixée à 2000 F par mois.

## Koopkracht

Art. 4. De werkelijk betaalde basisurlonen (stelsel 40 uren/week) worden verhoogd met 6 F per uur vanaf 1 januari 1999 en met 5 F per uur vanaf 1 januari 2000.

Dit geldt eveneens voor het referentieloon dat vanaf 1 januari 1999 vastgesteld is op 360,75 F per uur.

De minimumuurlonen worden vanaf 1 januari 1999 in het 40-urenstelsel als volgt samengesteld :

— personen die instaan voor het onderhoud en reinigen van lokalen alsmede deze die gelast zijn met het inpakken van producten : 329,45 F per uur;

— andere functies : 350,20 F per uur.

Hierin is de verhoging met 6 F per uur op 1 januari 1999 inbegrepen.

De bedragen bepaald in alinea 2 en 3 hierboven zijn gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 maart 1998, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Dezelfde bedragen stemmen overeen met het spilindexcijfer 102,33 op basis 1996 = 100.

## Premies voor werk in opeenvolgende ploegen

Art. 5. De bedragen van de premies voor werk in ploegen, enkel in opeenvolgende ploegen, blijven behouden, voor de dagploegen op 6,60 pct. van het referentieloon en voor de nachtploegen op 20,60 pct. van het referentieloon zoals bepaald in artikel 4, alinea 2, hierboven.

Indien de berekening per uur geschiedt, gebeurt deze tot op de derde decimaal en, zoals gebruikelijk voor de afronding, vervalt alles wat na de tweede decimaal komt. Hierdoor worden de ploegenpremies uitgedrukt in F, vanaf 1 januari 1999 :

— morgen- en middagploeg : 23,80 F per uur;

— nachtploeg : 74,31 F per uur.

De ploegenpremies uitgedrukt in F, worden vanaf 1 januari 2000 :

— morgen- en middagploeg : + 0,33 F per uur;

— nachtploeg : + 1,03 F per uur.

## Carentiedag

Art. 6. Vanaf 1 januari 2000 zal op de eerste carentiedag bij arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval per jaar per arbeid(st)er door de onderneming het loon toegekend worden. Deze regeling is op proef en zal geëvalueerd worden. Een voortzetting van dit voordeel in een volgende collectieve arbeidsovereenkomst is enkel mogelijk indien het ziektecijfer in het jaar 2000 niet stijgt in vergelijking met het gemiddeld ziektecijfer van de jaren 1997-1998.

## Arbeidsherverdelende maatregelen

## Volledige loopbaanonderbreking

Art. 7. Voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt het recht toegekend op volledige loopbaanonderbreking.

## Aanvang halfzijdse loopbaanonderbreking onder de 50 jaar

Art. 8. Voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt de mogelijkheid tot halfzijdse loopbaanonderbreking in het raam van de wet van 22 januari 1985 geboden, mits rekening te houden met de goede werkorganisatie en de mogelijkheid tot vervanging in de getroffen functie. De werkgevers zullen de aanvragen welwillend onderzoeken. Arbeiders, jonger dan 50 jaar, die halfzijdse loopbaanonderbreking (wet 22 januari 1985) op bestendige wijze genoten hebben gedurende twee jaar, hebben vanaf het derde jaar recht op een bestaanszekerheidsvergoeding ten laste van de werkgever gedurende ten hoogste 36 maanden bestendige halfzijdse loopbaanonderbreking. De vergoeding bedraagt 2 000 F per maand.

A partir du 25ème mois d'interruption de carrière à mi-temps, cette indemnité est réduite de toutes les primes supplémentaires possibles, qui n'existaient pas lors de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, versées par quelque autorité que ce soit.

Les ouvriers qui, sur base de la législation existante lors de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, bénéficiaient déjà d'une interruption de carrière à mi-temps de 60 mois, et qui reçoivent l'autorisation de l'employeur de continuer ou de reprendre le travail à mi-temps, ont droit, durant les 36 premiers mois de la nouvelle période à une indemnité de sécurité d'existence de 2000 F par mois. Ce droit n'est valable qu'une seule fois durant la carrière en tant que salarié de l'intéressé.

#### Début de l'interruption de carrière à mi-temps entre l'âge de 50 et celui de 55 ans

Art. 9. Pour la durée de la présente convention collective de travail, la possibilité de l'interruption de carrière à mi-temps dans le cadre de la loi du 22 janvier 1985 est offerte à l'ouvrier à temps plein à partir de l'âge de 50 ans, sous réserve de tenir compte de la bonne organisation du travail et de la possibilité de remplacement dans la fonction concernée. En cas de refus, l'employeur en communiquera les motifs à la délégation syndicale.

Dans le cas d'une interruption de carrière à mi-temps qui débute entre 50 et 55 ans, l'employeur paiera à l'ouvrier concerné, à partir du 25ème mois de l'interruption de carrière à mi-temps, une indemnité de sécurité d'existence. Cette indemnité s'élève à 2000 F par mois et est payée jusqu'au moment du départ en prépension ou de l'arrivée à l'âge de la pension légale de retraite.

Si l'ouvrier concerné prouve qu'il ne peut recevoir aucune prime, versée par quelque autorité que ce soit, entre le début et le 25e mois de l'interruption de carrière à mi-temps, l'employeur paiera à l'ouvrier concerné l'indemnité de sécurité d'existence de 2000 F précitée, dès le début de l'interruption mais au plus tôt à partir de l'âge de 52 ans.

#### Début de l'interruption de carrière à mi-temps à partir de 55 ans et plus

Art. 10. A partir de 55 ans, l'ouvrier en interruption de carrière à mi-temps a droit à une indemnité de sécurité d'existence à charge de l'employeur. L'indemnité s'élève à 2000 F par mois et est payée jusqu'au moment du départ en prépension ou de l'arrivée à l'âge de la pension légale de retraite.

Cette indemnité est réduite de toutes les primes supplémentaires possibles, qui n'existaient pas lors de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, versées par quelque autorité que ce soit à partir du 25e mois de l'interruption de carrière à mi-temps.

#### Travail à temps partiel (4/5èmes)

Art. 11. Pour la durée de la présente convention collective de travail, la possibilité du travail à temps partiel dans un régime de 4/5èmes est prévue, pourvu qu'elle soit organisable. En cas de refus, l'employeur en communiquera les motifs à la délégation syndicale.

#### Prépension - convention collective de travail n° 17 du Conseil national du travail

Art. 12. Le droit à la prépension à partir de l'âge de 58 ans est prorogé pour la durée de la présente convention collective de travail. Les procédures et modalités en la matière sont celles prévues par la convention collective de travail n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au Conseil national du travail.

Deze vergoeding wordt verminderd met mogelijke extra premies, uitgekeerd door eender welke overheid vanaf de 25e maand van de halftijdse loopbaanonderbreking die bij het in voege treden van deze collectieve arbeidsovereenkomst nog niet bestonden.

De arbeiders die, op grond van de wetgeving bestaande bij het in voege treden van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst, reeds een halftijdse loopbaanonderbreking genoten van 60 maanden, en die van de werkgever toestemming ontvangen om verder of opnieuw halftijds te werken hebben recht, gedurende de eerste 36 maanden van de nieuwe periode op een bestaanszekerheidsvergoeding van 2 000 F per maand. Dit recht geldt slechts éénmaal tijdens de loopbaan in loondienst van de betrokkene.

#### Aanvang halftijdse loopbaanonderbreking tussen 50 en 55 jaar

Art. 9. Voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt de mogelijkheid tot halftijdse loopbaanonderbreking in het raam van de wet van 22 januari 1985 vanaf de leeftijd van 50 jaar geboden aan de voltijdse arbeider, mits rekening te houden met de goede werkorganisatie en de mogelijkheid tot vervanging in de betroffen functie. Bij weigering zal de werkgever de redenen meedelen aan de syndicale delegatie.

Bij een halftijdse loopbaanonderbreking die aanvangt tussen 50 en 55 jaar zal de werkgever aan de betrokken arbeider vanaf de 25e maand van de halftijdse loopbaanonderbreking een bestaanszekerheidsvergoeding van 2 000 F per maand betalen tot op het ogenblik van het opnemen van het brugpensioen of tot het bereiken van de leeftijd van het wettelijk rustpensioen.

Indien de betrokken arbeider aantoonbaar dat hij geen premies kan ontvangen, uitgekeerd door eender welke overheid in de periode tussen de aanvang en de 25e maand van de halftijdse loopbaanonderbreking, zal de werkgever aan de betrokken arbeider hogervermelde maandelijkse bestaanszekerheidsvergoeding van 2 000 F reeds betalen vanaf de aanvang, maar ten vroegste vanaf 52 jaar.

#### Aanvang halftijdse loopbaanonderbreking vanaf 55 jaar en meer

Art. 10. Vanaf 55 jaar heeft de arbeider in een halftijdse loopbaanonderbreking recht op een bestaanszekerheidsvergoeding ten laste van de werkgever. De vergoeding bedraagt 2000 F per maand en wordt betaald tot op het ogenblik van het opnemen van het brugpensioen of tot het bereiken van de leeftijd van het wettelijk rustpensioen.

Deze vergoeding wordt verminderd met mogelijke extra premies, uitgekeerd door eender welke overheid vanaf de 25e maand van de halftijdse loopbaanonderbreking, die bij het in voege treden van deze collectieve arbeidsovereenkomst nog niet bestonden.

#### Deeltijdse arbeid (4/5e)

Art. 11. Voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt de mogelijkheid tot deeltijdse arbeid voorzien in een 4/5e-regeling op voorwaarde dat het organiseerbaar is. Bij weigering zal de werkgever de redenen meedelen aan de syndicale delegatie.

#### Brugpensioen - collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad

Art. 12. Voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt het recht op volledig brugpensioen vanaf 58 jaar verlengd. De procedures en modaliteiten terzake zijn deze die door collectieve arbeidsovereenkomst nr 17, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974, voorzien zijn.



Art. 13. Le droit à la prépension, est prorogé pour la durée de la présente convention collective de travail, en application de l'accord national conclu le 3 février 1999 au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique et de la convention collective de travail sectorielle conclue le 20 avril 1999 en Commission paritaire de l'industrie chimique, pour les ouvriers qui :

1° ont atteint l'âge de 56 ans ou plus, ou l'atteindront au plus tard le 31 décembre 2000;

2° satisfont aux conditions prévues en la matière à l'article 110 de la loi du 26 mars 1999; en conséquence, les ouvriers concernés devront pouvoir justifier de 33 ans de carrière professionnelle comme salarié et avoir travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail tel que défini dans l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective de travail n° 46 conclue le 23 mars 1990 au Conseil national du travail. Ils devront en outre prouver une ancienneté d'au moins 5 ans dans l'entreprise. Les procédures et modalités en la matière sont celles prévues par la convention collective de travail n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au Conseil national du travail.

Art. 14. Les ouvriers en interruption de carrière à mi-temps à partir de 50 ans, qui sont ensuite mis en prépension complète, bénéficient d'une indemnité complémentaire à charge de l'employeur, calculée sur un salaire brut de référence sur base de prestations à temps plein, sans préjudice des modalités définies par la convention collective de travail n° 17 du Conseil national du travail.

#### Prime d'ancienneté

Art. 15. Une prime annuelle d'ancienneté est octroyée aux ouvriers qui comptent dans l'entreprise une ancienneté d'au moins 3 ans.

Le montant de cette prime est fixé comme suit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 :

Ancienneté	Montant
de 3 à moins de 5 ans	1 780 F
de 5 à moins de 10 ans	3 250 F
de 10 à moins de 15 ans	1 300 F
de 15 à moins de 20 ans	2 350 F
de 20 à moins de 25 ans	400 F
de 25 à moins de 30 ans	1 900 F
30 ans et plus	2 900 F

Pour le calcul de l'ancienneté, on tient compte de la date anniversaire d'entrée en service dans l'entreprise. La prime d'ancienneté est payée pendant le mois suivant celui au cours duquel se situe l'anniversaire de l'entrée en service. Elle n'est pas rattachée à l'indice des prix à la consommation.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, un jour de congé d'ancienneté payé est accordé par an aux ouvriers qui comptent au moins dix ans d'ancienneté dans l'entreprise. Un jour d'ancienneté supplémentaire est en outre accordé aux ouvriers qui comptent au moins 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise (total 2 jours au maximum).

#### Petits chômages

Art. 16. A partir du 1<sup>er</sup> avril 1999, les cohabitants seront assimilés aux conjoints, pour l'application du régime des petits chômages, contre remise d'une attestation officielle de la commune.

#### Travail de nuit

Art. 17. La période d'essai durant laquelle les ouvriers, engagés avant le 8 avril 1998, peuvent mettre fin à leur emploi dans un régime de travail comportant des prestations entre 20 h et 6 h, par un préavis de 7 jours, conformément à l'article 9, § 3 de la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit, peut être prolongée de 3 mois jusqu'à un total de 6 mois si l'intéressé demande cette prolongation par écrit et au plus tard 14 jours avant la fin de la première période de 3 mois.

Art. 13. In toepassing van het nationaal akkoord gesloten op 3 februari 1999 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid en van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 20 april 1999 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid wordt, voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, het recht op brugpensioen verlengd voor de arbeiders die :

1° de leeftijd van 56 jaar of meer hebben bereikt of zullen bereiken uiterlijk op 31 december 2000;

2° voldoen aan de terzake geldende voorwaarden voorzien in artikel 110 van de wet van 26 maart 1999; bijgevolg zullen de betrokken arbeiders een beroepsverleden als loontrekkende van 33 jaar moeten kunnen rechtvaardigen evenals minstens 20 jaar gewerkt te hebben in een arbeidregime zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 gesloten op 23 maart 1990 in de Nationale Arbeidsraad. Bovendien zullen de betrokken arbeiders ten minste 5 jaar anciënniteit in de onderneming moeten bewijzen. De procedures en modaliteiten terzake zijn deze die door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974, voorzien zijn.

Art. 14. Voor arbeiders die aansluitend aan een halftijdse loopbaanonderbreking, opgenomen vanaf 50 jaar, op volledig brugpensioen worden gesteld, wordt het brutoreferteloon voor de berekening van de aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever, onverminderd de modaliteiten bepaald door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad, berekend op basis van voltijdse prestaties.

#### Dienstjarenbeloning

Art. 15. Een jaarlijkse dienstjarenpremie wordt toegekend aan de arbeid(st)ers die in de onderneming een anciënniteit van tenminste 3 jaar kennen.

Het bedrag van de premie wordt vanaf 1 januari 1999 als volgt samengesteld :

Anciënniteit	Bedrag
van 3 tot minder dan 5 jaar	1 780 F
van 5 tot minder dan 10 jaar	3 250 F
van 10 tot minder dan 15 jaar	1 300 F
van 15 tot minder dan 20 jaar	2 350 F
van 20 tot minder dan 25 jaar	400 F
van 25 tot minder dan 30 jaar	1 900 F
30 jaar en meer	2 900 F

Voor het berekenen van de anciënniteit geldt de datum van de verjaardag van de indiensttreding in de onderneming. De dienstjarenpremie wordt betaald tijdens de maand welke volgt op deze waarin de verjaardag van de indiensttreding zich voordoet. Zij is niet gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijs.

Vanaf 1 januari 1999 wordt jaarlijks één betaalde dag anciënniteitsverlof toegekend aan de arbeiders die in de onderneming een anciënniteit van ten minste 10 jaar hebben. Een bijkomende anciënniteitsdag wordt bovendien toegekend voor de arbeiders die in de onderneming een anciënniteit van ten minste 20 jaar kennen (totaal maximum 2 dagen).

#### Klein verlet

Art. 16. Vanaf 1 april 1999 zullen voor de regeling van klein verlet de samenwonenden gelijkgesteld worden met gehuwden mits voorlegging van een officieel attest van de gemeente.

#### Nachtarbeid

Art. 17. De proefperiode gedurende dewelke arbeiders, aangeworven vóór 8 april 1998, een einde kunnen maken aan hun tewerkstelling in een regeling met arbeidsprestaties tussen 20 en 6 uur, door middel van een opzegging van 7 dagen, overeenkomstig artikel 9, § 3 van de wet van 17 februari 1997 betreffende nachtarbeid, kan met 3 maanden worden verlengd naar een totaal van 6 maanden indien de betrokkene deze verlenging schriftelijk en uiterlijk 14 dagen voor het einde van de eerste periode van 3 maanden aanvraagt.



## Formations

Art. 18. En vue d'encourager la formation permanente, la formation professionnelle demandée par l'employeur peut être organisée en dehors des heures de travail aux conditions suivantes :

- sur base volontaire;
- maximum 20 heures sur base annuelle;
- en cas de formation le samedi, maximum 5 samedis de 4 heures;
- modalités pratiques à discuter sur le plan de l'entreprise;
- possibilité de récupération; période à négocier;
- payée à 100 p.c. du salaire horaire de base (sans sursalaire pour heures supplémentaires)

## Prorogation des conventions antérieures

Art. 19. Toutes les dispositions des conventions antérieures qui n'étaient pas à effet unique et qui ne sont pas modifiées ou abrogées par la présente convention collective de travail, sont prorogées pour la durée de la présente convention collective de travail.

## Paix sociale

Art. 20. La paix sociale est garantie pendant toute la durée de la présente convention collective de travail.

## Durée de validité

Art. 21. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 26 avril 2000.

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

## Opleidingen

Art. 18. Met het oog op het aanmoedigen van permanente opleiding kan onder volgende voorwaarden professionele opleiding, uitgaande van de werkgever, georganiseerd worden buiten de arbeidsuren :

- op vrijwillige basis;
- maximum 20 uren op jaarbasis;
- indien op zaterdag : maximum 5 zaterdagen van 4 uren;
- praktische modaliteiten te bespreken op ondernemingsvlak;
- mogelijkheid tot recuperatie; tijdstip in overleg;
- wordt betaald aan 100 pct van het basisuurloon (geen overuren-toeslag).

## Verlenging vorige overeenkomsten

Art. 19. Alle bepalingen van vorige overeenkomsten die niet éénmalig waren en die door deze collectieve arbeidsovereenkomst niet gewijzigd of afgeschaft zijn worden voor de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd.

## Sociale vrede

Art. 20. De sociale vrede wordt gewaarborgd voor de ganse duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

## Geldigheidsduur

Art. 21. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 april 2000.

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

F. 2001 — 135

[C — 2000/12988]

**20 DECEMBRE 2000.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 4 mai 1999, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, relative aux conditions de travail dans le secteur des cigarettes et les entreprises mixtes pour les années 1999-2000 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs;  
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 4 mai 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, relative aux conditions de travail dans le secteur des cigarettes et les entreprises mixtes pour les années 1999-2000.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 20 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968. *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

N. 2001 — 135

[C — 2000/12988]

**20 DECEMBER 2000.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 mei 1999, gesloten in het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf, betreffende de arbeidsvoorwaarden in de sigarettfabrieken en de gemengde ondernemingen voor de jaren 1999-2000 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf;  
Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 4 mei 1999, gesloten in het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf, betreffende de arbeidsvoorwaarden in de sigarettfabrieken en de gemengde ondernemingen voor de jaren 1999-2000.

**Art. 2.** Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968. *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

## Annexe

**Commission paritaire de l'industrie des tabacs***Convention collective de travail du 4 mai 1999*

Conditions de travail dans le secteur des cigarettes et des entreprises mixtes pour les années 1999-2000 (Convention enregistrée le 20 décembre 1999 sous le numéro 53376/CO/133.01)

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et travailleurs des entreprises fabriquant des cigarettes et des entreprises mixtes, c'est-à-dire les usines de cigarettes qui, dans la même unité de production produisent également du tabac de coupe et qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie des tabacs.

On entend par "travailleurs" : les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE II. — *Dispositions*

## A. Pouvoir d'achat

Art. 2. Conformément aux possibilités prévues par l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998, une marge maximale a été fixée pour l'évolution du coût salarial pour les années 1999-2000, qui s'élève à 5,5 p.c. indexations comprises.

Une première augmentation salariale faisant partie de cette marge salariale est prévue au 1<sup>er</sup> avril 1999 s'élevant à 4,30 BEF l'heure à appliquer après l'adaptation à l'index aux salaires conventionnels en vigueur et aux salaires effectivement payés.

Une deuxième augmentation salariale de 4,30 BEF l'heure est prévue sous les mêmes conditions au 1<sup>er</sup> avril 2000.

Etant entendu qu'une dernière augmentation sera appliquée éventuellement au 1<sup>er</sup> octobre 2000, après avoir calculé à cette date la somme sur les deux années des adaptations à l'index et des augmentations salariales et à imputer sur la marge disponible de 5,5 p.c.

La base de calcul des 5,5 p.c. a été fixée comme telle : le salaire horaire conventionnel du mois de janvier 1999 de la 4<sup>e</sup> catégorie, soit 430,30 BEF l'heure mis en regard avec le salaire horaire conventionnel du mois d'octobre 2000 de la même catégorie et ce avant l'adaptation éventuelle.

## B. Frais de transport

Art. 3. Une intervention de l'employeur est prévue dans les frais de transport.

a) en cas de déplacement à bicyclette : une indemnité de 4 BEF l'heure à accorder dès le 1<sup>er</sup> km et ce à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999;

b) en cas de transport public (train, tram, bus) : une indemnité à concurrence de 80 p.c. des frais réels, limitée toutefois à 80 p.c. de la carte de train mensuelle pour une distance correspondante à calculer sur base du livre des distances légales, de telle sorte que l'article 3 de la convention collective de travail du 13 décembre 1973 en vigueur, modifiée la dernière fois par la convention collective de travail du 8 juillet 1993, est modifiée;

c) en cas d'autre transport : maintien du système existant en matière d'intervention dans les frais.

## C. Petit chômage

Art. 4. Décès des arrières grands-parents et des arrières petits-enfants.

Les dispositions prévues aux points 6 et 7 de l'article 2 de la convention collective de travail du 25 novembre 1974, modifiée la dernière fois par la convention collective de travail des 29 mars et 23 juin 1995 sont élargies aux arrières grands-parents et arrières petits-enfants.

## D. Prime syndicale

Art. 5. Augmentation de la prime allouée aux travailleurs actifs et aux travailleurs en pension.

Le montant prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5 de la convention collective de travail en vigueur du 20 janvier 1989 relative au Fonds social de l'industrie du tabac, modifiée la dernière fois par la convention collective de travail du 7 mai 1997, est porté à 4 200 BEF pour l'année 1999 et à 4 500 BEF à partir de l'an 2000; dans ce cadre, le montant prévu au § 6 de l'article 8 de la convention collective de travail précitée, est abrogé.

En outre, le montant prévu au § 4 de l'article 5 de la convention collective de travail précitée est porté à 600 BEF.

## Bijlage

**Paritair Comité voor het tabaksbedrijf***Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 mei 1999*

Arbeidsvoorwaarden in de sigarettenfabrieken en de gemengde ondernemingen voor de jaren 1999-2000 (Overeenkomst geregistreerd op 20 december 1999 onder het nummer 53376/CO/133.01)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de sigarettenfabrieken en de gemengde ondernemingen, dit wil zeggen de sigarettenfabrieken die in dezelfde productie-eenheid ook kerftabak produceren en onder het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf ressorteren.

Onder "werknemers" wordt verstaan de arbeiders en de arbeidsters.

HOOFDSTUK II. — *Beschikkingen*

## A. Koopkracht

Art. 2. Overeenkomstig de mogelijkheid voorzien in het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998, is een maximale marge voor de loonkostenontwikkeling voor de jaren 1999-2000 bepaald die, indexaanpassingen inbegrepen 5,5 pct. bedraagt.

Een eerste loonsverhoging begrepen in deze loonmarge is voorzien op 1 april 1999 en bedraagt 4,30 BEF per uur toe te passen na indexaanpassing op de bestaande conventionele lonen en effectief uitbetaalde lonen.

Een tweede verhoging van 4,30 BEF per uur is voorzien onder dezelfde voorwaarden op 1 april 2000.

Met dien verstande dat een eventuele laatste verhoging wordt toegepast op 1 oktober 2000, na berekening op die datum van de som over de twee jaar van de indexaanpassingen en de toegepaste loonsverhogingen en aan te rekenen op de beschikbare marge van 5,5 pct.

De basis voor de berekening van de 5,5 pct. is als volgt vastgesteld : het conventionele uurloon van de maand januari 1999 voor de 4e categorie, zijnde 430,30 BEF per uur tegenover het conventionele uurloon van de maand oktober 2000 van dezelfde categorie, vóór eventuele aanpassing.

## B. Vervoersonkosten

Art. 3. Een werkgeverstussenkomst is voorzien in de vervoerontkosten.

a) bij vervoer per fiets : vergoeding van 4 BEF per kilometer vanaf de 1ste kilometer toe te passen, ingaande op 1 april 1999;

b) bij openbaar vervoer (trein, tram, bus) : vergoeding ten belope van 80 pct. van de reële kosten, evenwel begrensd tot 80 pct. van de maandtreinkaart voor de overeenstemmende afstand te berekenen op basis van het boek van de wettelijke afstanden, waardoor artikel 3 van de geldende collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 1973, de laatste maal gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juli 1993, wordt gewijzigd;

c) bij andere vervoer : behoud van bestaande regeling inzake de tussenkomst in de onkosten.

## C. Klein verlet

Art. 4. Overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen.

De bepalingen voorzien bij de punten 6 en 7 van artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 november 1974, de laatste maal gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 29 maart en 23 juni 1995, worden uitgebreid tot de overgrootouders en de achterkleinkinderen.

## D. Syndicale premie

Art. 5. Verhoging van de premie toegekend aan de actieve werknemers en de werknemers in brugpensioen.

Het bedrag voorzien bij § 1 alinea 1 van artikel 5 van de geldende collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 1989 omtrent het Sociaal Fonds der tabakverwerkende industrie, de laatste maal gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 1997, wordt opgetrokken tot 4 200 BEF voor het jaar 1999 en tot 4 500 BEF vanaf het jaar 2000; hierbij wordt het bedrag voorzien in § 6 van artikel 8 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst afgeschaft.

Tevens wordt het bedrag voorzien bij § 4 van artikel 5 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst opgetrokken tot 600 BEF.

## E. Formation syndicale

## Art. 6. Modalités de paiement

§ 1<sup>er</sup>. Le mode de paiement tel que prévu au § 3 de l'article 8 de la convention collective de travail précitée du 20 janvier 1989 relative au Fonds social de l'industrie du tabac dont question à l'article 5 de la présente convention, est modifié dans ce sens que le paiement se fait par l'employeur qui récupère les montants auprès du fonds social précité.

Ces montants sont imputés sur les montants forfaitaires prévus pour la formation syndicale au budget du fonds, soit 800 000 BEF par organisation syndicale et repris dans la comptabilité.

§ 2. Le conseil d'administration du fonds social fixe les modalités d'application du mode de paiement tel que prévu au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Après 4 ans à compter à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, une évaluation des frais réels de la formation syndicale sera faite et quand nécessaire, il y aura concertation entre parties à ce sujet.

## F. Politique de stress dans les entreprises

## Art. 7. Recommandation

Dans le cadre de la politique de prévention à mener par l'employeur en vue de la santé et de la sécurité des travailleurs, telle que prévue à l'article 28bis du Règlement général pour la protection du travail, afin de prévenir ou de remédier aux problèmes d'ordre collectif dus entre autres aux techniques appliquées, à l'organisation et/ou les conditions de travail, ainsi que l'influence des facteurs ambiants au travail, il est recommandé aux employeurs en collaboration avec le médecin du travail de dresser un inventaire des risques qui peuvent occasionner le stress.

Sur base de cet inventaire, une analyse de la situation de travail peut se faire en vue d'une évaluation de ces risques.

A cette fin, les employeurs peuvent passer à une interrogation des travailleurs.

Une fois les problèmes d'ordre collectif identifiés, et après l'avis du service médical du travail et du service de prévention et de protection, des mesures appropriées pourront être prises lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Au cas où l'employeur s'engage dans une telle politique de prévention du stress comme il est recommandé, les travailleurs concernés prêteront, selon leurs possibilités, leur collaboration.

## G. Formation

Art. 8. Conformément à l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 conclu pour les années 1999-2000 et dans le cadre du droit à la formation professionnelle, des mesures sont prévues pour promouvoir la formation des travailleurs, notamment :

- d'une part 0,20 p.c. de la masse salariale à utiliser par les entreprises pour des formations axées sur une plus value individuelle des travailleurs afin d'augmenter leurs chances sur le marché de l'emploi.

Ceci implique que même les formations nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise peuvent apporter cette plus value précitée pour les travailleurs concernés, ce qui devrait apparaître d'ailleurs du rapport du conseil d'entreprise.

Un rapport à soumettre au conseil d'entreprise sera dressé sur l'utilisation des 0,20 p.c. de la masse salariale avec copie du résultat à transmettre au Fonds social de l'industrie des tabacs.

En cas de non-utilisation ou d'utilisation partielle, la différence sera versée à ce fonds social.

- et d'autre part 0,10 p.c. de la masse salariale à utiliser par le secteur en faveur de ceux appartenant aux groupes à risque, tels que décrits par la convention collective de travail du 26 mars 1997 conclue en application du chapitre II de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

Les modes de financement, de gestion, de contrôle et d'évaluation tels que prévus par la convention collective de travail précitée du 26 mars 1997, seront maintenus et prolongés tels quels pour les années 1999-2000.

## E. Syndicale vorming

## Art. 6. Betalingsmodaliteiten

§ 1. De betalingswijze zoals voorzien in § 3 van artikel 8 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 1989 omtrent het Sociaal Fonds der tabakverwerkende industrie waarvan sprake in artikel 5 van onderhavige overeenkomst, wordt gewijzigd in die zin dat de betaling gebeurt door de werkgever die de gelden terugvordert bij het genoemde sociaal fonds.

Deze bedragen worden aangerekend op de forfaitaire bedragen voorzien in de begroting van het fonds voor de syndicale vorming, zijnde 800 000 BEF per vakbondsorganisatie en opgenomen in de boekhouding.

§ 2. De raad van beheer van het sociaal fonds stelt de uitvoeringsmodaliteiten van de betalingswijze zoals voorzien in § 1 vast.

§ 3. Na 4 jaar, te rekenen vanaf 1 januari 1999, zal een evaluatie worden opgemaakt van de reële kosten van de syndicale vorming en indien nodig, zullen partijen hierover overleg plegen.

## F. Stressbeleid in de onderneming

## Art. 7. Aanbeveling

In het raam van het voorkomingsbeleid te voeren door de werkgever met het oog op de gezondheid en veiligheid van de werknemers, voorzien bij artikel 28bis van het Algemeen reglement voor de Arbeidsbescherming, teneinde problemen van collectieve aard te wijten onder meer aan de toegepaste technieken, de arbeidsorganisatie en/of omstandigheden, evenals de invloed van omgevingsfactoren op het werk te voorkomen of te verhelpen, wordt aan de werkgevers aanbevolen een inventaris op te maken in samenwerking met de arbeidsgeneesheer van de risico's die stressveroorzakend kunnen werken.

Op basis van die inventaris kan een analyse van de werksituatie worden opgemaakt met het oog op een evaluatie van die risico's.

Hiertoe kan de werkgever onder meer overgaan tot een bevraging van de werknemers.

Enmaal de problemen van collectieve aard geïdentificeerd, en na advies van de arbeidsgeneeskundige dienst en de dienst voor preventie en bescherming kunnen passende maatregelen, waar nodig, worden genomen.

Indien de werkgever tot een dergelijk stressvoorkomingsbeleid overgaat zoals aanbevolen, zullen de betrokken werknemers naar vermogen, hun medewerking hieraan verlenen.

## G. Vorming

Art. 8. In navolging van het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 gesloten voor de jaren 1999-2000 en in het raam van het recht op professionele vorming, worden maatregelen voorzien ter bevordering van de vorming van de werknemers namelijk :

- enerzijds 0,20 pct. van de loonmassa te besteden door de ondernemingen aan opleidingen gericht op een individuele meerwaarde van de werknemers teneinde hun kansen te vergroten op de arbeidsmarkt.

Dit houdt in dat ook de opleidingen noodzakelijk voor de goede werking van de onderneming bovengenoemde meerwaarde voor de betrokkenen met zich kunnen brengen, hetgeen overigens zal moeten blijken uit het verslag van de ondernemingsraad.

Over deze besteding van 0,20 pct. wordt derhalve een verslag opgemaakt voor te leggen aan de ondernemingsraad met copie van het resultaat over te maken aan het Sociaal Fonds der tabakverwerkende industrie.

Bij niet of niet volledige besteding zal het verschil worden doorgestort aan dit sociaal fonds.

- en anderzijds 0,10 pct. van de loonmassa te besteden door de sector aan diegenen behorende tot de risicogroepen zoals bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 26 maart 1997 gesloten in toepassing van hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

De wijze van financiering, beheer, controle en evaluatie zoals voorzien in voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 26 maart 1997 worden behouden en verlengd als dusdanig voor de jaren 1999-2000.

## H. Comité d'entreprise européen

## Art. 9. Recommandation

La fédération reconnaît l'importance de l'information aux travailleurs en la matière.

Dès lors, il est recommandé aux employeurs de faire passer cette information par la voie la plus appropriée pour l'entreprise.

En outre chaque membre du comité d'entreprise européen a le droit de consulter et d'informer le conseil d'entreprise local.

## I. Travail intérimaire

## Art. 10. Prolongation pour les années 1999-2000

Outre le cas de remplacement de travailleurs permanents, outre le fait d'assurer l'exécution d'un travail exceptionnel, l'employeur peut faire appel à des travailleurs intérimaires lors d'un surcroît temporaire de travail, moyennant respect au niveau de l'entreprise des dispositions légales à ce sujet.

## J. Contrats de travail de durée limitée et de travail intérimaire

## Art. 11. Prolongation pour les années 1999-2000

Les employeurs s'engagent à appliquer strictement les dispositions légales en la matière et à fournir les renseignements nécessaires au niveau de l'entreprise, au cas où de telles embauches s'avèrent nécessaires.

## K. Heures supplémentaires et repos compensatoire

## Art. 12. Prolongation pour les années 1999-2000

Les heures supplémentaires faites par des travailleurs à temps plein ou à temps partiel dues à un surcroît extraordinaire de travail, peuvent, à la demande des travailleurs concernés, être converties en repos compensatoire en concertation avec l'employeur.

Toute heure supplémentaire donnant lieu au paiement d'un sursalaire au taux de 50 p.c. donne droit à un repos d'une demi-heure; toute heure donnant lieu au paiement d'un sursalaire à 100 p.c. donne droit à un repos d'une heure; dans le premier cas cité, ceci représente une récupération d'une heure et demie, dans le dernier cas cité, une récupération de deux heures; ces récupérations sont payées au tarif horaire normal sans paiement d'un sursalaire.

CHAPITRE III. — *Disposition générale*

Art. 13. Là où suite aux dispositions de la présente convention, on fait appel au conseil d'entreprise ou au comité de prévention et de protection, en cas de défaut de ces organes, on fera appel à la délégation syndicale conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE IV. — *Disposition particulière*

Art. 14. Le présent accord exclut toute revendication avec une répercussion financière au niveau de l'entreprise et engage les parties concernées à garantir la paix sociale.

CHAPITRE V. — *Durée - validité*

Art. 15. § 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2000, à l'exception des augmentations salariales prévues à l'article 2 et des dispositions prévues aux articles 3, 4, 5 et 6.

§ 2. Chacune des parties contractantes peut dénoncer la présente convention, moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs et à chacune des parties contractantes.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 20 décembre 2000.

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

## H. Europese ondernemingsraad

## Art. 9. Aanbeveling

De federatie onderkent het belang van informatie terzake aan alle werknemers.

De werkgever wordt dan ook aanbevolen deze doorstroming van informatie te bewerkstelligen via de voor de onderneming meest geëigende weg.

Daarenboven is ieder lid van de Europese ondernemingsraad ertoe gerechtigd de lokale ondernemingsraad te raadplegen en te informeren.

## I. Uitzendarbeid

## Art. 10. Verlenging voor de jaren 1999-2000

Naast de vervanging van vaste werknemers, naast het zorgen voor de uitvoering van een uitzonderlijk werk, kan de werkgever tevens beroep doen op uitzendkrachten bij tijdelijke vermeerdering van het werk, mits eerbiediging van de wettelijke bepalingen terzake op ondernemingsvlak.

## J. Arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur en uitzendarbeid

## Art. 11. Verlenging voor de jaren 1999-2000

De werkgevers verbinden zich ertoe de wettelijke bepalingen terzake strikt toe te passen en de nodige informatie op ondernemingsvlak te verstrekken, indien tot dergelijke aanvragen dient te worden overgegaan.

## K. Overuren en inhaalrust

## Art. 12. Verlenging voor de jaren 1999-2000

Overuren verricht door voltijdse en/of deeltijdse werknemers ingevolge buitengewone vermeerdering van het werk kunnen, op verzoek van de betrokken werknemers worden omgezet in bijkomende inhaalrust, in overleg met de werkgever.

Het overuur dat normaal aanleiding zou geven tot een toeslag van 50 pct., geeft recht op een half uur inhaalrust; het overuur dat normaal aanleiding zou geven tot een toeslag van 100 pct. geeft recht op één uur inhaalrust, hetgeen in het eerstvernoemde geval een recuperatie betekent van anderhalf uur, in het laatstvernoemde geval van twee uren; deze recuperaties worden als gewone uurloonen vergoed zonder betaling van enig overloon hierover.

HOOFDSTUK III. — *Algemene bepaling*

Art. 13. Waar ingevolge de beschikkingen van onderhavige overeenkomst beroep wordt gedaan op de ondernemingsraad of het comité voor preventie en bescherming zal, bij ontstentenis van die organen, overeenkomstig de bestaande reglementering beroep worden gedaan op de syndicale afvaardiging.

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere bepaling*

Art. 14. Onderhavig akkoord sluit iedere eis met financiële weerslag op het vlak van de ondernemingen uit en verbindt de betrokken partijen tot het waarborgen van de sociale vrede.

HOOFDSTUK V. — *Duur - geldigheid*

Art. 15. § 1. Onderhavige arbeidsovereenkomst is gesloten voor de duur van twee jaar, ingaande op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000, met uitzondering van de loonsverhogingen voorzien in artikel 2 en de bepalingen voorzien in de artikelen 3, 4, 5 en 6.

§ 2. Ieder der contracterende partijen kan deze overeenkomst opzeggen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf en aan elk der contracterende partijen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 2000.

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX



**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2001 — 136

[C — 2001/27008]

**14 DECEMBRE 2000. — Décret portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, faite à Strasbourg, le 15 octobre 1985 (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** La Charte européenne de l'autonomie locale, faite à Strasbourg le 15 octobre 1985, sortira son plein et entier effet en ce qui concerne la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 décembre 2000

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

Note

(1) *Session 2000-2001.*

*Documents du Conseil* 146 (1999-2000), n<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 14 décembre 2000.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

**MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION**

D. 2001 — 136

[C — 2001/27008]

**14. DEZEMBER 2000 — Dekret zur Zustimmung zur in Straßburg am 15. Oktober 1985 unterzeichneten Europäischen Charta der kommunalen Selbstverwaltung (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Einziges Artikel** – Die in Straßburg am 15. Oktober 1985 unterzeichnete Europäische Charta der kommunalen Selbstverwaltung wird für die Wallonische Region völlig und uneingeschränkt wirksam.



Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 14. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—————  
Fußnote

(1) *Sitzung 2000-2001.*  
*Dokumente des Rats* 146 (1999-2000), Nrn. 1 und 2.  
*Ausführliches Sitzungsprotokoll* — Öffentliche Sitzung vom 14. Dezember 2000.  
Diskussion - Abstimmung.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 136

[C – 2001/27008]

#### 14 DECEMBER 2000. — Decreet houdende instemming met het Europees Handvest inzake de plaatselijke autonomie, gedaan te Straatsburg op 15 oktober 1985 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :  
**Enig artikel.** Het Europees Handvest inzake de plaatselijke autonomie, gedaan te Straatsburg op 15 oktober 1985, zal, wat het Waalse Gewest betreft, volkomen gevolg hebben.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 14 december 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mme M. ARENA

—————  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*  
*Stukken van de Raad* 146 (1999-2000), nrs. 1 en 2.  
*Volledig verslag*. — Openbare vergadering van 14 december 2000.  
Bespreking. Stemming.

F. 2001 — 137

[C – 2001/27009]

**14 DECEMBRE 2000. — Décret portant assentiment au Protocole à l'Accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, et Acte final, faits à Bruxelles le 30 octobre 1997 (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Le Protocole à l'Accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, et l'Acte final, faits à Bruxelles le 30 octobre 1997, sortiront leur plein et entier effet, en ce qui concerne la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 décembre 2000

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des PME, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme. ARENA

—  
Note

(1) *Session 2000-2001.*  
*Documents du Conseil* 148 (1999-2000) N<sup>os</sup> 1 et 2.  
*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 14 décembre 2000.  
Discussion. Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 137

[C – 2001/27009]

**14. DEZEMBER 2000 - Dekret zur Zustimmung zum Protokoll zum Abkommen über die Zusammenarbeit und eine Zollunion zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik San Marino infolge des Beitritts der Republik Österreich, der Republik Finnland und des Königreichs Schweden zur Europäischen Union sowie zur Schlussakte, unterzeichnet in Brüssel am 30. Oktober 1997 (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Einziges Artikel** – Das Protokoll zum Abkommen über die Zusammenarbeit und eine Zollunion zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik San Marino infolge des Beitritts der Republik Österreich, der Republik Finnland und des Königreichs Schweden zur Europäischen Union sowie die Schlussakte, unterzeichnet in Brüssel am 30. Oktober 1997, werden für die Wallonische Region völlig und uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 14. Dezember 2000.

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—  
Note

(1) *Sitzung 2000-2001*

*Dokumente des Rats* 148 (1999-2000), Nrn. 1 und 2.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* — Öffentliche Sitzung vom 14. Dezember 2000

Diskussion - Abstimmung

—  
VERTALING

N. 2001 — 137

[C – 2001/27009]

**14 DECEMBER 2000.** — Decreet houdende instemming met het Protocol bij de Overeenkomst tot instelling van samenwerking en een douane-unie tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek San Marino naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie, en met de Slotakte, gedaan te Brussel op 30 oktober 1997 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Het Protocol bij de Overeenkomst tot instelling van samenwerking en een douane-unie tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek San Marino naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie, en de Slotakte, gedaan te Brussel op 30 oktober 1997, zullen, wat het Waalse Gewest betreft, volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 december 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Stukken van de Raad* 148 (1999-2000), nrs. 1 en 2.

*Volledig verslag*. — Openbare vergadering van 14 december 2000.

Bespreking. Stemming.

## MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 138

[C — 2001/27004]

**20 DECEMBRE 2000.** — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 16 juillet 1998 portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française pour les communes de Brugelette, Chièvres, Ellezelles et Flobecq dans la province de Hainaut

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1998 portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française, notamment les articles 2.4°, 9 et 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 1999 déterminant la compétence territoriale, la composition et le fonctionnement des commissions consultatives du transport scolaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 29 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 20 décembre 2000;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

**Art. 2.** Les communes de Brugelette, Chièvres, Ellezelles et Flobecq sont déclarées coordonnées au sens de l'article 2, 4°, du décret du 16 juillet 1998.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 6 novembre 2000.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

## VERTALING

## WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 138

[C — 2001/27004]

**20 DECEMBER 2000.** — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling, voor de gemeenten Brugelette, Chièvres, Elzele en Vloesberg (provincie Henegouwen), van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 16 juli 1998 houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen bezoeken

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1998 houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen bezoeken, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, 9 en 16;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 tot bepaling van de territoriale bevoegdheid, de samenstelling en de werking van de adviescommissies voor het leerlingenvervoer;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 november 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2000;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

**Art. 2.** De gemeenten Brugelette, Chièvres, Elzele en Vloesberg worden gecoördineerd verklaard in de zin van artikel 2, 4°, van het decreet van 16 juli 1998.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 6 november 2000.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[C – 2000/21632]

#### Ordres nationaux

Par arrêté royal du 13 décembre 2000, M. Léonard Eric, chef administratif à la Chancellerie du Premier Ministre, est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold II.

Il prend rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 2000.

[C – 2000/21633]

#### Décorations civiques

Par arrêté royal du 13 décembre 2000, la Médaille de 2<sup>e</sup> classe est décernée à M. Ghijselinck Walter, agent administratif à la Chancellerie du Premier Ministre, pour 25 années de service.

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2000/21632]

#### Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 13 december 2000 wordt de heer Léonard Eric, bestuurschef bij de Kanselarij van de Eerste Minister, benoemd tot Ridder in de Orde van Leopold II.

Hij neemt vanaf 15 november 2000 zijn rang in de Orde in.

[C – 2000/21633]

#### Burgerlijke eretekens

Bij koninklijk besluit van 13 december 2000 wordt de Medaille 2<sup>e</sup> klasse voor 25 jaar dienst verleend aan de heer Ghijselinck Walter, beambte bij de Kanselarij van de Eerste Minister.

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

[C – 2001/29002]

#### Secrétariat général. — Service des Ordres nationaux Direction générale de la Culture. — Ordres nationaux Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 7 novembre 2000.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

M. SOYER, Raoul Ursmar Désiré Ghislain,

Président de la Fanfare communale de Thieulain à Thieulain.

Prise de rang, comme titulaire de cette nouvelle distinction, le 8 avril 1999.

La Médaille d'Or de l'Ordre de la Couronne est décernée à :

M. DUCATTEUW, Maurice Félicien, musicien à la Fanfare communale de Thieulain à Thieulain.

Prise de rang, comme titulaire de cette nouvelle distinction, le 8 novembre 1998.

M. TILLEUL, Germain dit Georges, musicien à la Fanfare communale de Thieulain à Thieulain.

Prise de rang, le 8 avril 1999.

La Médaille d'Argent de l'Ordre de la Couronne est décernée à :

M. DEPLUS, Michel Edouard Jean Baptiste, musicien de la Fanfare communale de Thieulain à Thieulain.

Prise de rang, le 8 avril 1998.

M. HANSART, Antoine, Eugène Ghislain, musicien de la Fanfare communale de Thieulain à Thieulain.

Prise de rang, le 8 avril 2000.

M. RAVEZ, Jacques Léopold Ghislain, musicien de la Fanfare communale de Thieulain à Thieulain.

Prise de rang, le 8 avril 2000.

Les personnes reprises ci-dessus prendront rang dans l'ordre, à la date indiquée en regard de leur nom.

Par arrêté royal du 17 novembre 2000.

Est promu Chevalier de l'Ordre de la Couronne :

M. Potgens, Francis, Charles, Willy, président du Cercle Amitié et Joie à 1000 Bruxelles.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

Mme Haesevoets, Jeannine, administratrice au Cercle Amitié et Joie à 1000 Bruxelles.

Mme Villers, Patricia, trésorière au Cercle Amitié et Joie à 1000 Bruxelles.

Les Palmes d'Argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

Mme Dessars, Josée-Anne, membre active au Cercle Amitié et Joie à 1000 Bruxelles.

### MINISTERIE VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2001/29002]

#### Secretariaat-generaal . — Dienst Nationale Orden Algemene Directie Cultuur. — Nationale Orden Benoemingen. — Bevorderingen

Bij Koninklijk besluit van 7 november 2000.

Worden de Gouden Palmen der Kroonorde toegekend aan :

De heer SOYER, Raoul Ursmar Désiré Ghislain,

Voorzitter van de "Fanfare communale de Thieulain", te Thieulain.

Ranginneming als titularis van deze nieuwe onderscheiding op 8 april 1999.

Wordt de Gouden medaille der Kroonorde toegekend aan :

De heer DUCATTEUW, Maurice Félicien, spelend lid van de "Fanfare communale de Thieulain", te Thieulain.

Ranginneming als titularis van deze nieuwe onderscheiding op 8 november 1998.

De heer TILLEUL, Germain dit Georges, spelend lid van de "Fanfare communale de Thieulain", te Thieulain.

Ranginneming op 8 april 1999.

Wordt de Zilveren medaille der Kroonorde toegekend aan :

De heer DEPLUS, Michel Edouard Jean Baptiste, spelend lid van de "Fanfare communale de Thieulain", te Thieulain.

Ranginneming op 8 april 1998.

De heer HANSART, Antoine Eugène Ghislain, spelend lid van de "Fanfare communale de Thieulain", te Thieulain.

Ranginneming op 8 april 2000.

De heer RAVEZ, Jacques Léopold Ghislain, spelend lid van de "Fanfare communale de Thieulain", te Thieulain.

Ranginneming op 8 april 2000.

De hierboven opgenomen personen nemen rang in de Orde in op de bij haar naam vermelde datum.

Bij koninklijk besluit van 17 november 2000.

Wordt tot Ridder der Kroonorde benoemd :

De heer Potgens, Francis, Charles, Willy, voorzitter van de « Cercle Amitié et Joie » te 1000 Brussel.

Worden de Gouden Palmen der Kroonorde toegekend aan :

Mevr. Haesevoets, Jeannine administratrice aan de « Cercle Amitié et Joie » te 1000 Brussel.

Mevr. Villers, Patricia, penningmeester aan de « Cercle Amitié et Joie » te 1000 Brussel.

Worden de Zilveren Palmen der Kroonorde toegekend aan :

Mevr. Dessars, Josée-Anne, actief lid van de « Cercle Amitié et Joie », te 1000 Brussel.



Mme Folie, Suzanne, membre active au Cercle Amitié et Joie à 1000 Bruxelles.

M. Van Eylen, Michel, vice-président au Cercle Amitié et Joie à 1000 Bruxelles.

La Médaille d'Argent de l'Ordre de la Couronne est décernée à :

Mme Delescaille, Nadine, secrétaire au Cercle Amitié et Joie à 1000 Bruxelles.

Ils prennent rang dans l'Ordre - M. Potgens, Francis comme titulaire d'une nouvelle distinction, à la date de ce jour.

Par arrêté royal du 17 novembre 2000.

Est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold II :

M. Reykaert, Joseph Louis Jean-Marie, administrateur-responsable sportif au Cercle Amitié et Joie à 1000 Bruxelles.

Il prend rang dans l'ordre, à la date de ce jour.

Mevr. Folie, Suzanne, actief lid van de « Cercle Amitié et Joie », te 1000 Brussel..

De heer Van Eylen, Michel, ondervoorzitter van de « Cercle Amitié et Joie », te 1000 Brussel.

Wordt de Zilveren medaille der Kroonorde toegekend aan :

Mevr. Delescaille, Nadine, secretaresse van de « Cercle Amitié et Joie », te 1000 Brussel.

Ze nemen rang in de orde in - De heer Potgens, Francis als titularis van deze nieuwe onderscheiding, op de datum van vandaag.

Bij koninklijk besluit van 17 november 2000.

Wordt tot Ridder van de Orde van Leopold II benoemd :

De heer Reykaert, Joseph, Louis, Jean-Marie, bestuurder-Verantwoordelijke voor sport van de « Cercle Amitié et Joie » te Brussel.

Hij neemt rang in de orde in, op de datum van vandaag.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/09041]

### Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 20 décembre 2000 :

— entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001, est nommée greffier en chef du tribunal de première instance de Turnhout, Mme Van Den Kieboom, K., greffier chef de service à ce tribunal;

— est nommé greffier adjoint principal à la justice de paix des cantons de Beauraing et de Gedine, M. Englebert, J., greffier adjoint à la justice de paix de ces cantons.

Par arrêté ministériel du 10 janvier 2001, Mme Van Camp, C., greffier en chef de la justice de paix du quatrième canton de Bruxelles, est temporairement et partiellement déléguée aux fonctions de greffier en chef de la justice de paix du septième canton de Bruxelles.

Le recours en annulation des acts précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans, les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[2001/09044]

### Ordre judiciaire. — Addendum. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 9 du 11 janvier 2001, à la page 721, texte néerlandais, le dixième alinéa, doit se lire comme suit :

« Zij wordt gelijktijdig benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren. »

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09041]

### Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 20 december 2000 :

— in werking tredend op 1 januari 2001, is benoemd tot hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, Mevr. Van Den Kieboom, K., griffier hoofd van dienst bij deze rechtbank;

— is benoemd tot eerstaanwezend adjunct-griffier bij het vredege-recht van de kantons Beauraing en Gedine, de heer Englebert, J., adjunct-griffier bij het vredege-recht van deze kantons.

Bij ministerieel besluit van 10 januari 2001, is aan Mevr. Van Camp, C., hoofdgriffier van het vredege-recht van het vierde kanton Brussel, opdracht gegeven om tijdelijk en gedeeltelijk het ambt van hoofdgriffier van het vredege-recht van het zevende kanton Brussel te vervullen.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

[2001/09044]

### Rechterlijke Orde. — Addendum. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 9 van 11 januari 2001, blz. 721, Nederlandse tekst, tiende alinea, moet gelezen worden als volgt :

« Zij wordt gelijktijdig benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren. »

## MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[2000/16346]

### Commission des psychologues. — Nomination

Par arrêté royal du 5 décembre 2000, M. D. Floren, conseiller à la cour d'appel de Gand est nommé président de la Commission des psychologues pour un terme de quatre ans prenant cours le 1<sup>er</sup> octobre 2000.

## MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[2000/16346]

### Psychologencommissie. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 5 december 2000 wordt de heer D. Floren, raadsheer bij het hof van beroep te Gent benoemd tot voorzitter van de psychologencommissie voor een termijn van vier jaar, die ingaat op 1 oktober 2000.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[2000/22914]

**Nominations**

Par arrêté royal du 15 décembre 2000, M. Beeckmans, Jan, est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, nommé en qualité de chef de cabinet adjoint (prestations à mi-temps) au cabinet du Ministre des Affaires sociales et des Pensions.

Par arrêté royal du 15 décembre 2000, M. De Ridder, Henri, est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, nommé en qualité de chef de cabinet adjoint (prestations à mi-temps) au cabinet du Ministre des Affaires sociales et des Pensions.

[2000/22885]

**Nomination par mobilité**

Par arrêté royal du Secrétaire général du 15 décembre 2000, M. Frederickx, Ronny, assistant administratif au Bureau d'Intervention et de Restitution belge, est transféré, à partir du 15 novembre 2000, par mobilité volontaire, au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement — Administration de l'Intégration sociale — Administration centrale — cadre néerlandais, dans le grade d'assistant administratif.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[2000/22914]

**Benoemingen**

Bij koninklijk besluit van 15 december 2000 wordt de heer Beeckmans, Jan, met ingang van 1 januari 2001, in de hoedanigheid van adjunct-kabinetschef (halftijdse prestaties), benoemd bij het kabinet van de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen.

Bij koninklijk besluit van 15 december 2000 wordt de heer De Ridder, Henri, met ingang van 1 januari 2001, in de hoedanigheid van adjunct-kabinetschef (halftijdse prestaties), benoemd bij het kabinet van de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen.

[2000/22885]

**Benoeming bij mobiliteit**

Bij besluit van de secretaris-generaal van 15 december 2000 wordt de heer Frederickx, Ronny, bestuursassistent bij het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, met ingang van 15 november 2000, via de vrijwillige mobiliteit, overgeplaatst naar het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu — Bestuur van de Maatschappelijke Integratie — Hoofdbestuur — Nederlands kader, in de graad van bestuursassistent.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR**

[2000/01137]

**Conseil d'Etat**

**Nomination d'un assesseur de la section de législation**

Par arrêté royal du 27 décembre 2000, M. Bernard Glansdorff, professeur ordinaire à la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles et avocat au barreau de Bruxelles, est nommé assesseur de la section de législation du Conseil d'Etat pour un terme de cinq ans.

[C - 2001/00030]

**Bourgmestre. — Nominations**

Par arrêtés royaux du 22 décembre 2000, sont nommé(e)s bourgmestre, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les personnes dont le nom figure au relevé ci-dessous :

Province de Anvers

Arrondissement de Anvers :

Commune de Edegem :

M. Koen Snyders

Commune de Kontich :

M. Joseph Van Linden

Province du Brabant Flamand

Arrondissement de Hal-Vilvorde :

Commune de Machelen :

M. Jean-Pierre De Groef

Commune de Zaventem :

M. Francis Vermeiren

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN**

[2000/01137]

**Raad van State**

**Benoeming van een assessor van de afdeling wetgeving**

Bij koninklijk besluit van 27 december 2000 wordt de heer Bernard Glansdorff, gewoon hoogleraar aan de Faculteit rechten van de « Université libre de Bruxelles » en advocaat aan de balie van Brussel tot assessor van de afdeling wetgeving van de Raad van State benoemd voor een termijn van vijf jaar.

[C - 2001/00030]

**Burgemeester. — Benoemingen**

Bij koninklijke besluiten van 22 december 2000 zijn tot burgemeester benoemd, met ingang van 1 januari 2001, de op nastaaende lijst vermelde personen :

Province Antwerpen

Arrondissement Antwerpen :

Gemeente Edegem :

de heer Koen Snyders

Gemeente Kontich :

de heer Joseph Van Linden

Province Vlaams-Brabant

Arrondissement Halle-Vilvoorde :

Gemeente Machelen :

de heer Jean-Pierre De Groef

Gemeente Zaventem :

de heer Francis Vermeiren

## Arrondissement de Louvain :

Ville de Louvain :  
M. Louis Tobback

## Province du Brabant Wallon

## Arrondissement de Nivelles :

Ville de Genappe :  
M. Gérard Couronne  
Commune de La Hulpe :  
M. Philippe Leblanc  
Commune de Waterloo :  
M. Serge Kubla

## Province de Flandre Occidentale

## Arrondissement de Dixmude :

Commune de Koekelare :  
M. Patrick Lansens

## Arrondissement de Courtrai :

Commune de Wevelgem :  
M. Gilbert Seynaeve

## Arrondissement de Roulers :

Commune de Hooglede :  
M. Jean Pillaert  
Commune de Ledegem :  
M. Paul Vanhie

## Arrondissement de Tielt :

Commune de Dentergem :  
M. Koenraad De Groot

## Province de Flandre Orientale

## Arrondissement de Termonde :

Commune de Lebbeke :  
M. François Saeys

## Arrondissement de Gand :

Ville de Gand :  
M. Frank Beke  
Commune de Knesselare :  
M. Antoine Schrans  
Commune de Wachtebeke :  
M. Willy De Vlieghe

## Province de Hainaut

## Arrondissement de Soignies :

Ville de Braine-le-Comte :  
M. Daniel Renard  
Ville de Enghien :  
Mme. Florine Mille  
Commune de Ecaussinnes :  
M. Jean Dutrieux

## Arrondissement de Tournai :

Ville de Antoing :  
M. Willy Mahieu

## Province de Liège

## Arrondissement de Liège

Commune de Grâce-Hollogne :  
M. Maurice Mottard  
Commune de Flémalle :  
M. Gilbert Van Bouchaute

## Province de Limbourg

## Arrondissement de Hasselt :

Commune de Zutendaal :  
M. Jozef Beuls  
Commune de Ham :  
M. Dirk De Vis

## Arrondissement Leuven :

Stad Leuven :  
de heer Louis Tobback

## Province Waals-Brabant

## Arrondissement Nijvel :

Stad Genepiën :  
de heer Gérard Couronne  
Gemeente Terhulpen :  
de heer Philippe Leblanc  
Gemeente Waterloo :  
de heer Serge Kubla

## Province West-Vlaanderen

## Arrondissement Diksmuide :

Gemeente Koekelare :  
de heer Patrick Lansens

## Arrondissement Kortrijk :

Gemeente Wevelgem :  
de heer Gilbert Seynaeve

## Arrondissement Roeselare :

Gemeente Hooglede :  
de heer Jean Pillaert  
Gemeente Ledegem :  
de heer Paul Vanhie

## Arrondissement Tielt :

Gemeente Dentergem :  
de heer Koenraad De Groot

## Province Oost-Vlaanderen

## Arrondissement Dendermonde :

Gemeente Lebbeke :  
de heer François Saeys

## Arrondissement Gent :

Stad Gent :  
de heer Frank Beke  
Gemeente Knesselare :  
de heer Antoine Schrans  
Gemeente Wachtebeke :  
de heer Willy De Vlieghe

## Province Henegouwen

## Arrondissement Zinnik :

Stad 's Gravenbrakel :  
de heer Daniel Renard  
Stad Edingen :  
Mevr. Florine Mille  
Gemeente Ecaussinnes :  
de heer Jean Dutrieux

## Arrondissement Doornik :

Stad Antoing :  
de heer Willy Mahieu

## Province Luik

## Arrondissement Luik :

Gemeente Grâce-Hollogne :  
de heer Maurice Mottard  
Gemeente Flémalle :  
de heer Gilbert Van Bouchaute

## Province Limburg

## Arrondissement Hasselt :

Gemeente Zutendaal :  
de heer Jozef Beuls  
Gemeente Ham :  
de heer Dirk De Vis

## Arrondissement de Maaseik :

Commune de Bocholt :

M. Jozef Michels

## Province de Luxembourg

## Arrondissement de Marche-en-Famenne :

Commune de Hotton :

M. Philippe Courard

## Arrondissement de Neufchâteau :

Commune de Libramont-Chevigny :

M. Charles Bossicart

## Province de Namur

## Arrondissement de Namur :

Commune de Assesse :

M. Luc Bouveroux

Commune de Gesves :

M. Philippe Mahoux

[2000/01096]

**Bourgmestre. — Titre honorifique**

Par arrêté royal du 11 décembre 2000, le titre honorifique de ses fonctions de bourgmestre de la ville de Gand, province de Flandre orientale, arrondissement de Gand, est octroyé à M. Gilbert Temmerman.

Par arrêté royal du 11 décembre 2000, le titre honorifique de ses fonctions de bourgmestre de la commune de Sint-Katelijne-Waver, province de Anvers, arrondissement de Malines, est octroyé à M. Jan Van Calster.

[2001/00050]

**Agrément comme organisme de formation pour le personnel des entreprises de gardiennage en application de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, modifiée par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999. — Refus**

Par arrêté ministériel du 13 décembre 2000, l'agrément comme organisme de formation pour l'organisation de la formation de base pour le personnel d'exécution des entreprises de gardiennage est refusé à l'entreprise Beveiligings-Opleidings-Centrum (B.O.C.) S.P.R.L., établie Huidevetterstraat 8, boîte 3, à 2000 Anvers.

[2001/00012]

**Autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage en application de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage. — Refus**

Par arrêté ministériel du 30 octobre 2000, l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage est refusée, à M. Filip Speeckaert, établi Kleemhoek 8, à 9900 Eeklo.

Par arrêté ministériel du 30 octobre 2000, l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage est refusée, à M. Stefaan Peinen, établi Victoriestraat 20, boîte 4, à 2300 Turnhout.

Par arrêté ministériel du 6 novembre 2000, l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage est refusée, à M. Roger Van Gorp, établi Otterstraat 53, boîte 4, à 2300 Turnhout.

## Arrondissement Maaseik :

Gemeente Bocholt :

de heer Jozef Michels

## Provincie Luxemburg

## Arrondissement Marche-en-Famenne :

Gemeente Hotton :

de heer Philippe Courard

## Arrondissement Neufchâteau :

Gemeente Libramont-Chevigny :

de heer Charles Bossicart

## Provincie Namen

## Arrondissement Namen :

Gemeente Assesse :

de heer Luc Bouveroux

Gemeente Gesves :

de heer Philippe Mahoux

[2000/01096]

**Burgemeester. — Eretitel**

Bij koninklijk besluit van 11 december 2000 wordt aan de heer Gilbert Temmerman de eretitel van zijn ambt van burgemeester van de stad Gent, provincie Oost-Vlaanderen, arrondissement Gent, verleend.

Bij koninklijk besluit van 11 december 2000 wordt aan de heer Jan Van Calster de eretitel van zijn ambt van burgemeester van de gemeente Sint-Katelijne-Waver, provincie Antwerpen, arrondissement Mechelen, verleend.

[2001/00050]

**Erkenning als opleidingsinstelling voor het personeel van de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten in toepassing van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999. — Weigering**

Bij ministerieel besluit van 13 december 2000 wordt de erkenning als opleidingsinstelling voor het organiseren van de basisopleiding voor het uitvoerend personeel van bewakingsondernemingen geweigerd aan de onderneming Beveiligings-Opleidings-Centrum (B.O.C.) B.V.B.A., gevestigd te 2000 Antwerpen, Huidevetterstraat 8, bus 3.

[2001/00012]

**Vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming in toepassing van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. — Weigeringen**

Bij ministerieel besluit van 30 oktober 2000 wordt de vergunning tot het exploiteren van bewakingsonderneming geweigerd, aan de heer Filip Speeckaert, gevestigd te 9900 Eeklo, Kleemhoek 8.

Bij ministerieel besluit van 30 oktober 2000 wordt de vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming geweigerd, aan de heer Stefaan Peinen, gevestigd te 2300 Turnhout, Victoriestraat 20, bus 4.

Bij ministerieel besluit van 6 november 2000 wordt de vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming geweigerd, aan de heer Roger Van Gorp, gevestigd te 2300 Turnhout, Otterstraat 53, bus 4.

Par arrêté ministériel du 24 novembre 2000, l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage est refusée, à M. Carlo Van Parijs, établi avenue Albert 1<sup>er</sup> 110/02, à 4030 Grivegnée.

Par arrêté ministériel du 13 décembre 2000, l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage est refusée, à M. Wolfs, établi Oudeweg 31, à 3770 Riemst.

Par arrêté ministériel du 14 décembre 2000, l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage est refusée, à M. De Bruyne, Luc, sous la dénomination VIP Security Services, établi Maartenhoek 3, à 3530 Houthalen-Helchteren.

Par arrêté ministériel du 20 décembre 2000 remplaçant l'arrêté ministériel du 20 novembre 2000, l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage est refusée, à M. Bamps, Christian, établi Klein Lafelstraat 37A, à 3770 Riemst.

L'arrêté ministériel du 20 novembre 2000 est abrogé.

[2001/00023]

**Autorisation d'organiser un service interne de gardiennage en application de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage. — Refus**

Par arrêté ministériel du 28 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.P.R.L. Maxx, établie Gentseweg 375, à 9120 Beveren-Waas.

Par arrêté ministériel du 28 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.P.R.L. Beverly's, établie De Stroperstraat 75, à 9190 Stekene.

Par arrêté ministériel du 28 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.P.R.L. Bondue, établie Weefselstraat 10, à 9000 Gand.

Par arrêté ministériel du 28 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à M. Michel Watteyne, domicilié chaussée de Montgomery 12, à 7610 Rumes et exploitant les établissements suivants : « le Cube » à Blaton, « le Club la Florida » à la Glannerie et « les Arcades » à Basècles.

Par arrêté ministériel du 28 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.P.R.L. L.D.B.M., établie rue Marché aux Herbes 101, à 1000 Bruxelles.

Par arrêté ministériel du 28 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à M. Frédéric Legrand, exploitant l'établissement « l'Axiome », établi Grand Route 6, à 7740 Warcoing.

Par arrêté ministériel du 28 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.A. Extravaganza, établie rue Picard 5, à 1000 Bruxelles.

Bij ministerieel besluit van 24 november 2000 wordt de vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming geweigerd, aan de heer Carlo Van Parijs, gevestigd te 4030 Grivegnée, avenue Albert 1<sup>er</sup> 110/02.

Bij ministerieel besluit van 13 december 2000 wordt de vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming geweigerd, aan de heer Wolfs, gevestigd te 3770 Riemst, Oudeweg 31.

Bij ministerieel besluit van 14 december 2000 wordt de vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming geweigerd, aan de heer De Bruyne, Luc, onder de benaming VIP Security Services, gevestigd te 3530 Houthalen-Helchteren, Maartenhoek 3.

Bij ministerieel besluit van 20 december 2000 tot vervanging van het ministerieel besluit van 20 november 2000 wordt de vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming geweigerd, aan de heer Bamps, Christian, gevestigd te 3770 Riemst, Klein Lafelstraat 37A.

Het ministerieel besluit van 20 november 2000 wordt opgeheven.

[2001/00023]

**Vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst in toepassing van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. — Weigeringen**

Bij ministerieel besluit van 28 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de B.V.B.A. Maxx, gevestigd te 9120 Beveren-Waas, Gentseweg 375.

Bij ministerieel besluit van 28 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de B.V.B.A. Beverly's, gevestigd te 9190 Stekene, De Stroperstraat 75.

Bij ministerieel besluit van 28 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de B.V.B.A. Bondue, gevestigd te 9000 Gent, Weefselstraat 10.

Bij ministerieel besluit van 28 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de heer Michel Watteyne, woonachtig, chaussée de Montgomery 122, te 7610 Rumes en uitbating van het etablissement « le Cube » te Blaton « le Club la Florida » te La Glannerie en « les Arcades » te Basècles.

Bij ministerieel besluit van 28 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de B.V.B.A. L.D.B.M., gevestigd te 1000 Bruxelles, rue Marché aux Herbes 101.

Bij ministerieel besluit van 28 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de heer Frédéric Legrand, uitbating van het etablissement « l'Axiome », gevestigd te 7740 Warcoing, Grand Route 6.

Bij ministerieel besluit van 28 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan Extravaganza N.V., gevestigd te 1000 Bruxelles, rue Picard 5.



Par arrêté ministériel du 28 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.P.R.L. L'Echanson, établie rue de Longuyon 200, à 6760 Ruelle.

Par arrêté ministériel du 30 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la l'A.S.B.L. « Les Chemins du Sud », établie rue de l'Ecuyer 45, à 1000 Bruxelles.

Par arrêté ministériel du 30 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.P.R.L. Sphinx, établie rue Dernier Patard 91B, à 1470 Baisy-Thy.

Par arrêté ministériel du 30 novembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.P.R.L. Barry Reve, établie chaussée de Bruxelles 2, à 7534 Barry.

Par arrêté ministériel du 13 décembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.C. Sjoobies, établie Wingenesteenweg 53, à 8730 Beernem.

Par arrêté ministériel du 13 décembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à la S.P.R.L. Claroo, établie Pastoor Coplaan 77, à 2070 Zwijndrecht.

Par arrêté ministériel du 20 décembre 2000, l'autorisation d'organiser un service interne de gardiennage est refusée, à Mme De Vos, Marie-Christine, exploitante du dancing « De Witte Hoeve », établi Doornstraat 3, à 9550 Herzele.

Bij ministerieel besluit van 28 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de B.V.B.A. L'Echanson, gevestigd te 6760 Ruelle, rue de Longuyon 200.

Bij ministerieel besluit van 30 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de A.S.B.L. « Les Chemins du Sud », gevestigd te 1000 Bruxelles, rue de l'Ecuyer 45.

Bij ministerieel besluit van 30 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de S.P.R.L. Sphinx, gevestigd te 1470 Baisy-Thy, rue Dernier Patard 91B.

Bij ministerieel besluit van 30 november 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de S.P.R.L. Barry Reve, gevestigd te 7534 Barry, chaussée de Bruxelles 2.

Bij ministerieel besluit van 13 december 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de C.V. Sjoobies, gevestigd te 8730 Beernem, Wingenesteenweg 53.

Bij ministerieel besluit van 13 december 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan de B.V.B.A. Claroo, gevestigd te 2070 Zwijndrecht, Pastoor Coplaan 77.

Bij ministerieel besluit van 20 december 2000 wordt de vergunning tot het organiseren van een interne bewakingsdienst geweigerd aan Mevr. De Vos, Marie-Christine, uitbaatster van de dancing « De Witte Hoeve », gevestigd te 9550 Herzele, Doornstraat 3.

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 2000/12007]

**7 JANVIER 2001.** — Arrêté royal nommant les membres de la Sous-commission paritaire de l'industrie des briques de la province d'Anvers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 1983 instituant des sous-commissions paritaires de l'industrie des briques, fixant leur dénomination et leur compétence et en fixant leur nombre de membres;

Vu l'arrêté royal du 4 août 1996 nommant les membres de la Sous-commission paritaire de l'industrie des briques de la province d'Anvers;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement du mandat des membres de cette sous-commission;

Vu les candidatures présentées par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres de la Sous-commission paritaire de l'industrie des briques de la province d'Anvers :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

WUYTS Karel, à Westmalle;

VAN DER BIEST Johan, à Herent;

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 2000/12007]

**7 JANUARI 2001.** — Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van het Paritair Subcomité voor de steenbakkerij van de provincie Antwerpen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1983 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid van paritaire subcomités voor de steenbakkerij en tot vaststelling van het aantal leden ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 tot benoeming van de leden van het Paritair Subcomité voor de steenbakkerij van de provincie Antwerpen;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat over te gaan tot de hernieuwing van het mandaat der leden van dit subcomité;

Gelet op de voordracht door de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Tot leden van het Paritair Subcomité voor de steenbakkerij van de provincie Antwerpen worden benoemd :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

De heren :

WUYTS Karel, te Westmalle;

VAN DER BIEST Johan, te Herent;

DESMEDT Alfons, à Hoogstraten;  
 DESCHUYTER Johan, à Torhout;  
 SWENDEN Michel, à Anvers;  
 LAUWERS René, à Boom;  
 VAN DEN BOSSCHE Jozef, à Termonde.

Membres suppléants :

Messieurs :

CASTERMANS Theo, à Zonnebeke;  
 RUTS Eugeen, à Herentals;  
 DE CORSWAREM Joseph, à Brecht;  
 Mme MOEYAERT Annelies, à Waregem;  
 M. SWENDEN Luc, à Rumst;  
 Mme SALU Katleen, à Grimbergen;  
 M. PEIRS Giovanni, à Beersel.

2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

Membres effectifs :

MM. :

GEYBELS René, à Hemiksem;  
 GROOTAERS Ivan, à Malines;  
 VERREYNT Wim, à Mol;  
 DAERDEN Justin, à Herk-de-Stad;  
 VAN GENECHTEN Rudy, à Herentals;  
 VAN DE VOORDE Roger, à Lebbeke;  
 DE GROOTE Luc, à Kruishoutem.

Membres suppléants :

MM. :

DE WOLF Ferdy, à Termonde;  
 VERLAECKT Bruno, à Saint-Nicolas;  
 HOREMANS Karel, à Vorselaar;  
 VAN BEYLEN Victor, à Willebroek;  
 HIMPE Ivan, à Waregem;  
 CASTEELS Bernard, à Gand;  
 DE LEEGE Redy, à Niel.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
 Mme L. ONKELINX

—————  
 Note

(1) Références au *Moniteur belge* :  
 Loi du 5 décembre 1968,  
*Moniteur belge* du 15 janvier 1969.  
 Arrêté royal du 24 janvier 1983,  
*Moniteur belge* du 9 février 1983.  
 Arrêté royal du 4 août 1996,  
*Moniteur belge* du 11 septembre 1996.

DESMEDT Alfons, te Hoogstraten;  
 DESCHUYTER Johan, te Torhout;  
 SWENDEN Michel, te Antwerpen;  
 LAUWERS René, te Boom;  
 VAN DEN BOSSCHE Jozef, te Dendermonde.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

CASTERMANS Theo, te Zonnebeke;  
 RUTS Eugeen, te Herentals;  
 DE CORSWAREM Joseph, te Brecht;  
 Mevr. MOEYAERT Annelies, te Waregem;  
 De heer SWENDEN Luc, te Rumst;  
 Mevr. SALU Katleen, te Grimbergen;  
 De heer PEIRS Giovanni, te Beersel.

2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

GEYBELS René, te Hemiksem;  
 GROOTAERS Ivan, te Mechelen;  
 VERREYNT Wim, te Mol;  
 DAERDEN Justin, te Herk-de-Stad;  
 VAN GENECHTEN Rudy, te Herentals;  
 VAN DE VOORDE Roger, te Lebbeke;  
 DE GROOTE Luc, te Kruishoutem.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

DE WOLF Ferdy, te Dendermonde;  
 VERLAECKT Bruno, te Sint-Niklaas;  
 HOREMANS Karel, te Vorselaar;  
 VAN BEYLEN Victor, te Willebroek;  
 HIMPE Ivan, te Waregem;  
 CASTEELS Bernard, te Gent;  
 DE LEEGE Redy, te Niel.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
 Mevr. L. ONKELINX

—————  
 Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
 Wet van 5 december 1968,  
*Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.  
 Koninklijk besluit van 24 januari 1983,  
*Belgisch Staatsblad* van 9 februari 1983.  
 Koninklijk besluit van 4 augustus 1996,  
*Belgisch Staatsblad* van 11 september 1996.

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### CONSEIL D'ETAT

[2001/21040]

#### Elections communales de Hoeilaart. — Recours

Un recours a été introduit au Conseil d'Etat par M. Schoonjans, Lucien.

*En cause* : élections communales de Hoeilaart.

Toute personne peut prendre connaissance de la requête au secrétariat communal de Hoeilaart (article 5 de l'arrêté royal du 15 juillet 1956, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1982 et 28 octobre 1994).

[2001/21039]

#### Elections communales de Huy. — Recours

Un recours a été introduit au Conseil d'Etat par M. Charpentier, Philippe et consorts.

*En cause* : élections communales de Huy.

Toute personne peut prendre connaissance de la requête au secrétariat communal de Huy (article 5 de l'arrêté royal du 15 juillet 1956, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1982 et 28 octobre 1994).

### RAAD VAN STATE

[2001/21040]

#### Gemeenteraadsverkiezingen te Hoeilaart. — Beroep

Bij de Raad van State is beroep ingesteld door de heer Schoonjans, Lucien.

*In zake* : gemeenteraadsverkiezingen te Hoeilaart.

Eenieder kan inzage nemen van het verzoekschrift op het gemeente secretariaat te Hoeilaart (koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 5, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 16 september 1982 en 28 oktober 1994).

[2001/21039]

#### Gemeenteraadsverkiezingen te Huy. — Beroep

Bij de Raad van State is beroep ingesteld door de heer Charpentier, Philippe e.a.

*In zake* : gemeenteraadsverkiezingen te Huy.

Eenieder kan inzage nemen van het verzoekschrift op het gemeentesecretariaat te Huy (koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 5, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 16 september 1982 en 28 oktober 1994).

### COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C - 2001/03020]

#### 13 DECEMBRE 2000 Arrêté de la Commission bancaire et financière modifiant la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique arrêtée au 31 décembre 1999, publiée au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> avril 2000, et les modifications intervenues depuis cette date;

Considérant que la société de gestion de fortune Private and Independent Investment S.A., en abrégé : « Priv-Gest », a demandé à la Commission bancaire et financière d'inclure dans son agrément le service d'investissement repris à l'article 46, 1<sup>o</sup>, 1.a) de la même loi, à savoir "la réception et la transmission, pour le compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers";

Considérant que la Commission bancaire et financière a approuvé cette demande,

Arrête :

La liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1999, est modifiée sous le titre "Entreprises d'investissement de droit belge" à la rubrique "Sociétés de gestion de fortune" par l'insertion après le nom de la société de gestion de fortune Private and Independent Investment S.A., en abrégé : « Priv-Gest », du service d'investissement 1.a) - la réception et la transmission, pour le compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers.

Bruxelles, le 13 décembre 2000.

Le président,  
J.-L. Duplat.

### COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIeweZEN

[C - 2001/03020]

#### 13 DECEMBER 2000. — Besluit van de Commissie voor het Bank en Financiewezen tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de lijst opmaakt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 31 december 1999 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 april 2000, evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Overwegende dat de vennootschap voor vermogensbeheer Private and Independent Investment N.V., verkort : Priv-Gest, de Commissie voor het Bank- en Financiewezen heeft verzocht haar vergunning uit te breiden met de beleggingsdienst "het ontvangen en doorgeven voor rekening van beleggers van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten", als bedoeld in artikel 46, 1<sup>o</sup>, 1.a) van dezelfde wet;

Overwegende dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen deze aanvraag heeft goedgekeurd,

Besluit :

De op 31 december 1999 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt gewijzigd onder de titel "Beleggingsondernemingen naar Belgisch recht" in de rubriek "Vennootschappen voor vermogensbeheer" door na de naam van de vennootschap voor vermogensbeheer Private and Independent Investment N.V., verkort : Priv-Gest, de beleggingsdienst 1.a) - het ontvangen en doorgeven voor rekening van beleggers van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten - op te nemen.

Brussel, 13 december 2000.

De voorzitter,  
J.-L. Duplat.

**CHAMBRE DES REPRESENTANTS**

[C - 2001/19012]

**Nomination des membres suppléants  
du Comité permanent de contrôle des services de police  
(Comité permanent P)**

En séance plénière du 21 décembre 2000, la Chambre des représentants a procédé à la nomination des membres suppléants du Comité permanent P, dont un président et un vice-président, conformément à l'article 4 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements.

Ont été nommés :

— président suppléant : M. Freddy TROCH, vice-président du tribunal de première instance de Dendermonde (N);

— vice-président suppléant : M. Philippe VAN LIERDE, premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Nivelles (F);

— suppléant de Mme D. Cailloux : M. Philip BERBEN, auditeur du travail près le tribunal de travail de Louvain (N);

— suppléant de M. R. Vandeputte : M. Frank SCHUERMANS, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand (N);

— suppléant de M. G. Bourdoux : Mme Nicole MIGNON, premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles (F).

**KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

[C - 2001/19012]

**Benoeming van de plaatsvervangende leden  
van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten  
(Vast Comité P)**

Tijdens haar plenaire vergadering van 21 december 2000 is de Kamer van volksvertegenwoordigers overgegaan tot de benoeming van de plaatsvervangende leden van het Vast Comité P, waaronder een voorzitter en een ondervoorzitter, overeenkomstig artikel 4 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten.

Werden benoemd tot :

— plaatsvervangende voorzitter : de heer Freddy TROCH, ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde (N);

— plaatsvervangende ondervoorzitter : de heer Philippe VAN LIERDE, eerste substituuat van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel (F);

— plaatsvervanger van mevr. D. Cailloux : de heer Philip BERBEN, arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Leuven (N);

— plaatsvervanger van de h. R. Vandeputte : de heer Frank SCHUERMANS, substituuat van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent (N);

— plaatsvervanger van de h. G. Bourdoux : Mevr. Nicole MIGNON, eerste substituuat van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel (F).

**COUR D'ARBITRAGE**

[C - 2001/21023]

**Vacance de juge**

Un juge d'expression française de la Cour d'arbitrage sera admis à la retraite le 18 avril 2001. La vacance est à pourvoir sur la base de l'article 34, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, tel qu'il a été modifié par l'article 126, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

Conformément à l'article 32 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la liste double de candidats sera présentée par le Sénat, qui fera paraître bientôt un avis officiel mentionnant le délai dans lequel les actes de candidature devront lui être adressés.

**ARBITRAGEHOF**

[C - 2001/21023]

**Vacature van rechter**

Een Franstalige rechter van het Arbitragehof zal op 18 april 2001 in ruste worden gesteld. In de vacature zal worden voorzien op grond van artikel 34, § 1, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, zoals gewijzigd bij artikel 126, § 1, van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

Overeenkomstig artikel 32 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof zal de lijst van twee kandidaten worden voorgedragen door de Senaat, die binnenkort een officieel bericht zal laten verschijnen met vermelding van de termijn binnen welke de kandidaatsstellingen tot hem moeten worden gericht.

**MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

[2001/11024]

**Prix du gaz naturel pour le mois de janvier 2001**

Les paramètres Iga et Igd prévus par l'arrêté ministériel du 6 septembre 1994 portant réglementation des prix du gaz naturel sont, pour le mois de janvier 2001, fixés respectivement aux valeurs ci-après :

Iga = 0,9536

Igd = 1,3622

**Office de Contrôle des Assurances**

[2001/95001]

**Acte d'approbation d'une cession  
des droits et obligations d'une entreprise d'assurances**

Par décision du Conseil de l'Office de Contrôle des Assurances en date du 18 décembre 2000, est approuvée la convention par laquelle l'entreprise « Assubel Salaire Garanti » (code administratif numéro 0868), association d'assurance mutuelle, dont le siège est situé rue de Laeken 35, à 1000 Bruxelles, cède, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'ensemble des droits et obligations des contrats d'assurances de la branche 16 « Pertes pécuniaires diverses », à l'entreprise « Apra Accidents » (code administratif numéro 0164), société anonyme, dont le siège social est situé Frankrijklei 64-68, à 2000 Anvers.

La cession approuvée par l'Office est réalisée valablement à l'égard de tous les assurés et de tous les tiers intéressés (article 76 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances). (1120)

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

[2001/11024]

**Prijzen van het aardgas voor de maand januari 2001**

De parameters Iga en Igd voorzien bij het ministerieel besluit van 6 september 1994 houdende reglementering van de prijzen voor aardgas zijn voor de maand januari 2001 respectievelijk vastgelegd op de volgende waarden :

Iga = 0,9536

Igd = 1,3622

**Controledienst voor de Verzekeringen**

[2001/95001]

**Akte tot goedkeuring van een overdracht  
van de rechten en verplichtingen van een verzekeringsonderneming**

Bij beslissing van de Raad van de Controledienst voor de Verzekeringen op datum van 18 december 2000, wordt de overeenkomst goedgekeurd waardoor de onderneming « Assubel Gewaarborgd Loon » (administratief codenummer 0868), onderlinge verzekeringsvereniging, waarvan de zetel is gevestigd Lakensestraat 35, te 1000 Brussel, op datum van 1 januari 2001, het geheel van de rechten en plichten overdraagt van de verzekeringscontracten behorende tot de tak 16 « Apra Ongevallen » (administratief codenummer 0164), naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Frankrijklei 64-68, te 2000 Antwerpen.

De door de Controledienst goedgekeurde overdracht geldt ten aanzien van alle verzekerden en alle betrokken derden (artikel 76 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen). (1120)



## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[2001/09040]

**Ordre judiciaire. — Place vacante**

— greffier au tribunal de première instance de Turnhout : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au « Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du personnel, 3/P/O.J.II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles », dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

[2001/09036]

**Examens permettant aux docteurs et licenciés en droit de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire. — Session ordinaire de mars 2001**

Le Ministère de la Justice organisera prochainement, conformément aux dispositions de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, des examens linguistiques pour docteurs et licenciés en droit (connaissance de la langue française, de la langue néerlandaise ou de la langue allemande).

Les demandes d'inscription doivent être adressées par lettre recommandée, avant le 15 février 2001, à M. le Ministre de la Justice, Services généraux, Examens linguistiques, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles. Elles doivent mentionner, outre l'identité complète du candidat (lieu et date de naissance, numéro de téléphone et une photocopie, recto-verso, de la carte d'identité), la langue sur la connaissance de laquelle il désire être interrogé, ainsi que le diplôme dont il est porteur.

Les frais d'examen s'élèvent à 200 francs. Cette somme doit être versée, au moment de l'inscription, au C.C.P. 679-2005505-30 du Ministère de la Justice, Services généraux, Examens linguistiques.

L'examen se compose d'une épreuve orale et d'une épreuve écrite. L'épreuve orale est publique et précède l'épreuve écrite.

L'épreuve orale consiste :

1° dans la lecture à haute voix d'un ou de plusieurs textes de loi rédigés dans la langue faisant l'objet de l'examen. Ces textes se rapportent au droit pénal, à la procédure pénale, au droit civil, au droit commercial et au droit judiciaire privé;

2° dans une conversation sur un sujet de la vie courante.

L'épreuve écrite consiste dans la rédaction d'un commentaire dans la langue faisant l'objet de l'examen, portant sur un jugement ou un arrêté rédigé dans l'autre langue.

Les récipiendaires peuvent se servir de livres et de dictionnaires juridiques, ainsi que de codes.

[2001/09024]

**Extrait en conformité de l'article 118 du Code civil**

Un jugement du tribunal de première instance de Bruxelles, rendu le 28 novembre 2000, à la requête de M. Laloy, Pol, domicilié à 8434 Westende, Duinenlaan 131/101, a déclaré l'absence de M. Laloy, Daniel Georges René, né à Forest le 20 février 1942, ayant demeuré en dernier lieu en France.

Un jugement du tribunal de première instance de Bruges, rendu le 7 novembre 2000, à la requête de M. Behaegel, Geert, domicilié à 8740 Pittem, Brugsesteenweg 65, et M. Behaegel, Johan, domicilié à 8560 Wevelgem (Moorsele), Kezelberg 32, a déclaré l'absence de M. Behaegel, Bart André Irenus, né à Izegem le 31 décembre 1958, ayant demeuré en dernier lieu à Beveren (Roeselare), Schoolstraat 45.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09040]

**Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen**

— griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de rechterlijke orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

[2001/09036]

**Examens waarbij de doctors en licentiaten in de rechten in de gelegenheid worden gesteld te bewijzen dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven. — Gewone zitting van maart 2001**

Het Ministerie van Justitie zal binnenkort taalexamen organiseren ten behoeve van doctors en licentiaten in de rechten (kennis van de Franse taal, van de Nederlandse taal of van de Duitse taal) overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken.

De aanvragen tot inschrijving moeten vóór 15 februari 2001 bij aangetekend schrijven gericht worden aan de heer Minister van Justitie, Algemene Diensten, Taalexamen, Waterloolaan 115, 1000 Brussel. Zij dienen, naast de volledige identiteit van de examinandus (geboorteplaats en -datum, telefoonnummer en een fotokopie, recto-verso, van de identiteitskaart), melding te maken van de taal over de kennis waarvan hij ondervraagd wenst te worden, alsook van het diploma dat hij bezit.

Het examengeld bedraagt 200 frank. Dit bedrag dient bij de inschrijving gestort te worden op prk. 679-2005505-30 van het Ministerie van Justitie, Algemene Diensten, Taalexamen.

Het examen omvat een mondeling en een schriftelijk gedeelte. Het mondeling gedeelte geschiedt in het openbaar en gaat het schriftelijk gedeelte vooraf.

Het mondeling gedeelte bestaat in :

1° het luidop lezen van één of meer wetteksten, gesteld in de taal waarover het examen loopt. Die teksten hebben betrekking op het strafrecht, de strafvordering, het burgerlijk recht, het handelsrecht en het gerechtelijk privaatrecht;

2° een gesprek over een onderwerp in verband met het dagelijks leven.

Het schriftelijk gedeelte bestaat in het redigeren, in de taal waarover het examen loopt, van een commentaar op een in de andere taal gesteld vonnis of arrest.

De examinandi mogen zich van juridische boeken en woordenboeken alsmede van wetboeken bedienen.

[2001/09024]

**Uittreksel overeenkomstig artikel 118 van het Burgerlijk Wetboek**

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, gegeven op 28 november 2000, is ten verzoeken van de heer Laloy, Pol, wonende te 8434 Westende, Duinenlaan 131/101, de afwezigheid uitgesproken ten aanzien van de heer Laloy, Daniel Georges René, geboren te Vorst op 20 februari 1942, laatst woonachtig in Frankrijk.

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, gegeven op 7 november 2000, is ten verzoeken van de heer Behaegel, Geert, wonende te 8740 Pittem, Brugsesteenweg 65, en de heer Behaegel, Johan, wonende te 8560 Wevelgem (Moorsele), Kezelberg 32, de afwezigheid uitgesproken ten aanzien van de heer Behaegel, Bart André Irenus, geboren te Izegem op 31 december 1958, laatst verblijvende te Beveren (Roeselare), Schoolstraat 45.



## MINISTERE DE L'INTERIEUR

[C - 2000/01103]

## Avis à la population n° 4/00

Vol de cartes d'identité (du nouveau modèle)  
dans des maisons communales

Les numéros mentionnés ci-après sont ceux de cartes d'identité du nouveau modèle volées dans une maison communale.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2000/01103]

## Bericht aan de bevolking nr. 4/00

Diefstal van identiteitskaarten (nieuw model)  
in gemeentehuizen

De hierna vermelde nummers zijn die van het nieuwe model, welke in een gemeentehuis werden ontvreemd.

Ville MARCHE-EN-FAMENNE - (le vol du 30 septembre 2000)  
Stad MARCHE-EN-FAMENNE - (diefstal op 30 september 2000)

236 cartes d'identité — 236 identiteitskaarten

525 0035381-09	525 0038107-19	525 0038228-43
525 0036712-79	525 0038113-25	525 0038230-45
525 0036922-95	525 0038114-26	525 0038231-46
525 0036993-69	525 0038115-27	525 0038232-47
525 0037069-48	525 0038122-34	525 0038235-50
525 0037104-83	525 0038125-37	525 0038237-52
525 0037157-39	525 0038127-39	525 0038242-57
525 0037160-42	525 0038129-41	525 0038243-58
525 0037208-90	525 0038131-43	525 0038244-59
525 0037220-05	525 0038132-44	525 0038245-60
525 0037256-41	525 0038134-46	525 0038247-62
525 0037274-59	525 0038135-47	525 0038251-66
525 0037291-76	525 0038136-48	525 0038253-68
525 0037380-68	525 0038141-53	525 0038254-69
525 0037464-55	525 0038146-58	525 0038255-70
525 0037498-89	525 0038147-59	525 0038257-72
525 0037593-87	525 0038148-60	525 0038259-74
525 0037605-02	525 0038149-61	525 0038262-77
525 0037620-17	525 0038151-63	525 0038264-79
525 0037630-27	525 0038152-64	525 0038265-80
525 0037655-52	525 0038154-66	525 0038267-82
525 0037690-87	525 0038156-68	525 0038274-89
525 0037691-88	525 0038157-69	525 0038278-93
525 0037721-21	525 0038158-70	525 0038279-94
525 0037741-41	525 0038159-71	525 0038280-95
525 0037750-50	525 0038160-72	525 0038284-02
525 0037761-61	525 0038161-73	525 0038285-03
525 0037771-71	525 0038163-75	525 0038288-06
525 0037773-73	525 0038165-77	525 0038289-07
525 0037777-77	525 0038169-81	525 0038290-08
525 0037790-90	525 0038171-83	525 0038291-09
525 0037795-95	525 0038172-84	525 0038295-13
525 0037813-16	525 0038173-85	525 0038296-14
525 0037814-17	525 0038174-86	525 0038299-17
525 0037832-35	525 0038175-87	525 0038301-19
525 0037835-38	525 0038176-88	525 0038302-20
525 0037860-63	525 0038181-93	525 0038303-21
525 0037868-71	525 0038182-94	525 0038305-23
525 0037926-32	525 0038184-96	525 0038306-24
525 0037928-34	525 0038185-97	525 0038308-26
525 0037947-53	525 0038187-02	525 0038309-27
525 0037960-66	525 0038188-03	525 0038311-29
525 0037989-95	525 0038189-04	525 0038313-31
525 0037991-97	525 0038191-06	525 0038314-32
525 0038030-39	525 0038192-07	525 0038315-33
525 0038038-47	525 0038193-08	525 0038321-39
525 0038049-58	525 0038201-16	525 0038322-40
525 0038050-59	525 0038204-19	525 0038324-42
525 0038052-61	525 0038206-21	525 0038325-43
525 0038065-74	525 0038207-22	525 0038326-44
525 0038070-79	525 0038209-24	525 0038327-45
525 0038075-84	525 0038212-27	525 0038328-46
525 0038082-91	525 0038214-29	525 0038330-48
525 0038091-03	525 0038221-36	525 0038331-49
525 0038096-08	525 0038222-37	525 0038333-51
525 0038101-13	525 0038226-41	525 0038335-53

525 0038337-55	525 0038374-92	525 0038421-42
525 0038339-57	525 0038376-94	525 0038425-46
525 0038340-58	525 0038377-95	525 0038431-52
525 0038344-62	525 0038379-97	525 0038436-57
525 0038346-64	525 0038382-03	525 0038439-60
525 0038347-65	525 0038383-04	525 0038440-61
525 0038348-66	525 0038385-06	525 0038441-62
525 0038349-67	525 0038386-07	525 0038442-63
525 0038351-69	525 0038387-08	525 0038443-64
525 0038353-71	525 0038388-09	525 0038444-65
525 0038354-72	525 0038389-10	525 0038445-66
525 0038355-73	525 0038390-11	525 0038449-70
525 0038356-74	525 0038391-12	525 0038451-72
525 0038357-75	525 0038392-13	525 0038452-73
525 0038360-78	525 0038396-17	525 0038457-78
525 0038362-80	525 0038399-20	525 0038459-80
525 0038363-81	525 0038400-21	525 0038462-83
525 0038364-82	525 0038406-27	525 0038464-85
525 0038365-83	525 0038407-28	525 0038465-86
525 0038366-84	525 0038410-31	525 0038473-94
525 0038367-85	525 0038412-33	525 0038481-05
525 0038370-88	525 0038413-34	525 0038486-10
525 0038372-90	525 0038414-35	

Ville de Maaseik (vol du 21 octobre 2000)  
Stad Maaseik (diefstal op 21 oktober 2000)

32 cartes d'identité — 32 identiteitskaarten

487 0044253-76	487 0045901-75	487 0045956-33
487 0044474-06	487 0045903-77	487 0045968-45
487 0044955-02	487 0045905-79	487 0045969-46
487 0045714-82	487 0045911-85	487 0045973-50
487 0045715-83	487 0045912-86	487 0045980-57
487 0045753-24	487 0045913-87	487 0046005-82
487 0045771-42	487 0045922-96	487 0046014-91
487 0045830-04	487 0045927-04	487 0046030-10
487 0045873-47	487 0045929-06	487 0046042-22
487 0045874-48	487 0045932-09	487 0046150-33
487 0045897-71	487 0045945-22	

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C – 2001/27016]

**27 DECEMBRE 2000. — Circulaire relative aux additionnels communaux à l'IPP**

Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,

Messieurs les Gouverneurs,

Mesdames et Messieurs les Membres des Députations permanentes,

Mesdames,

Messieurs,

Le Ministre fédéral des Finances vient d'adresser, en date du 3 octobre 2000, une lettre-circulaire à l'ensemble des communes du Royaume relativement à la régularisation toute prochaine de l'arriéré généré par la procédure de globalisation des rentrées fiscales fédérales et leur répartition ultérieure, expliquant les montants et les causes de cet arriéré. Ce courrier était accompagné d'un tableau personnalisé par commune montrant l'évolution des retards la concernant spécifiquement. Concrètement, il promet la remise à zéro de la situation de la répartition des rentrées fiscales pour la fin de l'année 2000, ou au 31 janvier 2001 dernier délai.

Après examen approfondi de ce courrier et de ce tableau personnalisé, je ne pense pas que l'on puisse le(s) considérer comme suffisamment précis et pertinent(s) que pour constituer la base juridique et technique justifiant à l'heure actuelle une inscription budgétaire quelconque en la matière. Il y a bien là déclaration d'intention, mais le courrier ne constitue pas la notification que telle recette (complémentaire) va être attribuée aux communes pour tel exercice.

Dès lors, cette prévision de recettes ne pourra faire l'objet d'une inscription budgétaire que lorsqu'une notification précise de son montant, de sa nature et de son exercice d'imputation aura eu lieu (donc pas pour l'instant en modifications budgétaires 2000).

Si cette recette complémentaire fait l'objet d'une comptabilisation distincte du Ministère des Finances (c'est-à-dire n'est pas reprise dans les montants notifiés chaque année aux communes comme prévision pour l'exercice prochain — autrement dit n'est pas globalisée avec les versements classiques en matière d'additionnels IPP), je recommande aux autorités locales de prévoir son inscription budgétaire distinctement à l'article 04005/372-01.

Par ailleurs, et pour éviter toute confusion, il va de soi qu'il s'agit bien là d'une recette ordinaire qui devra figurer à l'exercice proprement dit.

Pour toute question relative à l'application de cette circulaire, je vous invite à prendre contact avec la Direction générale des Pouvoirs locaux, Division des Communes (votre correspondant : M. CHARLIER, 1<sup>er</sup> Attaché - Tél. : 081 / 32 36 67 - Fax : 081 / 30 81 88 - E-mail M.Charlier@mrw.wallonie.be).

Namur, le 27 décembre 2000.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

## PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

### Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

#### ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2000/31008]

#### Séance plénière

*Session ordinaire 2000-2001*

Salle des séances plénières du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale  
rue du Lombard 69, à 1000 Bruxelles

Ordre du jour :

*Vendredi 19 janvier 2001, à 9 h 30 m*

1. Communications.

2. Interpellations :

— de Mme Isabelle Gelas à M. Eric Tomas, président du Collège chargé de la formation professionnelle, relative à la formation professionnelle et à la guidance en matière de formation;

— de Mme Fatiha Saïdi à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la culture, relative au fonctionnement du Festival du Cinéma méditerranéen organisé par la Commission communautaire française;

— de M. Mahfoudh Romdhani à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la culture, relative à l'Agence centrale de lecture publique.

3. Question orale (article 85.4) :

— de Mme Caroline Persoons à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes handicapées, relative aux interprètes en langue des signes.

Questions d'actualité :

— fixées à 11 h 30 m.

(Conformément à l'article 87.4 du règlement, les questions d'actualité doivent parvenir à la présidente au plus tard à 9 heures).

## Avis divers

### Vershillende berichten

UNIVERSITEIT GENT

Zelfstandig academisch personeel

In de Faculteit geneeskunde en gezondheidswetenschappen is, vanaf 1 oktober 2001, een voltijds ambt van hoofddocent/hoogleraar/gewoon hoogleraar te begeven voor een opdracht omvattend academisch onderwijs, wetenschappelijk onderzoek en dienstverlening aan de gemeenschap in het vakgebied hart- en vaatziekten, binnen de vakgroep inwendige ziekten.

Functie-eisen :

voldoen aan de diplomaveisten vervat in artikel 83 van het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap en erkend zijn als geneesheer-specialist in de cardiologie;

een grote klinische ervaring hebben in het vakgebied;

hoogstaand wetenschappelijk onderzoek hebben verricht in het vakgebied;

over de nodige didactische vaardigheden beschikken om academisch onderwijs te verzorgen;

ervaring hebben in het management van een belangrijke klinische afdeling.

Dit voltijds ambt geeft in principe aanleiding tot een benoeming in vast verband onverminderd de mogelijkheid dat het universiteitsbestuur in het geval van eerste benoeming tot lid van het zelfstandig academisch personeel kan overgaan tot een aanstelling in een tijdelijk dienstverband voor een duur van ten hoogste drie jaar met uitzicht op een vaste benoeming na die periode, indien het universiteitsbestuur de prestaties van de betrokkene gunstig beoordeelt.

De kandidaturen dienen in tweevoud per aangetekend schrijven gericht aan de rector van de Universiteit Gent, rectoraat, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, op de daartoe voorziene formulieren met toevoeging van de bekwaamheidsbewijzen (afschriften van de diploma's), binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de bekendmaking in dit bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

De sollicitatieformulieren en het reglement van de Universiteit Gent betreffende de procedure en de voorwaarden voor de benoeming of aanstelling als lid van het zelfstandig academisch personeel kunnen bekomen worden op voornoemd adres of telefonisch aangevraagd op nrs. 09/264 31 29 of 264 31 30.

Zij worden eveneens op het internet ter beschikking gesteld, URL : <http://aivwww.rug.ac.be/personielsdienst/vacatres.html>.  
(19020)

VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Faculteit van de wetenschappen

Promotie

Mej. Ann Van Lysebetten verdedigt op 19 januari 2001, om 16 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de wetenschappen, in het auditorium 1G022, gebouw G, Eplanade, Campus Oefenplein.

Titel van het proefschrift : « Contribution to the study of the Triple Gauge Boson Couplings in fully hadronic WW final states at LEP2 », en een bijgevoegde stelling.  
(19017)

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)  
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Gemeente Brecht

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het gemeentebestuur van Brecht brengt hiermee ter kennis van de bevolking, dat het « sectoraal B.P.A. - zonevreemde bedrijven » voorlopig goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 14 december 2000, voor het publiek ter inzage ligt op het gemeentehuis van Brecht (dienst ruimtelijke ordening), Gemeentepark 1, 2960 Brecht, vanaf 19 januari 2001 tot en met 19 februari 2001, te 11 uur, elke werkdag van 9 tot 12 uur en van 14 tot 16 uur (uitgezonderd de vrijdag namiddag) alsook op maandagavond van 18 tot 19 uur.

Bezwaren en/of opmerkingen kunnen schriftelijk medegedeeld worden aan het gemeentebestuur van Brecht en dit tot uiterlijk 19 februari 2001, te 11 uur.

Brecht, 10 januari 2001. (990)

## Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

Automobiles Collin, société anonyme,  
rue Victor Libert 55, 6900 Marche-en-Famenne

R.C. Marche-en-Famenne 16185 – T.V.A. 440.474.426

Vu qu'un première assemblée générale convoquée pour le 5 janvier 2001 n'a pu délibérer à défaut de réunir le quorum légal, les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 29 janvier 2001, à 14 heures, en l'étude de Me Fosseprez, notaire à Libramont, avec le même ordre du jour, à savoir :

1. Modification de l'article 2 des statuts pour l'adapter à la décision administrative de modification de la numérotation du siège social.
2. Augmentation du capital social à concurrence de BEF 1 251 074 par incorporation des réserves disponibles, sans création d'actions nouvelles.
3. Conversion du capital social en euros.
4. Adaptation de l'article 5 des statuts aux points 2 et 3 de l'ordre du jour.
5. Renouvellement de l'autorisation donnée au conseil d'administration concernant le capital autorisé à concurrence de 250 000 euros maximum. Adaptation corrélative des articles 5 et 13 des statuts.
6. Modifications des statuts pour les adapter aux dernières modifications apportées à la législation applicable aux sociétés commerciales. Modifications des articles 1<sup>er</sup>, 9, 11, 12, 13, 18, 20 et 25 des statuts.
7. Suite à la loi contenant le Code des sociétés, remplacement de tous les renvois effectués dans les statuts aux articles des lois coordonnées sur les sociétés commerciales par des renvois à la législation applicable aux sociétés commerciales.
8. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre et accomplir toutes autres formalités. Pouvoirs à conférer au notaire instrumentant pour établir la coordination des statuts.

Se conformer aux statuts.  
(991)

Le conseil d'administration.

**Imprimerie Dereume, naamloze vennootschap,  
Golden Hopestraat 1, 1620 Drogenbos**

H.R. Brussel 1447 – BTW 401.844.175

Volgens een proces-verbaal van niet-bevinding opgemaakt door notaris Corinne Dupont, te Brussel, op 28 december 2000, was het wettelijk quorum niet bereikt.

De heren aandeelhouders worden dan verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 1 februari 2001, om 16 uur, ter studie van Mr. Corinne Dupont, notaris, te Brussel, Wolvengracht 38.

Dagorde :

1. Verhoging van het kapitaal ten belope van eenentwintig miljoen zevenhonderdendrieduizend negenhonderd veertig (21 703 940) frank, om het van twee miljoen vijfhonderdduizend frank (2 500 000) op vierentwintig miljoen tweehonderdendrieduizend negenhonderd veertig (24 203 940) frank te brengen zonder creatie van nieuwe aandelen door incorporatie van reserves tot zodanig beloop, zoals deze reserve voorkomen onder beschikbare reserve op de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.

2. Vaststelling van de werkelijke verwezenlijking van de kapitaalverhoging.

3. Conversie van het maatschappelijk kapitaal in euro.

4. Wijziging van artikel 5 der statuten.

5. Wijziging van de datum van de algemene vergadering om ze te verplaatsen naar de derde vrijdag van de maand mei om 17 uur van elk jaar - wijziging van de eerste paragraaf van artikel 16 der statuten.

6. Aanneming van de statuten in het Nederlands om deze te vervangen door een nieuwe tekst die ter beschikking is van de aandeelhouders ten zetel van de vennootschap. Het doel en het kapitaal blijven ongewijzigd.

7. Bevoegdheden.

Deze tweede algemene vergadering kan rechtsgeldig beraadslagen en beslissen welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen mogen zijn, dit overeenkomstig artikel 70 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. (992)

**Eder, naamloze vennootschap,  
Golden Hopestraat 1, 1620 Drogenbos**

H.R. Brussel 451731 – BTW 424.039.260

Volgens een proces-verbaal van niet-bevinding opgemaakt door notaris Corinne Dupont, te Brussel, op 28 december 2000, was het wettelijk quorum niet bereikt.

De heren aandeelhouders worden dan verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 1 februari 2001 om 15 uur, ter studie van Mr. Corinne Dupont, notaris, te Brussel, Wolvengracht 38.

Dagorde :

1. Verhoging van het kapitaal ten belope van twee miljoen zevenhonderddrieëntachtigduizend negenhonderd negentig (2 783 990) frank, om het van een miljoen tweehonderdvijftigduizend frank (1 250 000) op vier miljoen drieëndertigduizend negenhonderd negentig frank te brengen zonder creatie van nieuwe aandelen door incorporatie van reserves tot zodanig beloop, zoals deze reserve voorkomen onder beschikbare reserve op de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.

2. Vaststelling van de werkelijke verwezenlijking van de kapitaalverhoging.

3. Conversie van de maatschappelijke kapitaal in euro.

4. Wijziging van artikel 5 der statuten.

5. Wijziging van de datum van de algemene vergadering om ze te verplaatsen naar de derde vrijdag van de maand mei om 15 uur van elk jaar - wijziging van artikel 20 der statuten.

6. Bevoegdheden.

Deze tweede algemene vergadering kan rechtsgeldig beraadslagen en beslissen welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen mogen zijn, dit overeenkomstig artikel 70 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. (993)

**Apoteek Goossens-Gruson, naamloze vennootschap,  
Otegemstraat 5, 8550 Zwevegem**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 27 januari 2001, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde :  
1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 september 2000. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Bezoldigingen. 4. Rondvraag. (994)

**V.D.W. Invest, naamloze vennootschap,  
Electriciteitsstraat 33/002, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 83728 – BTW 435.701.333

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 januari 2001, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Varia. (995)

**Lievimmo, naamloze vennootschap,  
De Coomansgang 22, te 9520 Sint-Lievens-Houtem**

Jaarvergadering d.d. 27 januari 2001 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (996)

**Comptoir d'Escompte Européen, société anonyme,  
boulevard Saint-Michel 68, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 590692

Mmes et MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra au siège social le vendredi 26 janvier 2001 à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du président.
2. Lecture et approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2000.
3. Décharge aux membres du conseil d'administration.
4. Démission d'administrateur.
5. Nomination d'administrateurs.
6. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions de la loi et aux statuts, et de déposer leurs actions au siège social cinq jours francs avant l'assemblée. (997)

Le conseil d'administration.

**Europees Discontokantoor, naamloze vennootschap,  
Sint-Michielslaan 68, 1040 Brussel**

H.R. Brussel 590692

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel op vrijdag 26 januari 2001 om 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de voorzitter.
2. Lezing en goedkeuring van de jaarrekeningen en rekening van winst en verlies per 31 december 2000.
3. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur.



4. Ontslag van bestuurder.
5. Benoeming van bestuurders.
6. Diversen.

Voor het bijwonen van de vergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van wet en de statuten en hun aandelen vijf werkdagen vóór de vergadering neer te leggen bij de maatschappelijke zetel.

(997)

De raad van bestuur.

**Foncière Tour Louise, naamloze vennootschap,  
Sint Goedeleplein 19, 1000 Brussel**

*Bijeenroeping van buitengewone algemene vergadering*

Volgens het artikel 13 van het statuut van het vastgoedcertificaat ITT Toren, heeft de raad van bestuur van de N.V. Foncière Tour Louise de eer de vastgoedcertificaathouders bijeen te roepen voor een buitengewone algemene vergadering die doorgaat op maandag 5 februari 2001 om 14 uur te 1000 Brussel, Sint Goedeleplein 19.

Indien de helft van de uitgegeven certificaten niet vertegenwoordigd is, wordt er een tweede buitengewone algemene vergadering samengeroepen met dezelfde dagorde, die met een tweederde meerderheid van de geldig vertegenwoordigde stemmen zal beslissen.

De tweede buitengewone algemene vergadering, indien nodig, zal op woensdag 21 februari 2001 om 14 uur in het auditorium Sint Goedeleplein 14, 1000 Brussel plaatsvinden.

De dagorde is de volgende :

1. Voorstelling van het bod tot verwerving van de erfpacht op de ITT Toren voor een nettobedrag van BEF 1 650 000 000.
2. Berekening van het bruto en netto liquidatieresultaat per certificaat in geval van aanvaarding van het bod, welk werd geschat op ± EUR 131 netto (BEF 5 285) en ± EUR 134 bruto (BEF 5 405).
3. Huursituatie en vooruitzichten.
4. Uit te voeren werkzaamheden in het gebouw.
5. Vooruitzichten van de toekomstige ontwikkeling van de coupon.
6. Verslag van de expert Healey & Baker.
7. Standpunt van de raad van bestuur van de N.V. Foncière Tour Louise ten overstaan van dit bod.
8. Verslag van de beheerscontroleur.
9. Vragen en antwoorden.
10. Stemming over het volgende punt :

— Aanvaarding van het bod tot verwerving van de erfpacht op de ITT Toren, Louisalaan 480, 1050 Brussel met een tweederde meerderheid van de geldige vertegenwoordigde stemmen.

Om tijdens de buitengewone algemene vergaderingen te kunnen stemmen, moeten de certificaathouders ten laatste maandag 29 januari 2001 hun certificaten neerleggen bij een Belgische financiële instelling die hen een bewijs van neerlegging bezorgt. (998)

**Foncière Tour Louise, société anonyme,  
Place Sainte Gudule 19, 1000 Bruxelles**

*Convocation d'une assemblée générale extraordinaire*

Conformément à l'article 13 du statut du certificat de placement immobilier Tour ITT, le conseil d'administration de la S.A. Foncière Tour Louise a l'honneur de convoquer les porteurs de certificats Tour ITT à une assemblée générale extraordinaire le lundi 5 février 2001 à 14 heures au Place Sainte Gudule 19, à 1000 Bruxelles.

Si moins de la moitié des certificats émis sont représentés à cette assemblée, une seconde assemblée générale extraordinaire sera organisée avec le même ordre du jour et qui décidera à la majorité des 2/3 des votes valablement représentés.

La seconde assemblée générale extraordinaire, si elle est nécessaire, se tiendra le mercredi 21 février 2001 à 14 à l'auditorium du Place Sainte Gudule 14, à 1000 Bruxelles.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Présentation de l'offre d'acquisition du bail emphytéotique sur la Tour ITT pour un montant net de BEF 1 650 000 000.
2. Calcul du solde de liquidation brut et net par certificat en cas d'acceptation de l'offre d'acquisition estimé actuellement à ± EUR 131 net (BEF 5 285) et ± EUR 134 brut (BEF 5 405).
3. Situation locative et perspectives.
4. Travaux à réaliser dans l'immeuble.
5. Perspectives d'évolution future du coupon.
6. Rapport de l'expert Healey & Baker.
7. Position du conseil d'administration de la S.A. Foncière Tour Louise par rapport à cette offre d'achat.
8. Rapport du contrôleur de gestion.
9. Questions et réponses.
10. Vote sur le point suivant :

— acceptation de l'offre d'acquisition du bail emphytéotique sur la Tour ITT, avenue Louise 480, 1050 Bruxelles à la majorité des 2/3 des votes valablement exprimés.

Pour être admis à cette assemblée générale extraordinaire, les porteurs de certificats devront déposer leurs certificats au plus tard le lundi 29 janvier 2001 auprès d'une institution financière belge afin que celle-ci délivre une attestation de dépôt. (998)

**Autobedrijf Ypracars, naamloze vennootschap,  
Veurnseweg 21, 8900 Ieper**

H.R. Ieper 33230 — BTW 442.462.431

Jaarvergadering op 27/01/2001 om 11.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40181)

**Bekkimmo, naamloze vennootschap,  
Rijksweg 163, 3630 Maasmechelen**

H.R. Tongeren 64254 — BTW 434.711.240

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal gehouden worden op 29/01/2001 om 14.00 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. (40182)

**Cupid Diamonds, naamloze vennootschap,  
Pelikaanstraat 62, bus 432/433, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 315252 — BTW 457.403.401

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op donderdag 01/02/2001 om 19 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Vermelding van alle buitengewone en alle bijzondere algemene vergaderingen, gehouden sinds de laatste jaarvergadering; 2. Artikel 60 G.W.H.V.; 3. Verslag van de raad van bestuur; 4. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/09/2000. 5. Bestemming van het resultaat; 6. Bekrachtiging benoeming en verlenging benoeming bestuurder; 7. Aanvaarding ontslagname bestuurder; 8. Kwijting verlenen aan de bestuurders. 9. Kwijting aan het boekhoudkantoor Efibo bvba; 10. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40183)

**Ets Georges Pieters-Van De Velde, naamloze vennootschap,  
Antwerpsesteenweg 115, 9080 Lochristi**

H.R. Gent 28098 — BTW 401.081.934

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 26/01/2001 om 14.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31/08/2000. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Omvorming maatschappelijk kapitaal in euro. 5. Diversen. (40184)

De raad van bestuur.

**European Administration Office, naamloze vennootschap,  
Leopoldsplaats 10, bus 6, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 288556 — BTW 446.532.273

Jaarvergadering op 26/01/2001 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40185)

**Fleur, naamloze vennootschap,  
Proostdijkstraat 17, 8980 Beselare**

H.R. Kortrijk 37963 — BTW 460.219.369

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 26/01/2001 om 16.00 uur.

Agenda :

1. Melding toepassing artikel 60 vennootschapswet. 2. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/08/2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 6. Benoemingen. 7. Omvorming kapitaal in euro. Zich richten naar de statuten. (40186)

**Fimmac, société anonyme,  
boulevard L. Schmidt 57, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 430234

Assemblée générale annuelle du vendredi 26/01/2001 à 18 heures c/o S.C. DELVAUX, Chaussée de Louvain 428, 1380 Ohain. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31/10/2000. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations. (40187)

**Hof Ter Leeuw, commanditaire vennootschap op aandelen,  
Kleemstraat 90, 9111 Belsele**

H.R. Sint-Niklaas 58147 — BTW 461.635.668

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden ten maatschappelijke zetel, Kleemstraat 90, 9111 Belsele op 29 januari 2001 te 18 uur. — Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Décharge aan de bestuurders. 4. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40188)

**Innofusion, société anonyme,  
avenue A. Reisdorff 5, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 507934

Assemblée générale ordinaire le 26/01/2001, à 17 h 30 m, au siège social. Approbation des comptes annuels au 30/09/2000. Décharge aux administrateurs. Renouvellement de mandats. Se conformer à l'article 33 des statuts. (40189)

**Invest B.C., naamloze vennootschap,  
Della Faillelaan 55, 2020 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 193826

De algemene vergadering heeft plaats op 29/01/2001 te 17 uur ten maatschappelijke zetel en heeft de volgende agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 30/09/2000. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Diversen. Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (40190)

**Guy J. Kreusch & Co, naamloze vennootschap,  
Marie Josélaan 80, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 188559 — BTW 411.095.304

De algemene vergadering van aandeelhouders zal gehouden worden op 26/01/2001 te 19.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/08/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag bestuurders en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Om aan de algemene vergadering te kunnen deelnemen dient u zich te houden aan de statuten. (40191)

**Meeremans Consulting, naamloze vennootschap,  
Roggeveld 12, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 123247 — BTW 442.642.375

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 26/01/2001 om 20.00 uur. — Agenda : 1. Melding toepassing artikel 60 vennootschapswet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen. 7. Omvorming kapitaal in euro. Zich richten naar de statuten. (40192)

**Nolf Grafiek, naamloze vennootschap,  
Plataanlaan 6, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 125956

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op 03/02/2001 om 10 uur op de zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening per 30/09/2000. 3. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. (40193)

**Prima Meat, naamloze vennootschap,  
Baikenstraat 2, 9240 Zele**

H.R. Dendermonde 52183 — BTW 457.827.330

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 26/01/2001 om 11.00 uur, ten maatschappelijke zetel. 1. Verslag inzake de toepassing van art. 60 Venn. Wet. 2. Jaarverslag van de raad van bestuur. 3. Voorlezing en goedkeuring van de jaarrekening per 31/08/2000. 4. Toewijzing van het resultaat. 5. Décharge aan de raad van bestuur. 6. Diverse. (40194)

**Salyp, naamloze vennootschap,  
Dewittelaan 35, 8670 Oostduinkerke**

H.R. Veurne 31433 — BTW 436.503.958

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal doorgaan op zaterdag 27/01/2001 om 14 uur ten kantore van notaris Himpe - Maarschalk-Haiglaan 25 te Ieper. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/08/2000. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Aanpassing statuten aan

de reparatiewet, en wetboek van vennootschappen. 7. Kapitaalsverhoging om het kapitaal af te ronden naar 1.120.000 Euro via incorporatie van overgedragen winsten, en zonder creatie van nieuwe aandelen. (40195)

**Vanbeuren, naamloze vennootschap,  
Grotestraat 35, bus 1, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 43869 — NN 413.518.918

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31/01/2001 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40196)

**Vangroenweghe, naamloze vennootschap,  
Gentseheerweg 117, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 55397 — BTW 416.597.974

Jaarvergadering op 26/01/2001 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40197)

**Vermarcsport, naamloze vennootschap,  
Olivierstraat 95, 3111 Wezemaal**

H.R. Leuven 39431 — BTW 420.964.657

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31/01/2001 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40198)

**Administrations publiques  
et Enseignement technique**

**Openbare Besturen en Technisch Onderwijs**

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

**Stad Lier**

Bij besluit van de gemeenteraad d.d. 2 januari 2001 werd de betrekking van korpschef binnen de politiezone Lier vacant verklaard.

De politiezone Lier werd bij koninklijk besluit van 28 april 2000 omschreven en vastgesteld. Het betreft een ééngemeentezone waarvan het operationeel en het administratief en logistiek kader samen ten minste 75 en minder dan 150 voltijdse equivalenten telt.

De kandidaat voor deze betrekking moet voldoen aan de voorwaarden gesteld in het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 (*Belgisch Staatsblad* van 4 november 2000) houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie.

De kandidatuur, vergezeld van een *curriculum vitae* en een bondige uiteenzetting van de hoedanigheden en van de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de te begeven betrekking, moet aangetekend verstuurd worden aan de burgemeester van de stad Lier, Grote Markt 57, 2500 Lier, binnen een termijn van zestien dagen die aanvangt op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. De kandidaat zal een ontvangstbewijs worden toegestuurd.

Het functieprofiel van het ambt van korpschef van de lokale politie werd in bijlage gevoegd aan de ministeriële omzendbrief ZPZ 11 d.d. 21 december 2000 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 2000) betreffende de instelling van de lokale politie - bestuurlijke aspecten.

Verdere inlichtingen zijn te verkrijgen op de personeelsdienst van de stad Lier op tel. 03/491 13 20. (999)

**Katholieke Hogeschool Limburg**

De Katholieke Hogeschool Limburg wenst te werven voor een vacante voltijdse betrekking in tijdelijk dienstverband :

een personeelsdirecteur (m/v), ref. 2001.ATP.01.

Functie :

U bent belast met de dagdagelijkse leiding van de dienst personeelszaken volgens de principes van een gedecentraliseerd personeelsbeleid.

U bent op de eerste plaats verantwoordelijk voor het HRM van de Katholieke Hogeschool Limburg, in de geest van de missie van de hogeschool. U geeft ook leiding en opvolging aan de dienst personeelsadministratie.

Dit houdt o.a. in :

Het opstellen en propageren van algemene principes van HRM.

Het opzetten, doorgeven en superviseren van systemen i.v.m. personeelszaken aan de departementen/diensten.

Het opzetten van een professioneel navormingsbeleid.

Het managen van de interne arbeidsmarkt.

Het verlenen van diensten i.v.m. werving, selectie en opleiding van personeel.

De administratieve afhandeling van personeelsdossiers.

Profiel :

Een diploma van de tweede cyclus van een academische opleiding of van een opleiding van academisch niveau.

Een specifieke opleiding en relevante ervaring in HRM.

Een goede kennis van de sociale wetgeving.

Leidinggevende capaciteiten.

Goede sociale en communicatieve vaardigheden.

Kennis van informaticasystemen.

Er zal een preselectie gebeuren op basis van het sollicitatiedossier.

Psychotechnische proeven zijn voorzien.

De selectie zal gebeuren op basis van sollicitatiegesprekken.

De functie van personeelsdirecteur is vacant vanaf 1 december 2001. De geselecteerde kandidaat zal echter vooraf en zo snel mogelijk na de selectie aangesteld worden als adjunct, waarna hij/zij een proef- en opleidingsperiode doorloopt onder leiding van de huidige personeelsdirecteur.

De aanstelling is van onbepaalde duur en gebeurt tenminste in graad A3 op basis van ervaring en competentie.

Meer info op <http://www.khlim.be/>

Belangstellenden richten hun sollicitatiebrief met *curriculum vitae* uiterlijk op 30 januari 2001, met vermelding van het referentinummer, aan : KHLim, t.a.v. de personeelsdirecteur, Universitaire Campus, gebouw B, bus 1, 3590 Diepenbeek. (1000)

**Hogeschool Limburg**

In de Hogeschool Limburg zijn volgende betrekkingen vacant :

Lector/praktijklector informatica (00/HWB/VAC/14).

Plaats :

Departement Handelswetenschappen en Bedrijfskunde, Universitaire Campus, Diepenbeek.

Opleiding : toegepaste informatica.

In te vullen taken :

Onderwijsopdracht :

C-taal en C++.

O.O.-design en Java.

Stagebegeleiding.

Omvang opdracht :

100 % opdracht vanaf indiensttreding tot 30 september 2001 waarna mogelijk verlenging.

Vereiste diploma's :

Universitair diploma, diploma hoger onderwijs van het lange type of diploma hoger onderwijs van 2 cycli of diploma van gegradueerde in de toegepaste informatica.

Vereiste kennis en vaardigheden :

Uitgebreide kennis van informatica.

Pedagogisch diploma strekt tot aanbeveling.

Ervaring in het (hoger) onderwijs.

Lector economie (01/HWB/VAC/01).

Plaats :

Departement Handelswetenschappen en Bedrijfskunde, Hasselt.

Opleiding :

Bedrijfsbeheer.

Beheer toerisme en recreatie.

Communicatiebeheer.

In te vullen opdracht :

Onderwijsopdracht :

Economie.

Financieel management.

Inleiding bank- en beurswezen.

Financieel beleid en balansanalyse.

Geld- en kapitaalmarkten.

Omvang van de opdracht :

100 % opdracht vanaf indiensttreding tot 30 september 2001 waarna mogelijk verlenging.

Vereist diploma :

Licentiaat economie/toegepaste economie of

Licentiaat handelswetenschappen of

Handelsingenieur.

Vereiste kennis en vaardigheden :

Pedagogisch diploma strekt tot aanbeveling.

Uitgebreide kennis van het financiewezen.

Ervaring in het (hoger) onderwijs strekt tot aanbeveling.

Docent chemie (01/IWT/VAC/01).

Plaats :

Departement industriële wetenschappen en technologie.

Opleiding industrieel ingenieur.

In te vullen taken :

Lesopdracht (hoorcolleges en oefeningen) in de ingenieursjaren.

Begeleiding van eindwerken.

Begeleiding van projecten.

Omvang opdracht :

50 % vanaf 1 maart 2001 tot 30 september 2001, waarna verlenging mogelijk.

Vereist diploma :

Licentiaat in de wetenschappen, groep scheikunde en

Doctor in de wetenschappen.

Vereiste kennis en vaardigheden :

Relevante ervaring in het hoger onderwijs strekt tot aanbeveling.

Praktijklector media (01/LeO/VAC/01).

Plaats :

Departement Lerarenopleiding, Hasselt.

Opleiding Onderwijzer(es).

Opleiding Kleuteronderwijzer(es).

In te vullen taken :

Onderwijsopdracht (30 %).

Nascholing aan personeel basisonderwijs (10 %).

Omvang opdracht :

40 % opdracht vanaf indiensttreding tot 30 september 2001 waarna mogelijk verlenging.

Vereist diploma :

Onderwijzer(es).

Vereiste kennis en vaardigheden :

Ruime belangstelling voor muzische vorming (domein media).

Elementair computergebruik, computergebruik als didactische ondersteuning en audiovisuele middelen.

Ervaring in het onderwijs strekt tot aanbeveling.

Ervaring met computergebruik in de basisschool.

Lector statistiek, informatica, sociologische documentatiemethoden (enquêtes) (00/SAW/VAC/06).

Plaats :

Departement Sociaal Agogisch Werk.

Opleiding : Sociaal Werk.

In te vullen taken :

Onderwijsopdracht :

Statistiek.

Informatica MS Office, internet en Windows.

Sociologische documentatiemethoden (enquêtes).

Omvang opdracht :

100 % opdracht vanaf indiensttreding tot 30 september 2001 waarna mogelijke verlenging.

Vereiste diploma's :

Handelsingenieur of industrieel ingenieur, licentiaat in de economie of toegepaste economische wetenschappen.

Licentiaat in de wiskunde.

Vereiste kennis en vaardigheden :

Ervaring in het onderwijs, vooral hoger onderwijs, in betrokken specialiteit wordt in aanmerking genomen alsook praktijkervaring.

Lector agogische vaardigheden en communicatie (00/SAW/VAC/07).

Plaats :

Departement Sociaal Agogisch Werk.

Opleiding : Sociaal Werk.



In te vullen taken :

Onderwijsopdracht :

Agogische vaardigheden.

Communicatie.

Omvang opdracht :

100 % opdracht vanaf indiensttreding tot 30 september 2001 waarna mogelijke verlenging.

Vereiste diploma's :

Licentiaat pedagogische wetenschappen (optie : sociale agogiek of sociale pedagogiek) of licentiaat sociale en culturele agogiek, licentiaat in de Germaanse filologie of licentiaat in de communicatiewetenschappen.

Vereiste kennis en vaardigheden :

Ervaring in het onderwijs, vooral hoger onderwijs, in betrokken specialiteit wordt in aanmerking genomen alsook praktijkervaring in de sociale sector. Communicatieve vaardigheden zijn vereist.

Een bijkomend diploma van maatschappelijk assistent is een pluspunt.

Kandidaturen dienen aangetekend te gebeuren op formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij de Hogeschool Limburg, centrale administratie, Universitaire Campus, gebouw H, 3590 Diepenbeek, tel. 011/26 00 46, en die ingevuld uiterlijk 24 januari 2001 naar dit adres moeten worden verstuurd. (1001)

**Actes judiciaires  
et extraits de jugements  
Gerechtelijke akten  
en uittreksels uit vonnissen**

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup>  
du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1  
van het Burgerlijk Wetboek

*Désignation d'administrateur provisoire  
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Suite à la requête déposée le 26 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, rendue le 10 janvier 2001, M. Grapotte, Marcel, né le 15 février 1932 à Ham-sur-Sambre, veuf Home Gai Logis, rue de l'Institut 5, à 5060 Auvélais, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de sa fille Mme Grapotte, Chantal, retraitée, domiciliée rue de Praules 12, à 5190 Ham-sur-Sambre.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Watelet, Paul. (60363)

Justice de paix du second canton de Mons

Suite à la requête déposée le 2 octobre 2000, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue le 31 octobre 2000, M. Camboni, Giovanni, né le 20 octobre 1916 à Sindia (Italie), domicilié rue des Fonds 12, 7070 Gottignies, résidant à l'établissement « La Biercée », rue des Fonds 12, 7070 Gottignies, a été incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme l'avocat Rizzo, Dominique, domiciliée rue Brunehault 75, 7022 Mesvin.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Blairon, Etienne. (60364)

Justice de paix du canton de Namur

Suite à la requête déposée le 14 novembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton Namur Nord, premier canton, rendue le 28 décembre 2000, Mme Nigot, Louise, née le 26 juin 1913 à Courrière, domiciliée rue de l'Eau Vive 32, à 5020 Vedrin, résidant Résidence la Clémentine, route de Wasseige 155, à 5022 Cognelée, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Muller, Sophie, secrétaire de direction, dont le bureau est situé avenue du Val Saint-Georges 95, à 5000 Namur.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hernalsteen, Michel. (60365)

Suite à la requête déposée le 14 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Namur Nord, premier canton, rendue le 28 décembre 2000, Mme de Paul de Barchifontaine, Carola, née le 16 janvier 1911 à Woluwe-Saint-Pierre, domiciliée route de la Bruyère 11, à 5310 Eghezée, résidant Hôpital du Beau Vallon, rue de Bricgniot 205, à 5002 Saint-Servais, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Dubus, Guy, domicilié rue Louis Schmidt 45/23, à 1040 Etterbeek.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hernalsteen, Michel. (60366)

Suite à la requête déposée le 14 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Namur Nord, premier canton, rendue le 28 décembre 2000, Mme Nizet, Cécile, née le 7 août 1927 à Bande, domiciliée rue de Bricgniot 205, à 5002 Saint-Servais, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Muller, Sophie, domiciliée avenue du Val Saint-Georges 95, à 5000 Namur.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hernalsteen, Michel. (60367)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 8 janvier 2001, Mme Lanneau, Georgette, née le 20 décembre 1924 à Dottignies, domiciliée et résidant à l'établissement C.H.R. Hôpital Civil, boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat, domicilié à 7500 Tournai, rue Childéric 47.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (60368)



Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 8 janvier 2001, Mme Robillard, Marie Marcelle, dite Ghislaine, née le 24 septembre 1922 à Salouel (France), à 7610 Rumes, rue Reine Astrid 30, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat; à 7500 Tournai, rue Childéric 47.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (60369)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 8 janvier 2001, M. Therace, Alain, sans domicile connu en Belgique, né le 15 août 1975 à Mons, résidant au Centre hospitalier Les Maronniers, pav. Les Pins, rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice provisoire en la personne de Me Poncin, Corinne, avocate à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (60370)

Justice de paix du canton de Walcourt

Suite à la requête déposée le 28 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Walcourt, rendue le 8 janvier 2001, M. Thys, René, Belge, né le 18 mai 1915, domicilié à 5650 Walcourt, rue de la Fenderie 19, de résidence à 5650 Chastres, Home Saint-Donat, rue Saint-Donat 26, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Vanolst, Bénédicte, avocat, domiciliée rue de la Gendarmerie 13, à 5600 Philippeville.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Rolin, Fany. (60371)

*Remplacement d'administrateur provisoire  
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du second canton d'Ixelles

En date du 29 décembre 2000, le juge de paix du second canton d'Ixelles a rendu l'ordonnance suivante : donnons acte à M. Philippe Poncelet, avocat, demeurant à 1050 Bruxelles, rue Berkendael 189, de sa démission d'administrateur provisoire des biens de Mlle Marie-Anne Christophe, née le 11 novembre 1963, demeurant avenue Guillaume Marcau 9, à Ixelles, désignons M. Philippe Dutrieu, avocat à 1060 Bruxelles, rue Saint-Bernard 122, en qualité d'administrateur provisoire de biens de Mlle Marie-Anne Christophe, préqualifiée.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Madeleine Cerulus. (60389)

Vrederegerecht van het tweede kanton Aalst

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Aalst, verleend op 8 januari 2001, werd Van Langenhoven, Ann Maria Louisa, geboren te Aalst op 24 augustus 1966, verblijvende te Aalst, Kluisdreef 57, gedomicilieerd te Dendermonde, Otterstraat 121, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Vermeulen, Benjamin, advocaat, wonende te Aalst, Leopoldlaan 32A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Myriam Haegeman. (60372)

Vrederegerecht van het kanton Berchem-Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter in het gerechtelijk kanton Berchem-Antwerpen, verleend op 10 januari 2001, werd Van Royen, François, weduwnaar van Maria De Hondt, geboren te Hoboken op 3 februari 1921, gepensioneerd, wonende te 2640 Mortsel, aan de Oudebaan 115A, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, zijn zoon, Van Royen, Ronny, geboren te Mortsel op 26 september 1964, ongehuwd, zelfstandige, wonende te 2640 Mortsel, aan de Oudebaan 115B.

Berchem (Antwerpen), 10 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Jespers, Arthur. (60373)

Vrederegerecht van het eerste kanton Hasselt

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 4 januari 2001, gewezen op verzoekschrift verklaart Loyens, Elisabeth, rustord Salvator te Hasselt, Salvatorstraat 20, niet in staat haar goederen te beheren en voegt toe als voorlopig bewindvoerder Loyens, Josef, Koningsstraat 43, te 8400 Oostende, neef van de betrokkene.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden. (60374)

Vrederegerecht van het tweede kanton Turnhout

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Turnhout, verleend op 9 januari 2001, werd Huegaerts, Dorothea Irma, geboren te Kampenhout op 30 augustus 1914, gepensioneerd, wonende te 2380 Ravels, Onze-Lieve-Vrouwstraat 3, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Mercelis, Victor Jozef Maria, geboren te Antwerpen op 10 februari 1950, advocaat, wonende te 2300 Turnhout, Warandestraat 53.

Turnhout, 10 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Van Gorp, Sylvain. (60375)

*Mainlevée d'administration provisoire  
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Bastogne

Suite à la requête déposée le 19 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Bastogne, rendue le 10 janvier 2001, il a été mis fin à la mission de l'administrateur provisoire de Mme Jeanne Menestret, née le 11 octobre 1922 à Hargimont, domiciliée à la maison de repos, La Seniorerie, Le Celly 5, à Sainte-Ode, à savoir Me Ligt, Léon, avocat, domicilié avenue du Luxembourg 15, à 4020 Liège.

L'administrateur provisoire actuel est Me Stany Collard, avocat, domicilié à Bastogne, rue des Hêtres 24-26.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Aernouts, Marie-Yvonne. (60376)

## Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du 9 janvier 2001, M. le juge de paix du second canton de Namur, a déchargé Me Anne Wittman, avocat à 5100 Wépion, chaussée de Dinant 747, de sa mission d'administrateur provisoire de M. Becker, Théophile, né à Anderlecht le 14 août 1965, domicilié et résidant à 5100 Dave, rue Saint-Hubert 71, désignée par ordonnance du 8 juin 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Grégoire. (60377)

## Justice de paix du canton de Soignies

Suite à la requête déposée au greffe le 26 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies, rendue le 9 janvier 2001, il est mis fin à la date du 9 janvier 2001, au mandat de M. Armille Lambert, domicilié à 7090 Braine-le-Comte, rue de Braine 48, en sa qualité d'administrateur provisoire de son fils Lambert, Michel, célibataire, né le 25 décembre 1948, domicilié à 7063 Soignies, Maison Marie Immaculée, Grand Chemin 61, ce dernier ayant recouvré sa capacité à gérer ses biens.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (60378)

## Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai en date du 8 janvier 2001, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 18 novembre 1993, a pris fin suite au décès de M. Vanaerschot, Jean-claude, né le 15 mai 1949 à Louvain, domicilié de son vivant à 4000 Liège, quai Churchill 24, décédé à Liège le 26 octobre 2000.

Par conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, il a été mis fin à la mission de son administrateur provisoire Me Poncin, Corinne, avocate, à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (60379)

## Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix de complément du canton d'Uccle, en date du 9 janvier 2001, il a été constaté que par le décès, survenu le 29 décembre 2000, de Mme Zech, Christiane, née le 12 juin 1934 à Braine-le-Comte, domiciliée à 1050 Bruxelles, rue du Bourg-mestre 17/2<sup>e</sup>, mais résidant à la Résidence « Les Jardins de Longchamp », avenue Winston Churchill 255, à 1180 Uccle, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Mme Véronique Toefaert, domiciliée à 1050 Bruxelles, rue du Prince Royal 37.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (60380)

## Vrederegerecht van het zevende kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het vrederegerecht zevende kanton Antwerpen, verleend op 10 januari 2001, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over De Kimpe, Jeannette Maria, weduwe van Eugenius De Ruiseaux, overleden te Antwerpen op 17 augustus 2000, geboren te Burcht op 31 mei 1904, zonder beroep, wonende te 2000 Antwerpen, De Eeckhout - Oever 14, door Sluyts, Josephine Marceline, weduwe van Joannes Claes, geboren te Hoboken op 6 oktober 1922, zonder beroep, wonende te 2610 Wilrijk (Antwerpen), Albert Dickschenstraat 10, daartoe aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het zevende kanton Antwerpen op

18 maart 1992 (rolnr. 92B1276 - Rep.R. 917/1992) en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 maart 1992, blz. 6515 onder nr. 6020, ingevolge het overlijden van Mevr. Jeannette De Kimpe te Antwerpen op 17 augustus 2000.

Antwerpen, 10 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Sijmons, Adriana. (60381)

## Vrederegerecht van het kanton Herentals

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals, Victor Gysemberg, verleend op 10 januari 2001, tep. 47/2001, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig beheer over de goederen van Oostvogels, Constantinus, geboren te Wechelderzande op 27 april 1910, verblijvende en gedomicilieerd te 2290 Vorselaar, Vispluk 88, overleden te Herentals op 6 januari 2001, aan wie bij beschikking verleend door de vrederechter op 16 december 1997, Rep. 3120, als voorlopig bewindvoerder werd toegevoegd Mr. Hugo Verhaegen, advocaat te 2200 Herentals, Lierseweg 104.

Herentals, 10 januari 2001.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) J. Smets. (60382)

## Vrederegerecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 9 januari 2001, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Dereymaeker, Emma, geboren te Duisburg op 29 januari 1912, gedomicilieerd Heidestraat 72, 3080 Tervuren (Duisburg), verblijvende Rustoord Zoniënrust, Jezus Eiklaan 37, 3080 Tervuren, ambtshalve ingevolge van overlijden te Tervuren op 4 juni 1999.

Leuven, 9 januari 2001.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (60383)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 9 januari 2001, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Weerens, Franciscus, geboren te Molenbeersel op 11 april 1957, gedomicilieerd en verlijvende Parijsstraat 69/A002, 3000 Leuven, ambtshalve ingevolge van overlijden te Leuven op 14 november 2000.

Leuven, 9 januari 2001.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (60384)

## Vrederegerecht van het kanton Maasmechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 9 januari 2001, werd een einde gesteld aan de opdracht van Didden, Maurice, psycholoog, wonende te 3630 Maasmechelen, Daalbroekstraat 54, als voorlopig bewindvoerder over Van Depeute, Marcel, geboren te Antwerpen op 2 november 1929, verblijvende en gedomicilieerd OPZ Daelwezeth, Daalbroekstraat 106, te 3621 Rekem.

De beschermde persoon is overleden te Rekem op 2 juli 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers. (60385)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 9 januari 2001, werd een einde gesteld aan de opdracht van Didden, Maurice, psycholoog, wonende te 3630 Maasmechelen, Daalbroekstraat 54, als voorlopig bewindvoerder over Leber, Marie, geboren te Antwerpen op 23 juli 1919, verblijvende en gedomicilieerd OPZ Daelwezeth, Daalbroekstraat 106, te 3621 Rekem.

De beschermde persoon is overleden te Rekem op 8 september 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers.  
(60386)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 9 januari 2001, werd een einde gesteld aan de opdracht van Didden, Maurice, psycholoog, wonende te 3630 Maasmechelen, Daalbroekstraat 54, als voorlopig bewindvoerder over Verstraeten, Ephrem, geboren te Zele op 4 april 1926, verblijvende en gedomicilieerd OPZ Daelwezeth, Daalbroekstraat 106, te 3621 Rekem.

De beschermde persoon is overleden te Rekem op 28 augustus 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers.  
(60387)

#### Vrederegerecht van het Kantons Sankt Vith

Durch Verfügung des Herrn Friedensrichters des Kantons Sankt Vith vom 4. Januar 2001, wurde der Herr Johann Hubert Lansch, Berufssoldat, wohnhaft in 4770 Amel, Medell 19, als vorläufiger Verwalter des Herrn Johann Peter Feyen, Rentner, geboren in Medell (Meyerode), am 30. März 1916, wohnhaft in 4770 Amel, Medell 181, zur Zeit verweilend in Alten-und Pfliefeheim in 4750 Bütgenbach, zum Walkerstal Nr. 15 bezeichnet.

Es wurde festgestellt, dass der vorgennante Herr Johann Peter Feyen außer Stande ist, seine Güter selbst zu verwalten.

Für gleichlautenden Auszug : (Gez.) Raymond Neven, Chefgriffier.  
(60388)

#### Publication prescrite par l'article 793 du Code civil

#### Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire*  
*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

#### Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte (n° 01-75) passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles, le dix janvier deux mille un, M. Eeckhout, Christian, domicilié à 1030 Schaerbeek, boulevard A. Reyers 51, bte 7, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Eeckhout, Jean Claude Marie Richard Oscar, né à Souvret le 1<sup>er</sup> août 1942, de son vivant domicilié à Schaerbeek, rue de la Poste 95, et décédé le 3 septembre 1986, à Schaerbeek.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Linker, Patrick, notaire à 6183 Trazegnies, Grand-Rue 28.

Bruxelles, le 10 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (1002)

#### Tribunal de première instance de Namur

L'an deux mille, le dix janvier, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par-devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu :

Mme Zikudieka Ndonga, Solange, domiciliée à Marcinelle, rue de la Villette 71/11, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de l'enfant mineur :

Gilmart, François, né à Matadi le 11 janvier 1991, domicilié à Marcinelle, rue de la Villette 71/11, et ce dûment autorisée par le conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix Pierre Marlier du canton de Marchienne-au-Pont, en date du neuf décembre mil neuf cent nonante-huit.

Laquelle comparante a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Gilmart, Emile, en son vivant, domicilié à Coutisse, rue Saint-Mort 195, et décédé à Andenne en date du deux septembre mil neuf cent nonante-six.

Dont acte requis par la comparante qui, après lecture, signe avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (1003)

#### Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 11 januari 2001, hebben :

1. Vertommen, Francine Mathilde, geboren te Lier op 24 mei 1951, wonende te 2220 Heist-op-den-Berg, Netelei 10;

2. Vertommen, Louis Amelia, geboren te Lier op 4 juni 1952, wonende te 2220 Heist-op-den-Berg, Meylemansstraat 20,

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Vertommen, Carolus Florentinus, geboren te Itegem op 1 juni 1928, in leven laatst wonende te 2660 Hoboken (Antwerpen), Steynstraat 24, en overleden te Wilrijk op 24 september 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van notaris Jean-Pierre Van Belle, te 2660 Hoboken, Antwerpsesteenweg 62.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 11 januari 2001.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (1004)

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 9 januari 2001, heeft Verhoeven, Robert Louisa Henri, geboren te Borgerhout op 25 maart 1950, wonende te 2100 Antwerpen-Deurne, Jozef Voetlaan 16-18, bus 8 :

verklaart dat hij bij akte, verleden voor de griffier van voormelde rechtbank op 1 maart 2000, verklaard heeft te verwerpen de nalatenschap van wijlen De Smet, Dymphna Maria Louisa, geboren te Schoten op 28 juli 1925, in leven laatst wonende te 2170 Merksem (Antwerpen), Overhout 21, en overleden te Merksem op 15 februari 2000,

en dat hij ingevolge artikel 790 van het Burgerlijk Wetboek bevoegd blijft deze nalatenschap alsnog te aanvaarden, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de wettelijke verjaring nog niet zijnde ingetreden van het recht te aanvaarden en deze nalatenschap nog niet aanvaard zijnde door andere erfgenamen en door derden ook geen rechten verkregen zijnde op de goederen van die nalatenschap door bijvoorbeeld handelingen die wettig verricht zijn met de curator van die nalatenschap, indien deze onbeheerd zou zijn.



Verhoeven, Robert, verklaart voormelde verwerping van nalatenschap te herroepen en uitdrukkelijk gezegde nalatenschap te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Er wordt woonstkeuze gedaan bij de heer Verhoeven, Robert, wonende te 2100 Deurne, Jozef Voetlaan 16-18, bus 8.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenaam gekozen woonplaats.

Antwerpen, 9 januari 2001.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (1005)

Op 11 januari 2001 is voor ons, R. Aerts, adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, ter griffie van deze rechtbank verschenen :

Tobback, Leopold, notaris, kantoorhoudende te 2140 Antwerpen-Borgerhout, Stenenbrug 105;

handelend in zijn hoedanigheid van bijzonder gevolmachtigde ingevolge onderhandse volmacht hem verleend te Mortsel, op 8 januari 2001, ten einde dezer van :

Vanden Bulcke, Hilde Beatrijs Robert, geboren te Kortrijk op 18 maart 1957, wonende te 2640 Mortsel, Vuurkruisenlaan 52;

handelend in haar hoedanigheid van moeder, wettige voogdes en beheerster over de persoon en de goederen van haar minderjarige kinderen :

Corremans, Helena Christina Isabella, geboren te Brugge op 18 januari 1987;

Corremans, Alexandra Maria Elisa, geboren te Gent op 27 december 1988;

Corremans, Bart Paul Willem, geboren te Mortsel op 8 september 1993,

allen wonende bij de moeder.

Verschuister verklaart ons, handelend in haar voormelde hoedanigheid, de nalatenschap van wijlen Corremans, Guido Jozef Willem, geboren te Mortsel op 16 januari 1960, in leven laatst wonende te 2640 Mortsel, Vuurkruisenlaan 52, en overleden te Berchem op 4 oktober 2000, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van Tobback, Leopold, notaris te 2140 Antwerpen-Borgerhout, Stenenbrug 105.

Vanden Bulcke, Hilde, hiertoe gemachtigd zijnde bij beslissing van de familieraad gehouden onder het voorzitterschap van de vrederechter van het kanton Berchem, d.d. 2 november 2000.

Waarvan akte, datum als boven.

Na voorlezing ondertekend door verschijner en ons adjunct-griffier.

(Get.) L. Tobback; R. Aerts. (1006)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 11 januari 2001, heeft Mevr. Adriana Van Peer, geboren te Antwerpen op 10 mei 1919, wonende te 2050 Antwerpen, Victor dela Montagnestraat 14, handelend in haar hoedanigheid van moeder en wettelijke voogdes over haar verlengd minderjarig verklaarde zoon, bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, d.d. 18 november 1981, in staat van verlengde minderjarigheid gesteld, zijnde :

Weyn, Walter Anne Marie Jozef, geboren te Antwerpen op 7 december 1962, wonende te 2050 Antwerpen, Victor de la Montagnestraat 14,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Weyn, Juliette Emelie Constantia, geboren te Doel op 19 augustus 1918, in leven laatst wonende te 9120 Beveren-Waas, Beverse Dijk 19, en overleden te Edegem op 21 april 2000.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. notaris N. Van Raemdonck, ter standplaats 9120 Beveren, Kloosterstraat 15-19.

Dendermonde, 11 januari 2001.

De adjunct-griffier, (get.) A. Vermeire. (1007)

Rechtbank van eerste aanleg te Tongeren

Ten jare 2000, op 29 december, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement Tongeren, voor ons, Henri Roeffelaer, hoofdgriffier, is verschenen Mr. Guido Achten, advocaat te 3960 Bree, Malta 9, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder van Mispoulie, Louisa Carolina Joanna, geboren te Overpelt op 28 augustus 1931, verblijvende te 3900 Overpelt, Dorpsstraat 58, in het rustoord Immaculata, gedomicilieerd te 3670 Meeuwen-Gruitrode, Tussenstraat 5, gemachtigd door de heer vrederechter van het kanton Bree, bij beslissing van 14 december 2000;

die ons in het Nederlands verklaart, de nalatenschap van wijlen Kerkhofs, Joseph Louis, geboren te Oplabbeek op 22 februari 1938, in leven wonende te Meeuwen-Gruitrode, Tussenstraat 5, overleden te Meeuwen-Gruitrode op 4 september 2000, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend schrijven hun rechten te doen gelden binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van de opneming van deze akte in het *Belgisch Staatsblad*.

Dat aangetekend schrijven moet verzonden worden aan Mr. Guido Achten, advocaat te 3960 Bree, Malta 9.

Waarvan akte, opgemaakt op verzoek van de verschijner en door deze, na voorlezing, ondertekend samen met ons hoofdgriffier.

(Get.) G. Achten; H. Roeffelaer.

Voor eensluidend verklaard afschrift aan Mr. Achten.

De hoofdgriffier, (get.) H. Roeffelaer. (1008)

#### Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 26 december 2000 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Anderzijds, met maatschappelijke zetel te Gooik-Oetingen, Schavoliestraat 15, H.R. Brussel 643828, BTW 445.328.186, speelgoedwinkel.

Rechter-commissaris : de heer M. Geeraerts.

Curator : Mr. Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van schuldvorderingen : op woensdag 31 januari 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.

(Pro deo) (1009)

Bij vonnis van 26 december 2000 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Van Craenenbroeck A., met maatschappelijke zetel te 3090 Overijse, J.B. Dekeyserstraat 18, H.R. Brussel 45932, BTW 415.570.962, koetsenbouw, autoherstelling.

Rechter-commissaris : de heer M. Geeraerts.

Curator : Mr. Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van schuldvorderingen : op woensdag 31 januari 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.  
(Pro deo) (1010)

Bij vonnis van 26 december 2000, uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Lombeek-Trans, met maatschappelijke zetel te 1740 Ternat, Sibbekensveldstraat 61, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.  
Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.  
(Pro deo) (1011)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 2 janvier 2001 a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Gitex, avec siège social à 1030 Schaarbeek, avenue de la Reine 48, R.C. Bruxelles 589173, T.V.A. 454.190.919.

Juge-commissaire : M. J. Indekeu.  
Curateur : Me Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 février 2001, à 14 heures, à la salle G.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) M. Buekens.  
(Pro deo) (1012)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 2 januari 2001 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Gitex, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Koninginnelaan 48, H.R. Brussel 589173, BTW 454.190.919.

Rechter-commissaris : de heer J. Indekeu.  
Curator : Mr. Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van schuldvorderingen : op woensdag 7 februari 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.  
(Pro deo) (1012)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Mouli, avec siège social à 1030 Bruxelles, chaussée d'Helmet 211, R.C. Bruxelles 559818, T.V.A. 447.627.779, activité commerciale principale : prêt à porter homme.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.  
Curateur : Me Nicolas Van der Borgh, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Nicolas Van der Borgh.  
(Pro deo) (1013)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 januari 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Mouli, met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Helmetsesteenweg 211, H.R. Brussel 559818, BTW 447.627.779, voornaamste handelsactiviteit : confectie heren.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.  
Curator : Mr. Nicolas Van der Borgh, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Nicolas Van der Borgh.  
(Pro deo) (1013)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. P.R. Diffusion, avec siège social à 1180 Bruxelles, chaussée d'Alseberg 848, R.C. Bruxelles 607844, T.V.A. 459.159.397, activité commerciale principale : réparation motos, vente et entretien.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.  
Curateur : Me Nicolas Van der Borgh, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Nicolas Van der Borgh.  
(Pro deo) (1014)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 januari 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. P.R. Diffusion, met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Alsebergsesteenweg 848, H.R. Brussel 607844, BTW 459.159.397, voornaamste handelsactiviteit : motors herstel, verkoop, onderhoud.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.  
Curator : Mr. Nicolas Van der Borgh, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.



Sluitting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Nicolas Van der Borgh.

(Pro deo) (1014)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. BM Service, avec siège social à 1030 Bruxelles, rue de Jérusalem 89, R.C. Bruxelles 593051, T.V.A. 454.937.621, activité commerciale principale : société de taxis.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borgh, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 8 juillet 2000.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Nicolas Van der Borgh.

(Pro deo) (1015)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. BM Service, met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Jérusalemstraat 89, H.R. Brussel 593051, BTW 454.937.621, voornaamste handelsactiviteit : taxis.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borgh, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De datum van de staking der betaling werd vastgesteld op 8 juli 2000.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluitting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Nicolas Van der Borgh.

(Pro deo) (1015)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Centiler, avec siège social à 1030 Bruxelles, rue de la Poste 178, R.C. Bruxelles 573155, T.V.A. 450.914.693, activité commerciale principale : nettoyage.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borgh, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 8 juillet 2000.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Nicolas Van der Borgh.

(Pro deo) (1016)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Cetinler, met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Postraat 178, H.R. Brussel 573155, BTW 450.914.693, voornaamste handelsactiviteit : reinigen.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borgh, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De datum van de staking der betaling werd vastgesteld op 8 juli 2000.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluitting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Nicolas Van der Borgh.

(Pro deo) (1016)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C. Dynasty Drinks, avec siège social à 1000 Bruxelles, boulevard du Jardin Bontannique 8, R.C. Bruxelles 519468, T.V.A. 437.546.610, activité commerciale principale : horeca.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borgh, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 8 juillet 2000.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Nicolas Van der Borgh.

(Pro deo) (1017)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V. Dynasty Drinks, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Kruidtuinlaan 8, H.R. Brussel 519468, BTW 437.546.610, voornaamste handelsactiviteit : horeca.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borgh, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De datum van de staking der betaling werd vastgesteld op 8 juli 2000.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluitting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :  
op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Nicolas Van der  
Borgh.

(Pro deo) (1017)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 décembre 2000, prononcé par la cinquième  
chambre, salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, les activités  
de la faillite de la S.P.R.L. Lemo, avec siège social à 1060 Bruxelles, rue  
Capouillet 9, bte 21, ont été clôturées par absence d'actif.

Le tribunal déclare le faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.  
(Pro deo) (1018)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 26 december 2000 uitgesproken door de vijfde kamer,  
zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de  
verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Lemo, met maat-  
schappelijke zetel te 1060 Brussel, Capouilletstraat 9, bus 21, gesloten  
verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank verklaard de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.  
(Pro deo) (1018)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 décembre 2000, prononcé par la cinquième  
chambre, salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, les activités  
de la faillite de la S.P.R.L. Dadoste, avec siège social à 1070 Anderlecht,  
rue Deux-Gares 53, ont été clôturées par absence d'actif.

Le tribunal déclare le faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.  
(Pro deo) (1019)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 26 december 2000 uitgesproken door de vijfde kamer,  
zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de  
verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Dadoste, met maat-  
schappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Tweestationsstraat 53, gesloten  
verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank verklaard de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.  
(Pro deo) (1019)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 décembre 2000, le tribunal de commerce de  
Bruxelles a clôturé par absence d'actif la faillite de la S.P.R.L. B.V. Decor,  
rue Egide Van Ophem 46, à 1180 Bruxelles.

Le tribunal a décidé que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait : le curateur, (signé) Catherine Herinckx.  
(Pro deo) (1020)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 20 december 2000 van de rechtbank van koophandel  
te Brussel, werd het faillissement van de B.V.B.A. B.V. Decor, Egide Van  
Ophemstraat 46, te 1180 Brussel, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor uittreksel : de curator, (get.) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (1020)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement prononcé le 19 décembre 2000, la première chambre du  
tribunal de commerce de Charleroi a déclaré closes pour insuffisance  
d'actif les opérations de la faillite de la S.A Refriwal, dont le siège social  
est établi à 6001 Charleroi (section de Marcinelle), rue Chapelle Beaus-  
sart 196, R.C. Charleroi 186 265, déclarée en faillite par jugement du  
même tribunal en date du 25 mai 1998.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la  
S.A Refriwal.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Louis Dermine.  
(Pro deo) (1021)

Par jugement du 19 décembre 2000, la première chambre du tribunal  
de commerce de Charleroi a déclaré closes pour insuffisance d'actif les  
opérations de la faillite de feu M. Jacques Journal, domicilié de son  
vivant à Couillet, chaussée de Philippeville 358, R.C. Charleroi 164 735,  
déclaré en faillite par jugement du même tribunal en date du  
15 février 1995.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de  
M. Jacques Journal.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Louis Dermine. (1022)

Par jugement du 5 décembre 2000, la première chambre du tribunal  
de commerce de Charleroi a déclaré closes pour insuffisance d'actif les  
opérations de la faillite de la S.C. Imprimerie Faytoise, ayant son siège  
social à 7130 Binche, rue Balenfer 1A/48.

Le même jugement dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la  
société faillie.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Bernard Grofils. (1023)

Par jugement du 4 mai 1999 de la première chambre du tribunal de  
commerce de Charleroi, ont été déclarées closes pour insuffisance les  
opérations de la faillite de M. Philippe Thys, rue de l'Eglise 5, à  
6280 Gerpennes, déclarée par jugement du 6 mai 1996.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à excusabilité de la personne faillie.

Le curateur, (signé) Pierre Jandrain. (Pro deo) (1024)

Par jugement du 5 septembre 2000 de la première chambre du  
tribunal de commerce de Charleroi, ont été déclarées closes les opéra-  
tions de la faillite de S.A. New Horizons Holidays Voyages Dubray Sud  
Tours Aéroport de Gosselies, 6041 Gosselies, déclarée par jugement du  
11 mai 1998.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à excusabilité de la société faillie.

Le curateur, (signé) Pierre Jandrain. (1025)

Par jugement du 19 décembre 2000, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Passions II, dont le siège était sis à 6000 Charleroi, place Charles II 12.

Il a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la S.P.R.L. Passions II.

Pro deo accordé.

Le curateur, (signé) Lemaire, Pierre. (Pro deo) (1026)

Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Dinant a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de la faillite de la S.P.R.L.U. Fiduciaire M.G. et Co, ayant son siège social à Walcourt, section de Tarcienne, route de Philippeville 21, ayant eu un siège d'exploitation à Charleroi, quai de Flandre 7, bte 5, non inscrite au R.C. Dinant, T.V.A. 447 101 110, déclarée par jugement de ce tribunal du 19 septembre 2000.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à excusabilité de la société faillie.

Le curateur, (signé) Pierre Wery. (1027)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé la faillite de la S.A. Construction Bâtiment Piscine, ayant son siège social rue de la Halette 87, à 4101 Jemeppe, R.C. Liège 185713, T.V.A. 450.994.570, et a déclaré la société faillie inexécutable.

Le curateur, (signé) Me Corneille Bastjaens, avocat, avenue de l'Observatoire 211/11, à 4000 Liège. (1028)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, par liquidation, la faillite de Mme Degueldre, Claudine, née le 2 mars 1959, épouse de M. Spineux, P., domiciliée à 4690 Boirs (Bassenge), rue de l'Eglise 8, R.C. Liège 182296, déclarée par jugement du 22 avril 1998. Le curateur était Me Jean-Luc Paquot, avenue Blonden 33, à Liège. La faillie a été déclarée inexécutable.

Le curateur, (signé) Jean-Luc Paquot. (1029)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Same Security, rue Emile Vandervelde 78, à 4000 Liège, R.C. Liège 174758, déclarée par jugement du 20 septembre 1999. Le curateur était Me Jean-Luc Paquot, avenue Blonden 33, à Liège. La faillie a été déclarée inexécutable.

Le curateur, (signé) Jean-Luc Paquot. (1030)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour absence d'actif, la faillite de la S.A. P et C Location, Montagne Sainte-Walburge 6/54, à 4000 Liège, R.C. Liège 185781, déclarée par jugement du 27 octobre 1997. Le curateur était Me Jean-Luc Paquot, avenue Blonden 33, à Liège. La faillie a été déclarée inexécutable.

Le curateur, (signé) Jean-Luc Paquot. (1031)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour absence d'actif, la faillite de la S.C.R.L. P.C. Location, Montagne Sainte-Walburge 6/54, à 4000 Liège, R.C. Liège 172629, déclarée par jugement du 27 décembre 1999. Le curateur était Me Jean-Luc Paquot, avenue Blonden 33, à Liège. La faillie a été déclarée inexécutable.

Le curateur, (signé) Jean-Luc Paquot. (1032)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite prononcée en date du 5 octobre 1999, à charge de la S.A. Les Délices de Clémence, dont le siège social et le siège d'exploitation étaient situés rue Hors Château 2, à 4000 Liège, R.C. Liège 172776, T.V.A. 440.745.333.

La société faillie a été déclarée inexécutable.

Les curateurs, (signé) Mes Pierre Cavenaile et Koenraad Tanghe, avocats, rue Julien d'Andrimont 23/25, 4000 Liège. (1033)

Par jugement du 2 mai 2000, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite prononcée en date du 29 mars 1999, à charge de la S.P.R.L. Seraing-Tax, dont le siège social et le siège d'exploitation étaient situés rue de la Vecquée 384, à 4100 Seraing, R.C. Liège 150144, T.V.A. 426.871.462.

La société faillie a été déclarée inexécutable.

Le curateur, (signé) Me Pierre Cavenaile, avocat, rue Julien d'Andrimont 23/25, 4000 Liège. (1034)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour absence d'actif, la faillite prononcée en date du 30 avril 1999, à charge de la S.A. Docteur No, dont le siège social était situé rue de la Casquette 38, à 4000 Liège, R.C. Liège 193314, T.V.A. 456.736.079.

La société faillie a été déclarée inexécutable.

Le curateur, (signé) Me Pierre Cavenaile, avocat, rue Julien d'Andrimont 23/25, 4000 Liège. (1035)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite prononcée en date du 13 avril 2000 à charge de la S.A. Hi-Lux Cars Belgium, rue Lambert Darchis 28, à 4040 Herstal, T.V.A. 455.573.168.

La société ayant été déclarée inexécutable.

Le curateur désigné était Me Eric Biar, avocat, rue de Campine 157, à 4000 Liège.

Le curateur, (signé) Me Eric Biar. (Pro deo) (1036)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour absence d'actif, la faillite prononcée en date du 3 novembre 1997 à charge de la S.P.R.L. Art Orient, rue Puits en Sock 92, à 4020 Liège, T.V.A. 448.135.248.

La société ayant été déclarée inexécutable.

Les curateurs désignés étaient Me Jean-Marie Hansotte, avocat, rue de Sclessin 15-17, à 4000 Liège, et Me Eric Biar, avocat, rue de Campine 157, à 4000 Liège.

Un curateur, (signé) Me Eric Biar. (Pro deo) (1037)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour absence d'actif, la faillite prononcée en date du 20 octobre 1997 à charge de la S.C.R.L. Widubon commerciale, rue Dossin 45, à 4000 Liège, T.V.A. 433.610.982.

La société ayant été déclarée inexécutable.

Les curateurs désignés étaient Me Jean-Marie Hansotte, avocat, rue de Sclessin 15-17, à 4000 Liège, et Me Eric Biar, avocat, rue de Campine 157, à 4000 Liège.

Un curateur, (signé) Me Eric Biar. (Pro deo) (1038)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, par liquidation, la faillite prononcée en date du 9 octobre 1998 à charge de feu M. Philippe Pirotte, domicilié en son vivant rue Vivegnis 44, à 4000 Liège, T.V.A. 754.284.965.

Le curateur désigné Me Eric Biar, avocat, rue de Campine 157, à 4000 Liège.

Le curateur, (signé) Me Eric Biar. (Pro deo) (1039)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, pour absence d'actif, la faillite ouverte à charge de la S.P.R.L. Atelier belge de Dépannage Labo Vision, en abrégé ABD Labo Vision, ayant son siège social à 4602 Cheratte (Visé), voie des Chars 27, R.C. Liège 196911, T.V.A. 460.142.561, déclarée par jugement du 27 septembre 2000.

La même décision déclare la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Jean-Jacques Germeau, avocat, rue Sainte-Véronique 27, 4000 Liège. (Pro deo) (1040)

Par jugement du 11 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de M. Georges Uhoda, domicilié à 4000 Liège, rue Bonne Fortune 1, R.C. Liège 195481, avec date du début des opérations commerciales le 3 octobre 1996, pour l'exploitation d'un débit de boissons et petite restauration sous la dénomination Chez Georges, T.V.A. 597.282.646.

Juge-commissaire : M. Jimmy Bollekens.

Date de clôture pour le dépôt des créances : le 11 février 2001.

Clôture du procès-verbal pour le dépôt des créances : le 20 février 2001, cabinet du greffier en chef, palais de justice.

Curateurs : Mes Pierre Cavenaille et Alain Bodeus, avocats, rue Julien d'Andrimont 25, à 4000 Liège.

Les curateurs, (signé) Pierre Cavenaille; Alain Bodeus. (1041)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, pour absence d'actif, la faillite ouverte à charge de M. Tamo, Pierre, rue Bel Fays 4, à 4052 Beaufays, décharge le curateur de sa gestion et dit le failli inexcusable.

Le curateur, (signé) F. Kerstenne. (1042)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, par liquidation, la faillite ouverte à charge de M. Favero, Charles, rue de Poulseur 119, à 4130 Esneux, décharge le curateur de sa gestion et dit le failli inexcusable.

Le curateur, (signé) F. Kerstenne. (1043)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite ouverte à charge de la S.A. RO.GE.VAL, route de Bruxelles 155, à 4420 Saint-Nicolas, décharge le curateur de sa gestion et dit la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) F. Kerstenne. (1044)

Par jugement du 22 décembre 2000, le tribunal de commerce de Liège a clôturé la faillite, déclarée le 11 juin 1982, de M. Albert Dessy, rue de l'Yser 427/3B, à 4430 Ans, il a déclaré le failli inexcusable.

Le curateur, (signé) Jacques Hody, place de Bronckaert 9, 4000 Liège. (1045)

## Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 19 octobre 2000, le tribunal de commerce de Mons a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.C. Garage de l'Europe, en liquidation, ayant exercé l'activité de vente de voitures et d'atelier de carrosserie, R.C. Mons 115980, déclarée le 6 septembre 1993, et a déchargé de ses fonctions le curateur, Me Christine Delbart, avocat à 7000 Mons, rue des Telliers 20.

Le tribunal a dit qu'il n'y a pas lieu de déclarer la faillie excusable et a ordonné la gratuité de la procédure.

Le curateur, (signé) C. Delbart. (1046)

Par jugement du 14 décembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.C.R.L. Erquiges, ayant exercé l'activité de gestion, R.C. Mons 139307, T.V.A. 434.370.750, déclarée le 17 mai 1999, et a déchargé de ses fonctions le curateur, Me Christine Delbart, avocat à 7000 Mons, rue des Telliers 20.

Le tribunal a dit qu'il n'y a pas lieu de déclarer le failli excusable et a ordonné la gratuité de la procédure.

Le curateur, (signé) C. Delbart. (1047)

Par jugement du 14 décembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.P.R.L. Nimelec Computer, ayant exercé l'activité de fabrication d'ordinateurs et d'imprimantes, R.C. Mons 136389, T.V.A. 459.852.650, déclarée le 29 mai 2000, et a déchargé de ses fonctions le curateur, Me Christine Delbart, avocat à 7000 Mons, rue des Telliers 20.

Le tribunal a dit qu'il n'y a pas lieu de déclarer le failli excusable et a ordonné la gratuité de la procédure.

Le curateur, (signé) C. Delbart. (1048)

Par jugement du 14 décembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.A. Immomust, ayant exercé l'activité d'affaires immobilières, agent d'assurances, entreprise de crédit et de financement, R.C. Mons 124786, T.V.A. 445.804.476, déclarée le 5 janvier 1998, et a déchargé de ses fonctions le curateur, Me Christine Delbart, avocat à 7000 Mons, rue des Telliers 20.

Le tribunal a dit qu'il n'y a pas lieu de déclarer le failli excusable et a ordonné la gratuité de la procédure.

Le curateur, (signé) C. Delbart. (1049)

Par jugement du 21 septembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.A. Imotron, ayant exercé l'activité de société immobilière, R.C. Mons 126562, déclarée le 28 juin 1993, et a déchargé de ses fonctions le curateur, Me Christine Delbart, avocat à 7000 Mons, rue des Telliers 20.

Le tribunal a dit qu'il n'y a pas lieu de déclarer le failli excusable et a ordonné la gratuité de la procédure.

Le curateur, (signé) C. Delbart. (1050)

Par son jugement du 14 décembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a clôturé la faillite de la S.P.R.L. Terache Europe, dont le siège social est sis Zoning Industriel du Brulé à Quaregnon, R.C. Mons 122487, prononcée le 15 juin 1995, T.V.A. 442.270.906, et ce pour insuffisance d'actif.

La société n'a pas été déclarée excusable.

(Signé) Etienne Descamps, curateur. (Pro deo) (1051)



Par jugement du 8 janvier 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite de S.P.R.L.U. Trait-Services, rue des Viaducs 290/12, 7020 Mons (Nimy), R.C. Mons 138824, T.V.A. 461.355.358, exerçant les activités de restaurateur-traiteur.

Juge-commissaire : M. Michel Lejeune.

Curateur : Etienne Francart, avocat, rue du Rossignol 6, 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, avant le 7 février 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification de créances : 5 mars 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Francart.  
(Pro deo) (1052)

---

Tribunal de commerce de Namur

---

La faillite de Mme Laurence Falque, domiciliée rue E. Cuvelier 54, à 5000 Namur, exploitant une discothèque à Namur, rue Godfroid 43, sous la dénomination « Toon's Club », R.C. Namur 71096, T.V.A. 657.618.032, ouverte par jugement du tribunal de commerce de Namur du 13 janvier 2000, a été clôturée pour insuffisance d'actif, par jugement du 29 juin 2000.

L'excusabilité a été accordée à la faillite.

(Signé) Catherine Henry, curateur. (Pro deo) (1053)

---

Tribunal de commerce de Verviers

---

Faillite sur aveu

Par jugement du mardi 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée Gérard Systemes Informatiques et Bureautiques, en abrégé « G.S.I.B. », dont le siège social est établi à 4900 Spa, rue Henri Schaltin 7, R.C. Verviers 72366, T.V.A. 461.090.884, pour le commerce de détail de systèmes informatiques exercé au siège social.

Juge-commissaire : Mme Simone Simon-Curnel.

Curateur : Me Annette Lecloux, avocat à 4900 Spa, rue de l'Eglise 21c.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 9 mars 2001, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : pour le greffier en chef, le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (1054)

---

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

---

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is World Wide Container Trucking C.V., Lange Beeldekenstraat 177, bus 4, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen nihil, BTW 445.076.184, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Saverys, François.

Curator : Mr. Heysse, Barbara, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Heysse, Barbara. (Pro deo) (1055)

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Apotheek Spruyt N.V., in vereffening, Statiestraat 127, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen nihil, BTW 432.292.871, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Arts, Frank.

Curator : Mr. Loyens, Jan, Maria-Henriettalei 1, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Loyens, Jan. (Pro deo) (1056)

---

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Pjotr B.V.B.A., Dorpsstraat 11, 2845 Niel, H.R. Antwerpen 333777, BTW 465.193.885, werkplaats voor fotografische en andere reproductie, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Arts, Frank.

Curator : Mr. Loyens, Jan, Maria-Henriettalei 1, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Loyens, Jan. (Pro deo) (1057)

---

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Electrohouse B.V.B.A., Klapdorp 40, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 331295, BTW 464.177.464, groothandel in elektronisch materieel, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Saverys, François.

Curator : Mr. Heysse, Barbara, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Heysse, Barbara. (Pro deo) (1058)

---

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Emec-Immo N.V., Kloosterstraat 173, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen nihil, BTW 435.820.010, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Loots, Marc.

Curator : Mr. Hendrickx, Christiaan, Tolstraat 85, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Hendrickx, Christiaan. (Pro deo) (1059)

---

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Snauwaert Tegelhuis B.V.B.A., Lange Lobroekstraat 8, bus 2, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen nihil, BTW 440.275.278, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Loots, Marc.

Curator : Mr. Hendrickx, Christiaan, Tolstraat 85, 2000 Antwerpen-1.



Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Hendrickx, Christiaan. (Pro deo) (1060)

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Immo Deurne N.V., J. Van Parijsstraat 19, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 273922, BTW 439.437.021, onderneming voor het beheer van beleggingen en vermogens, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Joukes, Robert.

Curator : Mr. Hendrickx, Jean, Plantin en Moretuslei 12, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Hendrickx, Jean. (Pro deo) (1061)

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Riano B.V.B.A., Grote Markt 26, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 334064, BTW 465.654.537, spijshuis, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Segers, Johan.

Curator : Mr. Kips, Marc, Elisabethlaan 60, 2600 Berchem (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Kips, Marc. (1062)

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Jacobs-Bouvri B.V.B.A., Lamorinièrestraat 186, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 278560, BTW 441.343.664, wasserij en strijkerij, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Eessel, Leon.

Curator : Mr. Joris, Wilfried, Marktplein 22, 2110 Wijnegem.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Joris, Wilfried. (Pro deo) (1063)

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Adezaro B.V.B.A., in vereffening, Frankrijklei 8, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 335259, BTW 460.531.452, bestaat enkel voor haar vereffening, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Eessel, Leon.

Curator : Mr. Joris, Wilfried, Marktplein 22, 2110 Wijnegem.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Joris, Wilfried. (Pro deo) (1064)

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Garage Huybrechts B.V.B.A., in vereffening, Middenmolenstraat 99, 2100 Deurne (Antwerpen), bestaat enkel voor haar vereffening, H.R. Antwerpen 203330, BTW 415.643.713, op bekentenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief zonder uitspraak te doen over een eventuele verschoonbaarheid.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) H. Wauters.

(Pro deo) (1065)

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Mobiclub-Mobishop N.V., Luitenant Lippenslaan 52, 2140 Borgerhout (Antwerpen), H.R. Antwerpen 319036, BTW 458.991.231, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer D'Haens, Joseph.

Curator : Mr. Lyen, Reinhilde, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Lyen, Reinhilde. (1066)

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Munosan Free Time N.V., Putsesteenweg 43B, 2180 Ekeren (Antwerpen), H.R. Antwerpen 259272, BTW 431.495.590, spijshuis, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Rogiest, Jozef.

Curator : Mr. Lange, Gerda, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Lange, Gerda. (Pro deo) (1067)

Bij vonnis in datum van 11 januari 2001 is Coenraads & Koeijvoets B.V.B.A., Bredabaan 403, 2990 Wuustwezel, H.R. Antwerpen 319016, BTW 458.634.707, spijshuis, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Verbeeck, John.

Curator : Mr. Le Page, Reinhilde, Haringrodestraat 39, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 11 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Le Page, Reinhilde. (Pro deo) (1068)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

De rechtbank van koophandel te 8000 Brugge, Kazernevest 3, eerste kamer bis, heeft bij vonnis van 10 januari 2001, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard Sawa Interieurinrichting B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Knokke-Heist, Zoutelaan 15, H.R. Brugge 92344, BTW 458.151.685, interieurinrichting.

Rechter-commissaris : Albrecht, Filip.

Tijdstip ophouden van betaling : 10 januari 2001.

Curator : Demeestere, Guy, advocaat te 8300 Knokke-Heist, Natiëlaan 75b.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kazernevest, te 8000 Brugge, vóór 9 februari 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 19 februari 2001, om 8 u. 30 m., rechtbank van koophandel, Kazernevest 3, 8000 Brugge.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Demeestere, Guy. (Pro deo) (1069)

De rechtbank van koophandel te 8000 Brugge, Kazernevest 3, eerste kamer bis, heeft bij vonnis van 6 december 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Batiplus B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Knokke-Heist, Zeedijk-Het Zoute 711-3, H.R. Brugge 88209, BTW 463.047.613, bouwonderneming.

Rechter-commissaris : Brouns, Germain.

Tijdstip ophouden van betaling : 6 december 2000.

Curator : Demeestere, Guy, advocaat te 8300 Knokke-Heist, Natiëlaan 75b.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kazernevest, te 8000 Brugge, vóór 5 januari 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 22 januari 2001, om 11 uur, in het gerechtsgebouw, 8000 Brugge, Kazernevest 3.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Demeestere, Guy. (Pro deo) (1070)

Bij vonnis van de tijdelijke eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 28 december 2000, werd, op bekenenis, het faillissement geopend verklaard van de heer Costers, Jan Louis Emiel I, geboren te Knokke op 2 maart 1964, wonende te 8301 Knokke-Heist, Knokkestraat 411/1, H.R. Brugge 79904, voor aannemer van metsel- en betonwerken, BTW 677.294.382.

De aanvang van de termijn van staking van betaling werd door de rechtbank voorlopig bepaald op 28 december 2000.

Curator : Mr. Johan Martens, advocaat te 8300 Knokke-Heist, Elizabethlaan 71.

De aangiften van schuldvordering moeten ingediend worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, 8000 Brugge, vóór 26 januari 2001.

Het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal gesloten worden op maandag 12 februari 2001, om 8 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, Brugge, zaal N, eerste verdieping.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Johan Martens. (1071)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis d.d. 18 mei 2000 werd failliet verklaard Dextra N.V., met zetel te 8400 Oostende, Archimedesstraat 15, H.R. Oostende 56775, BTW 433.769.350.

Bij vonnis d.d. 9 november 2000 werd dit faillissement gesloten verklaard wegens ontoereikend actief en werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Paul Daems, advocaat te Oostende, Leopold III-laan 15. (1072)

Op 8 januari 2001 werd, op bekenenis, in faling verklaard B.V.B.A. Carrosserie Meersseman, gevestigd te 8610 Kortemark, Sneppestraat 15, H.R. Oostende 41870, voor garagehouder herstellen, carrossierhersteller, tweedehandse auto's, BTW 429.461.560, door de rechtbank van koophandel te Oostende. Datum van staking van betaling voorlopig bepaald op 8 januari 2001, als curator werd aangesteld Mr. Rudi Vanneste, advocaat te 8820 Torhout, Oostendestraat 327. Schuldvorderingen moeten vóór 8 februari 2001 neergelegd worden op de rechtbank van koophandel te 8400 Oostende, Canadaplein, waar het proces-verbaal van verificatie zal gemaakt worden op 23 februari 2001, om 16 uur.

De curator, (get.) R. Vanneste. (1073)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, tweede kamer, van 5 januari 2001, werd het faillissement van B.V.B.A. No Limit Interiors, met maatschappelijke zetel te 9300 Aalst, Zonnestraat 36, bus 3, bij verstekvonnis van zelfde rechtbank failliet verklaard op 15 december 2000, opgeheven.

Voor uittreksel : de curator, (get.) Dirk Bert. (Pro deo) (1074)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis van 10 januari 2001 van voormelde rechtbank werd, op bekenenis, het faillissement geopend verklaard van de B.V.B.A. Tessaco, met maatschappelijke zetel te 9230 Wetteren, Massensesteenweg 185, H.R. Dendermonde 55696, gevelrenovatie, BTW 465.146.078.

Rechter-commissaris : de heer M. Tackaert, rechter in handelszaken.

Datum van ophouden van betaling werd bepaald op 10 januari 2001, onder voorbehoud van art. 12, 2 Faill. Wet.

De schuldeisers dienen aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen werd bepaald op vrijdag 23 februari 2001, te 9 u. 15 m., in de gehoorzaal van de rechtbank, Noordlaan 31, Dendermonde.

De curator, (get.) Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52. (Pro deo) (1075)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 9 januari 2001, van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard het faillissement van Mevr. Moens, Sonja, geboren te Sint-Niklaas op 3 juni 1950, kleinhandel in algemene voedingswaren, Sint Gillisbaan 65, Sint-Niklaas, H.R. Sint-Niklaas 31422, BTW 593.667.318.

Rechter-commissaris : Cornelis, Harry.

Curator : Mr. Francine Pauwels, advocaat te Sint-Niklaas, Apostelstraat 29.

Datum van ophouding van betaling door de gefailleerde werd bepaald op 9 januari 2001.

De schuldeisers mogen hun verklaring van schuldvorderingen indienen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, vóór 8 februari 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op 21 februari 2001, om 15 uur, eveneens in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. F. Pauwels. (1076)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 10 januari 2001, op bekenenis, vierde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Shopping 265 N.V., kleinhandel met meer dan één afdeling, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Brugsesteenweg 265, H.R. Gent 185303, BTW 460.287.863.

Rechter-commissaris : Mevr. Kathia Snick.

Datum staking van de betalingen : 9 januari 2001.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 7 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 21 februari 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. J. Ghekiere, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Gebr. Vandeveldestraat 119.

Voor eensluidend uittreksel : de wnd. hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (1077)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis d.d. 21 december 2000 van de rechtbank van koophandel te Hasselt werd in het faillissement N.V. Transaco, met zetel gevestigd te Tessenderlo, Industriezone, Ravenshout 3325, H.R. Hasselt 85295, BTW 451.646.252, in falingsverklaring bij vonnis d.d. 30 mei 2000, voor recht gezegd dat de datum van staking van betaling, zoals bepaald in het faillissementsvonnis van 30 mei 2000 wordt vervangen tot 30 april 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Bert Vandereydt. (1078)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Faillissement : Beeken, Marleen, geboren te Leuven op 22 september 1967, Vaartstraat 74, bus 8, 3000 Leuven, H.R. Leuven 98833, BTW 746.276.131.

Vonnis rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 21 december 2000.

Rechter-commissaris : F. Van Eycken.

Curator : D. De Maeseneer, Predikherenstraat 20, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen : vóór 12 januari 2001.

Nazicht schuldvorderingen : 22 januari 2001, om 14 uur.

De curator, (get.) D. De Maeseneer. (Pro deo) (1079)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis in datum van 8 januari 2001 is de heer Boutaybi, Laid, wonende te 2890 Sint-Amands, Buisstraat 7, H.R. Mechelen 82157, failiet verklaard.

De gefailleerde met BTW 634.471.060 deed de uitbating van een markthandel.

Rechter-commissaris : H. Verbruggen.

Curator : Mr. Spiessens, Jozef, advocaat te 2830 Willebroek, er kantoorhoudende Groene Laan 6.

Datum van de staking van betaling : 8 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen per aangetekend schrijven ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen : vóór 8 februari 2001.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 19 februari 2001, te 9 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Spiessens. (1080)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 8 januari 2001, werd, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Simba, thans, Bakkerstraat 204, te 3082HE Rotterdam, Nederland, voorheen, Sint-Katharinastraat 148, te 2870 Puurs, H.R. Mechelen 86324, BTW 462.164.814.

Rechter-commissaris : Mevr. J. Gils.

Curator : Mr. Eddy Van Daele, advocaat te Mechelen, Frans Halsvest 33/1.

Staking van betaling : 8 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, ten laatste op 7 februari 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 19 februari 2001, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Eddy Van Daele. (1081)

De rechtbank van koophandel te 2800 Mechelen, Voochtstraat 7, eerste kamer, heeft bij vonnis van 10 januari 2001, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard de C.V.B.A. A. & F. Post, waarvan de zetel gevestigd is te Mechelen, Liersesteenweg 461, H.R. Mechelen 68160, BTW 440.314.672.

Rechter-commissaris : P. Valckenaers.

Tijdstip ophouden van betaling : 10 januari 2001.

Curator : Kristin Van Hocht, advocaat te 2800 Mechelen, Frans Halsvest 33/1.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 21 februari 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 26 februari 2001, om 12 uur, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Kristin Van Hocht. (Pro deo) (1082)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 9 januari 2001 werd de genaamde Mertens-Verschuren V.O.F./Mertens Martine, De Kampelaar 3/Achtelsestraat 89, 2320 Hoogstraten, H.R. Turnhout H84717, tussenpersoon in de handel, BTW 463.331.584, failliet verklaard, op dagvaarding.

Rechter-commissaris : de heer Bomhals.

Curator : advocaat Naulaerts, Diestseweg 155, 2440 Geel.

Tijdstip van ophouding van betaling : 9 januari 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 6 februari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 20 februari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) G. Naulaerts. (Pro deo) (1083)

Bij vonnis van 9 januari 2001 werd de genaamde Yahya C.V.B.A., Eksterstraat 5, 2310 Rijkevorsel, H.R. Turnhout H88820, schrijnwerkerij, waterdicht maken van gebouwen, BTW 436.670.838, failliet verklaard, op dagvaarding.

Rechter-commissaris : de heer Bomhals.

Curator : advocaat Robeyns, Herentalsstraat 79, 2300 Turnhout.

Tijdstip van ophouding van betaling : 9 januari 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 6 februari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 20 februari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) T. Robeyns. (Pro deo) (1084)

Bij vonnis van 9 januari 2001 werd de genaamde Beekhuis, Hinderik, geboren op 13 december 1954, Fabiolalaan 5, 2350 Vosselaar, H.R. Turnhout H75499, ontwikkelen en adviseren bij het gebruik van wiping-producten, BTW 731.397.717, failliet verklaard, ambtshalve.

Rechter-commissaris : de heer Bomhals.

Curator : advocaat Naulaerts, Diestseweg 155, 2440 Geel.

Tijdstip van ophouding van betaling : 9 januari 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 6 februari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 20 februari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) G. Naulaerts. (Pro deo) (1085)

Bij vonnis van 9 januari 2001 werd de genaamde Van Roosbroeck N.V., Aarschotsesteenweg 207, 2230 Herselt, H.R. Turnhout H69633, kalvermesterij, BTW 447.659.354, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Bomhals.

Curator : advocaat Arnauts-Smeets, Herentalsesteenweg 52, 2230 Herselt.

Tijdstip van ophouding van betaling : 9 januari 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 6 februari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 20 februari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) J. Arnauts-Smeets. (Pro deo) (1086)

Bij vonnis van 9 januari 2001 werd de genaamde Multiservice B.V.B.A., De Vloed 27, 2370 Arendonk, H.R. Turnhout H66107, managementsvennootschap, BTW 442.161.137, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Verheyen.

Curator : advocaat De Chaffoy, De Merodelei 37, 2300 Turnhout.

Tijdstip van ophouding van betaling : 9 januari 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 6 februari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 20 februari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) J. De Chaffoy. (Pro deo) (1087)

Bij vonnis van 9 januari 2001 werd de genaamde Van Roosbroeck en C° B.V.B.A., Aarschotsesteenweg 207, 2230 Herselt, H.R. Turnhout H7321, groothandel in vee en vlees, BTW 415.086.358, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Bomhals.

Curator : advocaat Arnauts-Smeets, Herentalsesteenweg 52, 2230 Herselt.

Tijdstip van ophouding van betaling : 9 januari 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 6 februari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 20 februari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) J. Arnauts-Smeets. (Pro deo) (1088)

Bij vonnis van 9 januari 2001 werd de genaamde La Cucina B.V.B.A., Wolkenstraat 12A, 2440 Geel, H.R. Turnhout H86950, delikatessenzaak, BTW 465.650.379, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Bomhals.

Curator : advocaat Naulaerts, Diestseweg 155, 2440 Geel.

Tijdstip van ophouding van betaling : 9 januari 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 6 februari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 20 februari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) G. Naulaerts. (Pro deo) (1089)

Bij vonnis van 9 januari 2001 werd de genaamde Pergola C.V.B.A., Geelsebaan 29/2, 2460 Kasterlee, H.R. Turnhout H67429, restaurant « Pergola », BTW 444.780.533, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Bomhals.

Curator : advocaat Naulaerts, Diestseweg 155, 2440 Geel.

Tijdstip van ophouding van betaling : 9 januari 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 6 februari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 20 februari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) G. Naulaerts. (Pro deo) (1090)



**Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel**

Suivant jugement prononcé le 20 décembre 2000 par la douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Vincenzo Loverde, carrossier, né à Wanfercée-Baulet le 19 juillet 1954 et son épouse Mme Dina Chiarelli, sans profession, née à Frameries le 1<sup>er</sup> février 1958, domiciliés à Saint-Josse-ten-Noode, rue Braemt 20, dressé par acte du notaire Marc Van Beneden, à Bruxelles le 11 juillet 2000, a été homologué.

Le contrat de mariage modificatif comporte adoption du régime de la séparation de biens pure et simple.

(Signé) M. Van Beneden, notaire. (1091)

Par requête en date du 21 décembre 2000, les époux M. Shair, Yanni Hassan Issa, employé, né à Naharia (Israël) le 4 septembre 1962, domicilié à Evère, avenue Henry Dunant 5/B38, et son épouse Mme Gonay, Frédérique Fernande Auguste Marie Ghislaine, cadre, née à Namur, le 12 novembre 1964, domiciliée à Evère, avenue Henry Dunant 5/B38.

Mariés à Akka (Israël) le 16 juillet 1990, transcrit à Dinant sous le numéro 43 du registre aux actes supplétoires, conformément l'article 171 du code civil, le 21 août 1990, sans avoir fait précéder leur union de conventions matrimoniales.

Ont introduit devant le tribunal de première instance de Bruxelles une demande en homologation de l'acte qui modifie leur régime matrimonial de communauté légale entre époux à défaut de contrat de mariage en séparation de biens pure et simple, acte reçu par le notaire Stanislas Michel, à Molenbeek-Saint-Jean le 21 décembre 2000.

Fait à Bruxelles, le 11 janvier 2001.

(Signé) Stanislas Michel, notaire. (1092)

Par jugement rendu le 22 novembre 2000, le tribunal de première instance de Bruxelles a homologué l'acte modificatif reçu le 4 mai 2000, par le notaire Frédérique Pauporte, à Bruxelles. Aux termes de cet acte, les époux Hanssens-Dumont, ont déclaré remplacer leur régime légal actuel par le régime de la séparation de biens pure et simple.

(Signé) F. Pauporté, notaire. (1093)

Suivant jugement prononcé le 22 novembre 2000 par le tribunal de première instance à Bruxelles, l'acte contenant modification du régime matrimonial des époux Michel Marie Maurice Gaston Gérard Ghislain Fosseur, docteur en médecine et Janet Mary Elisabeth Hélène Ghislaine del Marmol, domiciliés ensemble à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Janvier 5, bte 1, dressé par le notaire Jean-Luc Indekeu, à Bruxelles le 23 juin 2000, a été homologué.

Cet acte contient adjonction au régime principal de la séparation de biens d'un patrimoine commun se limitant à des apports de biens immobiliers déterminés à Lasne (ex Maransart) et à Woluwe-Saint-Lambert.

Bruxelles, le 11 janvier 2001.

(Signé) Jean-Luc Indekeu, notaire. (1094)

Bij verzoekschrift van 5 december 2000, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, hebben de heer Pennemans, Remigius Josephus, gepensioneerde, geboren te Overpelt op 14 mei 1930, van Belgische nationaliteit, en zijn echtgenote, Mevr. Corthouts, Elza Bertha, huisvrouw, geboren te Houthalen op 27 oktober 1939, van Belgische nationaliteit, beiden wonende te Lommel, Sint-Jan Berchmansstraat 15, gehuwd onder het stelsel der wettige gemeenschap ingevolgt huwelijkscontract verleden voor notaris Theo Croonenberghs, te Overpelt, op 17 april 1961, homologatie verzocht van de akte verleden voor notaris Dirk Seresia, te Overpelt, op 5 december 2000, inhoudende behoud van het wettelijk stelsel, met inbreng door de heer Pennemans van het hierna vermeld onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen :

Gemeente Lommel : woning met aanhorigheden, ter plaatse « Sint-Jan Berchmansstraat 15 », volgens titel ten kadaster bekend sectie B, deel van nrs. 1113 en 1103, thans ten kadaster bekend sectie B, nr. 1113 B, groot 09 a.

Voor de verzoekers, (get.) Dirk Seresia, notaris. (1095)

Bij verzoekschrift van 21 december 2000 hebben de heer Vandenput, Alain Nestor Jules Joseph, en zijn echtgenote, Mevr. Vanhaecht, Rita Maria, samenwonende te 3090 Overijse, Stationsstraat 34, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brussel een aanvraag ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, houdende inbreng door de heer Vandenput van een onroerend goed, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Maryelle Van den Moortel, te Overijse, op 21 december 2000.

Overijse, 11 januari 2001.

(Get.) M. Van den Moortel, notaris. (1096)

Ingevolge vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Brugge op 21 november 2000, werd de akte verleden voor Mr. Philippe Vanlatum, notaris met standplaats te Oedelem (thans Beernem), op 22 september 2000, gehomologeerd.

In die akte hebben de heer Frank Van Hooreweder en Mevr. Conny Puype, samenwonende te Beernem (Sint-Joris-ten-Distel), Citroenstraat 5C, hun huwelijksvermogensstelsel gewijzigd als volgt :

Het onroerend goed te Beernem (Sint-Joris-ten-Distel), Citroenstraat 5C, dat persoonlijk toebehoort aan de heer Frank Van Hooreweder, voornoemd, wordt in het gemeenschappelijk vermogen van de heer Frank Van Hooreweder, en zijn echtgenote, Mevr. Conny Puype, beiden voornoemd, gebracht.

Opgemaakt namens de verzoekers, getekend door voornoemde notaris te Beernem (Oedelem), op 10 januari 2001.

(Get.) Philippe Vanlatum, notaris. (1097)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge van 7 november 2000, werd de akte tot wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Wygers, Eduard, gepensioneerde, geboren te Antwerpen op 12 juli 1922, en zijn echtgenote, Mevr. De Vos, Angèle Emiel Albert Agnès Maria, zonder beroep, geboren te Antwerpen op 7 juni 1942, samenwonende te 8301 Knokke-Heist, Zeedijk-Heist 199/82, verleden te Hove voor geassocieerd notaris Erik Celis, te Antwerpen, op 2 februari 2000, gehomologeerd.

Namens de echtgenoten Wygers-De Vos, (get.) Erik Celis, notaris. (1098)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie der rechtbank van eerste aanleg te Leper, op 12 januari 2001, hebben de heer Geert Paul Cornelius Vaneekhoutte, landbouwer, en zijn echtgenote, Mevr. Marleen Maria Cornelia Baes, onderwijzeres, samenwonende te 8954 Heuvelland (Westouter), Poperingestraat 49, er gehuwd te poperinge op 7 april 1990, de homologatie gevraagd van de notariële akte verleden voor Mr. Stephan Mourisse, notaris te Roesbrugge-Haringe (Poperinge), op 27 december 2000, houdende wijziging van hun huwelijksvoorwaarden.

Voor de verzoekers, (get.) Stephan Mourisse, notaris. (1099)



Bij beschikking van de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout op 3 januari 2001, werd gehomologeerd de akte tot wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Jozef Coppens, te Vosselaar, op 2 november 2000, afgesloten tussen de heer de Chaffoy de Courcelles, Pierre Leon Maria, geboren te Turnhout op 17 maart 1925, en zijn echtgenote, Mevr. Roman de Mettelinghe, Jacqueline Marie Jeanne, geboren te Mol op 27 februari 1931, samenwonende te Oud-Turnhout, Lintbekelaan 5, gehuwd onder het stelsel van scheiding van goederen met gemeenschap van aanwinsten, ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Hubert Pede, te Bottelare, op tweeëntwintig augustus negentienhonderd eenenvijftig.

In voormelde akte werd het stelsel van scheiding van goederen met gemeenschap van aanwinsten behouden, doch het gemeenschappelijk vermogen werd uitgebreid met een eigen onroerend goed van de heer de Chaffoy de Courcelles.

Voor de echtgenoten de Chaffoy de Courcelles-Roman de Mettelinghe, (get.) J. Coppens, notaris. (1100)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, eerste kamer, op veertien november tweeduizend, werd de akte verleden voor notaris Astrid De Wulf, te Dendermonde, op zes mei negentienhonderd negenennegentig, houdende wijziging huwelijksstelsel van de echtgenoten de heer en Mevr. Geert Frans Jozef De Visscher-De Smedt, Mia Alexandrina Jozef Edward, beiden samenwonende te 9200 Dendermonde (Baasrode), Baasrodestraat 113, gehomologeerd.

(Get.) A. De Wulf, notaris. (1101)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, eerste kamer, op 28 november 2000, werd de akte verleden voor notaris Astrid De Wulf, te Dendermonde, op 25 februari 2000, houdende wijziging huwelijksstelsel van de echtgenoten, de heer en Mevr. Marc Louis Alfons Cool-Van Laecken, Martine Elisa, beiden samenwonende te 9308 Aalst (Gijzegem), Stationsstraat 106, gehomologeerd.

(Get.) A. De Wulf, notaris. (1102)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 21 november 2000, werd de akte voor notaris Yves Willekens, te Lot (Beersel), van 31 maart 2000, houdende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Otte, Yves, zaakvoerder, en Mevr. Vanderhaegen, Josiane Maria Louise, ambtenaar, samenwonend te Beersel, Stoofstraat 10, gehomologeerd. Het wijzigend contract houdt in : wijziging van het huwelijksstelsel in het wettelijk stelsel en inbreng onroerende goederen in de gemeenschap.

Voor de echtgenoten Otte-Vanderhaegen, (get.) Y. Willekens, notaris. (1103)

Bij verzoekschrift d.d. 4 december 2000, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, hebben de heer Van Giel, Mark Victor Jeanne, geboren te Antwerpen op 8 augustus 1973, en zijn echtgenote, Mevr. Diels, Diane Carine Maria, geboren te Turnhout op 25 juni 1970, wonende te 2320 Hoogstraten, Vrijheid 23/2, verzocht om homologatie van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, ingevolge akte verleden voor notaris Cor Stoel, te Merksplas, op 4 december 2000, inhoudende behoud van het wettelijk stelsel doch mits inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen door de echtgenote.

Voor de verzoekers, (get.) Cor Stoel, notaris. (1104)

Bij verzoekschrift van 14 december 2000 hebben de heer Johan De Mol, bedrijfsrevisor, en zijn echtgenote, Mevr. Vera Geeroms, boekhoudster, samenwonende te 1785 Merchtem, Ten Houte 13, aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brussel, de homologatie gevraagd van het wijzigend huwelijkscontract, opgemaakt bij akte van notaris Dirk Luyten, te Mechelen, op 14 december 2000, waarbij overgegaan wordt van het wettelijk stelsel van gemeenschap van goederen naar het stelsel van scheiding van goederen.

Voor de echtgenoten, (get.) Dirk Luyten, notaris. (1105)

Volgens vonnis, verleend op 27 juni 2000 door de kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Pauwels, Johnny Sophia Armand, machinist, en Mevr. Verdoodt, Paulette Jeanine Francine, bediende, samenwonend te 1742 Ternat (Sint-Katharina-Lombeek), Asseseeweg 178, verleden voor notaris Paul Bauwens, te Dilbeek, op 1 december 1999, gehomologeerd.

Voor gelijkluidend uittreksel : (get.) P. Bauwens, notaris. (1106)

Bij beschikking van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, d.d. 3 januari 2001, werd het huwelijkscontract gehomologeerd, verleden voor notaris Paul Van Roosbroeck, te Mol, op 3 augustus 2000, tussen de heer Nicasi, Ivo Marcel Maria, geboren te Mol op 20 mei 1961, en zijn echtgenote, Mevr. Deliën, Liliana Stephania Lodewijk, geboren te Geel op 13 augustus 1960, samenwonende te Mol, Dijkstraat 23.

Voor de echtgenoten, (get.) P. Van Roosbroeck, notaris; (1107)

Bij verzoekschrift van 7 november 2000 hebben de echtgenoten, de heer Bernard Victor Pancras Demeulemeester, en zijn echtgenote, Mevr. Ann Rita Veerle Deschutter, samenwonende te 8550 Zwevegem, Kappaertstraat 42, gehuwd onder het stelsel der wettelijke gemeenschap van goederen bij gebrek aan huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, homologatie verzocht van de akte verleden door notaris Ignace Demeulemeester, te Anzegem, op 7 november 2000, houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel, waarbij enkel een wijziging wordt aangebracht in het gemeenschappelijk vermogen, zonder dat voor het overige het huwelijksvermogensstelsel wordt gewijzigd.

Voor de echtgenoten Bernard Demeulemeester-Deschutter, Ann, (get.) Ignace Demeulemeester, notaris te Anzegem. (1108)

Bij verzoekschrift van 10 januari 2001 zullen de heer De Smedt, Thierry Polydore Albéric, en zijn echtgenote, Mevr. Ribbens, Nancy Josepha Arthur, samenwonende te 2910 Wildert (Essen), Zonedauwlaan 9, bij de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift indienen tot homologatie van grote wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, blijkens akte verleden voor notaris Marcel Leemans, te Mechelen, op 18 december 2000.

Namens de echtgenoten De Smedt-Ribbens, (get.) Marcel Leemans, notaris te Mechelen. (1109)

Bij beschikking van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout d.d. 3 januari 2001, werd het huwelijkscontract gehomologeerd, verleden voor notaris Paul Van Roosbroeck, te Mol, op 2 oktober 2000, tussen de heer Mast, Guido Henriette August, geboren te Mol op achtentwintig mei negentienhonderd vierenzestig, en zijn echtgenote, Mevr. De Rijck, Christine Maria Carolina, geboren te Heist-op-den-Berg op negen augustus negentienhonderd tweeënzestig, samenwonende te Vorst (Laakdal), Meerlaarstraat 133.

Voor de echtgenoten, (get.) Van Roosbroeck, notaris. (1110)

Bij vonnis van 3 januari 2001 van de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren werd gehomologeerd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Clement Wouters, te Tongeren, vervangende zijn ambtsgenoot notaris Bert Valkeniers, te Tienen, op 27 juli 2000, tussen de heer Johannes Panagiotopoulos, arbeider, geboren te Sint-Truiden op drie mei negentienhonderd achtenzestig, en zijn echtgenote, Mevr. Dana Bulirova, dienstverrichtster, van Tsjechische nationaliteit, geboren te Turnov (Tsjechië) op achtentwintig januari negentienhonderd tweeënzeventig, samenwonende te Tongeren, Hasseltsesteenweg 435.

Wijziging : stelsel van scheiding van goederen.

(Get.) Bert Valkeniers, notaris. (1111)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van 2 november 2000, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Rudy Vandermander, te Evergem (Ertvelde), op 11 september 2000, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel bestaande tussen de heer Mussche, Johan Oscar Romanie, bestuurder van vennootschappen, geboren te Zottegem op tien januari negentienhonderd negenveertig, en zijn echtgenote, Mevr. Vermeiren, Marijke Helena Andrea, regentes, geboren te Gent op vijfentwintig april negentienhonderd tweeënvijftig, beiden samenwonende te Destelbergen (Heusden), Bommelsrede 12.

De akte behelst onder meer inbreng door de heer Johan Mussche van eigen roerende waarden in de gemeenschap en toevoeging van een keuzebeding, zonder voor het overige het huwelijksvermogensstelsel te wijzigen.

Voor de verzoekers, (get.) Rudy Vandermander, notaris. (1112)

Bij vonnis uitgesproken door de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, eerste kamer, op vijf december 2000, werd de akte gehomologeerd houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Knuts, Kurt, en Mevr. Holsteyns, Saskia Catharina Hubertina, samenwonende te 3500 Hasselt, van Maerlantlaan 5/2, verleden voor notaris Nathalie Bovend'aerde, te Zonhoven, op 4 oktober 2000.

Namens de echtgenoten Knuts-Holsteyns, (get.) Nathalie Bovend'aerde, notaris te Zonhoven. (1113)

Bij verzoekschrift de dato 22 december 2000, hebben de heer Voets, Patrick Pierre, carrosseriehersteller, geboren te Bilzen op 6 februari 1968, en zijn echtgenote, Mevr. Vandebek, Katja Gerda Paula, bediende, geboren te Tongeren op 17 januari 1974, samenwonende te 3730 Hoeselt, de Bormanlaan 21, aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Eric Nartus, te Hoeselt, op 22 december 2000, houdende wijziging huwelijkscontract staande het huwelijk, met behoud van hun huidig wettelijk stelsel van gemeenschap, doch met inbreng van een persoonlijk goed van de echtgenoot in het gemeenschappelijk vermogen, na gesteld te hebben dat deze wijziging niet de vereffening van hun huwelijksvermogensstelsel tot gevolg heeft doch wel een dadelijke verandering van de samenstelling van de vermogens.

De echtgenoten Voets-Vandebek hebben geen kinderen uit hun huwelijk, noch geadopteerde kinderen.

Voor gelijkkluidend uittreksel, (get.) Eric Nartus, notaris. (1114)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout op 21 december 2000, hebben de echtgenoten de heer Tormans, Jan Emiel Maria, zelfstandige, geboren te Geel op twintig april negentienhonderd zesenzestig, en zijn echtgenote, Mevr. Van Peer, Jacqueline Louisa Jozef, bediende, geboren te Turnhout op negentwintig november negentienhonderd zesenzestig, samenwonende te

Geel, Aardseweg 161, oorspronkelijk gehuwd onder het wettelijk stelsel der gemeenschap van goederen bij gebrek aan huwelijkscontract, bij voormelde rechtbank om homologatie verzocht van de akte verleden voor notaris Michel Eyskens, te Oud-Turnhout, op 1 december 2000, waarbij voornoemde echtgenoten besloten hun huwelijk verder te zetten onder het stelsel der scheiding van goederen.

Oud-Turnhout, 11 januari 2001.

(Get.) Michel Eyskens, notaris. (1115)

De heer Vermeersch, Norbert Rogier, handelsbediende, en zijn echtgenote, Mevr. Depoorter, Iranda, zonder beroep, samenwonende te 8810 Lichtervelde, Rondevijverstraat 6, hebben bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge een verzoekschrift d.d. 8 januari 2001, ingediend, met vraag tot homologatie van een wijziging aan hun huwelijksvermogensstelsel, inhoudende inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen, gedaan bij akte verleden voor notaris Isabelle Bossuyt, te De Haan, op 20 december 2000.

(Get.) Norbert Vermeersch; Iranda Depoorter. (1116)

#### Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance du 5 janvier 2001 de la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège, M. Léon Ligot, avocat, juge suppléant, domicilié à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, a été nommé en qualité de curateur à la succession de M. Plugers, Patrick Jean-François, né à Köln (Allemagne) le 8 février 1964, célibataire, domicilié en son vivant à 4100 Seraing, rue Fivé 193, et décédé à Neupré le 10 septembre 1999.

Toute personne concernée par cette succession est priée de contacter d'urgence le curateur.

(Signé) L. Ligot, avocat. (1117)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij beschikking gegeven door de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 2 november 2000, met rolnummer 00/2726/B is David Serrus, advocaat te 9000 Gent, met kantoor aan het Griendeplein 10, aangevoerd tot curator van de onbeheerde nalatenschap van de heer Daniël De Clercq, ongehuwd, geboren te Knokke op 5 april 1958, bij leven wonend te 9000 Gent aan de Sint-Lievenspoortstraat 1, en overleden te Gent op 23 september 1999.

(Get.) D. Serrus, advocaat. (1118)

Rechtbank van eerste aanleg te Tongeren

Door vonnis van de tweede kamer van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren van 20 december 2000, werd de nalatenschap van wijlen Mevr. Regina Heymans, geboren te Mechelen-aan-de-Maas op 16 maart 1886 en overleden te Hasselt op 30 januari 1944 onbeheerd verklaard.

Als curator werd aangesteld Mr. Elke Natens, advocaat te 3700 Tongeren, Moerenstraat 33.

De schuldeisers dienen aangifte van hun schuldvordering te doen bij de curator binnen de drie maanden vanaf huidige bekendmaking.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Elke Natens, advocaat. (1119)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 18 janvier 2001 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 2001

---

**Katholieke Universiteit Leuven — Université Catholique de Louvain**

**Samenstelling van de raad van beheer van de Katholieke Universiteit Leuven  
Composition du conseil d'administration de l'Université Catholique de Louvain**

De heer Mark Eyskens, voorzitter, de Grunnelaan 23, 3001 Heverlee.

De heer Marcel Crochet, rector van de « Université Catholique de Louvain », avenue des Chevaliers 34, 1325 Dion-Valmont.

De heer André Oosterlinck, rector van de « Katholieke Universiteit Leuven », Parklaan 13, 3360 Lovenjoel.

Mevr. Anne-Marie Kumps, algemeen beheerder van de « Université Catholique de Louvain », rue au Bois 376, bte 27, 1150 Bruxelles.

De heer Vic Goedseels, algemeen beheerder van de « Katholieke Universiteit Leuven », Slangenstraat 41, 3010 Kessel-Lo.

De heer Jos Daniels, Esplanadelaan 11, 3000 Leuven.

De heer Hubert Detremmerie, Moeremanslaan 136, 1700 Dilbeek.

De heer François Cornelis, clos des Salanges 6, 1150 Bruxelles.

De heer Jean-Jacques Viseur, rue de Gosselies 83A, 6040 Jumet.

(19018)